

UNIVERSITÉ DE NANCY

-

FACULTÉ DE DROIT

Année 1936-37

ECONOMIE BELGE ET CONGO BELGE

THÈSE

Pour le Doctorat de l'Université de Nancy

(MENTION DROIT - SCIENCES ÉCONOMIQUES)

présentée et soutenue le 26 juin 1936 à 15 heures

PAR

MARCEL W. VAN DE VELDE

LICENCIÉ EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

LICENCIÉ EN SCIENCES COMMERCIALES DE L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE COMMERCE
D'ANVERS

LICENCIÉ EN SCIENCES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES DE L'UNIVERSITÉ DE
BRUXELLES

MEMBRES DU JURY

Président MM. DE MENTHON, professeur

Messieurs

MARCHAL, agrégé

HUGON, chargé de cours

*Thèse Nancy
1936.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551909_0013

DU MEME AUTEUR

Editions du Lloyd Anversois, Anvers.

Le port d'Anvers.

Aperçu de la Situation Economique et Politique du port national Belge en comparaison avec celle des ports de Rotterdam et de Dunkerque.

Avec 9 clichés et une carte en trois couleurs (1930).

Prix : Frs. 40.

Un Aperçu du Prodigeux développement de la marine marchande Japonaise et de ses perspectives d'Avenir.

Avec 6 clichés (1931).

Prix : Frs. 15.

La Marine Marchande italienne.

Son Evolution, son Avenir.

Préface de Maurice Lippens, Ministre de l'Instruction Publique. Avec 3 clichés et 8 photogravures (1933).

Prix : Frs. 25.

Edizioni Treves — Treccani — Tumminelli — Milano.

La Marina Mercantile Italiana.

Ouvrage complété et revu.

Avec 3 clichés et 8 photogravures (1933).

En Italie : Lire 12.—, en Belgique : Frs. 30.

Editions Flor Burton, Anvers.

Souvenirs de Voyage à travers l'Afrique Centrale (de l'Océan Atlantique à l'Océan Indien).

Avec 2 cartes (1934).

Prix : Frs. 10.

UNIVERSITÉ DE NANCY

-

FACULTÉ DE DROIT

Année 1936-37

ECONOMIE BELGE ET CONGO BELGE

THÈSE

Pour le Doctorat de l'Université de Nancy

(MENTION DROIT - SCIENCES ÉCONOMIQUES)

présentée et soutenue le 26 juin 1936 à 15 heures

PAR

MARCEL W. VAN DE VELDE

LICENCIÉ EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

LICENCIÉ EN SCIENCES COMMERCIALES DE L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE COMMERCE
D'ANVERS

LICENCIÉ EN SCIENCES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES DE L'UNIVERSITÉ DE
BRUXELLES

MEMBRES DU JURY

Président MM. DE MENTHON, professeur

Messieurs MARCHAL, agrégé

HUGON, chargé de cours

* 39077

FACULTE DE DROIT DE NANCY.

Doyen : M. SENN.

Assesseur du Doyen : M. HENRY.

Doyens honoraires : MM. GENY, MICHON.

Professeurs honoraires :

MM. MAY,

ROLLAND,

MOREL.

MM. GENY,

RENARD.

Maître de conférences honoraire : M. MELIN, docteur en droit.

MM. GENY, professeur de Droit privé.

MICHON, professeur de Droit romain.

SENN, professeur de Droit romain.

HENRY, professeur de Droit criminel.

KRCELL, professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL, professeur de Droit international public.

LESCOT, professeur de Droit commercial.

SIMONNET, professeur de Droit civil.

VOIRIN, professeur de Droit civil.

TROTABAS, professeur de Droit administratif et de Législation financière.

de MENTHON, professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

GROS, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

VINCENT, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

HUGON, docteur en droit, chargé de cours d'Economie politique.

ROSAMBERT, docteur en droit chargé, d'enseignement de Droit civil de capacité.

BERTRAND, secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



A mon Président de Thèse
Monsieur FRANÇOIS DE MENTHON.

INTRODUCTION.

Il y a longtemps déjà que nous songeons à écrire cette étude, dont l'intérêt nous est apparu au cours d'un voyage au Congo Belge.

A l'occasion de conférences coloniales données en Belgique, nous avons cherché plus d'une fois à mettre en relief les effets, parfois imprévus, de la colonisation sur la vie de notre pays. C'est ainsi que nous aimions attirer l'attention du public belge sur l'importance de notre colonisation dans notre vie politique.

Le Congo est l'œuvre de tous les Belges indistinctement, il constitue une des raisons morales de notre unité nationale, puisqu'il représente un des idéaux pour lesquels les Belges de tous les partis, de toutes les classes et de toutes les convictions, ont lutté et se sont sacrifiés. Il constitue un des liens les plus forts de notre unité nationale, il est inséparable de la Belgique une et indivisible.

Nous tenions aussi à rappeler son rôle important au point de vue diplomatique. C'est lui qui donne, et qui donnera plus que jamais à notre pays son caractère de puissance tutrice aux intérêts multiples, et sa position de premier plan.

Cette fois c'est un des aspects économiques de la colonisation que nous cherchons à développer.

Il n'entre pas dans nos intentions de répéter les lieux communs sur les richesses naturelles du Congo et les résultats acquis en Afrique par la mise en valeur de notre colonie. Cette question a fait l'objet de plusieurs études de valeur et notre modeste collaboration à ces travaux, aussi étendus que précis, qui évoquent la tâche gigantesque de nos compatriotes sur le continent noir, n'ajouterait rien qui ne fut dit.

En choisissant notre sujet « Economie Belge et Congo-Belge », notre intention est de mettre en relief les effets de la colonisation sur l'économie belge, c'est à dire sur l'industrie, le commerce et les finances de la métropole.

C'est sur cette base que nous avons établi le plan de notre étude qui comporte cinq parties. La première consacrée à l'examen des conditions de développement des relations économiques Belgique-Congo. La seconde, la troisième et la quatrième consacrées respectivement à l'étude des effets de la colonisation sur l'industrie, le commerce et les finances belges, la cinquième dédiée à l'étude de deux importants problèmes d'actualité : Le colonat européen et le paysannat indigène.

Bien entendu il ne peut-être question que d'essais, mais l'intérêt que ces aspects de la colonisation présentent tant par leur caractère nouveau que par leur expression didactique, nous semble primordial ; ces vues sont indispensables à toute estimation de la valeur économique de notre œuvre coloniale.

Il ne nous sera pas toujours possible de nous limiter à l'étude des effets de la colonisation sur l'économie belge, négligeant la formule inverse : les effets de la colonisation belge sur l'économie congolaise. Nous devons parfois dépasser le cadre précis mais un peu théorique que nous nous sommes tracé, car l'étude des phénomènes économiques requiert des vues très larges.

La colonisation est essentiellement un phénomène de collaboration et d'interpénétration. Celles-ci ne se réalisent que par des influences réciproques.

On ne nous en voudra pas, pour ces raisons majeures, d'avoir, entre autres, étudié l'industrialisation de la colonie. Il s'agit là bien certainement d'un des effets de la colonisation sur l'économie congolaise, mais la question est double. L'industrialisation de la colonie comporte des conséquences pour l'économie belge, que nous ne pourrions éluder.

Ayant envisagé le sujet sous l'angle triple des activités commerciales, industrielles et financières, nous concluons cette étude par une vue d'ensemble sur le rôle que notre colonie joue et est appelée à jouer en tant que facteur « économique » de notre prospérité nationale. Au surplus nous tâcherons de dégager quelques directives qui semblent propices à assurer la prospérité des rapports économique entre la Belgique et sa colonie.

Le sujet et l'objet de notre étude ainsi précisés, il nous reste à établir le point de vue auquel nous nous sommes placé.

Qu'entendons nous par colonie et par colonisation ?

Ici déjà il y a des divergences de conception.

Nous croyons, d'une manière générale, pouvoir définir les colonies de la façon suivante : « des territoires situés le plus souvent outre mer, qu'un état à civilisation européenne a placé sous sa dépendance plus ou moins complète. » (1)

La colonisation, qui est le fait par lequel les Etats s'attribuent des colonies, implique deux éléments, ce sont : l'**émigration** et la **domination**.

L'émigration comprend celle des personnes et celle des capitaux. Dans certains cas il y a forte émigration de personnes et faible émigration de capitaux, ou vice-versa, mais il y a toujours émigration de personnes et de capitaux.

La domination s'établit d'abord en faits et par la suite, cette domination de faits se transforme, par la naissance des liens juridiques, en domination de droit, mais, quelle qu'en soit la forme, il y a toujours domination.

De ce qui précède, on peut dégager les trois caractères essentiels de la colonisation moderne :

1° Elle s'établit sous la forme d'une entreprise de l'Etat.

2° Elle implique sur le territoire d'outre mer l'existence d'une population nouvelle.

3° Elle donne naissance à une entité juridique placée dans une situation spéciale à l'égard du pays colonisateur.

Il est inutile, croyons-nous, d'insister sur la distinction bien connue, mais parfois plus théorique que réelle, entre les colonies de peuplement et les colonies d'exploitation.

Les colonies de peuplement constituent des territoires où s'établissent les populations émigrées de la métropole.

Les colonies d'exploitation apparaissent comme des domaines à mettre en valeur et dont la métropole peut tirer des avantages économiques.

Si certaines colonies peuvent être classées dans l'une ou l'autre de ces catégories, il y en a beaucoup qui appartiennent à la fois aux deux types. Il y a, d'autre part, des colonies d'exploitation qui pourraient devenir en tout ou en partie, des colonies de peuplement et c'est même très probablement le cas de bien des régions

(1) Roland et Lampué. Précis de législation coloniale.

du Congo Belge, telle le Katanga, le Kivu et les territoires sous mandat, le Ruanda et l'Urundi.

Mais ne nous attardons pas aux définitions. Nous devons, dans cette introduction, établir dès à présent notre façon de voir en ce qui concerne des questions bien plus controversées et plus délicates. Il s'agit de l'Utilité, de la Légimité et des Méthodes de colonisation.

En parlant de « l'Utilité », nous entendons désigner l'utilité économique. Nier l'utilité économique de la colonisation en ce qui concerne le développement des régions soumises à cette action colonisatrice, serait nier l'évidence.

C'est au point de vue métropolitain que les controverses furent nombreuses.

L'étude de l'économie nationale et internationale nous apprend que, pour les nations comme pour les individus, il vaut mieux être grand que petit, fort que faible.

Le professeur L. Brocard l'explique en ces termes : (1)
« L'extension territoriale procure à la population nationale des » richesses naturelles, dont l'accès lui serait sinon interdit, du » moins plus difficile que si elles étaient situées en territoire » étranger. Elle permet, dans le cadre élargi de l'économie natio- » nale, une exploitation nouvelle, une extension, une concentra- » tion plus forte des entreprises, un développement plus étendu de » l'intégration, de la coordination, de la rationalisation. Ces avan- » tages de l'extension territoriale ne sont pas hypothétiques et » problématiques. La théorie les explique et les analyse. Leur exis- » tence est démontrée par l'expérience et par l'histoire tout » entière. »

Nous ne croyons pas, comme Norman Angell, qu'une nation puisse dès à présent tirer autant d'avantages des territoires étrangers que de son propre territoire. (2).

Maintenant plus que jamais, depuis que les nations s'enferment dans le carcan de leurs frontières douanières, tous les pays, les petits plus que les autres, s'aperçoivent du besoin indispensable de se créer des marchés extérieurs. Aussi, ceux qui possèdent des

(1) L. Brocard: Principe d'économie nationale et internationale. Librairie du recueil Sirey, Paris.

(2) Norman Angell: La Grande illusion.

colonies cherchent à y développer leurs relations, à y multiplier leurs efforts, à y étendre leur action économique, en un mot, à créer une sorte d'interpénétration.

Si la colonisation ne présente par les avantages de l'annexion, par la force, de peuples civilisés, elle n'en présente pas non plus les inconvénients. La colonisation ne comporte bien souvent pas de recours à la guerre, ou sinon ces guerres sont beaucoup moins onéreuses que celles entre pays civilisés. Au prix de leurs efforts, relativement limités, les grandes nations colonisatrices ont acquis d'énormes territoires renfermant de grandes richesses. L'hostilité des races conquises, qui n'ont pas comme les peuples civilisés le même sentiment de leur unité et de leur indépendance, ne constitue pas un obstacle durable à la collaboration.

La colonisation est donc une forme excellente de l'extension territoriale, la seule peut-être, qui soit encore profitable actuellement. Elle permet au bénéfice réciproque du peuple colonisé et du peuple colonisateur, une collaboration humaine plus efficace.

Voilà donc la véritable utilité de l'œuvre coloniale.

Quant à « la Légimité » de la colonisation, elle nous écarte du point de vue économique.

Avant de prononcer un jugement, il est indispensable d'établir certaines distinctions suivant que le territoire colonisé est peuplé ou non à l'arrivée des conquérants.

Dans le premier cas il importe de savoir si les collectivités qui peuplent ces territoires ont atteint un degré de civilisation comparable à celui de la civilisation européenne. Si tel n'est pas le cas, la colonisation ne peut être contestée pour autant que la nation colonisatrice soit consciente de ses fonctions de civilisation.

Dans la seconde alternative, la question ne se pose pas.

Si la collectivité qui peuple les territoires colonisés a atteint un certain degré de civilisation et qu'elle est consciente de son unité, la question prend un aspect différent et devient plus délicate en ce sens que l'on peut invoquer le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. La colonisation, en ce cas, ne semble légitime que comme régime transitoire destiné à préparer l'autonomie ou le rattachement pur et simple à la métropole.

En ce qui concerne la Belgique et le Congo Belge, la légitimité ne présente aucun doute. Nous nous trouvons en contact avec des populations diverses à civilisation très primitive et n'ayant pas d'unité.

Nous avons apporté la paix et la justice dans les contrées où sévissaient la guerre et l'esclavage. Nous avons fait fleurir l'humanité où régnaient les coutumes abêtissantes et cruelles. Luttés contre la maladie et l'ignorance, et pour le développement du bien-être de l'indigène, ces actions ne sont pas seulement légitimes, elles forcent l'admiration, elles sont empreintes de grandeur et de noblesse.

Quant « aux Méthodes » de colonisation, nous ne voulons pas nous attarder ici à l'étude de la politique indigène. La question est vaste et attachante, mais elle nous éloignerait de notre sujet. Disons cependant qu'en cette matière, comme en beaucoup d'autres, l'expérience a porté ses fruits. L'on ne songe plus maintenant à civiliser les races colonisées en leur imposant de toute pièce les coutumes et les lois européennes. Les résultats ont démontré que c'est là le plus détestable moyen. On ne peut pas remplacer, même dans les civilisations primitives, les coutumes, les mœurs ancestrales, ni amoindrir les prestige de l'autorité traditionnelle sans détruire l'armature sur laquelle se base la société indigène. La civilisation est une œuvre de très longue haleine, elle ne se réalise pas par imitation, elle ne peut être que le résultat d'une évolution lente et profonde. Aussi, en matière de politique indigène, les grandes nations colonisatrices savent-elle qu'il faut agir avec patience et que l'on ne peut pas détruire l'édifice ni brûler les idoles du passé, de crainte de ne laisser subsister que le néant des choses, l'anarchie et la démence dans les esprits, le doute et le désespoir dans les cœurs.

Les nations colonisatrices, en renforçant et en perfectionnant la structure sociale existante, doivent se limiter à apporter, avec les bienfaits de la science, de la justice et de la paix, plus de bien être pour tous.

En ce qui concerne les méthodes économiques de colonisation, les erreurs et les échecs de l'histoire ont également apporté d'utiles enseignements.

A ses débuts, la colonisation européenne naquit sous l'effet de deux grands facteurs.

Loin de nous l'idée du déterminisme économique dont Karl Marx fit une des pierres angulaires de sa doctrine.

Le facteur morale, le christianisme, et le facteur économique le chrysohédonisme mercantiliste, ont agi simultanément et ont déterminé les grandes expéditions coloniales du XVe et du XVIe siècle. Le christianisme s'est maintenu en tant que facteur agissant de colonisation, il s'exprime à notre époque par l'œuvre puissante et méritoire des missions.

Quant au facteur économique, il n'a rien perdu de son importance, mais il s'est largement modifié dans ses mobiles et dans sa forme.

Le chrysohédonisme, qui s'exprime par la conquête cupide du métal or n'existe plus en tant que doctrine.

L'Histoire a prouvé que les nations ne s'enrichissent pas par l'accumulation des métaux précieux, que la richesse d'un pays et l'or qu'il détient, ne sont pas des communes mesures.

Quelle leçon pour le monde, que l'Espagne de la seconde moitié du XVIe siècle, détentrice de toutes les mines d'Amérique, s'appauvrissant et s'anémiant tandis que les galions chargés du métal précieux arrivaient dans ses ports.

Le mercantilisme proclame : « nul ne gagne qu'un autre ne perde ». D'après cette doctrine la collaboration internationale est un vain mot, dans chaque opération commerciale il y a toujours un gagnant et un perdant. Le commerce international se fait au profit de celui qui exporte le plus, le solde des opérations commerciales internationales se réglant en « or », la seule véritable richesse aux yeux des mercantilistes. Ceux-ci semblent également ignorer que, pour exporter, il faut importer, et qu'en fait, les produits s'échangent contre des produits.

Il n'est pas étonnant qu'avec de pareilles pensées le régime économique du « pacte colonial » ou de « l'exclusif » ait été généralisé dans les colonies au cours du XVIIe siècle. Il se base sur cet axiome égoïste : « La colonie est faite pour la métropole ».

De là découle toute une série de dispositions qui sont établies dans le seul but de faire bénéficier la métropole.

Ces dispositions, les voici en quelques mots : L'importation des marchandises métropolitaines dans la colonie s'effectue en franchise, l'importation des marchandises étrangères est prohibée

dans les colonies. Les produits coloniaux sont réservés aux marchés métropolitains, enfin le commerce avec la colonie est réservé aux navires battant pavillon de la métropole.

Ainsi, le législateur oubliait que la colonie fait partie intégrante de la nation et qu'elle est soumise, tout comme les régions du territoire métropolitain, à la loi de la solidarité nationale, et aux nécessités de la collaboration qu'elle impose.

En créant un régime économique qui devait être au seul bénéfice de la métropole, le législateur entravait l'essor de la colonie et, de ce fait les dispositions prises finissaient, tôt ou tard, par se retourner contre la métropole elle-même. On s'aperçut ainsi qu'il fallait amender les règles trop sévères du « pacte colonial », on créa le régime de « l'exclusif mitigé » puis l'on fit un pas de plus et l'on accorda aux colonies l'autonomie douanière. Celles-ci ayant souvent abusé des privilèges qui leur furent accordés, on dut appliquer dans bien des cas, le régime de l'assimilation. Reconnu insuffisant — car il se conçoit qu'à des territoires situés parfois aux antipodes, des régimes douaniers identiques ne puissent convenir — on adopta bien plus tard, dans la plupart des colonies, le régime de la personnalité douanière.

En ce qui concerne la Belgique, plus jeune dans le concert des nations colonisatrices, tous ces problèmes ne se sont pas posés car, comme nous le verrons au cours de cette étude, les traités ont établi un régime tel, que le gouvernement de notre colonie peut utiliser les tarifs qu'elle jugera favorables à son développement, à condition de ne pas accorder, même à la Belgique, un traitement différent de celui dont bénéficient les autres nations.

Le Congo vit donc actuellement sous le régime de la personnalité douanière et celui des colonies soumises au régime de l'égalité économique.

Du côté de la métropole on a bien parfois entendu des plaintes, mais étaient-elles vraiment fondées ? Nous pouvons, dans la limite des traités, accorder à la colonie un régime douanier qui lui convient. Faut-il espérer plus ? N'est-ce pas déjà le meilleur moyen de servir la métropole ? Ce n'est pas par des dispositions douanières en notre seule faveur que nous nous sommes introduits au Congo, ce n'est pas par des dispositions de ce genre que nous y développerons notre activité économique. Il y a d'autres fac-

teurs qui nous y ont aidés. Ils résultent du bénéfice de l'extension territoriale, que rien ne peut encore remplacer jusqu'à présent, et qui consiste à comprendre le territoire colonisé dans un même cadre juridique, politique et administratif.

La colonie reste maître de disposer de ses biens. Elle en répartira plutôt les concessions en faveur de nos compatriotes et ceux-ci détenteurs de ces concessions, les mettront plus aisément en valeur qu'autrui, puisqu'ils auront, sur le territoire de la colonie, la facilité de retrouver le régime des institutions métropolitaines dont ils peuvent espérer l'appui. C'est ainsi que s'établit la collaboration entre la métropole et la colonie, bien mieux que par des dispositions douanières.

Nous avons, croyons-nous, exprimé dans ses grandes lignes, notre manière d'interpréter le captivant problème de la colonisation. C'est dans cet esprit que nous avons également traité les pages qui suivent. Nous les dédions à tous ceux qui s'intéressent à la grande œuvre coloniale de la Belgique.

PREMIÈRE PARTIE

CONDITIONS DE DEVELOPPEMENT DES RAPPORTS ECONOMIQUES BELGIQUE-CONGO.

Avant de procéder à l'étude des répercussions de la colonisation sur l'économie de notre pays, il importe que nous précisions les conditions essentielles dans lesquelles ces rapports économiques se sont établis.

Il y a une foule d'éléments qui ont donné à ces rapports leur existence, et leur forme présente, mais il est certain que le régime des relations commerciales et d'autre part, le régime et la politique des transports ont été dominants dans leur détermination. C'est pourquoi nous nous sommes tout spécialement attaché à l'étude de ces deux questions.

SECTION I.

Régime des relations commerciales.

CHAPITRE I.

Acte général de la Conférence de Berlin (1885).

Tout en n'ignorant point l'existence des principales conventions qui déterminent le régime des relations commerciales, on s'en fait bien souvent une idée imparfaite. Les documents sont épars, plusieurs conventions se sont succédé, amendant ou remplaçant les précédentes. Elles comportent toutes de nombreuses dispositions qui n'ont pas toujours trait à des questions économiques.

Pour se faire une idée exacte du régime commercial de notre colonie et de son évolution, il faut donc extraire des actes qui la régissent, les stipulations qui s'y rapportent.

Un premier acte, celui qui devait servir de base à toutes les négociations ultérieures, fut discuté et adopté à la conférence de Berlin le 26 février 1885. Cet acte ne fait aucune allusion aux difficultés politiques alors en litige. Bien qu'il existât une étroite corrélation entre la législation économique établie par la conférence, et la pensée politique qui l'avait provoquée, les questions de territoires furent laissées en dehors des délibérations de la haute assemblée. (1)

L'Acte Général de la Conférence de Berlin est un traité rédigé en sept chapitres et trente huit articles. Les dix protocoles et les cinq rapports qui l'accompagnent constituent un commentaire explicite et authentique.

Il comporte six importantes déclarations énoncées et développées dans les six premiers chapitres :

1°) Une déclaration relative à la liberté du commerce dans le bassin du Congo, ses embouchures et pays circumvoisins, avec certaines dispositions connexes.

2°) Une déclaration concernant la traite des esclaves et les opérations qui, sur terre ou sur mer, fournissent des esclaves à la traite.

3°) Une déclaration relative à la neutralité des territoires compris dans le bassin conventionnel du Congo.

4°) Un acte de navigation du Congo, qui, en tenant compte des circonstances locales, étend à ce fleuve, à ses affluents et aux eaux qui leur sont assimilées, les principes généraux qui sont énoncés dans les articles 108 à 116 de l'acte final du Congrès de Vienne, destinés à régler entre les puissances signataires de cet acte, la libre navigation des cours navigables qui séparent ou traversent leurs Etats. Ces principes sont conventionnellement appliqués, depuis, à des fleuves de l'Europe et de l'Amérique, et notamment au Danube, avec les modifications prévues par les traités de Paris de 1856, de Berlin de 1878, de Londres de 1871 et 1883.

(1) Le 23 février 1885, l'Association Internationale du Congo, fondée en 1878 sous le nom de: Comité d'Etudes du Haut Congo, avait été reconnue en tant qu'Etat souverain par la plupart des grandes puissances. Elle en communiqua à cette date la nouvelle à tous les membres de la Conférence. L'Association prit dès lors le nom d'Etat Indépendant du Congo. La constitution de l'Etat Indépendant du Congo ne résulte pas des travaux de la conférence, mais elle coïncide avec ceux-ci.

5°) Un acte de navigation du Niger qui, en tenant également compte des circonstances locales, étend à ce fleuve et ses affluents, les mêmes principes inscrits dans les articles 108 à 116 de l'acte final du Congrès de Vienne.

6°) Une déclaration introduisant dans les rapports internationaux, des règles uniformes, relatives aux occupations qui pourraient avoir lieu à l'avenir sur les côtes du continent africain.

L'acte comporte donc des dispositions d'ordres divers. La première, la quatrième et la cinquième d'ordre économique, la deuxième d'ordre humanitaire, la troisième d'ordre politique, la sixième n'étant qu'une disposition prévoyant l'obligation pour toute puissance qui prendrait possession d'un territoire sur les côtes du continent africain, ou y établirait un protectorat, d'en prévenir les puissances signataires de l'acte. La sixième déclaration comporte également des clauses de police.

Nous nous attacherons seulement aux clauses économiques de l'acte, ce sont les seules qui puissent nous intéresser au cours de l'étude que nous poursuivons.

Ces clauses économiques sont de deux natures : les unes régissent la liberté du commerce (ce sont celles comprises dans la première déclaration), les autres régissent la liberté de la navigation (ce sont celles comprises dans la quatrième et la cinquième déclaration).

Nous ne nous attacherons pas à la cinquième déclaration, elle régit seulement la navigation dans le bassin du Niger. Quant à la quatrième déclaration, nous l'examinons plus tard en étudiant le régime juridique des transports au Congo Belge.

Quel est l'esprit de la première déclaration ? Elle est empreinte des principes les plus libéraux. Cela n'a rien d'étonnant d'ailleurs, si l'on se place à l'époque à laquelle l'Acte Général de Berlin fut signé.

Richard Cobden en Angleterre, et la ligue qu'il avait fondée au cours de la première moitié du XIX siècle, avaient créé un mouvement profond qui avait amorcé une série de réformes douanières. Celles-ci avaient abouti en Angleterre à l'abolition successive des prohibitions, puis de la plupart des droits de douane. Les derniers restes du système protecteur anglais, furent balayés de 1850 à 1860. L'Angleterre avait donné le signal, cette vague de

libéralisme économique s'étendit au cours des années qui suivirent, à la France, à l'Allemagne et aux autres puissances européennes. Après trois quarts de siècle de lutte, le libéralisme appliqué, atteignit son apogée à la date même où les plénipotentiaires de douze puissances se trouvèrent réunis en conférence dans la capitale de l'empire allemand.

Le libre échange intégral paraissait être la seule politique économique possible de l'avenir, mais il ne peut se concevoir s'il est sans réciprocité, et dès lors, on comprend le souci des membres de la conférence, de s'assurer dans le centre de l'Afrique, un marché ouvert à l'expansion économique des Etats qu'ils représentaient.

Telle est la pensée dominante de l'acte tout entier dont la première déclaration (1) commence par ces termes catégoriques et absolus :

» Le commerce de toutes les nations jouira d'une complète liberté, dans tous les territoires constituant le bassin du Congo. »

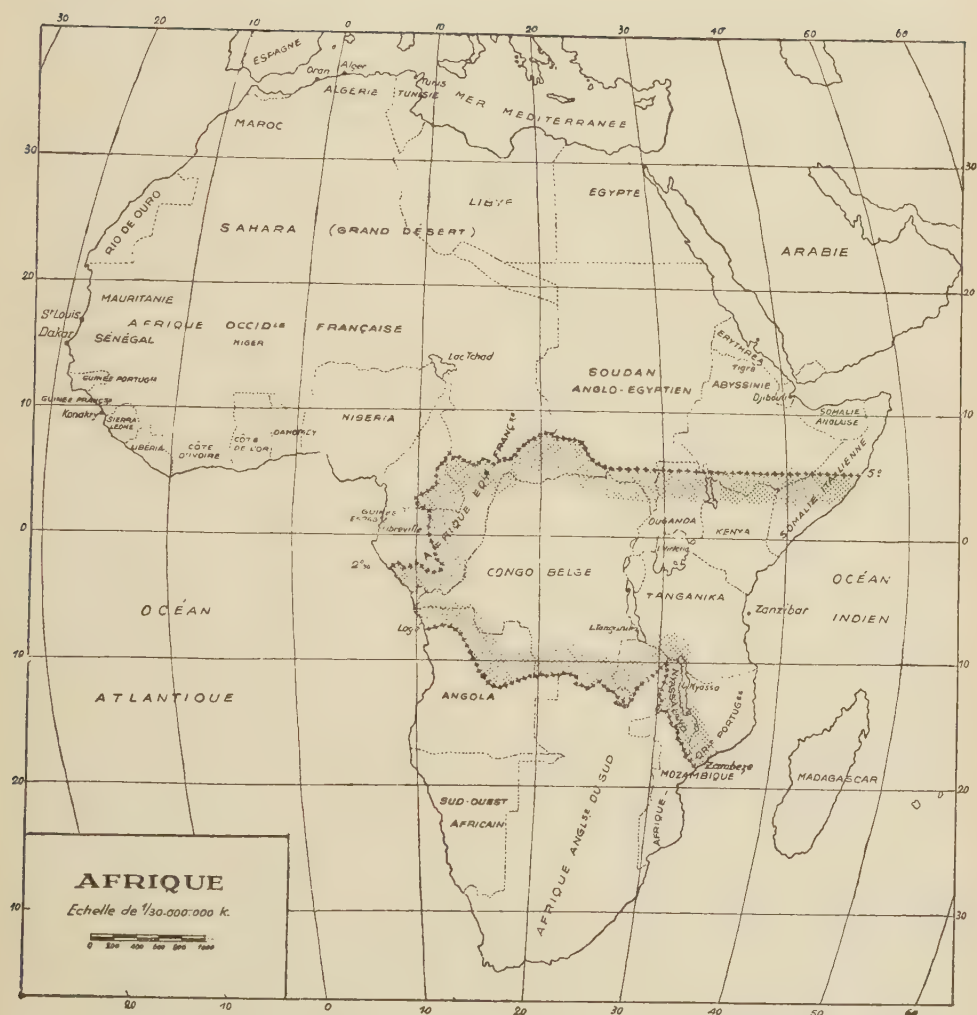
La première déclaration définit ensuite de façon détaillée, ce qu'il faut entendre par « bassin conventionnel » du Congo. Celui-ci comprend des territoires qui s'étendent de l'Océan Atlantique à l'Océan Indien et qui, dépassent largement les limites géographiques du bassin du fleuve Congo. (Voyez clichés I).

L'article 3 de la première déclaration précise ce qu'il faut entendre par la « complète liberté du commerce » :

« Les marchandises de toutes provenances, importées dans ces territoires sous quelque pavillon que ce soit, par la voie maritime ou fluviale ou par celle de terre, n'auront à acquitter d'autres taxes que celles qui pourraient être perçues comme une équitable compensation de dépenses utiles pour le commerce et qui, à ce titre, devront être également supportées par les nationaux et par les étrangers de toutes nationalités. Tout traitement différentiel est interdit à l'égard des navires, comme des marchandises. »

Les Etats souverains pourront donc imposer certains droits, mais ceux-ci ne peuvent être que la compensation de dépenses

(1) Code et lois du Congo Belge, page 1211. Edition année 1914.



Cl. 1 (inédit).

Le Bassin Conventionnel du Congo — tel qu'il résulte de la définition de l'Acte Général de la Conférence de Berlin — reproduit sur la carte politique actuelle du continent Africain.

utiles, ce ne sont pas des droits d'entrée ni de transit, c'est ce qu'exprime l'article 4 :

« Les marchandises importées dans ces territoires res-
» teront affranchies des droits d'entrée et de transit, les
» puissances se réservent de décider, au terme d'une période
» de vingt années, si la franchise d'entrée sera ou non main-
» tenue. »

L'article 5 stipule au surplus :

« Toute puissance qui exerce ou exercera des droits de
» souveraineté dans les territoires susvisés, ne pourra y
» concéder ni monopole, ni privilège d'aucune espèce en
» matière commerciale.

« Les étrangers y jouiront indistinctement pour la pro-
» tection de leur personne et de leurs biens, l'acquisition et
» la transmission de leurs propriétés mobilières et immobi-
» lières, et pour l'exercice des professions, du même traite-
» ment et des mêmes droits que les nationaux. »

Ce sont là les clauses les plus importantes et les plus significatives de la première déclaration de l'Acte Général de Berlin. La pratique devait démontrer que l'application intégrale de ces clauses n'était pas possible.

Des conventions nouvelles qui modifient l'Acte Général de Berlin, furent signées, d'abord à Bruxelles en 1890 puis à Saint Germain-en-Laye en 1919.

CHAPITRE II.

Amendements à l'Acte Général de la Conférence de Berlin (1885).

§ I. Acte Général de la Conférence de Bruxelles 1890, et déclaration du 2 juillet 1890.

Le fléau de l'esclavage atteignait tout le bassin du Congo, par son embouchure où les trafiquants portugais et espagnols exerçaient leur triste métier, par l'Aruwimi où les négriers arabes étaient installés, enfin par le Tanganyika où les sang-mêlés de Zanzibar avaient établi des marchés de vies humaines.

Depuis la conférence géographique de Bruxelles de 1876, la question de la traite prend une place prépondérante dans les

préoccupations de l'Europe. Des sentiments de pitié s'emparent du monde. Une conférence antiesclavagiste est convoquée à Bruxelles.

En même temps, les Belges luttent effectivement en Afrique contre la traite, ils entrent ainsi noblement dans la vie coloniale, soutenant le faible contre le fort, ils s'insurgent contre l'injustice, ils se font les héroïques défenseurs de la dignité humaine.

On pourrait écrire des pages émouvantes sur les sacrifices consentis par nos compatriotes pour cette guerre de droit et de justice. Mais ce qui doit retenir notre attention en l'occurrence, ce n'est pas l'Acte Général de la Conférence de Bruxelles, mais la déclaration du 2 juillet 1890 qui le suit.

Cette déclaration a pour but de créer des ressources financières en vue de faciliter l'exécution des décisions prises par la conférence pour réprimer la traite

Ces dispositions modifient profondément le régime douanier du bassin conventionnel et, par conséquent, celui de l'Etat Indépendant du Congo. La déclaration du 2 juillet constitue une importante étape entre l'Acte de Berlin et celui de St-Germain-en-Laye.

Voici les termes de cette déclaration : (1)

« Les puissances signataires ou adhérentes, qui ont des
» possessions ou exercent des protectorats dans le dit bassin
» conventionnel du Congo, pourront, pour autant qu'une
» autorisation leur soit nécessaire à cette fin, y établir sur
» les marchandises importées, des droits dont le tarif ne
» pourra dépasser un taux équivalent à 10 % de la valeur au
» port d'importation, à l'exception toutefois des spiritueux qui
» sont régis par les dispositions du chapitre VI de l'acte
» général de ce jour. (2)

» Après la signature du dit acte général, une négociation sera ouverte entre les puissances qui ont ratifié l'acte
» général de Berlin, ou qui y ont adhéré, à l'effet d'arrêter
» dans la limite maxima de 10 % de la valeur, les conditions
» du régime douanier à instituer dans le bassin conventionnel du Congo. Il reste néanmoins entendu :

(1) Code et lois du Congo Belge, page 1246. Edition année 1914.

(2) Exception aussi pour les armes à feu.

» 1°) qu'aucun traitement différentiel ni droit de transit, ne pourront être établis,

» 2°) que, dans l'application d'un régime douanier qui » sera convenu, chaque puissance s'attachera à simplifier » autant que possible les formalités, et à faciliter les opérations du commerce,

» 3°) que l'arrangement à résulter de la négociation » prévue, restera en vigueur pendant quinze ans à partir de » la signature de la présente déclaration.

» A l'expiration de ce terme, et à défaut d'un nouvel » accord, les puissances contractantes se retrouveront dans » les conditions prévues par l'article 4 de l'Acte Général de » Berlin, la faculté d'imposer à un maximum de 10 % les » marchandises importées dans le bassin conventionnel du » Congo leur restant acquise. »

Il ne s'agit pas, à vrai dire, d'une capitulation du libre échange. Les droits d'entrée qui sont autorisés par la déclaration du 2 juillet annexée à l'Acte Général de Bruxelles, ne peuvent constituer qu'une légitime compensation aux dépenses engagées dans la lutte contre la traite. Il n'est pas question du protectionnisme éducateur que List avait déjà préconisé pour les pays jeunes, ni moins encore de protéger les forces vives des colonies envisagées puisqu'il n'existait encore à cette époque aucun développement industriel dans ces vastes régions de l'Afrique.

Dans l'esprit des contractants, les droits qui venaient d'être tolérés par les représentants des puissances, sont essentiellement fiscaux puisqu'ils n'ont d'autre but que de procurer des moyens aux gouvernements des colonies qui les appliquent.

Le principe de l'égalité reste maintenu comme dans l'Acte Général de la Conférence de Berlin, pour toutes les nations signataires. Il n'en reste pas moins vrai que, par le seul fait d'autoriser l'application de droits d'entrée jusqu'à maximum 10 % de la valeur des marchandises, sans que ces droits soient nécessairement la compensation de dépenses utiles pour le commerce, — la déclaration de Bruxelles permettait déjà aux puissances intéressées d'établir dans une certaine mesure une politique et un régime

douaniers, conscients des intérêts respectifs, des territoires colonisés.

L'Acte Général de la Conférence de Berlin et la déclaration du 2 juillet 1890 restent muets quant aux droits de sortie. Ces droits ne pouvaient être que des droits protecteurs. Ils ne sont perçus que dans un but fiscal.

On en fit usage dès la fondation de l'Etat Indépendant du Congo. Ils furent souvent modifiés, et frappaient en particulier les matières premières importantes.

§ II. Traité de St-Germain-en-Laye (10 sept. 1919).

Le traité de St-Germain-en-Laye marque la troisième phase du régime commercial des territoires de l'Afrique Centrale, faisant partie du bassin conventionnel du Congo.

Cette convention porte revision de l'Acte Général de Berlin du 26 février, et de l'Acte Général et de la déclaration de Bruxelles, du 2 juillet 1890.

L'Acte de Bruxelles avait été signé pour une période de quinze années, et depuis lors, aucun accord n'était intervenu malgré les dispositions de cet acte.

Les clauses essentielles de la convention de St-Germain-en-Laye se rapportent au régime douanier et au régime de la navigation. Nous reproduisons et examinerons, dans ce chapitre, la clause 2^e. de la convention. Elle seule modifie le régime douanier de notre colonie. En voici les stipulations principales : (1)

« Les marchandises appartenant aux ressortissants des
» puissances signataires et des Etats membres de la Société
» des Nations qui adhéreront à la présente convention,
» auront libre accès à l'intérieur des régions visées à l'arti-
» cle I. (2). Aucun traitement différentiel ne peut être
» imposé à ces marchandises à l'entrée ou à la sortie, le tran-
» sit demeurant exempt de tous droits, taxes ou redevances
» autres que ceux perçus pour services rendus. Sous réserve de

(1) Code et lois du Congo Belge, p. 1976. Edition année 1934.

(2) Il s'agit du Bassin Conventionnel dans les limites fixées par l'Acte général de la Conférence de Berlin.

» ces dispositions, les Etats intéressés conservent le droit de
» fixer librement les règles et les tarifs de douane ou de
» navigation applicables sur leur territoire. »

Il n'est donc plus question maintenant d'un maximum quelconque fixé aux droits d'entrée, le contrat maintient seulement le principe de l'égalité et, pour le reste, il laisse la main libre aux puissances souveraines des territoires visés.

La Belgique ne peut donc, pas plus que par le passé, instaurer dans sa colonie ni dans ses mandats, un régime douanier qui la mettrait dans une position privilégiée par rapport aux autres nations, mais sauf le respect du principe d'égalité elle reste seule juge du genre ou de la valeur des droits à appliquer. Cette faculté vaut d'ailleurs, tant pour les droits d'entrée que pour les droits de sortie, la convention de St-Germain-en-Laye, tout comme les conventions antérieures ne faisant aucune allusion à ces derniers. Le principe imposé d'égalité enlève au régime douanier du Congo Belge, un peu de sa souplesse, en ce sens qu'il entrave la politique de réciprocité et de compensation, qu'il rend quasi impossibles les conventions commerciales particulières, mais, en échange, l'application de ce principe simplifie la législation douanière de notre colonie.

Certains ont déploré cette situation juridique qui prive la Belgique du moyen d'établir un régime douanier à son profit. Nous ne pouvons pas nous associer à ces regrets. Nous ne sommes plus au temps du « Pacte Colonial ». Créer d'autre part une union douanière entre des pays dont le stade d'évolution est si différent ne paraît pas non plus recommandable. Rétablir un régime d'assimilation douanière, ou tout régime semblable, ne vaudrait pas mieux.

Transférer d'une seule pièce à une colonie comme le Congo, si économiquement différent de la métropole, le tarif fait à l'usage métropolitain, serait une espèce de paradoxe.

En Belgique, l'objet du tarif douanier, est bien souvent la protection des industries existantes. Au Congo, dans l'état de développement économique si faiblement industriel, ce ne serait pas pour protéger l'industrie coloniale que l'on appliquerait le tarif

métropolitain, mais pour servir les intérêts momentanés des industries métropolitaines et pour écarter les concurrents étrangers.

Tout cela, de par les traités, est impossible, et la Belgique appliquera au Congo les tarifs qui conviennent le mieux à l'essor économique de sa colonie. Il lui serait loisible pourtant, si elle le désirait, d'imposer fortement les marchandises à l'entrée dans la colonie, et de se servir du produit de cette imposition pour octroyer des primes d'exportation aux producteurs belges vendant au Congo, mais le moyen est détourné, compliqué et inutile. La Belgique ne s'en sert point et elle ne veut point s'en servir, car elle sait qu'à la longue des mesures de ce genre nuiraient tant à la métropole qu'à la colonie. A celle-ci, car elle favoriserait la cherté de la vie en enrayant les possibilités de relations fructueuses avec les marchés voisins et souvent mieux adaptés. A celle-là, car il est toujours avantageux pour la métropole d'avoir des colonies prospères.

Chaque Etat, stipule le traité de St-Germain-en-Laye à l'article 4, conserve le droit de disposer librement de ses biens et d'accorder des concessions pour l'exploitation des richesses naturelles. Ces biens et ces concessions, la Belgique les accordera certainement d'abord à ses nationaux, ce qui fait que, pour cette raison et pour bien d'autres que nous avons déjà énoncées dans l'introduction de cette étude, la colonie constituera un centre où l'initiative et l'activité des entrepreneurs pourront favorablement se développer.

Il est évident que, mettre ces entrepreneurs, dont les profits enrichiront l'économie nationale, dans la possibilité de tirer le plus grand bénéfice de leurs entreprises, est le meilleur moyen de coloniser.

En matière coloniale, il faut une politique économique à large vue. Plutôt que de tirer un profit momentané d'un tarif douanier qui finirait tout de même par dérégler et fausser le mécanisme normal des échanges et des marchés, il faut dresser pour la colonie, le tarif qui lui convient le mieux. Tout en nous laissant libres de juger des modalités de ce tarif, c'est en fait celui-ci que les traités nous imposent. C'est aussi, croyons nous, si pas directement alors indirectement, un des meilleurs qui soit pour la métropole.

CHAPITRE III.

Régime douanier du Congo Belge.

Il n'importe pas, vu le but que nous poursuivons, d'entrer dans le détail des règlements de perceptions douanières, ni de reproduire les tarifs en vigueur, mais bien de se faire une idée aussi exacte que possible des grandes dispositions qui régissent les mouvements économiques à l'entrée, à la sortie et au transit dans notre colonie.

À la signature de l'Acte de Berlin en 1885, nous l'avons vu, les droits d'entrée ne pouvaient constituer que l'équivalent de dépenses utiles engagées par le Gouvernement de la Colonie.

Plus tard, la déclaration qui suit l'Acte Général de Bruxelles, accorde aux puissances signataires la faculté d'imposer les marchandises importées, à un maximum de 10% ad valorem, mais la déclaration stipule clairement que cette faculté n'est accordée aux puissances souveraines, que dans le but de leur permettre de remplir les obligations que l'acte général leur impose, c'est-à-dire la lutte contre l'esclavage.

Jusqu'en 1919, les droits protecteurs ne sont même pas envisagés dans les conventions, seul le principe de fiscalité justifie l'établissement de certains droits à l'entrée.

En 1919, le traité de St-Germain-en-Laye nous autorise à appliquer les droits que nous jugeons utiles, à la condition de respecter le principe d'égalité pour tous les pays, la Belgique comprise.

Dès lors, la législation douanière du Congo sera inspirée de deux principes :

- 1° le principe de fiscalité,
- 2° le principe de protection.

Le principe de fiscalité sera appliqué dans le but de procurer des moyens à la colonie. Nous verrons ci-après (1) ce que les recettes douanières ont rapporté durant les quatre dernières années.

Le principe de protection sera mis en application chaque fois que les intérêts économiques de la colonie l'exigeront.

(1) Quatrième partie, section 1, chapitre 1, Budgets du Congo Belge.

Tels sont, à l'heure actuelle encore, les deux principes qui dirigent la politique douanière du Gouvernement de la Colonie.

L'examen des tarifs nous indique le souci des autorités compétentes et les raisons qui ont déterminé soit l'application de droits fiscaux, soit l'application de droits protecteurs. Les premiers sont néanmoins de beaucoup les plus importants, et ils le resteront probablement longtemps encore.

Etudions brièvement le régime douanier du Congo Belge avant et après le 1^{er} mai 1935, date de la mise en vigueur de l'ordonnance-loi du 4 avril 1935, rendue par le Gouverneur Général du Congo Belge.

§ I. Régime douanier avant le 1 mai 1935.

À la veille du 1^{er} mai 1935, c'est le tarif annexé au décret du 3 décembre 1923 qui fixait les droits d'entrée et le tarif annexé au décret du 28 décembre 1933 qui fixait les droits de sortie.

a) *Tarif annexé au décret du 3 décembre 1923, fixant les droits d'entrée — amendé par les arrêtés royaux, ministériels et les décrets antérieurs, à l'ordonnance-loi du 4 avril 1935.*

Le tarif des droits d'entrée, se répartissait en 7 grandes catégories :

- 1° **Animaux vivants** : Cette catégorie ne comportait pas de droits d'entrée, cela se conçoit, puisqu'il faut à tout prix, créer le cheptel dans la colonie.
- 2° **Produits alimentaires** : Ceux-ci étaient généralement taxés ad valorem, de 10 ou 15%, lorsqu'il s'agissait d'une matière alimentaire de première importance, de 20 ou 25% lorsqu'il s'agissait de produits de luxe, les épices par exemple, ou d'un produit dont il faut éviter l'importation dans le but de protéger l'agriculture ou l'élevage dans la colonie. Citons à titre d'exemple : le cacao en fèves et le cacao préparé, le café torréfié et cru.
- 3° **Eoissons de toutes espèces** : les droits étaient relativement élevés, c'étaient des droits spécifiques et fiscaux.
- 4° **Matières animales** : les engrais étaient exempts de tous droits, les autres matières animales brutes, à l'exception des peaux, pelletteries, cornes et cires également exemptes de droits, étaient taxées de 10% ad valorem.

5° **Matières minérales brutes** : Elles étaient taxées sous la forme de droits spécifiques sur la base de 100 Kgs et de façons très variables. L'essence pour moteurs acquittait 30 Frs. aux 100 Kgs. (poids net).

6° **Matières végétales brutes** : Elles étaient, pour la plupart taxées de 5 à 15% sous forme de droits ad valorem.

7° **Produits fabriqués, de toutes espèces** : dans cette catégorie de produits, les droits étaient calculés ad valorem (1) entre 3 et 30%. On peut dire que tous les droits prévus sous cette rubrique étaient perçus dans un but fiscal. En dehors des industries destinées au traitement des produits agricoles et miniers indigènes, il y avait peu d'industries sur le territoire de la colonie. On ne pouvait donc pas supposer que les droits perçus étaient établis dans un but de protection. Tout au plus était-il permis de considérer que certains droits avaient un caractère à la fois fiscal et protecteur. Citons dans cet ordre les droits sur les tissus qui variaient suivant le genre de ceux-ci de 10 à 30% ad valorem. Ils contribuèrent à favoriser la naissance et le développement de l'industrie textile au Congo.

b) Tarif annexé au décret du 28 décembre 1933, fixant les droits de sortie.

Ce tarif se divisait en 11 catégories. Les trois premières relatives à l'exportation d'animaux stipulent des droits par tête très divers. Ces droits ont pour but essentiel de protéger le cheptel ou la faune. Ce sont des droits protecteurs, mais d'une nature spéciale, en ce sens qu'ils protègent une richesse naturelle et non pas une industrie.

Les droits de sortie se répartissaient entre les huit catégories suivantes :

Peaux de gros et de petit bétail à l'ex-	
ception des peaux de moutons	3% ad valorem.
Peaux de moutons	2% ad valorem.
Ivoire brut d'hippopotame	10% ad valorem.

(1) Il n'y avait que deux exceptions : 1° Celle prévue à la rubrique 67a: machettes et hoes de toutes espèces qui payaient Frs. 30,— aux 100 Kgs., ceci dans un but de protection agricole; 2° Celle prévue à la rubrique 60 Ia: emballages importés vides qui payaient Frs. 1,50 aux 100 Kgs.

Ivoire n'étant plus à l'état brut pour lequel il n'est pas établi que la taxe d'enregistrement a été acquittée . . Frs. 6,50 par 100 Kgs.
Or et produits aurifères 6% ad valorem.
Diamants et pierres précieuses 6% ad valorem.
Etain et minerai d'étain 6% ad valorem.
Toutes autres marchandises 3% ad valorem.

Il y avait exonération des droits de sortie pour les produits végétaux, les huiles de palme, le sucre de canne et les tissus de coton fabriqués dans la colonie.

§ II. Régime douanier du Congo Belge depuis le 1 mai 1935.

Le 1^{er} avril 1935, le Parlement Belge ayant fixé la dévaluation du Belga à 28%, le Gouvernement de la Colonie estima que la baisse de notre monnaie sur le marché des changes entraînant celle du Franc Congolais, constitue pour les producteurs établis sur le territoire de la Colonie, une prime considérable. En effet les prix de revient de la production ne subiront pas une hausse sensible et les prix de vente en francs sur les marchés extérieurs, se trouveront automatiquement accrus de l'écart correspondant à la dévaluation.

Vu la situation économique toute particulière, le Gouvernement de la colonie estima indispensable d'apporter d'importantes modifications au tarif du 3 décembre 1923. Aussi, le 4 avril 1935, trois jours à peine après le vote de la dévaluation en Belgique, il publia une ordonnance-loi qui modifie largement le tarif antérieur de 1923, établissant les droits d'entrée. La même ordonnance prévoyait la création d'un nouveau tarif des droits de sortie, remplaçant entièrement le précédent. (1)

Ce qu'il y a d'original dans l'ordonnance-loi du Gouvernement Général, c'est que, contrairement à la tendance générale du moment dans la plupart des pays du monde, les droits d'entrée ont été sensiblement réduits, et les droits de sortie qui, dans la généralité des régimes douaniers, tendent à disparaître ou ont déjà disparu, ont été renforcés.

Quel est le but poursuivi ?

(1) Les deux tarifs entraient en vigueur le 1 mai 1935.

- 1° enrayer la hausse du coût de la vie dans la colonie par la baisse des droits d'entrée ;
- 2° compenser financièrement par la hausse des droits de sortie, la perte résultant pour le trésor de la baisse des droits d'entrée.

Il est certain que la baisse des droits d'entrée laissant plus largement jouer la libre concurrence, agit comme un frein modérateur sur le mouvement de hausse des prix, cela n'est tout à fait exact que pour autant que les prix extérieurs soient moins élevés que les prix intérieurs. Mais les prix dans les pays anglo-saxons du globe et en Belgique s'étaient précisément profondément modifiés dans le sens de la baisse. (1) Le frein allait donc agir efficacement et la concurrence produire tous ses effets.

La hausse des droits de sortie, grève les exportations, mais le Gouvernement estime, à juste titre, que la dépréciation monétaire du franc belge entraînant celle du franc congolais, constitue une large compensation pour le producteur.

a) Tarif amendé du 3 décembre 1923 fixant les droits d'entrée modifié par l'ordonnance-loi du 4 avril 1935.

Voici, dans ses grandes lignes, le tarif amendé de 1923, tel qu'il se présente après les modifications prévues par l'ordonnance-loi du 4 avril 1935. (2)

Catégorie des produits.	Taux de taxation du tarif douanier, modifié par l'ordonnance-loi du 4 avril 1935.
1) Animaux vivants.	Exempts.
2) Produits d'alimentation.	Exempts à l'exception de quelques produits : Cacao en fèves : 20%. Cacao préparé : 20%. Cafés : a) non torréfiés, Frs. 300.— aux 100 Kgs. b) torréfiés 20% ad valorem. Céréales : Riz en grains 5% ad valorem. Riz en farine 10% ad valorem. Miel : 25% ad valorem. Sel : suivant la présentation ou l'emballage : de Frs. 3.— à 12.— les 100 Kgs. brut. Sucre : Frs. 17.— les 100 Kgs. brut.

(1) Il s'agit des prix estimés en or après la dévaluation de la £, du \$ U. S. et du Fr. B.

(2) Date d'entrée en vigueur 1 mai 1935.

Catégorie des produits.	Taux de taxation du tarif douanier, modifié par l'ordonnance-loi du 4 avril 1935.
3) Boissons de toute espèce.	Alcools bon goût, boissons distillées : 60 cent. par L. et par degré centésimal à temp. de 15 degrés centigrade. Boissons quelconques contenant de l'alcool de fermentation titrant plus de 15° centésimal à la température de 15° cent. : 30 cent. par L. et par degré. Pour les autres boissons tarifées les droits spécifiques varient de 50 à 1000 Frs. l'Hectolitre. Pour la bière, le droit, qui est en partie un droit protecteur, s'élève à Frs. 200.— l'Hectolitre. Eau minérale : 15% ad valorem. Boissons non tarifées : 20% ad valorem.
4) Matières animales.	Engrais : exempts. Matières animales brutes tarifées : exemptes. Matières animales non tarifées : 10% ad valorem.
5) Matières minérales brutes.	Asbeste : exempt. Charbons : exempts. Chaux et Ciments : Frs. 3.— les 100 Kgs. Graisse industrielle : Frs. 1,50 par 100 Kgs. Huiles industrielles : a) d'épandage : exemptes. b) pétrole lampant : Frs. 25.— aux 100 Kgs. (poids net). c) huiles raffinées, essence pour moteurs etc. : Frs. 20.— aux 100 Kgs. (poids net). d) huiles de densité supérieure à 0,840 : Frs. 0,15 aux 100 Kgs. (poids brut). e) autres huiles : Frs. 1,50 aux 100 Kgs. (poids brut). Métaux bruts : 5% ad valorem. Métaux précieux : exempts. Minerais : exempts. Pierres brutes, y compris les pierres précieuses à l'état brut : exemptes. Soufre brut : exempt. Kaolin : exempt. Autres matières minérales non tarifées : 10% ad valorem.
6) Matières végétales brutes.	Bois de toutes espèces : 15% ad valorem. Graines et plantes : exemptes. Houblon : exempt. Huile et graisse d'origine végétale, à usage industriel : Frs. 1,50 aux 100 Kgs. Plantes vivantes et fleurs naturelles : exemptes. Récolte et fourrage : 5% ad valorem. Résine, cire végétale et gomme : exemptes. Tabacs en feuilles : 15% ad valorem. Matières végétales brutes : 10% ad valorem.

Catégorie des produits.	Taux de taxation du tarif douanier, modifié par l'ordonnance-loi du 4 avril 1935.
7) Produits fabriqués de toute espèce.	Cette dernière catégorie, la plus importante du tarif, comporte 40 rubriques. Presque tous les produits manufacturés sont taxés ad valorem. Le taux de la taxation varie de 15 à 25%. Il y a pourtant un certain nombre d'exceptions que voici : Les produits ci-après acquittent un droit de Frs. 1,50 aux 100 Kgs. : Fûts, Toiles spéciales et Sacs. Les produits suivants sont exempts : Bagages de voyageurs. Caractères et clichés typographiques. Couleurs, teintures et vernis. Bouteilles vides. Emblèmes officiels. Fils de coton retors, blanchis ou teints, pour tissage. Vareuses pour travailleurs indigènes. Machines mécaniques à usage agricole. Médicaments. Mobiliers scolaires. Mobiliers usagés. Monuments funéraires. Papiers à journaux. Papiers et articles servant au culte. Produits chimiques spécialement dénommés. Livres, journaux, publications. Couvertures communes pour travailleurs indigènes. Valeurs, titres, billets de banque et espèces monnayées. Camions, camionnettes, tracteurs automobiles.. Les produits ci-après sont prohibés : La saccharine. Les appareils à distiller.

En plus des droits d'entrée indiqués au tarif, il est perçu une taxe de statistique de 50 cm. par colis et sur certains produits : l'alcool, le tabac, la bière et le vin, une taxe dite « de consommation ».

En outre, certains droits prévus par le tarif sont augmentés de 20% (2 décimes).

Si l'on compare catégorie par catégorie, le tarif modifié de 1923 à celui qui était en vigueur avant l'ordonnance-loi du 4 avril 1935 on constate notamment :

1^{re} catégorie : que les droits sont inchangés.

2^{em} catégorie : que le tarif modifié ne conserve que quelques droits sur des marchandises produites dans la colonie. Les droits maintenus par le tarif modifié sont tous des droits protecteurs.

Ils ont pour but de réserver le marché de la colonie aux produits des cultures coloniales.

3^{me} catégorie : D'importantes réductions ont été accordées.

4^{me} catégorie : Les droits sont restés presque inchangés.

5^{me} catégorie : En général tous les droits afférents à l'importation des matières combustibles ont été sensiblement réduits. Les droits sur les charbons :
de Frs. 0,09 par 100 Kgs pour les houilles crues ;
de Frs. 0,15 par 100 Kgs. pour le coke ;
ont été supprimés.

Les huiles raffinées comportant notamment les essences pour moteurs doivent acquitter un droit de Frs. 30,— aux 100 Kgs. La réduction est de Frs. 10,— aux 100 Kgs. (poids net).

6^{me} catégorie : En ce qui concerne la dernière catégorie de produits, plusieurs positions n'ont subi aucun changement dans l'importance des droits appliqués. Mais par contre, les droits afférents à d'autres positions de cette catégorie ont été modifiés. Toutes les modifications apportées consistent en des réductions.

Celles-ci ramènent à 5%, 10% ou 15% plusieurs droits ad valorem de 15%, 20% ou plus. Les produits de cette catégorie exempts de droits, dans le tarif modifié étaient souvent taxés de 10% et 15% ad valorem, avant l'application de l'ordonnance-loi du 4 avril 1935.

b) *Tarif annexé aux ordonnances-lois du 4 et 30 avril 1935, modifiant les droits de sortie.* (1)

Ce tarif, beaucoup plus détaillé que le précédent, se répartit en 25 catégories.

(1) Entré en vigueur le 1 mai 1935.

Les quatre premières catégories fixent les droits relatifs à l'exportation d'animaux. Ces droits, prélevés par tête, sont très variables. Ils vont de Frs. 12,— à Frs. 5.000,— Leur taux n'a pas été modifié par rapport au tarif antérieur.

Les 21 catégories qui suivent stipulent les droits de sortie ci-après :

Peaux de gros et de petit bétail à l'exception	
des peaux de moutons	6% ad valorem.
Peaux de moutons	2% ad valorem.
Ivoire brut d'hippopotame	10% ad valorem.
Ivoire n'étant plus à l'état brut, pour lequel	
il n'est pas établi que la taxe d'enre-	
gistement a été acquittée	Frs. 6,50 par 100 Kgr.
Or et produits aurifères	6,5% ad valorem.
Diamants : industriels	4% ad valorem.
type joaillerie	6% ad valorem.
Etain et minerai d'étain	7% ad valorem.
Cuivres de toutes espèces	4% ad valorem.
Tous autres minerais	4% ad valorem.
Coton	5% ad valorem.
Copal	6% ad valorem.
Caoutchouc de plantations	3% ad valorem.
» » indigène	6% ad valorem.
Cacao de plantations	3% ad valorem.
Café de plantations	3% ad valorem.
» indigène	6% ad valorem.
Noix palmistes	6% ad valorem.
Huile de palme de plantations	2% ad valorem.
» » » indigène	6% ad valorem.
Cire d'abeilles	6% ad valorem.
Bois en grumes	3% ad valorem.
Fibre de sisal	3% ad valorem.
Tous autres produits végétaux	6% ad valorem.
Tous autres produits et marchandises	3% ad valorem.

Un certain nombre de produits sont exempts de tous droits de sortie : le sucre de canne, les tissus de coton, le ciment, les bois sciés, les bières, ainsi que le maïs et le riz d'usine.

Quelle est la grande différence entre le nouveau tarif et celui qui le précédait ?

Le tarif précédent classait dans sa rubrique finale « toutes autres marchandises », frappées d'un droit général de 3 % ad valorem, la plupart des grands produits d'exportation. Le nouveau tarif, avant de mentionner cette rubrique finale, énumère une série de produits agricoles et miniers, qui occupent des places de premier plan dans les exportations congolaises. Ces produits sont frappés d'un droit supérieur à 3%. Citons entre autres :

le cuivre frappé de 4% ad valorem.

Il s'agit de valeurs considérables, le cuivre à lui seul représente env. 20 % de la valeur des exportations congolaises. (1)

D'autre part, dans le tarif précédent, les produits végétaux en général étaient renseignés dans la rubrique « produits exempts » de tous droits. Actuellement, les produits végétaux, à quelques rares exceptions près, sont taxés de 2 à 6 % ad valorem. S'ils ne sont pas mentionnés individuellement, ils sont frappés d'un droit de 6 %, étant alors compris dans la rubrique du tarif « tous autres produits végétaux ».

On conçoit facilement l'importance de ce nouveau tarif des droits de sortie et l'apport que son application constitue pour les finances coloniales.

En résumé, le régime douanier du Congo Belge (2), a un caractère plutôt libéral. Les droits d'entrée ne sont en général pas élevés. Les droits ad valorem, qui sont les plus nombreux ne dépassent en aucun cas 30% et beaucoup de produits sont exempts de tous droits, citons notamment les produits alimentaires.

Le transit est libre quoique les stipulations du traité de St-Germain-en-Laye nous autorisent à l'imposer dans la mesure des dépenses utiles réalisées pour services rendus.

Jusqu'à présent les tarifs ont été rédigés, avant tout, avec l'intention de couvrir les dépenses budgétaires.

L'importance qu'occupent les droits de sortie le prouve clairement, mais déjà certains postes démontrent pourtant le souci

(1) Frs. 166.539.760 pour une exportation totale de Frs. 843.315.648 en 1934.

(2) Y compris les territoires sous mandat belge qui forment une union douanière avec les territoires du Congo Belge proprement dit.

de protéger une industrie naissante. Quand le développement économique du pays sera plus avancé et que les industries locales se seront multipliées, il est à prévoir que le tarif perdra son caractère fiscal actuel. La matière imposable, si rare dans les pays neufs, sera largement accrue et les droits de sortie pourront être remplacés par d'autres impositions plus rationnelles.

CHAPITRE IV.

Dispositions douanières en faveur des produits d'origine congolaise, importés en Belgique.

Avant 1924, il n'existait pour les produits du Congo Belge, aucun avantage douanier quelconque et ils étaient assimilés à leur entrée en Belgique aux produits de provenance étrangère.

Depuis lors, la loi du 8 mai 1924 revisant le tarif des Douanes Belges, a prévu en son article 12, une importante disposition qui exonère définitivement les produits du Congo de tous droits à leur entrée en Belgique. Toutefois, il se conçoit que l'exonération des droits d'entrée accordée aux produits du Congo Belge, ne comporte pas l'exemption des droits d'accise ou de consommation ainsi que celle des droits de statistique et de transmission. Ces droits sont appliqués aussi bien aux produits originaires du Congo Belge qu'aux produits étrangers. L'article 12 stipule pourtant que, si ces marchandises importées en Belgique étaient déjà soumises à un droit de consommation sur le territoire de la colonie, les droits exigibles en Belgique seront réduits en proportion.

Examinons maintenant l'Arrêté Royal du 23 octobre 1924 qui fixe les modalités d'application de l'article 12 de la loi du 8 mai 1924.

Voici les termes de cet Arrêté :

« Art. 1. — Pour être admissibles librement à l'entrée
» en Belgique, les marchandises originaires du Congo Belge
» ou des territoires administrés par l'Etat belge en Afrique,
» doivent être importées par une voie directe sans déchar-
» gement ni transbordement depuis leur embarquement par
» un port africain.

» **Art. 2.** — La franchise est subordonnée à la production d'un certificat d'origine conforme au modèle joint au présent arrêté, ainsi que des documents de transport établissant que les marchandises ont bien été expédiées dans les conditions prévues à l'article 1.

» Les certificats d'origine sont dressés sur la facture relative à l'envoi, ou sur le bordereau qui en tient lieu. Ils sont visés par l'agent territorial du ressort, aux conditions déterminées par notre ministre des Colonies.

» **Art. 3.** — Les marchandises de la nature de celles qui sont soumises en Belgique à un droit intérieur d'accises ou de consommation, doivent, en vue de leur libération, acquitter des droits équivalents. Eventuellement ces droits sont réduits à concurrence de la différence existant entre les droits d'accise ou de consommation belges et les droits de même espèce qui ont été appliqués à la marchandise au Congo Belge ou dans les territoires administrés par l'Etat belge en Afrique.

» **Art. 4.** — Notre premier ministre, notre ministre des Finances et notre ministre des Colonies, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera obligatoire à partir de la date de la mise en vigueur de la loi précitée du 8 mai 1924. »

Les règlements de douane définissent au surplus ce qu'il faut entendre par « voie directe ». Il ne suffit pas que les produits ne subissent aucun transbordement en cours de route, mais encore il faut qu'ils soient exportés d'Afrique par un des ports ci-après désignés et considérés sur la voie directe :

- a) par un des ports du Bas-Congo ;
- b) par la voie du Nord-Est et Port-Soudan ;
- c) par la côte orientale via Mombassa, Dar-Es-Salam ou Beira ;
- d) pour les produits du Katanga, en surplus par Lobito.

A l'importation en Belgique, l'exemption des droits d'entrée ne sera accordée que si les marchandises pénètrent par le port d'Anvers.

La Belgique réserve donc aux produits de sa colonie le régime le plus libéral. Il est vrai que, même sans la loi du 8 mai 1924, la grande majorité des produits du Congo seraient exempts de droits d'entrée, puisque le tarif belge ne frappe que très peu de matières premières.

Certaines matières premières cependant, sont frappées par le tarif belge, lorsqu'elles ne sont pas d'origine congolaise. Citons notamment :

Les cafés qui acquittent à l'entrée en Belgique un droit de 10 % ad valorem.

Les sucres qui acquittent à l'entrée en Belgique un droit de 15 % ad valorem.

Les fruits qui acquittent à l'entrée en Belgique un droit de 20 % ad valorem.

Les cacaos qui acquittent à l'entrée en Belgique un droit de 15 % ad valorem.

Tous ces produits entreront librement sur le territoire de la métropole, sur présentation du certificat d'origine et sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'acheminement prévues par les règlements.

Il en est de même des produits manufacturés d'origine congolaise, mais leur exportation à destination de la Belgique est encore très réduite.

Le régime libéral que la Belgique accorde aux marchandises congolaises se justifie largement. En ouvrant ses frontières à l'importation des matières premières congolaises, la Belgique offre un marché aux producteurs de la Colonie et favorise ainsi le développement économique du Congo, c'est à dire celui de toutes les entreprises belges fixées sur le territoire de la Colonie. En même temps, elle offre aux producteurs nationaux l'avantage d'une matière à bon compte. Elle favorise ainsi l'interpénétration de la Belgique et de sa Colonie.

SECTION II.

Le régime juridique et la politique des transports au Congo Belge.

Il ne nous appartient pas de refaire l'historique du développement des moyens de transports au Congo Belge.

L'énumération chronologique des progrès réalisés par nos compatriotes serait certes flatteuse pour notre pays. Les efforts accomplis souvent obscurément par nos techniciens et nos constructeurs sont remarquables, les difficultés qu'ils ont si souvent rencontrées ne les ont pas rebutés.

D'autre part, nous ne désirons pas entrer dans le détail des qualités techniques du matériel utilisé. Cela nous écarterait du cadre de notre étude. Mais n'ignorant point la place prépondérante du problème des transports dans le développement de notre colonie, et à fortiori dans celui des rapports économiques Belgique-Congo, nous croyons utile d'en retracer ci-après les aspects les plus caractéristiques.

Nous chercherons tout d'abord à esquisser le régime juridique international des transports dans le Bassin Conventionnel du Congo.

Ensuite, nous examinerons les données du problème, ce qu'il fallait résoudre, et l'œuvre déjà accomplie.

A cet effet, nous rappellerons les grands traits de la politique suivie en matière de transports, fluviaux, ferroviaires, routiers, aériens et maritimes.

La diversité des moyens de transport utilisés dans notre colonie, a imposé un effort de coordination entre les organismes exploitants. L'importance de cette action et les résultats brillants auxquels elle a donné lieu, méritent d'être mis en relief.

Nous terminerons cet aperçu général par l'examen des mesures prises en vue d'atteindre cette coordination.

CHAPITRE I.

Le régime juridique des transports.

Nous avons vu déjà que le chapitre IV de l'Acte Général de Berlin fixait le régime juridique de la navigation sur le fleuve Congo et tous ses embranchements, alors que le chapitre V. du même acte établissait le régime de la navigation sur le Niger.

Ce sont les clauses essentielles qui règlent la navigation sur le fleuve Congo qui retiendront notre attention ; elles ne diffèrent pas juridiquement de celles qui sont stipulées au Chap. V.

Nous retrouvons dans cette réglementation de la navigation, les deux grands principes que nous avons rencontrés dans les dispositions du même acte, relatives au régime douanier :

- a) le principe de liberté ;
- b) le principe d'égalité.

Voici les termes par lesquels l'Acte de Berlin (1) établit de façon absolue le principe de la liberté de navigation.

« La Navigation du Congo, sans exception aucune, des
» embranchements ni issues de ce fleuve, est et demeurera
» entièrement libre pour les navires marchands en charge ou
» sur lest, de toutes les nations, tant pour le transport des
» marchandises que pour celui des voyageurs. »

Quant au principe d'égalité, il est clairement exprimé par le texte ci-après. (2)

« Dans l'exercice de cette navigation, les sujets et les
» pavillons de toutes nations seront traités sous tous les rap-
» ports sur le pied d'une parfaite égalité tant pour la navi-
» gation directe de la pleine mer vers les pays intérieurs du
» Congo et vice-versa que pour le grand et le petit cabotage
» ainsi que pour la batellerie sur le parcours de ce fleuve. »

Au surplus, l'acte stipule que : (3).

» sur tout le parcours et aux embouchures du Congo, il ne
» sera fait aucune distinction entre les sujets des Etats rive-
» rains et ceux des non riverains, et qu'il ne sera concédé

(1) Chapitre IV, article 13 de l'Acte de Berlin.

(2) Idem.

(3) Chapitre IV, article 14 de l'Acte de Berlin.

» aucun privilège exclusif de navigation soit à des sociétés
» ou corporations quelconques, soit à des particuliers. »

On se rappelle que le Chapitre I de l'Acte Général de Berlin stipulait que, en ce qui concerne les droits de douane, ceux-ci ne pouvaient être perçus que comme une équitable compensation de dépenses utiles pour le commerce. Ces droits ne pouvaient donc jamais être une source de profits pour la nation souveraine. Le chapitre IV relatif à la navigation prévoit une clause semblable en ce qui concerne les péages maritimes. (1).

En voici les termes exacts :

« Il ne sera établi aucun péage maritime ni fluvial basé
» sur le seul fait de la navigation, ni aucun droit sur les
» marchandises qui se trouvent à bord des navires. Pourront
» seuls être perçus, des droits ou taxes, qui auront un carac-
» tère de rétribution pour service rendus à la navigation
» même, à savoir :

» 1^o) des taxes de port pour l'usage effectif de certains
» établissements locaux tels que quais, magasins ;

» 2^o) des droits de pilotage sur les sections fluviales où
» il paraîtrait nécessaire de créer des stations de pilote bre-
» veté ;

» 3^o) des droits destinés à couvrir les dépenses tech-
» niques et administratives faites dans l'intérêt général de
» la navigation, y compris les droits de phare, de fanal et
» de balisage. »

L'Acte Général de la Conférence de Bruxelles de 1890 et la Déclaration qui le suit, ne font aucune allusion au régime de la navigation.

Jusqu'en 1919, la navigation dans le Bassin du Congo fut régie par l'Acte Général de Berlin. Dès la signature du Traité de St-Germain-en-Laye, les dispositions de l'Acte de Berlin furent abrogées. Le Traité de St-Germain-en-Laye n'apporte cependant rien de nouveau, il se limite à étendre les principes de l'acte qu'il remplace, à tout le bassin conventionnel du Congo. Alors que l'Acte de Berlin, en ce qui concerne la navigation, ne fait allusion

(1) Chapitre IV, art. 14 de l'Acte Général de la Conférence de Berlin.

qu'aux bassins géographiques du Congo et du Niger, les stipulations de l'Article 5 du Traité de St-Germain-en-Laye de 1919 relatives à la navigation, étendent le régime spécial de la navigation à tous les fleuves, leurs embranchements et issues coulant sur les territoires du bassin « conventionnel » du Congo (1), ainsi qu'aux lacs situés sur ces territoires.

Le Traité de St-Germain-en-Laye prévoit au surplus (2) l'application des principes de liberté et d'égalité au trafic sur les routes ou par les chemins de fer et les canaux qui pourront être établis dans le but spécial de suppléer à l'inavigabilité et aux imperfections de la voie fluviale sur certaines sections des fleuves et des lacs visés ci-dessus.

Pourtant, en ce qui concerne ces routes, ces chemins de fer et ces canaux, les péages ne sont pas soumis au même régime que la navigation sur les fleuves et les rivières et les lacs dont question de l'Article 5. Le Traité de St-Germain-en-Laye prévoit que, pour ces voies de communication destinées à suppléer à l'inavigabilité, il pourra être perçu des péages qui devront être calculés, non seulement en tenant compte des dépenses de construction, d'entretien et d'administration, mais encore du bénéfice équitable dû à l'entreprise.

CHAPITRE II.

La Politique des Transports.

Parmi les problèmes économiques qui, depuis plus d'un siècle préoccupent d'une façon spéciale tous les pays, le problème des transports acquiert une importance toute particulière.

On ne l'étudiera jamais suffisamment, car les solutions sont diverses dans le temps et dans l'espace. Une mauvaise politique des transports, aurait comme conséquence la régression du commerce international. Or, la science économique nous démontre par une formule arithmétique aussi simple qu'évidente, que le commerce international enrichit le monde en mettant à la portée de tous des richesses plus diverses et à meilleur compte. Dans l'éco-

(1) Tel que le bassin conventionnel est défini par l'Art. 1 de l'Acte Général de la Conférence de Berlin.

(2) Art. 7, Convention de St-Germain-en-Laye, par. 2 et 3.

nomie coloniale, la production trouve ses débouchés essentiels à l'extérieur et les produits de consommation proviennent en majeure partie de l'étranger. Il s'ensuit que l'importance du commerce extérieur est essentielle dans l'économie coloniale et qu'elle dépasse même largement celle du commerce intérieur. D'autre part, les distances sont généralement considérables, tant sur le territoire colonial que pour rejoindre la métropole ou les centres étrangers de consommation de matières premières. Il en découle avec évidence que la politique des transports aux colonies jouera un rôle pour le moins aussi important, si pas plus, que sur le territoire métropolitain.

Les Anglais disent bien souvent : « coloniser, c'est transporter ». Quoique matérialiste et trop absolue dans sa concision, cette assertion lapidaire comporte un fond de vérité et traduit de façon saisissante toute l'importance des transports en matière coloniale.

Il arrive parfois que, dans de vieux pays, une erreur de politique en matière de transports mette les industries dans une situation d'infériorité telle, que toute exportation devienne impossible. Dans des pays neufs, par le même fait, on voit parfois les exportations de matières premières entièrement détournées de leur voie normale et rationnelle et même totalement enrayées. Par contre, chaque fois que, dans ces pays, une route nouvelle s'ouvre, qu'un chemin de fer est construit, qu'une ligne de navigation fluviale pénètre plus avant dans le réseau des rivières, cela favorise l'exportation de richesses nouvelles, hier latentes, souvent sans valeur, car inexploitable.

Les règles générales qui régissent la politique des transports dans les pays évolués, s'appliquent également aux pays neufs.

Règles techniques qui se synthétisent dans la poursuite des perfectionnements mécaniques, qui imposent aux moyens de transports des qualités de légèreté, de rapidité, de capacité.

Règles économiques qui recommandent la réduction du coût d'utilisation, l'adoption des méthodes de tarification simples et souples en rapport avec les contingences économiques, qui prescrivent d'autre part, l'observation fidèle des horaires et la pratique de la coordination de tous les modes de transport.

Au Congo Belge, la politique des transports devait tendre au surplus à la recherche d'une solution qui répondrait à deux desiderata essentiels et particuliers :

1^{re}) Le desideratum économique qui ne s'est précisé qu'à partir du jour où la prospection des richesses minières détermina la localisation de celles-ci au Katanga et dans le Nord-Est de la Colonie. Il vise à réaliser le transport des produits miniers de ces régions vers la mer par la voie la plus économique.

2^{re}) Le desideratum politique qui tend à assurer l'hégémonie de la métropole et pour cela à affranchir les transports de la tutelle étrangère. Il se concrétise par la création d'une voie nationale dont le seul aboutissement ne pouvait être que l'embouchure du fleuve Congo.

La solution du problème pouvait donc se résumer en quelques mots : desservir l'ensemble de la colonie et spécialement les gisements miniers éloignés des mers, par des voies et des moyens de transport commodes, rapides et bon marché, tout en développant dans tout le territoire la sphère d'action du port de Matadi.

Voyons comment les Belges ont résolu le problème qui se posait, et étudions dans chacune des branches de l'activité des transports, les moyens qu'ils ont utilisés au cours de cette œuvre aussi louable qu'utile.

§ I. Transports fluviaux.

Quand, en 1880, Stanley, subventionné par le Comité d'Études du Haut-Congo, crée à l'initiative du roi Léopold II, et accompagné de nos compatriotes, résolut d'entreprendre la découverte du Haut-Congo, par l'Occident, il savait qu'il rencontrerait l'obstacle qui, à travers les siècles, avait retenu tous les conquérants et tous ceux qui avaient voulu explorer le bassin du fleuve : la chaîne des Monts de Cristal et les 12 cataractes du Bas-Congo.

Ces obstacles infranchissables, avaient fait du bassin du Congo un territoire où la civilisation n'avait jamais pu pénétrer et où elle ne pénétrerait jamais avant qu'ils ne fussent surmontés. C'est ce que Stanley et nos compatriotes comprirent.

Pour ouvrir le bassin du Congo à la civilisation, il fallait créer une route à travers les Monts de Cristal, qui permettrait de

transporter jusqu'au Pool les navires et les embarcations nécessaires pour entreprendre les premiers services de navigation fluviale, projet que cette expédition conçut, et sut mener à bonne fin.

On s'imagine l'œuvre titanesque accomplie sous le soleil ardent des tropiques, dans cette région mortelle du Bas-Congo, que la civilisation n'avait pas encore assainie. Par la volonté de Stanley et celle de nos compatriotes, la route fut achevée le 21 février 1881, après une année de lutte. Les lourds vapeurs et les pesantes barges furent transportés de Vivi par dessus les Monts de Cristal, dans les eaux du Pool et dès lors, la voie était ouverte à la pénétration européenne jusqu'au Stanley falls c'est à dire jusqu'au 25° de longitude.

Nos premiers actes de colonisation dans le continent noir se concrétisent par la construction d'une voie d'accès de Vivi au Pool et dans l'utilisation d'une flottille de vapeurs sur le parcours du grand fleuve, deux faits qui visent les transports et qui ont aidé davantage à la pénétration de la civilisation que toutes les tentatives des siècles précédents.

Si l'on jette un regard sur la carte de notre vaste empire colonial, on constate qu'il couvre, au cœur de l'Afrique, une surface de 2.385.000 KM2, soit un territoire à peu près aussi grand que la Russie d'Europe.

La seule voie nationale d'un empire aussi vaste, doit nécessairement converger vers les territoires du Bas-Congo, qui seuls donnent accès à la mer en territoire belge. Desservir une région semblable vers un point commun, eut été une œuvre dont l'envergure eut enrayé la réalisation pendant un très long temps encore, si la nature n'y avait pas contribué en apportant l'appoint merveilleux du fleuve et de son splendide réseau de rivières tributaires.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les premiers colons songèrent, de prime abord, à faire usage de ce réseau qui leur ouvrirait aussitôt une très vaste partie du territoire.

L'œuvre future consistait à améliorer ces voies d'eau en les creusant de façon à leur permettre de recevoir des navires d'un tonnage de plus en plus fort, à les rendre plus sûres par des balisages, par des rectifications apportées au cours même du fleuve et des rivières. Mais à certains endroits, toute amélioration

ou rectification s'avérerait impossible et il fallait remplacer les eaux non navigables par des routes ou des voies ferrées.

La politique des transports fluviaux ne se limite pas uniquement à l'aménagement des fleuves et rivières dans leur parcours considéré navigable. Elle doit nécessairement s'accorder et s'harmoniser avec celle des transports par voies ferrées. Elle s'étend encore à la construction, à l'organisation d'une flotte fluviale appropriée, à la fondation de chantiers destinés au montage, à la réparation et à l'entretien des navires, ainsi qu'à l'établissement et à l'outillage de ports sur les fleuves, les rivières et les lacs.

a) Exécution du programme. Aménagement du fleuve et des rivières.

Le réseau fluvial de la colonie comprend actuellement 10.105 Km de voies accessibles aux vapeurs, soit une longueur égale à plus du quart de celle de la circonférence de la terre, mesurée à l'Equateur.

Grâce aux soins d'un service hydrographique, le parcours des passes navigables du fleuve et des rivières est maintenant minutieusement repéré. A cet effet, des bouées flottantes rouges et noires, ainsi que des signaux de rives ont été placés en divers endroits difficiles. Il existe néanmoins encore des lieux, notamment dans le cours du fleuve et du Kasai, où le thalweg est en voie de constant déplacement et la navigation particulièrement difficile.

Pour des rivières à lit mobile comme on en rencontre bien souvent au Congo, on doit tenir compte du débit liquide et du débit solide.

C'est à tort que l'on envisage parfois pour les rivières congolaises des travaux semblables à ceux qui ont été réalisés dans les cours d'eaux européens qui sont presque tous canalisés et étudiés depuis très longtemps.

Les principaux moyens de perfectionnement des voies navigables employés dans notre colonie comprennent :

1°) l'amélioration par oblitération totale ou partielle de bras secondaires ;

2°) l'amélioration par digues et épis ;

3°) l'amélioration par correction du lit : coupures amenant la suppression des coudes brusques ou de grands rayons ;

4^o) l'amélioration par barrages accolés d'écluses ;

5^o) l'amélioration par dragages.

L'ensemble de ces moyens utilisés avec discernement et continuité par les services hydrographiques de notre colonie, ont pour effet de restreindre, de plus en plus, l'étendue des passages critiques où la navigation éprouve des difficultés.

b) Flotte fluviale.

L'Acte Général de la Conférence de Berlin a fixé le statut juridique de la navigation fluviale au Congo. Toute personne physique ou morale pourra exploiter sur pied d'égalité, un service de navigation quelconque sur le fleuve ou ses affluents. En 1881, le premier navire qui fut mouillé dans les eaux du Haut-Congo fut « l'En Avant » que Stanley, secondé par le Lieutenant Valcke, réussit à mettre à flot après l'avoir fait transporter sur des chars à travers les Monts de Cristal.

Au début du XX^e siècle, la flottille de l'Etat comprenait 23 vapeurs, celle des sociétés en comportait 22, dont 11 belges.

C'est à cette époque que fut fondée la Compagnie industrielle des transports au Stanley Pool « Citas ». Cet organisme introduisit le régime de l'exploitation industrielle, qui fut étendu, au lendemain de la guerre, aux services de navigation fluviale de l'Etat, lorsque ceux-ci furent convertis en société coopérative sous le nom de « Société Nationale de Transports fluviaux au Congo « Sonatra ».

En 1925, le désir de réunir les moyens d'action et d'assurer la régularité et la rationalisation des services de navigation fluviale, donna naissance à l'Union Nationale des Transports Fluviaux « Unatra », société congolaise à responsabilité limitée.

Depuis sa constitution, la nouvelle société est restée l'organisme le plus important de la colonie. (1).

En 1936 sa flotte se décompose de la façon suivante : (2)

(1) L'Unatra a presque un monopole pour les transports fluviaux sur le grand bief du fleuve et sur ses affluents.

Pourtant quelques grandes firmes effectuent leurs transports fluviaux par une flottille dont elles sont propriétaires.

(2) Renseignements du Comité Permanent de Coordination des Transports.

Catégories	Nombre
Cargos Vapeurs	5
Remorqueurs	31
Bateaux courriers	9
Bateaux d'affluent	42
Cargos à moteurs	2
Barges à moteurs	2
Barges	148

A la même époque les navires — appartenant à d'autres sociétés — qui effectuent des services sur le grand bief et ses rivières tributaires se répartissent comme suit :

Sociétés exploitantes	Catégories	Nombre
Huileries du Congo Belge	Cargos moteurs et remorqueurs	26
	Barges	46
Sedec	Cargos à moteurs	10
	Barges	8
Autres exploitants	Cargos à moteurs	23
	Remorqueurs	2
	Barges	58

On saisit le rôle primordial de l'Unatra dans la navigation fluviale au Congo. Son domaine d'action ne dépasse pourtant pas le grand bief du fleuve et ses affluents. En amont de Stanleyville, c'est la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs qui exploite les principaux services de navigation sur les sections du fleuve comprises entre Ponthierville et Kindu, et entre Kongolo et Bukama. Au surplus, cette dernière société possède des navires en service sur le Lac Tanganyika.

Voici comment se décompose la flottille du C.F.L. en 1936. (1)

Catégories	Nombre
Bâteaux courriers et de service mixte	7
Cargos	9
Remorqueurs	8
Barges	46

(1) Renseignements de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs.

Toutefois, sur la partie supérieure du Congo, comme sur le plus grand bief, aucune concession exclusive des services de navigation n'a été accordée. Il existe également sur cette partie du fleuve, comme sur le lac Tanganyika quelques unités n'appartenant pas à la Compagnie des chemins de fer du Congo Sup. aux Gr. Lacs, mais leur nombre est fort réduit.

Il ne nous incombe pas d'entrer dans les détails techniques du matériel flottant et de la navigation fluviale. Rappelons pourtant que les bateaux utilisés au Congo Belge, sont presque tous du modèle « Sternwheel » à faible tirant d'eau qui, depuis longtemps à fait ses preuves sur le Mississipi. Parfois les roues à arbres, au lieu d'être placées à l'arrière, sont placées aux deux côtés du navire. Ce dispositif convient mieux au remorquage en flèche que l'on vient d'appliquer avec un très grand succès dans notre colonie et dont l'utilisation tend à se généraliser dans l'ensemble du réseau fluvial. Les avantages de la méthode sont l'économie de combustible, la rapidité des évacuations et la suppression des manutentions intermédiaires.

c) Les ports fluviaux et lacustres.

En même temps que la construction de la flotte fluviale, il fallait immédiatement prendre le soin d'établir tout le long du parcours du fleuve, des installations portuaires dotées de quais en eau suffisamment profonde en toutes saisons et pourvues d'un matériel de manutention facile et puissant.

C'est ce qui fut réalisé par les efforts combinés du Gouvernement et des grandes sociétés de transports fluviaux ou ferroviaires.

Léopoldville, terminus vers l'aval de la navigation intérieure, est le plus grand port fluvial du Congo Belge. Les travaux qu'on y a entrepris ont été considérables mais relativement faciles puisque les unités qui doivent accoster à ses quais ont un faible tirant d'eau. Un quai de 400 M. de longueur, outillé de grues électriques de 1.500 kgs. de charge et de grues à vapeur, y a été construit.

A côté du port public, il faut citer les installations particulières de la « Citas ». Dans l'outillage des ports de notre colonie, l'initiative privée joue toujours un rôle considérable alors qu'en Belgique cette intervention est presque insignifiante.

En 1934, le nombre de passagers qui se sont embarqués au port de Léopoldville s'élevait à 8.890 et le nombre de passagers qui ont débarqué, à 9344, soit au total 18.234. Le poids des marchandises embarquées était de 221.679 Tonnes, et celui des marchandises débarquées, de 74.655 Tonnes. (1)

Après Léopoldville, le port de Coquilhatville, au confluent de la Ruki et du fleuve, est le plus important. C'est un centre de redistribution de la gomme copale et des palmistes.

Citons également Stanleyville, terminus en amont, de la navigation fluviale sur le grand bief du Congo moyen, puis Ponthierville, Kindu, Kongolo, Kabalo, Bukama.

Quant aux ports des affluents, rappelons Bumba, Bandundu, Basongo, Lusambo, Port Francqui. Ce dernier est particulièrement important puisqu'il se trouve situé au terminus de la ligne du chemin de fer exploité par la Compagnie des Chemins de Fer du Bas-Congo au Katanga. Il est pourvu d'un mur de quai de 500 M. en palplanches métalliques, ainsi que d'un matériel moderne de manutention et de magasinage.

Sur le lac Tanganyika, Albertville est le port le plus important, il est situé au point terminus de la voie ferrée qui relie le lac au Fleuve Congo à Kabalo. Sur le même lac il faut encore citer Uvira qui est le port d'exportation des produits de la région du Kivu, desservie par le chemin de fer du Kivu, qui relie Uvira à Camaniola. Au surplus, attachons une mention spéciale au port de Kigoma, situé sur le territoire de l'Est-Africain-Anglais. Notre colonie y possède une base comportant 200 m. de rive avec ouvrage d'accostage, des magasins et du matériel de manutention. A Dar-Es-Salam les traités de paix nous ont accordé une concession de 5.000 m². Ainsi, les marchandises venant du Congo peuvent être acheminées jusqu'à l'Océan Indien par voie entièrement belge.

§ II. Transport ferroviaires.

L'étude de la géographie et de l'orographie du pays, fit naître la conception d'un réseau en tronçons, mettant en communication les biefs navigables du fleuve et ses affluents. Le premier tron-

(1) Il s'agit uniquement des transports par les services fluviaux de l'Unatra qui ont presque un monopole, excepté pourtant pour le trafic des huiles dont la majeure partie est acheminée par les navires de la Compagnie des « Huileries du Congo Belge ».

çon à construire était évidemment celui qui devait relier le pool à la mer à travers cette chaîne côtière des Monts de Cristal, en partant du terminus de la navigation maritime à 150 Km. de l'Océan Atlantique. La construction de cette ligne établirait la jonction entre la mer, le grand bief navigable et tous les affluents du fleuve qui s'y déversent.

Aussi, dès 1888 le gouvernement de l'Etat indépendant en décida l'étude et en 1889 les terrassements furent entrepris. On peut dire que l'achèvement de ce travail gigantesque ouvrait la colonie à sa phase d'exploitation commerciale, la phase précédente étant celle de l'occupation administrative et celle de la pacification du pays.

Dès le début de la phase commerciale, les données économiques du problème s'exprimaient chaque jour de façon plus nette, les prospections précisaient la position des gisements miniers du Nord-Est et du Sud-Est. Or, ces régions sont desservies, de par leur situation, par le Nil et Port-Soudan ou Mombassa, par le Tanganyika et Dar-Es-Salam, ou par la Rhodésie et les ports Sud-Africains. Mais des raisons politiques recommandaient l'exportation par Matadi. Pour cela, il fallait créer **deux grands axes de transport** :

Le **premier** allant de Léopoldville à la région aurifère du Nord-Est ;

Le **second** allant de Léopoldville au Katanga, si riche en mines.

Sur ces deux grands axes, il serait loisible de créer des axes secondaires capables de drainer vers Léopoldville et ensuite vers Matadi, tous les produits de l'activité économique de la Colonie.

Mais, en même temps qu'à l'exécution d'un aussi vaste programme, il fallait songer déjà à remanier le tracé du chemin de fer de Matadi à Léopoldville pour le mettre dans la possibilité de répondre au trafic des voies qui allaient être entreprises, et qui convergeaient vers lui. Il importait aussi d'outiller Matadi, port maritime et Léopoldville, port fluvial.

Quant aux axes, comment les constituer ? Par des lignes de chemin de fer ou par des voies fluviales ? La réponse était donnée par les seules raisons économiques. Les transports par voie ferrée portent en Afrique sur des distances énormes et sont par consé-

quent très coûteux, d'autant plus que les matières transportées sont généralement de valeur réduite et de grand volume. La voie fluviale sera donc utilisée chaque fois que la voie ferrée ne sera pas indispensable.

Voici la solution qui fut admise au problème si ardu des transports au Congo.

L'axe Léopoldville-Nord-Est, sera constitué par le fleuve Congo jusqu'à Stanleyville et par un chemin de fer de Stanleyville à Kilo-Moto.

L'axe Léopoldville-Katanga sera constitué par le fleuve jusqu'à Kwamouth à l'embouchure du Kasai, ensuite par cette rivière jusqu'à Illebo (Port Francqui) puis par un chemin de fer allant de Port-Francqui à Bukama, à Elisabethville et à la frontière rhodésienne.

Exécution du programme.

Le **premier axe**, qui comporte l'utilisation du grand bief du fleuve Congo, est actuellement constitué par l'équipement pour une navigation permanente et intense, au moyen de trains entiers de barges ou d'allèges, remorquées par des navires de tonnage maximum.

Les études pour la construction d'un chemin de fer de Stanleyville à Kilo-Moto, ont été entreprises. Les travaux n'ont pas encore été entamés, mais il est probable qu'ils seront commencés d'ici peu.

Le **second axe** permet d'affranchir le Katanga de la sujétion des voies étrangères. Il est constitué par le fleuve jusqu'à Kwamouth, puis par la rivière Kasai jusqu'à Port-Francqui. Une ligne de chemin de fer qui part de Port-Francqui, relie ce port fluvial au Katanga et à la frontière rhodésienne.

Le Kasai ne présentant pas toujours toutes les qualités de navigabilité que l'on pourrait espérer, le prolongement de la ligne du B. C. K. jusqu'à Léopoldville a été envisagé, ce qui permettrait d'atteindre le Cap par voie ferrée, en partant de Matadi.

La ligne de chemin de fer allant de Port-Francqui à Sakania sur la frontière rhodésienne, appartient à deux grandes sociétés :

a) la Compagnie du Chemin de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo « Léokadi » qui est propriétaire des sections allant de Port Francqui à Bukama ;

b) la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga « C. F. K. » qui est propriétaire de la section allant de Bukama à Sakania.

La ligne entière est exploitée par une troisième société : la Compagnie des chemins de fer du Bas-Congo au Katanga « B. C. K. ».

Les deux axes que nous venons de décrire, sont reliés par une importante transversale: Bukama-Stanleyville, composée de sections de fleuve navigables et de sections de voies ferrées (voyez cliché 2). Ce sont, dans l'ordre de suite et partant du Sud au Nord :

La section de fleuve :	Bukama-Kabalo-Kongolo
La section ferrée :	Kongolo-Kindu
La section de fleuve :	Kindu-Ponthierville
La section ferrée :	Ponthierville-Stanleyville.

De Kabalo se détache une ligne parallèle à l'Equateur qui relie Albertville sur le Tanganyika à la transversale des deux axes principaux.

Ces sections ferrées et la ligne de Kabalo à Albertville appartiennent et sont exploitées par la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains C. F. L.

Citons encore la ligne de chemin de fer du Kivu en construction qui reliera Uvira sur le lac Tanganyika à Calahé sur le lac Kivu, (1) enfin la ligne allant de Tshilongo à Dilolo sur la frontière de l'Angola.

En dehors des sections que nous venons de décrire brièvement — et dont l'écartement est égal ou se rapproche de l'écartement normal de 1,076 m. qui est celui de tous les réseaux Sud africains — il existe encore au Congo une série de voies, dont l'écartement est beaucoup moindre.

La ligne d'Aketi à Bondo sera prolongée de manière à joindre Djamba à Buta et à la région de production du coton dans l'Uele et le Nepoko. La voie de Charlesville à Makumbi dessert le district diamantifère du Kasai. La voie de Manono à Mayumba dans le Katanga, dessert la zone stanifère de cette province. Le chemin de fer du Mayumbe relie Boma à Tshela dans le Bas-Congo.

(1) Elle relie à l'heure actuelle Uvira à Camaniolo au Km. 94.

Pour la construction et l'exploitation de toutes ces lignes, diverses solutions ont été adoptées.

1°) La Colonie a participé à la formation du capital. Elle a octroyé à la société concessionnaire un domaine foncier avec liberté de construction et d'exploitation. C'est le cas du chemin de fer du Bas-Congo.

2°) La Colonie est la principale actionnaire d'une compagnie qui se charge de l'exploitation du réseau pour compte d'une autre compagnie propriétaire. C'est le cas de la Compagnie du Chemin du Fer du Bas-Congo au Katanga, qui exploite la ligne Sakania-Bukama pour compte de la Compagnie des Chemins de Fer du Katanga « C. F. K. » et la section Port-Francqui-Bukama, pour compte de la société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo « Léokadi ».

3°) La Colonie a octroyé la concession d'exploitation avec garantie d'intérêt pour le capital engagé. La société a été dotée d'un domaine foncier et minier dont le revenu vient en déduction de la garantie gouvernementale. C'est le cas de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs « C. F. L. ».

4°) La Colonie n'intervient pas dans le financement ni dans les bénéfices, mais elle impose certaines obligations aux concessionnaires qui se chargent en même temps de la construction et de l'exploitation. C'est le cas de la plupart des lignes à voies étroites.

Le réseau ferré du Congo Belge, construit en quelques années seulement, place notre colonie au rang des territoires africains les mieux desservis. En voyageant sur les lignes du Congo Belge, on se rend mieux compte de l'effort que constituent des travaux de ce genre, des ouvrages d'art qu'ils comportent et on est saisi de l'esprit d'initiative et de la témérité de ceux qui ont osé et voulu entreprendre cette œuvre.

Nous avons cité rapidement les grandes voies de communication qui relient les territoires intérieurs de notre colonie. Les Belges ne se sont pas contentés de ces résultats. Tout en désirant une politique qui vise à l'affranchissement des transports et au développement des voies nationales vers Matadi, ils n'ont négligé aucun des avantages ni possibilités que la proximité des réseaux

et des ports voisins pouvait constituer pour l'économie congolaise. Les voies de communication congolaises ont été rattachées aux réseaux ferrés de l'Afrique Orientale Anglaise, de l'Afrique du Sud et de l'Angola.

C'est ainsi que la ligne de Kabalo-Albertville est prolongée par celle du Tanganiyka Railway jusqu'à Dar-Es-Salam. Le réseau du Katanga se rattache à Sakanian aux lignes de Beira, de Mozambique et du Cap, enfin à Dilolo au chemin de fer du Benguela, qui met le Katanga en communication avec le port de Lobito.

Si l'on note au surplus que le bief navigable du fleuve, se trouve en contact à Brazzaville, avec le chemin de fer français de Pointe Noire, on comprendra que le port de Matadi et la voie nationale ne sont pas sans concurrents.

§ III. — Transports Routiers.

Aussi étendues que soient déjà les voies navigables et ferrées, elles constituent un réseau dont la densité est encore bien faible si l'on considère la vaste surface du territoire de notre colonie. Pour relier ces grandes voies de communications entre elles, un réseau de routes s'impose. Sans route, nous nous trouvons livrés au portage. Or, un des principes de notre politique coloniale nous dicte la suppression de ce mode primitif de transport que l'expérience nous a fait condamner.

Dans une intéressante publication du Comité permanent de coordination des transports, nous lisons ces chiffres édifiants:

« une tonne de produits, de marchandises, ou de matériel à transporter par portage, se décompose en 40 charges de 25 Kgs. L'étape moyenne journalière étant de 25 Km. il faut théoriquement $100/25 \times 40$, soit 160 journées de portage pour franchir 100 Km. »

En réalité, les porteursquisitionnés dans leur village, effectuent parfois plusieurs journées de marche avant de prendre charge et perdent un nombre supérieur de journées pour retourner chez eux. Il ne serait donc pas excessif d'estimer à 400 journées d'absence le temps nécessaire en pratique pour transporter une tonne à 100 Km.

A la lumière de ces chiffres, on conçoit le surmenage et le rendement insignifiant de ce labeur aussi dur que peu rémunérateur. Si l'on réfléchit aux conséquences économiques, on songera au surplus que, durant cette longue période d'absence, l'indigène ne produit pas et, si l'on pense aux conséquences sociales, on comprendra que la pratique du portage rompt la vie familiale et cause le plus grand ravage à la natalité.

Au début de la colonisation des régions ont été entièrement dépeuplées par cette pratique désastreuse, soit que l'indigène fuyait dans d'autres colonies pour éviter cette tâche, soit que le surmenage entraînait la maladie ou encore que les conséquences sociales de l'absence réduisaient le chiffre de la natalité. Tout tend donc à condamner le portage et tous moyens qui peuvent y aboutir doivent être envisagés.

Parmi eux, la création de routes et l'utilisation des camions et voitures automobiles occupe une place de tout premier ordre.

C'est poussé par ces préoccupations que le Gouvernement de la colonie a entrepris la construction d'un réseau routier comportant des voies de deux catégories :

1°) les routes de première importance qui ont une largeur de 6 M. entre fossés. Elles sont empierrées et pourvues de ponts en matériaux définitifs ;

2°) Les routes secondaires. Elles ont la même largeur que les précédentes, mais elles ne sont pas empierrées. Les ponts ne sont établis que pour une résistance à une charge de 3 tonnes et ils ne sont pas en matériaux définitifs.

Au 1er janvier 1935 le réseau des routes congolaises se répartit de la façon suivante : (1)

Routes de première importance		Routes secondaires		Routes de portage
Ouvertes au trafic	En construction	Ouvertes au trafic	En construction	Améliorées
4.769 Km.	25 Km.	18.123 Km.	465 Km .	9000 Km.

(1) Renseignement du Ministère des Colonies.

Ces chiffres expriment déjà un premier résultat pour une colonie relativement jeune, d'autant plus qu'il ne faut pas oublier que le carburant est excessivement coûteux en Afrique et que, de ce fait la construction de routes ne se justifie qu'en certaines régions où le développement économique est un fait ou une juste espérance.

§ IV. — Transports aériens.

Nous ne nous étendons pas sur ce mode de transport quoique son importance grandisse chaque jour en Afrique comme dans les autres continents.

Au Congo, les distances sont particulièrement grandes et les moyens de transport nécessairement rares, vu la faible densité des populations et leur développement économique arriéré. Les avantages que l'aviation pouvait procurer aux colons apparaissent immédiatement. Ils comportent une économie de temps considérable, en effet l'aviation permet d'accomplir en quelques heures des voyages qui prenaient jadis des semaines ou des mois.

C'est la Société Belge de Navigation aérienne (S.A.B.E.N.A) qui inaugura les premiers services de transports par avion au Congo Belge. A l'heure actuelle, c'est encore elle qui exploite toutes les lignes intérieures aériennes de notre colonie.

Il faut distinguer les services réguliers suivants :

Léopoldville-Stanleyville et retour ;

Léopoldville-Port-Francqui-Lusambo et retour ;

Boma-Léopoldville et retour.

Attachons une mention spéciale à la nouvelle ligne : Belgique-France-Congo dont les services accomplissent en cinq jours seulement la liaison : Léopoldville - Brazzaville - Coquilhatville - Marseille - Bruxelles ou vice-versa.

Cette ligne constitue un des liens symboliques de ce rapprochement entre métropole et colonie que nous voudrions voir sans cesse s'accroître.

§ V. — Transports maritimes.

Parmi tous les transports, ceux qui visent à unir la métropole et la colonie par la voie maritime jouent un rôle prédominant.

On pourrait en effet difficilement concevoir l'établissement de liens économiques étroits entre la Belgique et le Congo sans l'existence des services réguliers de navigation entre Anvers et Matadi sous pavillon national.

Au début de notre occupation, ces lignes n'existaient pas et l'on comprend le désir ardent que nous avons de les créer.

Les premiers navires qui réunirent, fort irrégulièrement d'ailleurs, l'Europe aux territoires du Congo, partaient de Liverpool, faisant escale dans les ports de l'Afrique occidentale Anglaise, en Guinée, en Côte d'Or, en Sierra Léone et en Nigérie. L'escale de Banane ne constituait ainsi pour eux qu'un petit détour ne comportant pas beaucoup de frais supplémentaires.

Plus tard, en 1886, la Compagnie Gantoise de Navigation, consciente de l'importance vitale que pouvait constituer un service sous pavillon national entre la métropole et le Congo, fit un premier essai en constituant une ligne composée de trois navires seulement.

Cette courageuse entreprise échoua devant la concurrence acharnée que lui faisaient des armements étrangers subventionnés.

Durant trois années d'existence, l'Etat Indépendant du Congo ne fut pas relié à la Belgique par un service direct de navigation maritime.

Cette situation était intenable si l'on désirait créer des liens économiques étroits entre les deux états.

L'on eut tout d'abord recours à une solution boiteuse qui ne pouvait donner entière satisfaction en ce sens qu'elle ne créait pas une ligne nationale. Elle consistait à convenir avec un syndicat anglo-allemand d'armateurs un arrangement par lequel cet organisme expédierait chaque mois un navire effectuant le voyage entre Anvers et Matadi.

Nous avons souvent rappelé les rôles que la marine marchande nationale peut jouer dans un pays. Nous les énumérons sans commentaire :

Elle favorise l'expansion économique,

Elle avantage la marchandise nationale,

Elle évite l'espionnage du commerce,

Elle tend au rapprochement du consommateur et du producteur,

Elle évite la pénurie des frets en temps de crise ou de guerre, Au surplus, elle constitue une industrie comme une autre, dont les profits influenceront favorablement la balance des comptes du pays.

On se rend compte que, de l'arrangement qui avait été signé, aucun de ces avantages ne pouvait pleinement résulter. Aussi, un groupe de Belges éclairés, comprit que la nationalisation de la ligne s'imposait et qu'à cet effet, un effort financier était indispensable.

Avec l'aide de capitaux belges, la Société Maritime du Congo, filiale de la Woermann Linie, fut fondée, et peu après on créa la Compagnie Belge Maritime du Congo, sous les auspices de la firme Elder Dempster & C^o Ltd de Liverpool.

Mais ces deux nouvelles entreprises, quoique partiellement belges n'apportaient pas encore la solution tant désirée d'un service parfaitement national, c'était en effet une formule mitigée qui ne pouvait donner entière satisfaction.

Plus tard la Société Maritime du Congo se retira, et la « Compagnie Belge Maritime du Congo » assura seule les services entre Anvers et le Congo.

En 1910, un groupe d'hommes d'affaires par un accord avec la Société Elder Dempster, reprit les intérêts que cet armement détenait dans la Compagnie Belge Maritime du Congo, et celle-ci fut ainsi nationalisée.

La Compagnie Belge Maritime du Congo fit l'acquisition de plusieurs nouvelles unités, et les ports du Congo furent aussitôt désengorgés.

Il y a dès lors lien étroit entre le développement économique de la Colonie et, celui des transports entre le Congo et la métropole.

Aussitôt qu'un progrès est réalisé dans une branche de l'activité économique, il se répercute sur les transports et bien souvent vice-versa un progrès dans les transports apporte des possibilités nouvelles pour la colonie et pour la métropole. Les économies belge et congolaise se pénètrent et le perfectionnement des transports est un lien qui assure l'existence et la continuité de cette pénétration économique.

En 1929, la C. B. M. C. absorbe la Compagnie Africaine de Navigation qui exploitait des lignes de « Cargo-Boats » sur la côte d'Afrique Orientale.

L'année suivante, la fusion s'opère entre la Compagnie Belge Maritime du Congo et l'un des principaux armements belges, le Lloyd Royal.

Une nouvelle société, la Compagnie Maritime Belge « Lloyd Royal » se constitue, qui exploite depuis lors les flottes réunies des deux anciennes compagnies. Cette fusion avait été dictée par la crise qui frappa si durement les armements belges que nos gouvernements successifs n'ont jamais secondés par une politique maritime constante et sérieuse.

La concentration par fusion, allait permettre au nouvel organisme de réaliser des réductions de frais d'exploitation, de publicité et en général de bénéficier de tous les avantages qui résultent de la concentration.

Ainsi conçue, la C. M. B. «Lloyd Royal» groupait à sa constitution en 1930 : 42 navires représentant 310.176 T. dw., dont 14 navires représentant 83.610 T. dw. étaient affectés à la liaison Belgique-Congo.

La fusion des deux armements constituait une mesure de sauvegarde et de prudence plus pour le Lloyd Royal que pour la Compagnie Maritime Belge du Congo.

En effet, l'exploitation des lignes vers le Congo était restée bénéficiaire malgré la crise. Du fait de leur gestion bien organisée, grâce aussi au bénéfice de l'indemnité postale et au caractère officiel de la ligne qui en faisait le transporteur exclusif des services et du personnel administratif de la Colonie.

Le Lloyd Royal au contraire, dont les lignes rejoignaient les ports de l'Atlantique et ceux de l'extrême-Orient, eut à lutter contre la concurrence acharnée des armements étrangers subventionnés.

En 1936 la flotte de la Compagnie Maritime Belge L. R. groupait encore 31 navires représentant 232.111 tonnes Dw. dont 17 navires représentant 113.226 Tonnes Dw. sont affectés à la liaison Belgique-Congo.

Si l'on compare ces chiffres à ceux de 1930, il apparaît que, si le recul du tonnage était de 47 % pour les navires effectuant

des services avec l'étranger, il y avait une progression de 26 % pour les navires reliant la métropole à la colonie.

Dans cette différence de situation apparaît une fois de plus le rôle économique considérable que l'occupation politique joue encore en ce monde.

Entre la Belgique et le Congo, l'exploitation des lignes restait bénéficiaire malgré la dépression économique mondiale. Il n'y avait pourtant aucun monopole réel au profit de notre pavillon national, mais un monopole de fait s'est constitué au profit de la ligne belge, avec laquelle la concurrence étrangère demeure incapable de lutter.

CHAPITRE III.

Coordination des Transports.

L'aperçu général de la politique des transports au Congo Belge, que nous venons de donner, nous montre combien cette politique est délicate et combien les moyens de transport utilisés dans la Colonie sont multiples et en voie de continuelle évolution.

Il y a non seulement une grande multiplicité des moyens de transport, mais ce sont encore, au surplus, des entreprises indépendantes qui en assument l'exploitation. (1).

N'oublions pas, d'autre part, que le trafic de la Colonie se compose dans sa quasi totalité de trafic à l'importation ou à l'exportation et qu'ainsi donc n'importe quelle expédition de marchandises de ou vers l'intérieur de la Colonie, fait appel à deux administrations de transport différentes, au moins.

(1) Il faut cependant faire remarquer qu'une tendance nouvelle poursuit le développement de l'intervention de l'Etat dans l'exploitation des transports coloniaux. Elle vise en même temps la concentration de leur gestion. C'est dans cet ordre d'idée que l'arrêté-loi du 20 avril 1935 créa l'Office d'Exploitation des transports Coloniaux (Otraco). Cet organisme se chargera à brève échéance de l'exploitation du Chemin de fer du Mayumbe, du Chemin de Fer de Matadi à Léopoldville et un peu plus tard du service fluvial assuré en ce moment par l'Unatra. Il est évidemment difficile de dire si l'Otraco absorbera ultérieurement d'autres organismes de transport existants ; rien de précis ne permet en ce moment d'entrevoir une telle éventualité, encore que le but assigné à l'Otraco à sa création soit très vaste.

C'est dire que la meilleure liaison entre les services de ces deux ou plusieurs administrations est un problème qui se pose continuellement et dont la solution a des répercussions importantes sur la vie commerciale de la Colonie.

A première vue, on pourrait se demander pourquoi les voies de communication du Congo n'ont pas été exploitées par une seule grande entreprise.

Mais quand on se rend compte de l'importance des capitaux qui eussent été nécessaires pour accomplir cette tâche par un seul organisme et en une fois, on comprend mieux combien pareil projet eut été irréalisable.

Pourtant l'utilité de compenser le manque d'unité de direction des moyens de transports par la création d'un organisme intermédiaire servant de lien entre les diverses entreprises, se faisait sentir de plus en plus, au fur et à mesure que le développement économique des voies de communication et du trafic s'accroissait.

Conscient de cette nécessité, l'Administrateur Général des Colonies décréta le 8 novembre 1926, un arrêté prévoyant la création d'un organisme spécial dont le rôle consistait à favoriser la coordination par le rapprochement des entreprises intéressées.

Cet organisme, dénommé « Comité Permanent de Coordination des transports au Congo Belge » se compose de représentants (administrateurs délégués ou directeurs) des transporteurs et transitaires d'intérêt public, ainsi que de deux délégués du Ministère des Colonies.

C'est une sorte de chambre professionnelle des transports qui crée la régularité de contact, non seulement entre les entreprises vivant sous un même ciel, mais encore entre celles-ci et les pouvoirs publics. Il y a là en quelque sorte des aspects qui rappellent les syndicats professionnels du régime corporatif italien.

Le rôle que le Comité a joué depuis sa constitution n'est pas fort connu du public, quoique ce rôle soit cependant très important. Il faut en rechercher la cause dans les faits suivants :

Organisme d'utilité publique, le comité s'en est tenu strictement à sa tâche, et ce faisant, a pu acquérir un prestige qui n'a nécessité aucune publicité pour être soutenu.

Il a comblé des vides dans l'organisation des transports au Congo, en prenant des mesures d'une nécessité évidente. Ses réalisations, dans le cas de l'espèce, allaient de soi et sont entrées dans les mœurs courantes et à l'heure actuelle on n'imaginerait pas qu'il puisse en être autrement.

Enfin le genre de travail auquel le Comité permanent de Coordination des Transports s'est attaché, se rapproche de ceux qui s'exécutent dans le silence des laboratoires.

Quelles sont les mesures qu'il a prises pour tendre vers le but qui faisait l'objet de sa constitution ? On peut les classer en quatre grandes catégories :

1°) Mesures de coordination de l'exploitation de divers réseaux :

Ces mesures visent principalement à accélérer et à donner le maximum de régularité aux évacuations. Dans ce domaine le Comité de Coordination est intervenu dans l'établissement de programmes de transports concordant sur l'ensemble des lignes, il a arrêté des horaires en correspondance entre eux et a veillé également à assurer une liaison administrative aisée et rapide entre les réseaux prenants et les réseaux cédants, aux points de rupture de charge.

2°) Mesures de coordination du développement de capacité des transports :

Ces mesures ont principalement été dictées par la commission spéciale pour l'étude des transports au Congo, créée en 1924 et dont le Comité serait appelé, en cas de besoin, à poursuivre les activités.

3°) Mesures de coordination commerciales des transports :

Ces mesures ont pour effet de faire disparaître les inconvénients que présente pour la bonne marche des transactions commerciales, l'indépendance administrative des divers tronçons du système congolais.

Il faut signaler dans ce domaine les conventions de trafic commun, intervenues à l'initiative du Comité, et grâce auxquelles une marchandise remise au transport sur un réseau, est réacheminée vers une localité d'un autre réseau sans que l'expéditeur ait à intervenir au point de transbordement et moyennant paiement

du prix total pour l'ensemble du parcours, soit au départ, soit à l'arrivée.

Ces mesures ont été appliquées, non seulement sur le territoire de la colonie, mais étendues aux transports maritimes de et vers la Belgique. C'est ainsi qu'un exportateur peut obtenir à Anvers, de la Compagnie Maritime Belge, un connaissance direct qui comporte, en dehors de l'engagement d'effectuer le transport maritime, celui d'entreprendre le transport ferroviaire, parfois sur divers réseaux et aussi, dans certains cas, en combinaison avec les transports fluviaux.

On conçoit combien ces mesures ont facilité la besogne du transporteur et lui permettent d'éviter des pertes de temps et des erreurs qui pourraient lui être coûteuses.

Mentionnons également sous cette rubrique les diverses mesures prises par le Comité en vue de simplifier les formalités de transport, telle l'unification des nomenclatures tarifaires sur les divers réseaux, de certaines clauses réglementaires, du mode d'expédition de marchandises déterminées, etc.

4°) Mesures de coordination des tarifs de transport au Congo.

Le comité de Coordination a établi des tarifs dits « inter-réseaux », tarifs dégressifs qui ont permis d'incorporer dans l'hinterland de Matadi certaines régions des confins de la colonie. Il a également apporté son aide et a facilité l'action du Gouvernement de la Colonie en matière de politique tarifaire. C'est ainsi que le principe de la dégression du prix des transports a pu être appliqué sur base des distances parcourues sur l'ensemble des réseaux.

Les résultats que le Comité a obtenus ne sont pas uniquement des améliorations. Ils sont parfois chiffrables et, dans ce cas, édifiants. Au début de la dépression économique diverses mesures de soutien ont été proposées par le Comité et mises par lui en œuvre. Ces mesures étaient destinées à sauver un état de choses mais l'intervention du Comité ne devait pas se limiter là, il a cherché à améliorer la situation par un aliment nouveau. Vers fin 1932, il sut faire instaurer une politique de rassemblement du trafic sur les voies nationales, visant donc à ramener à l'économie intérieure les transports empruntant les voies étrangères.

Un système de tarifs adéquats établis, surveillés et mis en application par le Comité, réussit pleinement.

En deux ans se trouvait apportée aux voies nationales, une recette de l'ordre de 52.000.000 de francs, recette entièrement supplémentaire, sans contrepartie de dépense par suite de l'utilisation des creux de transport pour acheminer le trafic inter-réseaux.

Il ne faut pas en conclure que le Comité a, dans ses attributions de poursuivre la concurrence à tout prix des voies étrangères par les voies nationales.

La lutte opiniâtre des tarifs n'existe pas en Afrique Centrale. On n'y cherche pas à détourner coûte que coûte de leur voie naturelle, les courants économiques. Une entente tacite et loyale règne entre les réseaux pour laisser à chacun sa zone normale d'action, et éviter la lutte acharnée des prix, qui finirait par ruiner toutes ces entreprises de transports encore jeunes si l'on prend en considération la découverte et la colonisation relativement récentes des territoires de l'Afrique Centrale.

* * *

Si l'on jette un coup d'œil général sur le régime juridique et la politique des transports au Congo Belge on constate que le premier conditionne la seconde en ce sens que ce régime pose immédiatement des principes auxquels cette politique doit se conformer : principe de « liberté » et principe « d'égalité » pour chacun.

Nous sommes loin des dogmes du pacte colonial qui réservait le commerce de la colonie aux navires battant pavillon de la métropole.

Quant à la politique des transports, elle cherche à favoriser la voie nationale sans aller pourtant jusqu'à détourner les mouvements économiques de leur chemin naturel.

Elle renonce à la guerre des tarifs mais elle use de ses facultés d'indépendance pour agir sur les taux de transport étrangers.

A l'intérieur, elle se base sur la concorde des entreprises intéressées pour appliquer toutes les mesures utiles de coordination.

Saine, et fertile, conçue dans un esprit national, elle reste toujours suffisamment libérale pour admettre toute concurrence loyale.

DEUXIÈME PARTIE

INDUSTRIE BELGE ET CONGO BELGE.

SECTION I.

Rôle du Congo Belge dans l'industrie métropolitaine.

L'importance grandissante du rôle que joue le Congo dans la vie industrielle de la Belgique est devenue un fait incontestable que ne pourrait nier l'adversaire le plus acharné de notre colonisation en Afrique.

On doit toutefois à la vérité de reconnaître qu'à l'heure actuelle le rôle de la colonie dans la vie industrielle de notre pays, est encore modeste. Mais il est hors de doute que le Congo est appelé à exercer dans l'avenir, directement et indirectement une action de plus en plus agissante dans l'évolution et l'orientation de nos activités industrielles.

Les avantages que la mise en valeur économique de notre colonie comporte pour l'industrie belge, sont de triple nature et peuvent se résumer comme suit :

1^o) Le Congo procure à nos industries des matières premières dont elles ont besoin ;

2^o) Le Congo constitue un débouché pour les produits de nos industries ;

3^e) Le Congo donne naissance en Belgique à des industries nouvelles.

Les trois problèmes, l'alimentation de nos industries en matières premières, l'extension des débouchés pour nos produits fabriqués et la création dans notre pays de nouvelles industries, préoccupent maintenant et préoccuperont encore plus dans l'avenir l'opinion publique, du fait que le protectionnisme et le régime d'autarchie qui se renforcent tous les jours davantage dans tous les pays du monde, mettent un obstacle sérieux à l'évolution normale de notre industrie nationale.

Dès à présent déjà, le Congo Belge nous aide à surmonter les nombreuses difficultés auxquelles se heurte notre industrie dans ses besoins naturels de développement et d'expansion.

La Belgique doit porter de plus en plus son regard vers sa Colonie qui lui offre les moyens de résoudre, tout au moins, de façon partielle les angoissants problèmes qui se posent à elle.

CHAPITRE I.

Le Congo Belge et le ravitaillement de notre industrie en matières premières.

Notre sol et notre sous-sol ne nous fournissent malheureusement qu'une petite partie des quantités considérables de matières premières qu'utilisent nos industries.

Pour un grand nombre d'entre elles, la Belgique est en partie ou en totalité, tributaire de l'étranger. On estime en effet que, environ 80 % des matières premières qui sont transformées par l'industrie belge, sont de provenance étrangère. (1).

Cette situation est mise en évidence avec une netteté remarquable par les chiffres statistiques que nous citons ci-après et qui montrent dans quelle mesure nos principales industries dépendent de l'extérieur au point de vue de leur ravitaillement en matières premières.

(1) Comité permanent de l'exportation « Pourquoi la Belgique doit exporter ».

Ainsi la fabrication de fonte, la métallurgie du zinc et du plomb, la filature de laine, de coton, de jute et de chanvre, la faïencerie et l'industrie diamantaire, dépendent entièrement de l'étranger pour leurs matières premières. L'industrie du bois pour 85 %, celle du tabac pour 83 %, celle du papier pour 80 %, celle des peaux et cuirs pour 76%, celle du lin pour 75%. (1)

Nous remarquons donc que les principales industries belges doivent importer la presque totalité ou la plus grande partie des matières premières dont elles ont besoin.

Dans l'approvisionnement de notre industrie en matières premières, la colonie joue encore un rôle peu important.

Cela ne veut pas dire que, dans un avenir plus ou moins rapproché, elle ne puisse assurer pour une grande partie notre indépendance économique.

Le Congo Belge s'est ouvert à la civilisation européenne il y a à peine un demi siècle. Sa mise en valeur ne date que du commencement du vingtième siècle. Enfin, l'essor prodigieux que le Congo Belge a connu au cours de la période d'après guerre a été entravé depuis 1930 par une grave crise économique.

L'exploitation des richesses naturelles de l'Afrique Belge est encore à ses débuts. Rappelons nous que la prospection géologique est loin d'être achevée. Elle se poursuit toujours sur toute la vaste étendue du territoire du Congo.

Il ne faut nullement perdre de vue que le Congo Belge est l'une des régions les plus riches du monde, une de celles dont les possibilités agricoles et minières sont les plus grandes. La colonie ne produit maintenant qu'un nombre limité de matières premières.

La pénurie de main-d'œuvre, le stade arriéré de développement des races primitives, la dispersion des matières premières complémentaires dans des régions souvent très éloignées les unes des autres, ont jusqu'à présent mis bien souvent des obstacles sérieux à une exploitation intense des ressources naturelles de l'Afrique Centrale.

(1) Comité permanent de l'exportation « Pourquoi la Belgique doit exporter ».

Mais le développement économique du Congo offre des possibilités quasi-illimitées.

La production de matières premières ne tardera pas à s'accroître dans des proportions considérables.

« Le sous-sol — dit Mr Louis Franck, ancien ministre des colonies — a-t-il livré son dernier secret ? Rien ne peut l'affirmer. C'est ainsi que des prospections récentes dans la province orientale, ont donné des résultats appréciables là, où après un examen antérieur l'on ne croyait guère à l'existence de grandes richesses minérales. Dans le Mayumbe, dans la région de Kilo-Moto, ailleurs encore, certains indices permettent d'espérer que l'on pourrait découvrir du pétrole. Même au Katanga nous ignorons ce que l'avenir nous réserve encore après tout ce qui y a été découvert déjà en quelques années. » (1)

Il apparait donc avec certitude que nous trouverons au Congo de nombreuses matières premières que notre industrie doit maintenant se procurer à l'étranger.

Quelle est la part du Congo dans l'approvisionnement de l'industrie belge en matières premières ?

Pour être à même de répondre à cette question on devrait connaître au préalable les quantités de matières premières consommées par l'industrie belge. Or, des statistiques à ce sujet n'existent pas. Mais, par contre, on connaît les chiffres relatifs aux importations totales de matières premières importées en Belgique et ceux relatifs aux importations de matières premières d'origine congolaise. Il est facile d'établir un rapport entre ces deux montants dont l'expression est particulièrement significative en ce sens qu'elle nous indique à très peu près la mesure dans laquelle le Congo nous libère de la tutelle étrangère en ce qui concerne les approvisionnements de nos industries en matières premières.

Si l'on se base sur le poids des marchandises la part proportionnelle du Congo Belge dans les approvisionnements de notre

(1) Louis Franck : Ce que représente le Congo pour la Belgique. Dans l'Essor économique belge. Expansion coloniale, Bruxelles 1932.

industrie en matières premières d'origine étrangère s'établit comme suit pour la période de 1909 à 1935 : (1)

Années	Importation de matières premières d'origine étrangère (2)	Importation de matières premières d'orig. Congolaise	Part proportionnel- le du Congo dans les approvisionne- ments de nos in- dustries en matiè- res premières d'origine étrangère en %
	Quintaux métriques	Quintaux métriques	
1909	187.368.570	57.900	0,03
1913	269.202.240	135.120	0,05
1920	96.284.840	412.530	0,42
1929	403.168.934	1.135.940	0,28
1933	260.309.115	1.180.508	0,45
1934	272.704.346	1.643.929	0,60
1935	264.122.434	2.153.030	0,81

Que montre le tableau ci-dessus ?

Il en résulte tout d'abord que l'industrie belge n'est pas encore fortement ravitaillée en matières premières par le Congo.

En effet, si l'on considère uniquement le poids des marchandises, la Colonie ne nous fournit actuellement qu'un peu moins d'un pour-cent des matières premières nécessaires à notre industrie. (2). Cette participation est sans aucun doute encore fort minime. Toutefois, à regarder le tableau de plus près, on remarque qu'un grand progrès a été réalisé depuis 1909, année de la reprise du Congo par la Belgique. Au cours de cette année, la part proportionnelle de la colonie dans l'approvisionnement de notre industrie en matières premières d'origine étrangère était de 0,03% mais cette

(1) Les chiffres de base sont empruntés aux Tableaux annuels et aux Bulletins mensuels du commerce avec les pays étrangers, publiés par le Ministère des Finances.

(2) Congo compris.

(2) Il faut pourtant bien remarquer que la Belgique importe de fortes quantités de matières premières très pondéreuses et de faible valeur. Citons notamment le charbon et le minerai de fer. Ils représentaient à eux seuls : 166 millions de quintaux métriques en 1935. C'est une des raisons pour lesquelles, sur la base des quantités, la part du Congo ne pourrait être importante dans le total général de nos achats de matières premières.

part va progressant d'année en année d'un façon ininterrompue pour atteindre en 1935 : 0,81%. C'est à dire, que de 1909 à 1935, elle a augmenté dans une proportion de 1 à 27.

En 1909 le Congo fournissait 57.900 quintaux de matières premières à notre industrie. 26 ans plus tard il lui en fournit 2.153.030, c'est à dire que les fournitures congolaises se sont multipliées par 37, la consommation belge totale de matières premières importées ne s'étant multipliée que par 1,4.

Il faut tenir compte du fait que, pendant la même période la consommation belge de matières premières étrangères n'a qu'un peu plus que doublé. Il s'ensuit que le Congo devient pour notre industrie un fournisseur de plus en plus important.

Il est intéressant de signaler que, malgré la crise, les fournitures congolaises n'ont cessé de s'accroître de façon très régulière. De 1929 à 1935 elles ont passé de 1.135.940 quintaux métriques à 2.153.030 quintaux métriques, soit un accroissement de 90 % en l'espace de six ans.

Par contre, la consommation de notre industrie en matières premières d'origine étrangère est en régression à partir de 1929. Elle augmente assez sensiblement en 1934 par rapport aux deux années précédentes tout en restant de beaucoup inférieure au niveau de 1929.

Nous remarquons donc qu'en dépit de la crise industrielle dont notre pays souffre depuis 1930, la colonie a pu arriver à écouler sur notre marché des quantités de plus en plus grandes de matières premières.

Le fait que nous venons de constater permet de conclure que les liens économiques entre la métropole et la colonie deviennent de plus en plus étroits, nonobstant les difficultés provoquées dans les deux pays par la crise économique mondiale.

La reprise industrielle qui se manifeste en Belgique depuis plusieurs mois a eu des répercussions très favorables sur la situation économique de la colonie, et lui a permis d'accroître considérablement ses fournitures à l'industrie belge.

Ainsi, pendant l'année 1935, nous avons reçu du Congo 2.153.030 quintaux métriques de matières premières contre

1.643.929 quintaux métriques durant l'année 1934 soit une progression de 24 %.

Les indices des fournitures congolaises en matières premières indices calculés par rapport à l'année 1909 permettent de suivre plus facilement leur progression pendant la période envisagée.

Indices des fournitures de matières premières congolaises à l'industrie belge au cours de la période de 1909 à 1935.
(sur base des quantités).

1909	100
1913	233
1920	712
1929	1961
1933	2038
1934	2839
1935	3718

D'autre part, si l'on se base sur la valeur des marchandises la part proportionnelle du Congo-Belge dans les approvisionnements de notre industrie en matières premières d'origine étrangère s'établit de la façon suivante durant la même période de 1909 à 1935. (1)

Années	Importation de matières premières d'origine étrangère (2)	Importation de matières premières d'orig. Congolaise	Part proportionnelle du Congo dans les approvisionnements de nos industries en matières premières d'origine étrangère en %
	En milliers de Frs.	En milliers de Frs.	
1909	1.938.329	60.907	3,14
1913	2.667.035	41.919	1,57
1920	6.007.136	166.438	2,77
1929	18.590.241	1.298.599	6,98
1933	7.014.416	405.029	5,77
1934	6.864.581	467.599	6,81
1935	8.858.895	896.242	10,11

(1) Les chiffres de base sont empruntés aux tableaux annuels et aux Bulletins mensuels du Commerce avec les pays étrangers, publiés par le Ministère des Finances.

(2) Congo compris.

De l'examen de ce tableau il résulte immédiatement que la part proportionnelle du Congo est bien supérieure lorsque l'on envisage la valeur des approvisionnements de nos industries en matières premières.

Cela se conçoit en effet facilement puisque les produits importés du Congo en Belgique ont généralement une valeur importante sous un volume réduit : diamant, cuivre, caoutchouc, etc.

Sur la base de la valeur, l'intervention congolaise représente **10,11% en 1935, soit une quote part déjà très importante.**

Encore faut-il remarquer que l'or n'est pas compris dans ces chiffres. En ajoutant les montants relatifs à l'or tant aux importations de matières premières d'origine étrangère qu'aux importations de matière première d'origine congolaise on trouve que notre colonie occupe une place plus importante encore. La part du Congo pour l'année 1935 représente alors 12,7% au lieu de 10,11%.

De tout ce qui précède il ressort de façon certaine que la colonie satisfait dans une mesure de plus en plus large les besoins de notre industrie en matières premières.

Les principales matières premières originaires du Congo Belge, qui servent à approvisionner l'industrie belge sont : le cuivre, l'étain, les noix palmistes, le coton et le copal.

Notre industrie est alimentée presque totalement par la colonie en cuivre, en étain, en noix palmistes et en copal ainsi qu'il résulte du tableau ci-après indiquant la proportion des importations d'origine congolaise par rapport aux importations totales de ces matières.

Part proportionnelle du Congo dans nos importations totales de différentes matières premières. (1)

(Sur la base des quantités).

	1913	1929	1930	1931	1932	1933	1934
	%	%	%	%	%	%	%
cuivre	18,7	1,6	7,0	4,8	51,4	84,4	87,7
étain	—	71,0	29,7	57,6	74,0	99,2	98,9

(1) Ces pourcentages ont été calculés sur la base des données statistiques que fournissent les tableaux annuels du Commerce avec les pays étrangers. (Ministère des Finances de Belgique). Pour le cuivre et l'étain voyez la rubrique 123 minéraux.

noix palmistes	14,0	86,4	94,2	—	99,7	99,1	94,3
coton	—	5,7	5,9	10,4	15,7	13,1	23,5
copal	—	96,8	96,7	—	96,2	94,3	97,5

Avant la guerre les principaux produits exportés par le Congo étaient le caoutchouc et l'ivoire. Les autres matières d'origine minérale ou végétale n'étaient guère largement exploitées à cette époque.

Après la guerre le caoutchouc et l'ivoire ont été relégués au second plan. Par contre l'exploitation du cuivre, de l'étain, des diamants, de l'or, etc., s'est poursuivie sur une plus vaste échelle.

En 1913 l'industrie belge du cuivre utilisait 18,7 % de minerai de cuivre congolais et 81,3 % de minerai de cuivre étranger. En 1934 elle a employé 87,7 % de cuivre congolais et 12,3 % de cuivre étranger.

De même en 1929 l'industrie de l'étain en Belgique a traité 71, % d'étain congolais et 29 % d'étain étranger. En 1934 ces proportions étaient respectivement de 98,9 % et 1,1 %.

En 1913 notre pays avait utilisé 14 % de noix palmistes d'origine congolaise et 86 % de noix palmistes de provenance étrangère. En 1934 nous constatons une situation inverse. Les importations congolaises comportent 94,3 % de noix palmistes congolaises et 5,7 % de noix palmistes étrangères.

Quant au copal nous en faisons venir la presque totalité de notre colonie.

En 1929 l'industrie cotonnière belge a consommé 5,7 % de coton congolais et 94,3 % de coton étranger. En 1934 elle consommait 23,5 % de coton congolais et 76,5 % de coton étranger. Nous constatons ainsi que les produits congolais se substituent de plus en plus aux produits étrangers. Cette substitution s'est effectuée d'une façon vraiment étonnante surtout pour le cuivre et pour l'étain.

En une période très courte la colonie a déjà libéré plusieurs industries belges de toute tutelle en matière de ravitaillement.

Nous ne dépendons presque plus de l'étranger pour le cuivre et l'étain, les noix palmistes et le copal.

Si la Belgique était dès avant la colonisation engagée dans une intense activité industrielle et commerciale, elle a acquis par

le Congo ce qui lui manquait le plus, savoir d'immenses réserves de matières premières, qui ont certes exigé beaucoup de capitaux et en réclameront encore, mais qui ont considérablement étendu la puissance économique du pays.

CHAPITRE II.

Le Congo Belge en tant que débouché pour notre industrie.

La Belgique est un pays hautement industrialisé qui vit en grande partie de l'exportation des produits de son industrie. La question des débouchés à l'étranger est de ce fait d'une importance capitale.

Pour en donner une idée, citons quelques chiffres statistiques relatifs aux ventes de nos produits à l'étranger.

D'après les calculs faits par Mr. Fernand Baudhuin, professeur à l'Université de Louvain, nos exportations représentent en 1929 près de 62% de la valeur totale de notre production. (1)

D'autre part, en ne considérant nos exportations que du point de vue de la main-d'œuvre, le professeur Baudhuin, arrive à la conclusion que près de quatre ouvriers sur dix travaillent pour l'étranger.

Mr. Henri Lavachery qui a fait une enquête (2) sur l'importance respective du marché intérieur et du marché extérieur de l'industrie belge a relevé 26 industries exportant 50 % et plus, de leur production, et 26 industries exportant moins de 50 %.

A titre documentaire, voici certaines industries belges qui dépendent tout particulièrement du marché extérieur :

(1) Fernand Baudhuin: La Belgique après le centenaire. Louvain 1931, p. 36.

(2) Bulletin du comité central industriel de Belgique, n° 48, 29 novembre 1933, p. 1444.

Désignation des industries	Quantités exportées en % de leur production.
	Moyenne de 10 ans (1921-1931)
Nickel	99 %
Zinc	71 %
Verrière : verre à vitre	90 %
glaces	85 %
Hauts fourneaux, aciéries et laminoirs	61 %
Machines agricoles	66 %
Lin	70 %
Coton (Tissage)	60 %
Laine (Filature)	61 %
Soie artificielle	66 %

A l'heure actuelle le Congo Belge constitue encore, pour notre industrie, un débouché fort modeste. Il n'absorbe qu'une faible quantité de notre production industrielle.

Les conditions de vie trop primitive de la population indigène, l'état relativement faible du développement économique de la colonie, une population européenne trop peu nombreuse, n'ont pas permis d'accroître dans une mesure importante la vente de nos produits industriels sur le marché congolais, mais cela ne signifie pas que dans un avenir plus ou moins proche, le Congo ne puisse devenir un client plus intéressant pour notre industrie.

Les possibilités d'extension du marché congolais pour nos produits manufacturés, dépendent étroitement de la pénétration de la civilisation européenne en Afrique, ainsi que de l'évolution économique de ces pays.

Aussi longtemps que le niveau culturel de la population indigène ne se relèvera pas d'une façon sensible, nous ne pourrons songer à élargir sérieusement le marché congolais de nos produits manufacturés.

Il va sans dire qu'une population dont les besoins sont peu nombreux et peu variés, ne pourra pas nous offrir une clientèle intéressante pour notre industrie.

Pour développer le niveau culturel des populations indigènes nous devons chercher à améliorer leur condition de vie, qui est

en dernière analyse liée à l'essor de la production minière, industrielle et surtout agricole de la colonie.

Notre intérêt strictement métropolitain est donc une fois de plus concomitant des intérêts de la colonie.

L'intérêt de nos industries nationales, qui souffrent depuis plusieurs années d'une grave crise de débouchés, est en même temps celui des populations indigènes. La colonisation nous apparaît donc au point de vue économique et social, telle une œuvre de collaboration parfaitement harmonieuse.

Quelle a été jusqu'à présent l'importance du marché congolais pour l'industrie belge ?

Comparons à cet effet les chiffres statistiques relatifs aux quantités de produits fabriqués écoulés d'une part sur le marché mondial, et d'autre part sur le marché du Congo Belge.

Comme il n'existe pas de statistiques industrielles nous assimilons les ventes de produits fabriqués aux exportations de produits fabriqués ce qui ne peut présenter d'inconvénients dans la pratique.

Cette comparaison nous permettra de nous rendre suffisamment compte de la portée du marché congolais pour notre industrie ainsi que des possibilités qu'il peut offrir dans un proche avenir.

Vente de produits fabriqués par l'industrie belge. (1)

Années	Vente totale Quintaux métriques	Vente au Congo Belge Quintaux métriques	% par rapport aux ventes totales
1909	26.082.940	4.080	0,02
1913	34.107.380	374.020	1,10
1929	69.541.211	1.318.139 (2)	1,91
1930	61.858.603	1.236.424 (2)	2,00
1932	43.677.362	306.003	0,70
1933	48.903.638	285.801	0,58
1934	52.113.080	228.519	0,44
1935	49.946.827	267.448	0,53

(1) Les chiffres de base sont empruntés aux tableaux annuels et Bulletins mensuels du commerce avec les pays étrangers, publiés par le Ministère des Finances de Belgique.

(2) 1929 et 1930 sont des années durant lesquelles l'outillage de la colonie fut intensivement poussé, de là les ventes considérables de produits belges réalisées à cette époque au Congo.

Ce tableau statistique met en évidence l'importance encore réduite du marché congolais pour l'industrie belge. En effet la quantité de produits fabriqués que nos industries écoulent sur le marché de la colonie, représente maintenant un demi pour-cent de nos ventes totales.

Toutefois, l'examen attentif du tableau ci-dessus fait ressortir la progression des achats congolais.

Ainsi la part du Congo dans nos ventes totales à l'étranger, a augmenté de 1909 à 1935 dans la proportion de 1 à 26.

En 1909 nos industries ont fourni au Congo : 4080 quintaux métriques de produits fabriqués et en 1935 : 267.448 quintaux métriques. Soit une augmentation dans la proportion de 1 à 65.

La situation se présente sous un jour différent lorsque l'on envisage la valeur des produits vendus ainsi que l'on peut en juger par le tableau statistique qui suit :

Vente de produits fabriqués par l'industrie belge. (1)
(En milliers de francs). (2)

Années	Vente totale	Vente au Congo Belge	% par rapport aux ventes totales
1909	1.083.592	17.725	1,64
1913	1.436.430	21.721	1,51
1932	7.937.293	164.422	2,07
1933	7.568.306	131.028	1,73
1934	7.359.551	114.950	1,56
1935	8.014.028	140.282	1,75

Nous remarquons que la part proportionnelle du Congo est beaucoup plus grande eu égard à la valeur totale de nos ventes que eu égard à leur quantité totale. C'est dire que les produits industriels que nous vendons au Congo, contiennent une part importante de main-d'œuvre.

(1) Ce tableau est dressé d'après les statistiques officielles du Commerce extérieur avec les pays étrangers. Ministère des Finances.

(2) Ces statistiques comportent des Francs de différentes valeurs.

Nous voyons ensuite qu'à partir de 1932 la part proportionnelle du Congo dans nos ventes, recule légèrement, mais on constate une amélioration nette des ventes durant l'année 1935 par rapport à celles réalisées en 1934.

Pourtant nos ventes au Congo restent insuffisantes, il faut l'attribuer au manque de capacité du marché congolais dû à la pauvreté des masses indigènes, et au chiffre restreint de la population blanche sédentaire.

Examinons maintenant quelles sont les principales industries qui vendent leurs produits à la colonie et quelle est l'importance absolue et proportionnelle de ces ventes.

Le Congo étant un pays neuf, il va sans dire qu'il achète en premier lieu les produits nécessaires à la constitution de son outillage économique, c'est à dire essentiellement des produits de la métallurgie et de la construction mécanique.

Parmi les autres produits fabriqués, que le Congo demande à nos industries, il convient de signaler: les produits minéraux, chimiques et pharmaceutiques, les produits textiles, les vêtements, etc.

Précisons maintenant la valeur des rapports qui existent entre nos ventes au Congo et nos ventes totales de produits industriels à l'étranger.

Le tableau ci-après indique la valeur de ces rapports pour les principales industries belges, les ventes totales de ces industries à l'étranger étant supposées égales à 100.

Catégorie d'Industrie	QUANTITÉS		VALEURS	
	1929 o/o	1934 o/o	1929 o/o	1934 o/o
1) Métallurgie	1,65	0,35	2,54	0,64
2) Construction mécanique	10,49	3,20	10,46	4,03
3) Industrie des produits minéraux, chimiques, et pharmaceutiques.	1,34	0,19	2,19	0,58
4) Industrie textile	2,72	1,26	2,75	1,21
5) Industrie du vêtement	13,17	3,64	11,38	5,52
6) Industrie du bois	2,50	0,41	3,89	0,95
7) Industrie du papier	1,22	0,67	2,—	1,84

La crise économique mondiale, comme on le constate, a fâcheusement influencé la vente des produits de l'industrie belge qui a vu le marché congolais se rétrécir considérablement. Maintenant que les prix des matières premières produites au Congo tendent vers des niveaux plus élevés, la capacité d'achat de la colonie ne tardera pas à croître et notre pays en bénéficiera, car les liens qui unissent les deux économies sont étroitement serrés.

L'industrie belge, c'est un fait déjà acquis, trouvera dans ses efforts un soutien précieux de la part des sociétés établies au Congo, sociétés commerciales, industrielles ou de transports. Toutes passent, dans la mesure du possible, leurs commandes de produits, de matériaux et d'outillage aux industries de la métropole.

Vingt sept des plus importantes sociétés coloniales ont ainsi commandé pour 2.278 millions de francs de marchandises à nos industries durant la période de 1918 à 1931. Ceux qui ont vécu au cœur de l'Afrique savent entre autres que tout le matériel qui a servi à la construction des chemins de fer du Congo, est sorti de nos usines. Dans la forêt ou dans la savane ils auront tous ressenti les mêmes sentiments de fierté en voyant reproduits sur le rail infini, ces noms cent mille fois répétés : Liège, Bruges ou Charleroi.

CHAPITRE III.

Le Congo Belge et la création de nouvelles industries en Belgique.

La Belgique, pays hautement industrialisé est intéressée, non seulement à promouvoir par tous les moyens le développement de ses industries existantes, mais aussi à en créer de nouvelles.

Toute nouvelle industrie créée sur le sol belge constitue sous forme de salaires et profits, une source de revenus pour une partie de notre population.

Elle permet aux capitalistes de placer leurs capitaux en quête d'emploi, aux industriels d'utiliser leurs capacités, aux commerçants de trouver un aliment qui leur offrira des occasions de multiplier leurs transactions.

De nouvelles industries augmentent notre indépendance et notre puissance économique. Grâce à elles, nous fabriquons nous mêmes les produits que nous devions importer de l'étranger à des prix souvent beaucoup plus élevés. De plus, en écoulant sur le marché mondial une partie de leur production, les nouvelles industries nous permettent de recevoir en échange de l'étranger les marchandises que nous ne sommes pas à même de fabriquer dans des conditions avantageuses.

Quel a été le rôle du Congo dans la création de nouvelles industries en Belgique ? Quelles sont les industries qui ont été créées en Belgique grâce au Congo ? Quelle est leur importance pour l'économie métropolitaine ? Voilà des questions auxquelles nous tâcherons de répondre.

Grâce à l'exploitation des ressources minérales et végétales de notre colonie, grâce aussi à l'établissement de communications maritimes entre cette dernière et la mère patrie, des industries nouvelles ont pris naissance sur le sol belge au cours de la période d'après guerre. Ce sont l'industrie de l'étain, celle du cobalt, du radium, de certains produits chimiques, du raffinage électrolytique du cuivre et de la production des métaux précieux.

Ces industries n'étaient pas connues en Belgique, elles doivent leur création et leur existence au seul fait de notre action coloniale.

L'apport de notre colonie dans tant d'autres industries n'est pas moins appréciable et notamment dans l'industrie des produits gras, des vernis, des diamants. Il y a, dans certaines de ces branches, des organismes qui ne s'occupent que du traitement des produits congolais. Citons à titre d'exemple les savonneries Lever de Bruxelles, qui utilisent à elles seules les services de plus de 700 ouvriers.

Mais on ne pourrait dire que l'industrie des produits gras, des diamants, des vernis, de la construction navale (1) et tant d'autres, soient nées sur le sol de la Belgique du fait de la colonisa-

(1) On sait que dès 1912 les chantiers Cockerill de Hoboken furent chargés de la construction de plusieurs unités pour la ligne du Congo. Le récent programme maritime prévoit la construction de nouvelles unités pour la ligne du Congo par les mêmes chantiers.

tion, alors même qu'elles y ont pris parfois, et grâce à elle, un grand développement.

L'industrie des transports maritimes mérite une mention toute spéciale. Sans notre colonie nous ne serions certainement pas en mesure d'exploiter ces lignes prospères de superbes paquebots, qui unissent le Congo à notre métropole. Aussi pourrions nous à juste titre compléter l'adage : « la marchandise suit le pavillon » par ces mots : « le pavillon suit l'occupation ».

Il est difficile de déterminer même avec une approximation satisfaisante l'apport du Congo dans la vie industrielle de la Belgique. « C'est sans doute — remarque avec raison le major Kayen — par dizaines de milliers qu'on dénombrerait nos compatriotes trouvant des moyens d'existence dans le travail et le commerce du cuivre et des diamants originaires de la colonie, dans l'usinage des engins et des outils mis en œuvre pour extraire ces richesses du sol, dans les transports maritimes auxquels les entreprises d'Afrique ont donné une puissante impulsion. » (1)

Limitons nous uniquement à l'examen des industries dont l'existence est le résultat indiscutable de notre action coloniale.

Durant la guerre l'Union Minière du Haut-Katanga qui avait déjà pris un grand développement, caressait le projet de construire en Belgique des usines destinées au raffinage des minerais congolais. Dans ce but elle prit un intérêt de 50% dans un ensemble d'usines groupées sous le nom de « Société Générale Métallurgique de Hoboken » qui s'occupaient déjà de la fabrication du plomb métal, et des produits chimiques.

Cette société a conservé ses anciennes installations de Hoboken, mais elle les a considérablement agrandis.

Quelques années à peine après sa réorganisation, elle construisit en Campine, à Reppel (Limbourg), et à Oolen (Province d'Anvers) une série de nouvelles usines dont l'importance devait de beaucoup dépasser les premières. Elle y a entrepris des industries nouvelles basées sur l'utilisation des procédés les plus

(1) Major Kayen. L'importance économique et sociale de l'exploitation des mines dans le Congo. Compte rendu de la XIVe Semaine Sociale Universitaire de l'Institut de sociologie Solvay. Bruxelles 1932, p. 88.

modernes. L'ensemble des usines de la Société Générale Métallurgique de Hoboken occupe actuellement plus de 3000 ouvriers (1935).

a) Cuivre

La principale industrie belge qui doit son existence à l'alimentation en matières premières par la colonie, est celle du raffinage du cuivre.

On sait que le raffinage électrolytique du cuivre a pour but de produire du cuivre, pratiquement exempt d'impuretés, à haute conductibilité électrique. Les minerais du Congo expédiés par l'Union Minière du Haut-Katanga sont déjà le résultat d'une concentration réalisée dans les usines de Panda et de Lubumbashi.

La Société Générale de Hoboken les reçoit par Anvers d'où ils sont réacheminés vers Oolen. C'est en effet là qu'a été édifiée une raffinerie électrolytique spécialement construite dans le but de traiter la matière congolaise. Cette gigantesque usine est considérée comme étant la plus importante d'Europe. Elle peut produire annuellement près de 100. 000 tonnes de cuivre métal sous forme commerciale.

Avant la construction de cette usine, qui date de 1926, l'Union Minière du Haut-Katanga se trouvait dans l'obligation d'expédier sa matière première aux Etats-Unis. Les usines de Oolen affranchissent donc la Belgique d'une tutelle étrangère. En effet, nous produisons la matière première et la transformons en produit commercialisable dans le cadre de l'économie nationale. Notre industrie de matériel électrique et tant d'autres qui utilisent le cuivre, trouvent à proximité la matière dont ils ont besoin en abondance et à des prix favorables, ce qui ne sont pas des avantages à négliger.

b) Etain.

Le traitement du minerai d'étain, qui était pour ainsi dire inconnu en Belgique, a été introduit en 1923. C'est à cette date que la Société Métallurgique de Hoboken créa une fonderie à Hoboken. Cette fonderie traite les cassitérites que lui fournissent notamment les sociétés coloniales suivantes : Union Minière du Haut-Katanga, Société Géologique et Minière des Ingénieurs et Industriels Belges (Géomines), Société des Mines d'Etain de

Kindu, Société Belgikaor, Société Minière de Lualaba, Comité National du Kivu, Société d'Exploitation et de Recherches au Katanga (Sermikat), Société des Mines d'Étain du Ruanda-Urundi. La Belgique qui produisait 700 tonnes d'étain métal en 1929, en produit 2.700 tonnes en 1933. (1)

L'extraction des cassitérites progressant très rapidement au Congo, il est à prévoir que la Belgique prendra une place de plus en plus importante dans la production mondiale de l'étain métal.

c) *Radium.*

La production du radium a été entreprise en Belgique dès 1923.

Le minerai de radium est expédié par l'Union Minière du Haut Katanga à la Société Métallurgique de Hoboken, qui se charge du traitement des produits bruts dans ses usines de Oolen. La préparation ultime du radium, en vue de son utilisation médicale, s'effectue dans des laboratoires spéciaux qui se trouvent à Bruxelles. L'Union Minière, qui possède des bureaux de vente dans beaucoup de pays, a pu, grâce à la réduction des prix, éliminer du marché mondial tous les producteurs américains qui ont dû fermer leurs usines.

Bref, grâce à sa colonie, la Belgique détient maintenant le monopole de fait du radium dans le monde.

d) *Cobalt.*

La matière première utilisée à cet effet est un alliage de cobalt, de cuivre et de fer, fabriqué en Afrique au four électrique et expédié sous forme de lingots. Le traitement de cet alliage se fait aux usines de Oolen qui produisent des sulfates, des oxydes de cobalt et du cobalt métallique.

Grâce au Congo, la Belgique est le pays le plus gros producteur de cobalt. Les quantités de cette matière produites en Cam-pine atteignent 70 à 80% de la production mondiale.

e) *Métaux précieux.*

Dans ses installations, la Société Générale Métallurgique de Hoboken possède une raffinerie d'or et d'argent. La matière première est un alliage composé essentiellement d'argent et d'or, produits par la coupellation des boues recueillies dans le raffinage

(1) Annuaire statistique de la Société des Nations, Genève 1935.

électrolytique du cuivre. Cette raffinerie est située à l'intérieur des usines de Hoboken, dont elle est cependant isolée par deux enceintes et une zone neutre.

Le raffinage des métaux précieux par l'électrolyse, est aussi une industrie nouvelle en Belgique. Elle est dépendante de l'industrie du cuivre, puisqu'elle se consacre au traitement d'un sous-produit provenant du raffinage de ce métal.

f) Services de navigation réguliers vers le Congo en tant qu'industrie belge.

L'on ne peut dire que notre marine marchande doive son existence à la colonisation, mais l'on peut affirmer que la création des services de navigation régulière entre le Congo et la Métropole est la conséquence de notre action coloniale. Chacun sait que ces services de navigation régulière sont les plus prospères.

A une époque où un des plus grands armement belges, le « Lloyd Royal » voyait ses destinées en péril, ce fut grâce à une alliance avec la « Compagnie Belge Maritime du Congo » que l'on put éviter de graves événements. C'est dire en quelques mots l'appoint et le rôle que constituent les lignes vers la Colonie, dans l'existence de notre marine marchande.

A l'heure actuelle, la « Compagnie Belge Maritime du Congo » et le « Lloyd Royal » fusionnés ne forment plus qu'un armement sous le nom « Compagnie Maritime Belge (Lloyd Royal) ». C'est le plus grand de tous les armements belges. Il disposait en 1936 d'un tonnage total de 232.111 T. Dw. groupant 31 navires.

La flotte affectée par cet armement aux services de liaison entre la métropole et la colonie, atteint pour la même année 113.226 T. Dw. groupant 17 navires.

Ces 17 navires se répartissent de la façon suivante : (1)

Nombre de navires	Genres des navires	Equipage
5	vapeurs passagers	env. 1000 (200×5)
7	vapeurs (ma-boats)	
	cargos »	env. 175 (25×7)
5	vapeurs (ka-boats)	
	cargos »	env. 200 (39×5)
Total 17	vapeurs	1375 hommes

(1) Renseignement de la Compagnie Maritime Belge (Lloyd Royal).

Chacun de ces navires peut être comparé à une usine qui doit sa seule existence à l'action coloniale entreprise par notre pays.

L'aperçu général et succinct que nous venons de donner des diverses activités industrielles développées ou déclenchées dans la métropole par le fait de notre colonisation en Afrique, nous permet de nous faire une idée du rôle que le Congo occupe déjà dans la vie nationale de notre pays.

Ce rapport n'est pas encore très important, mais il ne faut pourtant pas en minimiser la portée. Rappelons-nous que la collaboration du Congo à la création de nouvelles industries, ou au développement des industries existantes ne compte guère qu'une quinzaine d'années. Il ne faut pas oublier que depuis 1929 le développement économique de la colonie a été fortement entravé par la crise mondiale dont elle avait souffert tout particulièrement. Mais depuis plusieurs mois, l'exploitation des richesses naturelles de l'Afrique belge est à nouveau en voie de progression. La reprise qui se manifeste dans le monde trouve un écho nettement exprimé dans toutes les statistiques congolaises.

Il est hors de doute que le Congo, source incomparable de matières premières, permettra encore à l'initiative belge de créer sur le territoire de la métropole de nouvelles industries prospères dans lesquelles le travail et les capitaux nationaux trouveront de lucratives utilisations.

SECTION II.

L'industrialisation du Congo Belge et l'industrie métropolitaine.

Les buts, les tendances et les méthodes de colonisation européenne ont subi à travers les siècles des modifications très profondes qui ont été conditionnées principalement par l'évolution économique des pays colonisateurs.

En effet, la colonisation à l'époque contemporaine diffère foncièrement de la colonisation à l'époque des temps modernes. De nos jours encore, la politique coloniale est en constante évolution, celle du XXe siècle diffère beaucoup de celle du siècle précédent.

Jusqu'au XVIII^e siècle, l'industrie ne représentait qu'un facteur secondaire dans l'économie des peuples colonisateurs. Son développement était enrayé dans la métropole même par de nombreux obstacles d'ordre politique et économique : morcellement des états, barrières douanières intérieures et extérieures, difficultés de communications et de transports et pénurie des matières premières. Les relations entre la métropole et la colonie n'étaient que d'ordre purement commercial. La politique coloniale était dominée principalement par le désir de la métropole de s'enrichir au détriment de sa colonie. C'est, si l'on peut dire, le premier stade de la politique coloniale. La colonisation est à cette époque encore un moyen d'exploitation.

Cet état de choses a changé radicalement depuis la fin du XVIII^e siècle. Des préoccupations d'ordre nouveau surgissent et bouleversent profondément la nature des relations entre métropoles et colonies.

La révolution industrielle met les pays colonisateurs devant de nouveaux problèmes et de nouvelles responsabilités. Les besoins d'expansion de l'industrie métropolitaine, demandent la revision complète de la politique coloniale poursuivie, jusqu'alors, par les pays colonisateurs. Les pays européens sont pauvres en matières premières. De plus, beaucoup d'entre elles ne peuvent être produites que dans des conditions climatiques spéciales qui font défaut en Europe. Or, dans les possessions d'outre-mer, des prospections ont révélé l'existence de sources inépuisables de matières premières. Dès lors, la colonisation européenne prend une orientation nouvelle, le but principal qu'elle poursuit est de mettre à la disposition de l'industrie métropolitaine les richesses naturelles que renferment les possessions d'outre-mer. Mais en même temps la métropole entrave l'industrialisation de ses colonies. Elle met des obstacles de toute nature à la constitution dans les colonies mêmes, d'industries transformatrices. Elle veut réserver leur marché pour ses propres industries.

Depuis la fin de la guerre mondiale et surtout depuis la crise économique, la politique coloniale manifeste de nouvelles tendances. Un pays industriel a besoin, non seulement de matières premières, mais aussi de débouchés pour sa production manufacturée.

Le commerce international se rétrécit d'année en année, le nationalisme économique et le régime utopique d'autarchie triomphent. On protège les industries nationales contre la concurrence étrangère par des systèmes protectionnistes poussés à outrance. On crée à l'intérieur du pays de nouvelles industries en dépit de l'absence des conditions favorables à leur développement. La libre circulation des capitaux et de la main-d'œuvre se heurte à des obstacles insurmontables.

Devant cet état de choses, les pays colonisateurs tournent le regard vers leurs colonies qui offrent aux activités industrielles et financières de la métropole, un vaste champ d'action. Mais une colonie pauvre, disposant d'une capacité d'achat réduite ne présente qu'un intérêt secondaire pour la métropole.

Se rappelant alors les paroles que Jean Baptiste Say énonçait déjà un siècle plus tôt : « C'est la production qui ouvre des débouchés aux produits », les peuples colonisateurs ont compris que pour que les colonies constituent un marché intéressant pour l'industrie métropolitaine, il est indispensable de développer la production de ces colonies dans toutes les branches de l'activité économique.

A l'heure actuelle, la politique coloniale s'oriente dans cette nouvelle voie ; elle devient, de plus en plus, un moyen de collaboration. Il est vrai qu'une partie de l'opinion publique craint que l'industrialisation des colonies n'entraîne leur émancipation politique et économique et par voie de conséquence leur détachement complet de la mère patrie.

Ces craintes ne se justifient pas dans le cas du Congo Belge. Une politique coloniale prudente et intelligente à la fois, ménageant les intérêts légitimes tant de la métropole que de la colonie, sera à même de remédier à tous ces inconvénients.

D'autre part, il faut se pénétrer une fois pour toutes de l'idée que l'industrialisation des colonies devient une nécessité inéluctable et qu'aucune force ne peut s'y opposer. Au lieu de subir les conséquences désastreuses d'une résistance vaine et inefficace, les pays colonisateurs doivent se plier devant la réalité des faits. A ce point de vue d'ailleurs, l'histoire de la colonisation dans le monde est riche en exemples édifiants. On se rappelle entre autres qu'au XVIII^e siècle l'Angleterre avait provoqué par sa politique

égoïste et bornée, l'émancipation complète des Etats Unis. Par contre, au XX^e siècle, grâce à une politique coloniale bien comprise, l'Angleterre sut garder intacte l'intégralité de son empire.

L'esprit nouveau qui caractérise la politique coloniale s'exprime dans ces paroles d'un ministre anglais des Dominions :

« C'est l'empressement mis par chacun de ses membres à tra-
» vailler avec abnégation à la poursuite des buts communs que
» l'Empire doit la position qu'il occupe actuellement. C'est à cet
» empressement qu'il doit d'être devenu le groupe d'Etats de
» beaucoup le plus puissant au point de vue politique et le plus
» sain au point de vue économique. La situation de l'Empire
» prouve que la coopération ne mène pas seulement à la sécurité
» mais aussi à la prospérité et que, dans le domaine international,
» l'égoïsme conduit tout droit à la ruine. »

Nous étudierons dans les deux chapitres qui suivent les industries existant au Congo Belge et ensuite l'industrialisation de notre colonie dans ses rapports avec l'industrie métropolitaine. Nous verrons dans ce dernier chapitre que, si les grands principes de libre collaboration gardent toute leur valeur en ce qui concerne les rapports de la Belgique avec sa colonie, le stade actuel du développement économique et social du Congo nous impose beaucoup de modération et de mesure dans le développement de son industrialisation.

CHAPITRE I.

Importance de l'activité industrielle dans l'économie congolaise.

L'essor rapide de l'industrialisation de la colonie et le développement plutôt lent de son agriculture inquiètent beaucoup une partie de l'opinion publique belge.

On craint en effet que le manque d'équilibre entre le développement industriel et le développement agricole n'entraîne pour l'avenir de la colonie des conséquences déplorables.

« Il convient de souligner — écrit Mr. Arthur Wauters —
» que les produits industriels interviennent pour les 3/4 dans les
» exportations congolaises. Cette particularité révèle un déséqili-

» bre sérieux entre l'activité industrielle et l'activité agricole du » Congo Belge. Il y a donc absence de synchronisme entre le » développement industriel et le développement agricole. » (1)

Si la grande industrie n'a fait son apparition sur le vieux continent que longtemps après l'agriculture, c'est l'inverse qui s'est produit dans notre colonie. En quelques années des progrès énormes ont été réalisés dans l'organisation commerciale et minière. L'agriculture n'a suivi que de loin cet extraordinaire développement.

Il est du plus haut intérêt de connaître l'importance que les activités industrielles ont prise jusqu'à présent dans le cadre de l'économie générale congolaise.

La main-d'œuvre utilisée nous donne à cet effet de précieuses indications.

Au cours des années 1929, 1931, 1933 et 1934 le nombre d'ouvriers indigènes occupés par les diverses catégories d'entreprises se répartit de la façon suivante : (2)

	1929	1931	1933	1934
Industrie	242.967	167.766	119.925	139.138
Agriculture	124.408	98.434	111.842	117.270
Commerce	64.712	40.256	21.223	20.403
Totaux	432.087	306.456	252.990	276.811

Nous remarquons tout d'abord qu'en général le nombre des ouvriers engagés a diminué de façon très sensible. Il est tombé de 432.087 ouvriers en 1929 à 252.990 ouvriers en 1933, soit un recul de 40% en l'espace de cinq ans. Pourtant dès 1934 la reprise se fait sentir dans l'agriculture et l'industrie.

La réduction importante du chiffre de la main-d'œuvre indigène s'explique en ordre principal par le recul des effectifs des entreprises industrielles : 119.925 ouvriers en 1933 contre 242.967 ouvriers en 1929, soit une diminution de plus de la moitié (50,6%).

(1) Arthur Wauters : La Belgique au Congo. Bruxelles, juin 1929, p. 8.

(2) D'après les rapports annuels sur l'administration du Congo Belge présentés aux Chambres législatives.

Quant aux entreprises agricoles, elles n'enregistrent en 1933 qu'un recul très léger de la main-d'œuvre par rapport à 1929. Comparativement à 1931 on constate déjà une progression du nombre des ouvriers occupés par ces entreprises.

Voyons maintenant quelle est l'importance de chacune des trois principales catégories d'entreprises au point de vue de la main-d'œuvre utilisée.

Le tableau ci-après indique les pourcentages de répartition de la main-d'œuvre indigène entre les principales catégories d'entreprises :

	1929	1931	1933	1934
	%	%	%	%
Industrie	56,2	54,8	47,4	50,2
Agriculture	28,8	32,1	44,2	42,4
Commerce	15,0	13,1	8,4	7,4
Totaux	100,0	100,0	100,0	100,0

En 1934, l'industrie occupait donc 50,26 % de l'ensemble de la main-d'œuvre indigène, contre 47,3% en 1933, 54,8% en 1931 et 56,2 % en 1929. Par contre, la proportion de la main d'œuvre employée par l'agriculture est en progression : 42,4 % en 1934 contre 32,1% en 1931 et 28,8% en 1929.

Ainsi, en 1934, sur cent ouvriers indigènes, 50 travaillent dans les entreprises industrielles et 42 dans les entreprises agricoles. C'est dire qu'en 1934 l'industrie a toujours la première place, pourtant l'écart entre les chiffres de la main d'œuvre utilisée d'une part par l'agriculture et d'autre part par l'industrie n'est plus aussi sensible.

Cette situation est due principalement au fait que l'agriculture avait beaucoup moins souffert de la crise que l'industrie.

Cela découle du tableau statistique qui se rapporte à la production agricole minière et manufacturière du Congo Belge. (1)

(1) Rapports annuels sur l'administration de la Colonie du Congo Belge, présentés aux Chambres législatives. Bruxelles années 1930-1933.

Les chiffres de 1933 et 1934 ont été établis suivant une répartition différente. Ils ne se prêtent pas à une comparaison avec les années précédentes, aussi en avons nous fait abstraction.

Années	Production agricole	Production industrielle	Production minière
—	—	—	—
	Tonnes	Tonnes	Tonnes
—	—	—	—
1929	207.636	113.765	258.949
1930	207.958	288.771	110.689
1931	194.349	200.425	80.768
1932	187.987	71.778	33.110

Comme on le voit la production industrielle et la production minière ont subi une régression considérable, alors que la production agricole n'a diminué que dans une proportion peu importante. Les indices que nous avons calculés par rapport à l'année 1929 font ressortir encore plus nettement l'importance de la régression de la production de chacune des principales branches de l'activité économique.

Indices de la production.

Années de base : 1929 = 100.

Années	Prod. agricole	Prod. industrielle	Prod. minière
—	—	—	—
1929	100,0	100,0	100,0
1930	100,2	253,8	42,8
1931	93,6	176,0	31,2
1932	90,5	63,0	12,8

Pendant l'année 1932, la dépression économique mondiale avait atteint le point le plus bas. Sur le marché mondial les cours des matières premières et particulièrement ceux des métaux avaient subi la baisse la plus profonde. Or, en raison même de la chute désastreuse des prix des métaux, la production minière de la colonie a été ramenée en 1932, à 13 % de ce qu'elle était au début de la crise. Il en est de même de la production industrielle, dont la régression avait atteint en 1932 des proportions considérables. Par contre, l'agriculture a su résister mieux que l'industrie à la crise économique. De 1932 à 1929 la production agricole n'avait reculé que de 10 %.

CHAPITRE II.

Principales industries au Congo Belge.

Le phénomène de l'industrialisation de notre colonie s'est poursuivi à une allure extrêmement rapide.

Les origines de l'industrialisation congolaise remontent à 1910, mais la plupart des industries ne se sont créées qu'au cours de la période d'après-guerre. Grâce à notre labeur et à nos capitaux, des régions entières ont changé d'aspect en un laps de temps très court. Des territoires déserts et incultes se sont transformés sous notre influence en centres industriels extrêmement actifs.

Dans les pages qui suivent, nous essayerons, par de courtes monographies, de donner une idée aussi exacte que possible des principales industries minières et manufacturières existant au Congo Belge.

Ces aperçus, bien que sommaires, suffiront, espérons-nous, à montrer les brillants résultats que nous avons obtenus et dont nous pouvons à juste titre nous enorgueillir.

1) Industries extractives :

a) *Industrie extractive du cuivre.*

L'industrie extractive du cuivre joue dans l'économie générale de la colonie un rôle de première importance.

Pendant la période de 1929 à 1931 les exportations de cette seule industrie représentaient 47 % de la valeur et 40 % du tonnage du commerce d'exportation du Congo. (1)

Depuis 1932 l'industrie cuprifère congolaise souffre de la chute catastrophique des prix, Pendant les années 1932, 1933 et 1934 considérées dans leur ensemble, les exportations de cuivre représentent encore 17 % de la valeur et 35 % du tonnage des exportations totales du Congo. (2).

Le Katanga renferme une zone cuprifère très étendue. Les réserves sont estimées à 75 millions de tonnes contenant plus de 5 millions de tonnes de cuivre métal. (3) La teneur moyenne des

(1) et (2) Les pourcentages ont été calculés sur la base des statistiques du commerce extérieur du Congo Belge, d'après l'Annuaire Statistique de la Belgique et du Congo Belge, années 1929-1934.

(3) L'Essor économique Belge. Expansion coloniale Bruxelles 1932.

minerais de cuivre varie entre 5,4 % et 9,5 %. Notons que la teneur du minerai de cuivre des Etats Unis ne dépasse guère 1 à 2 %.

Les capitaux investis dans l'industrie cuprifère congolaise s'élèvent à 1 milliard et demi de francs. (1)

La capacité globale des exploitations est de l'ordre de 200.000 tonnes par an, mais les entreprises ne travaillent qu'à raison de 50 % de leur capacité.

Les procédés d'extraction sont très perfectionnés. Pour parer à la pénurie de main-d'œuvre, les sociétés minières ont poussé très loin la mécanisation du travail.

Il importe de signaler tout d'abord que la production du cuivre a commencé quelques années avant la guerre. Sa grande extension date de 1928 à 1932. Elle s'est ralentie en 1932 et 1933 et a progressé à nouveau dès le début de 1934.

Voici quelques chiffres de la production du cuivre métal au Congo : (2)

1914	10.700 Tonnes
1921	30.464 »
1928	112.500 »
1929	137.000 »
1930	140.000 »
1931	120.000 »
1932	54.000 »
1933	66.500 »
1934	104.000 »

Il convient de signaler que pour la période de 1912 à 1934 la production du cuivre métal s'est élevée à plus de 1.300.000 Tonnes.

Les minerais de cuivre (malachite) sont traités sur place dans les fonderies de Lubumbashi et de Panda. Le raffinage du métal, nous l'avons vu, se fait en Belgique à Oolen.

(1) L'Essor économique Belge. Expansion coloniale, Bruxelles 1932.

(2) Pour les années 1914 et 1921 : L'Essor Economique Belge. Expansion coloniale.

Pour les années 1928 à 1933 : Annuaire statistique de la Belgique et du Congo Belge.

Pour l'année 1934 : Rapport de l'Union Minière du Haut-Katanga.

Le métal exporté vers la métropole est un alliage, il contient en effet du cuivre, du cobalt, du fer et renferme au surplus de l'or et de l'argent.

b) Industrie extractive de l'étain.

La zone stannifère du Congo Belge est très étendue. D'après les estimations du géologue belge Robert, le tonnage exploitable serait de 185.000 à 220.000 tonnes se répartissant comme suit entre les différents districts : (1)

Katanga	: de 125.000 à 150.000 tonnes
Maniema-Kivu	: 50.000 tonnes
Ruanda-Urundi	: de 10.000 à 20.000 tonnes.

Les cassitérites congolaises sont très riches en métal (plus de 70%). L'étain est d'une bonne qualité et il se vend sur le marché de Londres à un prix supérieur à celui du Standard.

Les gisements stannifères de la colonie sont d'une exploitation facile. L'extraction se fait à un prix de revient relativement bas.

Le premier essai d'exploitation de cassitérites a été fait en 1905 par le Comité spécial du Katanga, mais une exploitation intensive a commencé seulement après la guerre. Voici quelques indications statistiques relatives à la production de cassitérite, dans la colonie. (2)

1923	959 tonnes
1929	970 tonnes
1930	860 tonnes
1931	141 tonnes
1932	683 tonnes
1933	2.225 tonnes
1934	4.570 tonnes

On remarque que la production congolaise d'étain a fortement progressé depuis les deux dernières années sous l'impulsion de la forte hausse des cours du métal. En 1929 le Congo Belge a fourni 0,5% de la production mondiale et en 1934, 4,2%. (3)

(1) Robert : Le Centre africain. Bruxelles 1932.

(2) International Tin research and development council- — Statistical bulletin.

(3) Chiffres calculés d'après les données de l'International Tin research Council. Statistical bulletin.

On peut juger par ces chiffres de l'essor considérable réalisé dans le domaine de l'industrie stannifère au Congo depuis 1929.

Le Congo Belge a adhéré en 1934 au Comité International de l'Étain, chargé de la réglementation de la production et de l'exportation des pays producteurs de ce métal.

Les contingents alloués à la colonie par le Comité International de l'Étain pour la période de 1934 à 1936 s'élève à 4.500 tonnes pour 1934, à 6.000 tonnes pour 1935 et à 7.000 tonnes pour 1936.

Au surplus, les contingents s'accroissent automatiquement à raison de 25 tonnes par un pour-cent lorsque le taux de l'exportation autorisée des autres pays producteurs dépasse 65% de l'exportation standard. Ces contingents sont suffisamment larges pour permettre à l'industrie extractive de l'étain au Congo de se développer dans des conditions normales.

Remarquons que l'accroissement de la production de l'étain congolais est fortement stimulée par la marge sérieuse des bénéfices que procure aux entreprises le relèvement sensible des prix du métal sur le marché mondial.

c) Industrie extractive de l'or.

Il y a quelques années encore, l'industrie aurifère de la colonie était localisée presque exclusivement dans les concessions de Kilo-Moto. Les prospections effectuées par après, ont permis de constater l'existence de gisements d'or dans la plupart des régions du Congo, ainsi qu'au Ruanda-Urundi. A l'heure actuelle, le métal précieux est essentiellement exploité dans les vastes territoires compris entre les Grands Lacs et le Lualaba.

L'or congolais provient pour près de 80% de gîtes alluvionnaires. Depuis quelques années, l'exploitation de l'or filon est pourtant en progression.

La production de l'or au Congo a commencé au temps de l'Etat Indépendant.

En 1906 elle était de 19 Kgs. Depuis lors elle n'a fait que s'accroître. Voici quelques chiffres de la production de l'or au Congo durant les dernières années. (1)

(1) D'après le Bulletin hebdomadaire de la Banque de la Société Générale de Belgique (15 mars 1936).

Année	Poids en milliers d'onces fines (1)
1930	196
1931	215
1932	255
1933	283
1934	337
1935	375

Le total de l'or produit par la colonie au cours des 28 dernières années s'élève à 103.866 Kgs. représentant une valeur de près de 3 milliards et demi de Francs.

A l'heure actuelle, l'industrie extractive de l'or, est classée parmi les industries les plus importantes de la colonie. Signalons que les capitaux investis dans cette industrie sont très importants.

L'or intervenait dans la valeur globale du commerce d'exportation de notre colonie pour 6% en 1929 et pour 26,7% en 1934 (2). Le Congo fournit 1,5% de la production mondiale du métal précieux.

d) Industrie extractive du diamant.

Les gisements diamantifères de la colonie se trouvent dans la province du Kasai. Leur exploitation a commencé au début de la guerre mondiale.

A présent, le Congo Belge se place parmi les principaux pays producteurs de diamant. Sa part dans la production mondiale est évaluée à 8% en 1929 et à 15% en 1934. (3)

La situation de l'industrie extractive du diamant au Congo s'est ressentie très sensiblement de la crise économique.

(1) Once fine = 31,1035 gr.

(2) Ces pourcentages sont calculés d'après les statistiques du Commerce extérieur du Congo Belge. Ministère des Colonies.

(3) J. Van der Gucht : l'industrie diamantaire en Belgique dans le Bulletin d'informations et de documentation du 10 novembre 1935.

Le tableau ci-après indique la production des diamants aux Congo à différentes époques : (1)

1919	215.409 carats
1925	884.148 carats
1929	1.907.765 carats
1932	3.872.171 carats
1934	1.993.000 carats

Depuis le début de l'exploitation du bassin diamantifère du Kasai jusqu'à 1934, presque 20 milliards de carats ont été produits dans notre colonie. De 1919 à 1929 la valeur totale de la production des diamants s'est élevée à 620.892.000 francs. (2)

2) Industrie de fourniture de courant électrique.

Le Congo Belge est dans le monde un des pays les plus riches en houille blanche. La puissance hydro-électrique exploitable est estimée à 90 millions de chevaux vapeur. (3)

Cette puissance n'est utilisée qu'en partie minime. Il existe actuellement pourtant déjà dans la colonie huit centrales hydro-électriques dont quatre ont été construites au cours de l'année 1934. Ces huit centrales représentent ensemble une puissance de 80.000 chevaux vapeur et disposent d'un réseau de lignes de transport à haute tension s'étendant sur près de 700 Km. (4)

Le Congo est maintenant tributaire de l'étranger et tout spécialement de la Rhodésie, pour une grande partie de ses combustibles.

Les gisements houillers de la colonie se trouvent dans des régions fortement éloignées des grands centres industriels. De plus, le charbon congolais a certains défauts : (l'inflammabilité sponta-

-
- (1) Les chiffres de la production sont empruntés aux sources suivantes : pour 1919, 1925 et 1929 à l'Essor Economique Belge, pour 1932 au Rapport Annuel sur l'Administration du Congo Belge pendant l'année 1933, pour 1934 à l'étude citée ci-dessus de J. Van der Gucht.
 - (2) Calculé d'après les statistiques de l'Essor Economique belge. Expansion Coloniale.
 - (3) Arthur Wauters, La Belgique au Congo. Bruxelles 1929. Voir aussi « The South African Mining and Engineering Journal » Johannesburg 6 déc. 1930.
 - (4) Société Générale de Belgique. Compte rendu présenté à l'assemblée générale le 26 février 1935. Année 1935. p. 25.

née par exemple) qui rendent difficile sa mise en stocks. L'Industrie hydro-électrique est appelée à jouer un grand rôle dans les destinées économique de la colonie.

Le transport de la force électrique à très longue distance permettra la mise en valeur des régions dépourvues de combustibles.

3) Industries manufacturières.

a) Industrie de sucre.

La fabrication du sucre de canne fut introduite dans la colonie en 1928. C'est durant cette année qu'une usine de sucre a été construite à Moerbeke-Kwilu, dans le bas Congo, par la Compagnie sucrière congolaise.

La production de sucre qui provient du traitement des cannes plantées dans la région, progresse de façon très rapide ainsi que l'on peut en juger par les chiffres qui suivent : (1)

1931-32	2.254 tonnes
1932-33	3.350 tonnes
1933-34	5.735 tonnes

Le sucre fabriqué au Congo est en grande partie destiné à l'exportation. Toutefois, depuis plusieurs années la Compagnie sucrière Congolaise fait une propagande auprès de la population indigène dans le but d'augmenter la consommation intérieure de cette matière.

La politique de vente à bon marché et de grande publicité auprès des indigènes pratiquée par la Compagnie, porte déjà ses fruits et la vente locale progresse.

L'industrie sucrière congolaise est parvenue à réduire considérablement ses prix de revient au cours des dernières années, et de ce fait, elle a pu s'adapter aux conditions actuelles défavorables du marché mondial.

b) Industrie textile.

Le Congo Belge est un gros producteur de coton. La production de cette matière se pratique maintenant sur une vaste échelle. Stimulée par la politique économique du Gouvernement de la

(1) Annuaire-Statistique de la Belgique et du Congo Belge.

Colonie qui s'efforce de créer au Congo un paysannat indigène, la culture du coton s'y est étendue d'année en année depuis 10 ans.

C'est ainsi que de 1925 à 1934 la production du coton fibres a plus que sextuplé : elle a passé de 3055 tonnes en 1925 à près de 20.000 tonnes en 1934. (1)

Il est donc naturel que la création d'une industrie textile dans la colonie ait été favorisée par ce développement continu de la culture.

Le Congo importe d'importantes quantités de tissus de coton pour indigènes et l'établissement d'une usine sur le territoire de la colonie devait permettre l'économie de deux frets : 1°. celui des cotons en fibres vers l'Europe et 2°. celui des tissus d'Europe vers l'Afrique.

La Société Textile Africaine (Texaf) installa la première usine textile à Léopoldville en 1928.

A partir de 1934 l'activité industrielle de la Société Textile Africaine fut entièrement reprise par la Société Usines Textiles de Léopoldville « Utexleo ». Les installations de cette société, conçues suivant des plans très modernes et les derniers perfectionnements de la technique, comportent à l'heure actuelle une filature de 10.000 broches, un tissage de 300 métiers automatiques et des ateliers de blanchiment, de teinture et d'apprêts. En 1929 elles ont produit trois millions de mètres de tissus, en 1934 : 8 millions de mètres, et en 1935 : 9 millions de mètres. (2)

L'industrie textile congolaise travaille essentiellement pour le marché intérieur de la colonie et pour les colonies voisines notamment : l'Afrique Equatoriale Française et l'Angola.

c) Parmi les autres industries manufacturières existant au Congo-Belge et groupant une main-d'œuvre relativement importante dans des centres usiniers, il faut encore citer :

- les Brasseries (Brasserie de Léopoldville S.C.R.L.)
(Brasserie du Katanga S.C.R.L.)
- Cimenteries (Ciments du Katanga S.C.R.L.)
(Ciments du Congo S.C.R.L.)
- Minoteries (Minoteries du Katanga S.C.R.L.)

(1) D'après les rapports annuels de la Compagnie Cotonnière Congolaise, présentés à l'assemblée générale ordinaire de 1925 et 1934.

(2) Renseignements de la Société : Usines Textiles de Léopoldville,

CHAPITRE III.

L'industrialisation de la Colonie en tant que problème de l'économie congolaise.

Lorsque l'on envisage l'industrialisation du Congo Belge, la question se présente sous un double aspect, suivant que l'on considère l'économie congolaise ou l'économie belge comme étant le critère du problème.

Le premier aspect ne nous intéresse qu'indirectement puisque l'objet de notre étude consiste à n'envisager l'économie congolaise que dans ses rapports avec l'économie belge.

Mais nous l'avons vu plus d'une fois, l'intensité des rapports qui existent entre les deux économies dépend notamment de la prospérité de chacune d'elles. Nous ne pouvons donc pas faire abstraction du premier point de vue, qui est en fait entièrement lié au second.

La question qui se pose tout d'abord, peut se résumer de la façon suivante :

Au seul point de vue de l'économie congolaise, doit-on envisager favorablement ou défavorablement le phénomène d'industrialisation de la colonie ?

Nous verrons qu'en fait il serait impossible de formuler une réponse brève par un «oui» ou par un «non».

Les solutions apparaissent profondément différentes lorsqu'on envisage la question suivant l'aspect social ou qu'on la considère suivant l'aspect chrématistique financier ou fiscal.

§ I. — Aspect social de l'industrialisation au Congo Belge.

Il est un fait constaté que la population de notre colonie est clairsemée. Certains l'évaluent à 10 millions d'habitants. (abstraction faite des territoires sous mandat, dont la population serait de 3 à 4 millions d'âmes). Ceci équivaut à une densité de 4 habitants par Km² pour la colonie du Congo proprement dit, alors qu'en Belgique la densité atteint 250 habitants par Km².

Dans ces conditions, nous devons craindre que cette population déjà si réduite ne diminue encore.

Les raisons essentielles de cet état de choses ont été clairement exprimées par le Prince Léopold au Congrès Colonial belge de 1926.

Voici comment Le Roi, alors Prince héritier, s'exprimait :

« La situation actuelle de la population indigène est mauvaise, »
« la mortalité est excessive et surtout la mortalité infantile »
« est effrayante. Quelles sont les causes de cette situation ? »
« Il ne faut pas cacher qu'à coté des avantages immenses que »
« nous leur apportons, et dont les indigènes se rendent parfait- »
« tement compte, telles la libération de l'esclavage, la suppres- »
« sion des guerres entre tribus et surtout les famines que ces »
« guerres provoquaient, notre arrivée a un peu bousculé les »
« traditions ancestrales et l'état sanitaire des noirs.

« Par nécessité, nous avons entraîné l'indigène à se déplacer, »
« les régions ont été mises en contact les unes avec les autres »
« et les maladies transmissibles qui y étaient localisées se »
« sont répandues dans la colonie entière en y causant des »
« ravages d'autant plus violents qu'il n'existait d'immunisa- »
« tion d'aucune sorte. A ces maladies le noir, se nourrissant »
« naturellement mal, habitué à vivre dans des conditions »
« d'hygiène défectueuse, n'a pu opposer qu'une faible résis- »
« tance et la race entière en a souffert.

« C'est à ce moment que le noir, jadis complètement inactif »
« est sollicité au travail, la nourriture qu'il a l'habitude de »
« prendre devient de plus en plus insuffisante et l'on n'a pas »
« toujours réussi à compenser par un surcroît d'alimentation »
« l'effort demandé.

« De plus, le travail en commun a entraîné la concentration »
« des indigènes dans des conditions d'hygiène que, par man- »
« que d'expérience les employeurs n'ont pas su toujours »
« rendre les plus favorables.

« A ces causes physiques se sont ajoutées des causes morales »
« et l'ensemble a fortement agi sur le développement de ces »
« populations ; nous en ressentons encore les effets qui se »
« traduisent par un ralentissement et même par un arrêt dans »
« leur accroissement. »

En parlant du travail en commun, il est évident que l'illustre orateur visait essentiellement le travail dans les centres miniers et industriels. Le recrutement des plantations n'arrache pas l'indigène à son milieu et ne comporte pas une concentration humaine sur un même lieu, comme celui de la mine ou de l'usine.

Le discours de 1926 relevait déjà tous les arguments sociaux que l'on pourrait soulever aujourd'hui contre la concentration des indigènes qui est l'inévitable conséquence de l'industrialisation de la Colonie.

Ces arguments, nous les rappelons, ce sont :

a) *La transmission des maladies.*

Naguère strictement localisées, elles se sont diffusées et leur progrès s'est accentué avec celui de l'industrialisation (il s'agit essentiellement de la maladie du sommeil).

b) *La difficulté du transport des travailleurs à l'aller et au retour,* l'inconfort physique et moral dans lequel ceux-ci se trouvent durant ces longs voyages d'une région vers une autre.

c) *La destruction de la famille indigène,* qui est la conséquence fatale du déplacement des engagés vers des régions lointaines de leur lieu d'origine. L'absence prolongée du milieu familial est désastreuse car elle comporte une des causes les plus graves de la dénatalité.

d) *La démoralisation et la perversion des travailleurs,* qui est la caractéristique des centres industriels formés d'éléments de races et de provenances diverses.

Si, dans le village, l'indigène est soutenu dans sa conscience et dans sa conduite par la coutume si profondément ancrée dans ses concepts, il n'a plus cet appui une fois qu'il se trouve hors de son milieu coutumier. La vie la plus indépendante de toute règle, et la plus libre de toute obligation sociale, entraîne le plus souvent un bouleversement moral complet de l'individu dans le sens le plus mauvais.

e) *La formation d'un prolétariat indigène* dont les moyens d'existence sont plus étroitement dépendants des conjonctures mondiales que la petite et même la grande agriculture.

Voilà en quelques mots les raisons sociales qui plaident en défaveur de l'industrialisation de notre colonie.

Doit-on en déduire qu'au point de vue social il faille renoncer à toute exploitation industrielle au Congo ? Certes non. Toutefois, il faut pourtant reconnaître que, dans ce domaine l'industrialisation de la colonie comporte de graves inconvénients. Evitons cependant de trop généraliser. Il y a de petites industries disséminées. Elles sont bien souvent le complément d'une exploitation agricole et n'enlèvent pas l'indigène à son milieu. Citons dans cet ordre d'idées, les usines d'égrenage de coton, les huileries et sucreries. Ces industries constituent un bien moins grand danger social que la mine ou que la grande usine sise dans les limites d'une importante agglomération.

Le contact avec ces industriels apporte aux indigènes des connaissances nouvelles et leur ouvre des horizons plus larges. En lui offrant du travail, elles retirent l'indigène de son état d'oisiveté et constituent un agent de progrès.

Mais au Congo se sont les entreprises minières qui occupent malheureusement la plus importante partie des travailleurs indigènes attachés aux industries.

Si l'on veut maintenir ou développer les exploitations minières ou la grande industrie dans les centres urbains il est évident qu'il faudra prendre des mesures efficaces en vue de remédier à tous les inconvénients graves que soulève l'exploitation minière dans l'ordre social.

Citons en tant que remèdes :

- a) la surveillance, les soins médicaux et l'observance d'une bonne hygiène,
- b) le perfectionnement des moyens de transport utilisés pour le déplacement des indigènes,
- c) l'émigration simultanée de la femme indigène et du travailleur,
- d) le développement de l'éducation intellectuelle physique et sportive dans les centres industriels.

Ce n'est d'ailleurs que dans la mesure où ces remèdes pourront corriger les inconvénients que nous avons soulevés, que l'industrialisation du Congo pourra être envisagée de façon favorable. Chaque fois que ces remèdes apparaîtront inopérants ou insuffisants, l'industrialisation sera pour l'économie congolaise une cause sociale plus ou moins grave d'affaiblissement.

§ II. — Aspect chrématistique de l'industrialisation au Congo Belge.

Si, d'autre part, nous envisageons l'industrialisation au Congo d'après l'aspect chrématistique du problème les résultats apparaissent moins pessimistes.

En effet, il est certain que l'industrialisation au Congo est une source de richesse pour la colonie. Nul n'ignore l'influence considérable que l'industrie extractive a eue au Congo sur le développement des villes, de moyens de transport de la richesse publique et privée.

Elisabethville, les réseaux du Katanga et du Kasaï, doivent leur essor à l'exploitation des richesses minières, Léopoldville doit une grande partie de son développement aux industries de transformation qui y sont localisées. Mais l'industrie n'a pas seulement permis l'exécution d'énormes travaux d'art, ni le considérable développement des villes et des ports endéans des délais extrêmement courts, elle a, au surplus, amélioré le sort matériel du colon et de l'indigène.

Les industries installées au Congo offrent tout d'abord au colon et à l'indigène des moyens d'existence. On sait que ces moyens sont excessivement limités pour l'indigène qui n'est pas attaché au service d'une entreprise européenne et que bien souvent ils peuvent, de par la force des choses, être condamnés à continuer leur existence de primitifs faute d'une occupation rémunératrice.

Les industries installées au Congo permettent au colon et à l'indigène de se procurer à meilleur compte ce qui est nécessaire à la satisfaction de leurs besoins : matériaux de construction pour leur habitation, produits alimentaires, matières premières destinées à leur habillement etc...

De toute façon ces industries installées sur place constituent une arme sérieuse contre l'exagération éventuelle des prix des marchandises importées.

Ajoutons encore que l'exploitation agricole elle-même n'est souvent possible qu'avec l'appui d'industries de transformation et qu'enfin le succès et le développement de toutes les industries sur le territoire de la colonie, influencent favorablement les tarifs de transports par l'abondance du trafic qu'ils procurent.

Est-ce dire qu'au point de vue chrématistique l'industrialisation croissante du Congo peut-être envisagée sans aucune arrière-pensée ?

Beaucoup d'économistes sont d'avis que notre politique coloniale s'est poursuivie dans le sens d'un développement trop rapide des activités industrielles, que l'essor de l'agriculture et plus spécialement celui de la petite agriculture familiale ne s'est pas poursuivi de pair et qu'il est indispensable de rétablir l'équilibre rompu. Le plus regrettable de tous les faits — disent ils — c'est que précisément l'industrie extractive est celle qui a pris le plus étonnant développement alors qu'elle constitue la forme d'activité la plus épuisante. Ils objectent avec raison que l'extension des exploitations minières dont la richesse, aussi grande soit-elle doit pourtant diminuer de jour en jour, risque de laisser plus tard la colonie dépourvue de toute ressource dans le plus pénible dénument.

List disait même qu'une nation qui possède les éléments indispensables à son développement, traverse une série de phases qu'il caractérise par les termes d'état sauvage, état pastoral, état purement agricole, état à la fois agricole, manufacturier et commerçant, et à chacun de ces états — dit-il — convient une politique économique distincte.

Il est certain que le Congo n'a pas encore atteint le degré d'évolution économique, le stade de civilisation qui justifie le développement particulier des activités industrielles.

On peut se demander avec quelqu'inquiétude si nous n'avons pas brûlé les étapes et si, en créant au Congo des industries déjà très développées, nous n'avons pas échafaudé un édifice sans base qui risquera de s'écrouler.

La prudence s'impose, la dynastie, qui a le sens des réalités nous en a donné un précieux avertissement. Il nous incombe d'en accepter la leçon.

Par l'introduction du paysannat indigène et celui du petit colonat, le Congo peut espérer rétablir un meilleur équilibre des activités agricoles et industrielles qui assurera sans nul doute à notre colonie une productivité plus grande, plus variée, plus régulière et plus stable.

§ III. — Aspect fiscal et financier de l'industrialisation au Congo Belge.

L'industrie, en accroissant la richesse des contribuables européens et indigènes, en multipliant les transactions, augmente ce qu'on appelle dans la terminologie fiscale, la matière imposable.

D'autre part, on sait que dans le but de favoriser certains travaux d'intérêt public, la colonie a pris l'engagement de garantir le rendement minimum de certaines entreprises. Tel est le cas de plusieurs compagnies de transports par fer et fluviaux.

Il est évident que le développement des industries, en augmentant le volume de la matière à transporter, diminuera les risques d'intervention financière de la colonie.

Rappelons encore que les industries congolaises par leur vente à l'étranger, améliorent la balance des comptes du Congo. Elles constituent de cette façon une garantie sérieuse de la solidité monétaire congolaise et métropolitaine.

CHAPITRE IV.

L'Industrialisation du Congo Belge et la compétition des industries métropolitaines.

Quelle était la pensée des premiers colonisateurs ? Dans quel esprit envisageaient-ils l'industrialisation des colonies ?

Toute la politique coloniale de jadis, aussi bien en matière d'industrie qu'en matière de commerce, était régie, nous l'avons dit, par les principes du «pacte colonial» qui se résumait dans la formule : «Tout pour la métropole, Tout par la métropole.»

Cette théorie créait l'opposition entre les intérêts de la colonie et ceux de la métropole, alors que la colonisation n'a de valeur économique que parce qu'elle constitue un moyen supérieur de collaboration entre deux pays, qu'elle groupe dans un même cadre politique.

Quoique les règles du «Pacte colonial» aient fait place depuis longtemps à des principes plus libéraux qui s'inspirent largement des intérêts de la colonie, plus conformes au progrès, à l'équité et en fin de compte quand même à l'intérêt bien compris de la métropole, l'esprit mercantiliste survit jusqu'à nos jours de façon parfois étonnante.

Les producteurs métropolitains peuvent difficilement s'en libérer et c'est pourquoi ils considèrent bien souvent encore que les industries établies sur le territoire de la colonie sont de dangereux concurrents.

Le passé fourmille de ces pénibles exemples où l'égoïsme métropolitain condamne d'heureuses initiatives et bien souvent même des entreprises qui contribuaient à la prospérité des colonies.

La théorie mercantiliste proclamait que le problème, pour la métropole, consistait à exporter des produits vers l'étranger et à ne pas en importer de l'étranger. Que d'années fallut il encore pour que l'on comprenne qu'un mouvement d'exportation sans importation est une hérésie économique. A l'heure actuelle alors que la loi des débouchés est un fait admis et que l'on sait que les produits s'échangent contre des produits, que nul n'ignore la vanité, l'inutilité et l'impossibilité d'un mouvement d'exportations non compensé par des importations, il existe néanmoins encore dans l'opinion publique, une opposition très nette à l'industrialisation des colonies et même parfois plus encore au développement de leur production agricole. L'expérience et les leçons de l'histoire forment pourtant petit à petit l'éducation et modifient l'opinion publique. Cette opinion finira par se rallier à cette idée que dans la métropole il n'y a pas que les producteurs, mais encore la masse considérable des consommateurs dont les intérêts doivent être pris en considération.

Il est indispensable, avant de se prononcer au sujet de l'industrialisation des colonies, de se mettre clairement dans l'esprit que

la colonisation comporte une œuvre de relèvement économique des régions colonisées, et que cette œuvre se poursuit par un harmonieux développement de toutes les activités économiques de ces régions.

Toute nation colonisatrice qui ne serait pas pénétrée de cette conception n'aurait plus le droit de « coloniser » car, de nos jours, il ne peut plus y avoir de par le monde des colonies dont les intérêts seraient sacrifiés aux bénéfices, d'ailleurs tout à fait illusoires, de la métropole.

L'entraide, la collaboration, voilà la raison d'être de toute action coloniale, elles doivent être réciproques et complètes, elles sont d'ailleurs la seule justification de cette action.

Les mêmes courants de pensées, la même controverse entre la doctrine et l'intérêt personnel, ont-ils surgi en Belgique à l'occasion de l'industrialisation du Congo ? Certes non, car la Belgique n'est entrée que très tard dans le concert des nations coloniales à une époque où la doctrine de plus en plus confirmée par l'expérience avait déjà des assises très solides, mais néanmoins, des polémiques ont éclaté l'intérêt particulier s'est déchainé, dans une presse parfois violente, contre le développement des industries au Congo Belge. Cette polémique atteignit son paroxysme en 1928 à l'époque où la Société Textile Africaine construisit ses tissages à Léopoldville. Touchés dans leur amour propre, les producteurs gantois s'attaquèrent avec énergie contre la politique du Gouvernement qui avait toléré et même encouragé de pareilles initiatives.

Il y a en Belgique, comme partout ailleurs dans le monde, même chez ceux qui se flattent du plus grand libéralisme, un fond très souvent inconscient de mercantilisme qui s'exprime et surgit alors qu'on s'y attend parfois le moins. Qu'y a-t-il de justifié dans les récriminations d'une partie de l'opinion publique belge ? Jusqu'à quel point peut on lui donner raison et accepter ses plaintes au sujet de l'industrialisation de notre colonie ? Celle-ci peut elle constituer une concurrence dangereuse pour nos producteurs nationaux dans le domaine industriel ?

Ce sont là autant de questions auxquelles nous essayerons de répondre et, dans ce but, nous répartissons en quatre grandes catégories les industries actuellement existantes au Congo Belge, à savoir :

- 1°. Les industries extractives
- 2°. les industries complémentaires de l'agriculture
- 3°. les industries de production d'énergie électrique
- 4°. les industries de transformation.

1°) *Les industries extractives.*

Il est évident qu'au strict point de vue de l'industrie belge, le développement de cette catégorie d'industrie est très souhaitable. Les entreprises minières (dont les titres sont détenus par l'Etat ou par des nationaux) accroissent la richesse publique, non seulement par les bénéfices, mais encore par ce que la vente des produits de ces industries constitue bien souvent l'aliment d'un commerce rémunérateur. En dehors de ces avantages considérables, nous avons vu que les extractions de minerais du Congo donnent naissance à des industries nouvelles en Belgique. Sans les mines de cuivre et d'étain du Congo, la Belgique ne détiendrait pas ces merveilleuses entreprises dont nous avons parlé et qui sont précisément destinées au traitement des minerais du Congo. Notre pays n'occuperait pas dans le monde la place enviable qu'il détient parmi les producteurs de cuivre métal, d'étain métal, et de radium.

L'industrie extractive au Congo bien loin donc d'être une concurrence de l'industrie belge, lui procure une partie de la matière nécessaire à son existence, elle se trouve bien souvent à l'origine d'une intégration dont les opérations subséquentes se poursuivent sur le territoire de la métropole.

2°) *Les industries complémentaires de l'agriculture.*

Cette catégorie vise entre autres et notamment les scieries de bois, les usines pour l'extraction de l'huile de palme, les stations d'égrenage de coton.

Ces industries n'existent pas dans la métropole c'est dire qu'elles ne sont pas concurrentes de l'industrie nationale. D'ailleurs leur création au Congo se justifie par leur caractère indispensable. Sans elles, en effet les entreprises agricoles elles mêmes ne pourraient subsister. On ne pourrait exporter les fruits de l'élaïs entourés de leur péricarpe (trop grande putrescibilité), ni les cotons en graine (trop grande pondérabilité.).

On peut encore comprendre les sucreries parmi les industries complémentaires de l'agriculture. On sait qu'il en existe une importante dans le Bas Congo.

Ici, nous nous trouvons en présence d'une entreprise concurrente de l'industrie métropolitaine en ce sens qu'elle s'attache à la fabrication d'un produit que la colonie pourrait se procurer dans la métropole.

Il est évident pourtant que l'intérêt immédiat d'un groupe de producteurs métropolitains ne peut constituer un empêchement au développement industriel de la colonie, lorsque celui-ci est basé sur des fondements raisonnables.

Ce qui a soulevé l'opinion des producteurs belges, c'est le droit protecteur établi à l'entrée des sucres métropolitains au Congo. Ils l'ont interprété comme une justification suffisante de l'inviabilité de cette industrie dans notre colonie et comme une mesure hostile envers l'industrie belge.

En fait, tout cela est fort exagéré. Les producteurs belges doivent, en effet, se rappeler que l'industrie sucrière de la métropole est également protégée, ils n'ont pourtant jamais considéré cette protection comme une preuve de l'inviabilité de leurs entreprises. Alors qu'au Congo le droit d'entrée sur les sucres peut se justifier en tant que droit éducateur, en Belgique où l'industrie sucrière est très ancienne, il ne pourrait trouver cette justification. Quant à interpréter le droit d'entrée sur les sucres au Congo comme une mesure d'hostilité envers la métropole, cela semble bien excessif à la lumière des faits. Les producteurs nationaux ne doivent pas oublier que, sur la base des traités internationaux tout droit d'entrée dans notre colonie doit s'appliquer aussi bien sur les marchandises belges que sur les marchandises étrangères, c'est la consécration du principe d'égalité qui est en vigueur dans tout le bassin conventionnel du Congo.

Ajoutons que, tout comme le coton en graine, la canne à sucre ne peut être exportée pour des raisons de pondérabilité. Jamais les produits des cultures congolaises ne pourrait servir d'alimentation aux industries belges. Condamner l'industrie sucrière sur le sol africain consisterait à supprimer la culture de la canne à sucre dont le rendement s'avérerait aussitôt improductif. Ce serait diminuer le pouvoir d'achat de nombreux indigènes qui se consacrent à cette

culture et par conséquent réduire les débouchés de nos autres industries nationales au Congo. Tout cela au profit de qui ? Très probablement pas au profit de nos producteurs nationaux. Il existe en effet à proximité de notre colonie (en Angola notamment) d'importantes cultures de canne à sucre complétées par des installations modernes de raffinage. Ce serait donc au profit de ces producteurs beaucoup mieux placés, car beaucoup plus proches, que ceux de la métropole, que seraient très probablement appliquées les mesures injustifiées que l'on pourrait prendre pour enrayer les progrès de cette industrie de notre domaine colonial.

c) Les industries de production d'électricité.

En tant qu'industrie de production de courant « lumière » elles ne sont pas concurrentes de l'industrie nationale. En tant que productrices de courant « force motrice » elles ne sont pas en elles-mêmes concurrentes de l'industrie nationale, tout au plus pourrait on estimer qu'elles le sont dans la mesure où elles aident les industries concurrentes.

d) Les industries de transformation.

Ce sont les industries de transformation qui semblent à première vue les plus directement en concurrence avec l'industrie de la métropole en ce sens qu'elles s'attachent à transformer la matière première congolaise en produit fabriqués. De ce fait on invoque que :

- 1°. elles empêchent les matières premières de prendre le chemin de la métropole où elles serviraient d'aliment aux industries,
- 2°. elles fournissent le marché de la colonie et parfois même les marchés étrangers et métropolitains, de produits fabriqués. Ces marchés se trouvent ainsi partiellement ou totalement fermés en tant que débouchés pour les produits métropolitains.
- 3°. elles font une concurrence à la main d'œuvre nationale au moyen de la main d'œuvre indigène meilleur marché.

Voyons par quelques exemples quelle est la situation réelle, et si les arguments avancés par les ennemis de l'industrialisation du Congo sont bien fondés.

Industrie minotière.

Elle se résume à la mouture du manioc et du maïs qui ne seraient quand même pas expédiés en Belgique, du froment qui provient d'autres colonies, Afrique du Sud, Angola.

Ces industries travaillent pour le marché local elles rendent de grands services principalement au point de vue de l'alimentation des travailleurs indigènes employés dans les mines du Katanga.

Elles sont d'utilité publique et nullement en concurrence avec l'industrie métropolitaine.

Industrie du ciment.

Un élément essentiel : la distance, ferme le marché congolais aux ciments belges, marchandise pondérable et de valeur réduite.

Sans les industries congolaises du ciment, ce seraient les producteurs les plus proches qui s'empareraient du marché. Les cimenteries congolaises ne sont donc pas concurrentes des producteurs belges, elles rendent d'ailleurs d'immenses services en facilitant le développement immobilier de la colonie par l'abaissement du prix de revient des constructions.

Industrie brassicole.

Elle ne peut être que favorablement envisagée car elle ne contrarie en aucune façon l'industrie brassicole métropolitaine dont les installations ne permettent pas la fabrication de bière à haute fermentation, les seules d'ailleurs qui résistent à de longs voyages sous les tropiques.

L'industrie brassicole congolaise qui ne peut fournir des produits à basse fermentation, puisqu'elle se trouve sur place, substitue donc ses fabricats à des produits hollandais et allemands, dont le titrage est élevé et l'usage particulièrement dangereux dans les pays chauds. Par le même fait, elle rend des services inappréciables à la santé publique.

Industrie textile.

C'est, nous l'avons dit, l'introduction de l'industrie textile par la Société Textile Africaine, qui fit naître les plus véhémentes critiques, la plus forte opposition de la part des fabricants belges.

Ces critiques étaient elles justifiées ? Nous nous contenterons d'y répondre par l'extrait d'une note de Mr. Rhodius à l'avis duquel nous nous rallions :

« L'industrie textile au Congo n'a pas besoin pour vivre, »
» et se développer, de l'aide de l'extérieur. Elle trouve sur »
» place des matières premières de bonne qualité, une main- »
» d'œuvre qui s'est montrée d'adaptation excellente, et des »
» débouchés d'une ampleur telle, que l'industrie locale et l'in- »
» dustrie belge réunies trouveraient une ample alimentation »
» à leur activité s'il n'y avait la concurrence des produits »
» étrangers.

» Cette concurrence se révèle dans les statistiques d'importa- »
» tion. Ces statistiques nous renseignent que les pourcentages »
» des importations étrangères furent les suivants :

Années	Quantités en %	Valeurs en %
1928	24,40	24,22
1929	32,35	37,31
1930	48,70	49,00
1931	71,73	74,00

» Ces chiffres, extraits des statistiques officielles, indiquent »
» que notre industrie textile nationale n'a pas pris, du marché »
» congolais à l'importation, la part qui aurait pu lui revenir. »
» Ils indiquent que, depuis le début de la crise et depuis l'in- »
» troduction sur le marché, des tissus produits par les usines »
» de Léopoldville, le pourcentage des tissus étrangers intro- »
» duits au Congo est passé par rapport aux importations de »
» tissus de fabrication belge de 24 à 72% en quantité et de »
» 24 à 74% en valeur.

» On peut donc affirmer que, s'il est contraire à la vérité de »
» prétendre que les usines locales ne peuvent subsister qu'avec »
» le soutien de la mère patrie, il est tout aussi inexact de pré- »
» tendre que les usines métropolitaines ont à souffrir de l'éta- »
» blissement d'un tissage belge au Congo.

» En effet les chiffres cités ci-dessus indiquent que ce ne »
» sont pas les usines congolaises qui empêchent les usines »
» textiles belges de se maintenir et de développer leur expor-

» tation au Congo, mais bien les usines étrangères concurrentes des belges, qui leur enlèvent de plus en plus le marché. »

Que pouvons nous déduire de ce rapide examen de quelques exemples typiques de l'industrie congolaise ?

Tout d'abord que la concurrence avec les industries métropolitaines n'existe pas jusqu'à présent. Ceux qui, au point de vue métropolitain craignent l'industrialisation du Congo, n'ont pas d'arguments sérieux. Nous l'avons vu à la lumière des faits, les industries congolaises ne sont pas concurrentes des industries nationales, elles ne le seront probablement pas de si tôt car elles ne naîtront qu'au fur et à mesure que les conditions économiques mettront les industries belges dans l'impossibilité de se défendre de la concurrence étrangère sur le marché congolais.

Si cette concurrence devait naître dans l'avenir il faudrait l'accepter à condition qu'elle soit normale, et saine au même titre que nous acceptons la concurrence entre les industries de deux provinces dans un même pays. Le Congo est une province lointaine de la Belgique et doit être considéré comme telle. Nous devons espérer son développement économique et sa prospérité. Et ce développement économique nous devons faire en sorte qu'il soit entrepris et poursuivi par des belges. L'occupation politique nous en donne le moyen, c'est le plus formidable atout que la Belgique détient à l'heure présente.

Ne nous plaignons donc pas que des Belges se soient rendus au Congo pour y produire avec des matières congolaises des produits à l'usage de la colonie. Nous possédons ainsi le moyen le plus efficace de lutter contre la concurrence étrangère, c'est un moyen plus sain et plus économique que les droits de douane différentiels que nous eussions pu imposer si les traités nous y autorisaient.

Alors qu'aujourd'hui, dans le domaine industriel moderne la grande industrie ne peut plus être nationale et qu'elle devient internationale sous la forme d'ententes et de cartels, il est un fait que si l'industrie belge pouvait diriger, dans un avenir plus ou moins proche, d'importantes industries sur le territoire de son empire colonial, elle trouverait une force accrue dans cet appoint car ce ne serait plus la métropole seule qui interviendrait à la formation

de ces cartels, ce serait une puissance renforcée, multipliée : la métropole accrue de ses colonies.

CHAPITRE V.

L'Attitude des Pouvoirs publics et l'Industrialisation du Congo Belge.

On sait que les pouvoirs publics peuvent, par leur politique influencer considérablement les activités économiques de notre empire colonial, les encourager notamment par diverses mesures de protection. Cette protection peut s'exercer de différentes manières. On en distingue toutefois deux grandes catégories.

a) *Les protections ayant pour base l'octroi de concessions d'exploitations.*

Dans certaines zones les industries pourront exploiter les biens du sol ou encore se réserver la vente des produits fabriqués ou l'achat des matières premières. Il existe une variété infinie de concessions.

b) *Les protections basées sur la législation douanière.*

Ces dernières comportent notamment :
déterminer les qualités ou les défauts respectifs.

La réduction ou la suppression des droits d'entrée soit sur les matières premières consommées, soit sur le matériel utilisé ou encore sur les deux à la fois. L'exonération des droits de sortie sur les produits fabriqués ou extraits.

Parfois encore l'application de droits d'entrée sur des produits similaires à ceux qui sont fabriqués ou extraits.

Ces diverses mesures sont plus ou moins économiques plus ou moins recommandables suivant le cas ; il ne nous incombe pas d'en déterminer les qualités ou les défauts respectifs.

Nul n'ignore les effets et les répercussions inévitables qui résultent de l'application ou de la suppression des droits de douane à l'entrée ou à la sortie. Rappelons pourtant que l'application des

droits d'entrée a souvent pour conséquence d'augmenter le coût de la vie c'est à dire de grever tous les consommateurs au profit d'une catégorie de producteurs. L'expérience seule révèle si la perte subie par les consommateurs est inférieure, équivalente ou supérieure au droit perçu.

Les droits de sortie sont toujours antiéconomiques car ils restreignent les transactions en entravant les mouvements d'exportation. Toutefois, ils peuvent être à certains moments une ressource fiscale facile parfois même la meilleure. C'est le cas dans un pays comme le Congo où la matière imposable est rare vu la pénurie des capitaux existant parmi la population.

Les pouvoirs publics disposent donc de nombreux moyens de protection qu'ils pourront appliquer suivant la situation en présence, mais avant d'intervenir, ils devront juger de l'utilité des industries qui sollicitent leur protection. À cet effet ils devront prendre en considération les intérêts de la colonie et ceux de la métropole en les associant et n'oubliant jamais qu'ils sont dépendants les uns des autres.

Nous avons remarqué, très curieuse constatation, que ce ne sont pas des raisons inhérentes à l'économie belge qui doivent imposer la prudence en ce qui concerne l'industrialisation du Congo, quoique les critiques les plus véhémentes à ce sujet soient émises par des producteurs belges.

Au strict point de vue de l'économie belge, il est souhaitable que le Congo arrive le plus tôt possible à un stade de pleine évolution comportant un harmonieux développement de toutes les branches de l'activité économique. Evidemment, il importe que, dans le choix des activités industrielles la colonie ne cherche pas systématiquement à encourager des entreprises qui consommeraient la totalité des matières premières congolaises dont la Belgique aurait usage, ni à fabriquer la totalité des produits que la Belgique aurait coutume de vendre sur le marché colonial. D'ailleurs cette expectative n'est pas à craindre. Entre le Congo et la Belgique, comme entre les provinces d'un même pays, il s'établit une répartition harmonieuse et naturelle des activités respectives. Elle se maintiendra entre les deux territoires par un régime commercial aussi libéral que possible et une étroite collaboration économique et politique.

Si nous nous plaçons au strict point de vue de la colonie, le problème de l'industrialisation prend un autre aspect. Il revêt un caractère plus complexe.

En considérant les avantages que l'industrialisation comporte dans le domaine chrématistique, financier et fiscal, elle apparaît digne des plus sérieux encouragements pourvu qu'une proportion harmonieuse soit maintenue entre les activités respectives de la colonie. Les pouvoirs publics pourront l'estimer en se basant sur le degré de civilisation des territoires envisagés.

Mais en dehors de ces considérations sur l'harmonie et la variété des activités économiques des problèmes sociaux domineront la politique des pouvoirs publics en matière d'industrialisation.

L'attitude à prendre par les pouvoirs publics est donc très délicate. Il serait impossible de formuler une règle à priori applicable dans tous les cas.

La solution peut être différente et notamment suivant le genre d'industrie suivant le lieu ou le moment de son établissement.

TROISIEME PARTIE

COMMERCE BELGE ET CONGO BELGE.

Le commerce extérieur est celui qui porte sur des opérations commerciales faites par des personnes qui habitent dans des Etats distincts.

Les parties contractantes peuvent avoir caractère public ou privé. La grande majorité des transports s'opère pourtant dans le commerce intérieur entre personnes privées. On comprend généralement dans le commerce extérieur les échanges entre une métropole et ses colonies ou pays de protectorat.

Cette forme de commerce extérieur a cependant des caractéristiques qui la distinguent du commerce entre pays vivant sous des régimes politiques complètement séparés et indépendants, en ce sens que le vendeur et l'acheteur sont le plus souvent de même nationalité et que, par conséquent, le profit de l'opération commerciale est entièrement réalisé par des nationaux. Sous cet angle, le commerce entre métropole et colonie se rapproche du commerce intérieur. De même, lorsque la monnaie employée dans la métropole est celle en usage dans la colonie, le commerce avec cette colonie s'effectue au point de vue du change comme s'il s'agissait de commerce intérieur.

Le commerce extérieur n'a pas seulement pour objet des marchandises ordinaires, Les valeurs mobilières donnent lieu également à un trafic international considérable, mais dans le commerce colonial les marchandises sont la matière de la grande majorité des transactions commerciales.

Disons encore qu'il s'agit généralement à l'importation dans la colonie, de produits manufacturés de valeur élevée et de faible volume et à l'exportation, de matières premières de valeur réduite et de grand volume. Enfin le commerce colonial subit plus que tout autre, vu l'importance considérable des distances à parcourir, l'influence du régime des transports. Voilà brièvement esquissées quelques caractéristiques qui distinguent le commerce colonial du commerce extérieur ordinaire.

Durant tout le XVI^e et le XVII^e siècle période de grande extension territoriale de la colonisation européenne dans le monde, le commerce extérieur était réglé conformément à la politique mercantiliste. On sait que cette doctrine, qui fut pourtant remarquable à divers points de vue, reposait sur un fondement erroné, sur une illusion, celle du chrysohédonisme, qui consacre la prééminence de la richesse monnayable, c'est à dire celle des métaux précieux.

L'acquisition du métal précieux, tel est aux yeux des mercantilistes, le but essentiel de toute la politique économique. C'est une doctrine de socialisme monarchique qui confie au souverain le soin de diriger les efforts de la nation en vue d'atteindre le but essentiel: la richesse par l'acquisition des métaux précieux. Mais tout n'est pas de les acquérir, il s'agit encore de les conserver et pour cela, il faut en entraver la sortie.

Pour provoquer la rentrée des métaux précieux, les mercantilistes préconisent l'exportation des marchandises et pour conserver l'abondance de la richesse métallique, ils recommandent la réduction des importations. Il y a là une sorte de négation du commerce, une politique qui va proclamer l'opposition des intérêts entre eux et prendre comme devise que « nul ne gagne ce que les autres perdent ».

C'est dans cet esprit que la politique coloniale, dont le caractère est presque exclusivement commercial, fut élaborée à son origine. Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant qu'à cette époque les colonies fussent traitées comme de vastes territoires que la métropole pouvait exploiter dans son seul intérêt, conformément à un ensemble de règles connues sous le nom de, «pacte colonial» et qui n'avaient d'un pacte que le nom.

Les principes essentiels de ce pacte imposé aux colonies de jadis, se résumaient de la façon suivante :

- 1°. seule la mère patrie pourra fournir à la colonie les produits dont elle aura besoin.
- 2°. Les produits naturels de la colonie ne pourront être exportés que vers la métropole.
- 3°. La colonie ne devra pas être industrialisée car cette industrie ferait concurrence à celle de la mère patrie.
- 4°. Entre la Colonie et la métropole, les transports devront se faire sous pavillon national.
- 5°. Enfin, seuls les produits de la colonie seront admis en franchise dans la métropole, les autres étant prohibés ou taxés.

Le système du pacte colonial fut appliqué par toutes les grandes puissances colonisatrices. Il fut détestable, il entraîna la ruine des colonies et par conséquent, celle du commerce colonial.

Le régime commercial mercantiliste conçoit l'exploitation des colonies sous la forme de grandes compagnies à chartes. En France, en Hollande, en Angleterre et chez nous également des compagnies reçurent le monopole du commerce avec certaines contrées lointaines et parfois aussi, obtinrent une délégation de pouvoirs politiques. On se rappelle la Compagnie des Indes Orientales fondée à Amsterdam en 1602 et la Compagnie des Indes créée par Colbert en 1664. En Belgique la Compagnie d'Ostende, dont la fondation date de 1698, avait reçu de Charles II d'Espagne, un octroi de libre navigation avec les Indes Orientales et la Guinée, mais elle fut ruinée par les menées jalouses de ses puissants rivaux.

La première Compagnie d'Ostende n'eut qu'une existence éphémère. La seconde Compagnie d'Ostende fut fondée en 1722 par octroi de Charles VI. Elle étendait sa sphère d'activité aussi bien aux Indes Occidentales qu'aux Indes Orientales.

L'histoire nous démontre que ces compagnies connurent des périodes de prospérité, mais qu'elles n'ont jamais pu créer dans le domaine colonial des œuvres durables. Celles qui, en dehors de leur monopole commercial possédaient le privilège d'une partie de la souveraineté, de «l'imperium» en abusèrent souvent à leur seul profit et sans considération de la prospérité coloniale.

Les compagnies à chartes disparurent avec le régime mercantiliste emporté par le vent de libéralisme que souleva le XIX^e siècle.

En France, dès 1866 un senatus consulte consacra l'indépendance douanière des colonies. On sait les abus qui en résultèrent en ce sens que les colonies en profitèrent pour taxer outre mesure les produits métropolitains.

On dut y renoncer et on adopta dès lors le régime de l'union douanière ou de l'assimilation douanière, mais l'on constata bien vite que celui-ci n'était pas applicable. Il est en effet tout à fait injustifié d'imposer de toute pièce un même tarif à des territoires situées parfois très loin de la métropole ou à des pays ayant des économies essentiellement différentes tant au point de vue du degré de leur évolution que de leurs possibilités. En France notamment, où ce système avait été appliqué on ne tarda pas à la reconnaître et l'on adopta pour certaines colonies un quatrième système, celui de la Personnalité douanière. Il consacre l'application d'une politique douanière personnelle pour chaque colonie suivant les besoins de celle-ci. Mais le régime de la personnalité douanière, pour éviter tout abus, reconnaît à la métropole le pouvoir de fixer elle-même les tarifs. Dans certains cas, la métropole se contentera de demander l'opinion d'organismes indigènes spécialement désignés. Toutefois, leur avis reste le plus souvent consultatif.

Nous autres Belges, si nous n'avons pas connu en tant que nation indépendante, tous ces stades de la politique commerciale en matière coloniale, nous en avons pourtant suivi l'évolution indirectement, alors que nous faisons partie intégrante des empires d'Espagne, d'Autriche et de France.

Lorsque nous fûmes redevenus nous-mêmes et que, sous l'égide de notre deuxième roi, nous nous attachâmes à l'œuvre de civilisation africaine, le monde avait déjà fait la plus large part de son éducation coloniale. Les pays colonisateurs n'avaient plus la même ardeur à conquérir le métal précieux car on savait ce que la découverte des mines avait apporté de perturbations dans l'économie de l'Espagne au XVI^e et au XVII^e siècle.

On se rappelait que, loin de créer la prospérité et la richesse, l'abondance du métal avait ruiné la Péninsule en provoquant la hausse des prix. On savait que les industries espagnoles mises ainsi hors d'état d'exporter eurent le sort le plus pénible. On

n'avait pas oublié, d'autre part, que la pratique du Pacte Colonial avait été une cruelle expérience. Ceux qui avaient voulu exploiter les colonies comme des domaines réservés au seul profit de la métropole, s'étaient fait prendre à leur propre piège. En refusant aux colonies l'exercice du commerce avec l'étranger, la métropole avait enrayé leur essor et leur prospérité. Politique à courte vue, elle apparaissait maintenant dans toute sa faiblesse.

Au XVII^e siècle Quesnay en France, Adam Smith et David Hume en Angleterre avaient apporté une lumière nouvelle sur les buts et l'utilité du commerce international.

Hume assigne pour base à la doctrine du libre échange la division internationale du travail, voulue par la nature « Il est — dit-il — avantageux pour un état d'être entouré d'états prospères ».

Smith déclare « qu'un commerce naturel et régulier qui se fait » sans force et sans contrainte quelconque entre deux places quelconques donne toujours un gain ou un avantage à l'un et à l'autre, quoique à des degrés différents. »

Il n'est donc plus question maintenant que l'un perde ce que l'autre gagne, la science prouve que le commerce profite à tous.

Au XIX^e siècle Jean Baptiste Say complète ces vues nouvelles et libérales par sa fameuse théorie des débouchés : « L'homme — dit-il — dont l'industrie s'applique à donner de la valeur aux choses, ne peut espérer que cette valeur sera appréciée et payée que là où d'autres hommes auront le moyen d'en faire l'acquisition. » Ces moyens, en quoi consistent-ils ? en d'autres valeurs, d'autres produits, fruits de leur industrie, de leurs capitaux, de leur terre : » d'où il résulte — quoiqu'au premier aperçu cela semble un paradoxe — que c'est la production qui ouvre des débouchés aux produits. » (1)

Ces rapports précieux de la science économique allaient entièrement modifier la politique commerciale du monde. Les rapports entre métropoles et colonies prirent un aspect nouveau. Les colonies n'apparaissent plus comme des territoires à exploiter, mais comme des pays à mettre en valeur.

(1) Jean Baptiste Say. Traité d'Economie Politique. Tome I, chapitre XV, année 1814.

L'on conçoit que cette œuvre de mise en valeur ne peut être pleinement accomplie que simultanément à celle qui s'applique à l'amélioration physique, morale et sociale des indigènes. Aussi, loin de se contrarier, ces deux objectifs se concilient dans notre politique coloniale actuelle.

Nous avons étudié dans les chapitres qui précèdent, le régime commercial international tout spécial qui régit le bassin conventionnel du Congo au centre duquel se trouve notre colonie. Aussi n'est-il pas utile de rappeler ici le détail de ces règles.

Au point de vue douanier, le Congo Belge vit, nous l'avons vu, sous un régime qui se rapproche sensiblement de celui de la personnalité douanière en ce sens que le Congo a ses lois et ses tarifs douaniers propres. C'est la métropole qui est seule juge des règles et des taux à appliquer, sous réserve de respecter toutefois l'égalité pour tous. Ces règles et ces taux, elle les applique d'ailleurs dans l'esprit le plus libéral. Nous sommes donc très loin du Pacte Colonial, nous oserions presque dire, aux antipodes de celui-ci et, si l'on peut reprocher au régime commercial du Congo un certain manque de moyens d'action en ce sens qu'il ne nous est pas possible d'appliquer comme pour la métropole cette variété si grande des tarifs : autonome et conventionnel, avec ou sans clause de la nation la plus favorisée, tarif de préférence, de représaille et tarif compensateur, le régime commercial du Congo est par contre beaucoup plus simple et par conséquent beaucoup plus clair.

Parmi nos compatriotes, certains se sont plaints du régime commercial de notre colonie, alléguant l'impossibilité de créer entre celle-ci et la métropole une véritable interpénétration. Si, à première vue cela peut sembler exact, cette allégation ne résiste pas à l'examen des faits. Nous verrons qu'il existe entre la Belgique et le Congo un courant de transactions qui dépasse largement celui qui s'effectue entre notre colonie et d'autres puissances pourtant plus proches de la colonie : même limitrophes.

D'autre part, si nous établissons la comparaison entre le commerce qui existe entre la Belgique et le Congo et celui qui existe entre bien d'autres colonies et leur métropole, nous constatons que la proportion que représente notre commerce dans celui de la colonie, est assez enviable. Mais au fait, ce n'est pas la proportion qui importe tant, mais plutôt la valeur absolue des transactions. Il sem-

ble que le régime commercial de la colonie, qui doit lui assurer son plus parfait développement, puisqu'il est conçu par la Belgique dans le seul intérêt du Congo, ne pourra que renforcer cette valeur absolue des transactions.

Il y a des facteurs importants qui tendent à favoriser le commerce colonial belge. Ils résident dans le fait d'une collaboration humaine active entre la Belgique et le Congo, collaboration qui est le résultat des liens politiques, juridiques et autres créés par la colonisation, forme de l'extension territoriale que rien ne semble encore pouvoir efficacement remplacer jusqu'à nos jours.

SECTION II.

Commerce extérieur du Congo Belge.

CHAPITRE I.

Valeurs et Quantités

Jetons un regard attentif sur les statistiques du commerce extérieur de notre colonie et constatons ce que nous pouvons en déduire.

Il n'est pas utile, croyons-nous, d'étudier dans le détail l'évolution du commerce extérieur du Congo durant la période qui précède la grande guerre et moins encore durant la période troublée des hostilités. Rappelons seulement qu'en 1885, à l'époque même de la reconnaissance de l'Etat Indépendant du Congo par les plus grandes nations du monde, il y a donc aujourd'hui cinquante ans de cela, aucun commerce ne se pratiquait dans tout le vaste bassin du fleuve. Seul le trafic des esclaves constituait l'objet des marchés importants. Quelques années de colonisation belge suffirent pour changer ce douloureux état de choses. Les compagnies antiesclavagistes mirent fin à la traite des noirs. L'introduction de la monnaie et le développement des moyens de communications ouvrirent la porte de l'Afrique Centrale aux transactions internationales.

Les chiffres ci-après permettent de constater la valeur de ces transactions depuis 1895, début de la colonisation jusqu'à la veille des hostilités.

COMMERCE SPECIAL (1)

IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	Valeur en milliers de Frs.	En tonnes		Valeur en milliers de Frs.	En tonnes
1895	10.685	(2)	1895	10.943	(2)
1900	24.724	"	1900	47.377	"
1910	36.846	"	1910	66.602	"
1913	71.590	170.801	1913	55.187	24.613

Ces chiffres expriment une croissance régulière mais lente du commerce extérieur de notre colonie. Nous sommes encore dans une période de préparation, période difficile où les capitaux ne sont pas confiants dans les issues de la colonisation et se recrutent avec difficulté. Les grandes voies de communication sont en construction, les prospections minières sont à leur début. Le Congo, à la veille de la grande guerre s'annonçait riche de promesses, mais l'œuvre était encore nouvelle. Les apports respectifs du travail, du capital et du temps devaient faire jaillir de ces terres lointaines, l'abondance des richesses sous forme de matières premières indispensables à l'établissement d'un courant régulier d'importantes transactions internationales.

Etudions la situation après la guerre. L'année 1919 est la première que l'on puisse considérer comme normale.

Les chiffres ci-après qu'illustre le graphique N° 1 expriment en valeur l'évolution du commerce extérieur de notre colonie depuis la fin des hostilités jusqu'à 1935 y compris.

(1) D'après la statistique du Commerce extérieur du Congo-Belge publiée par le Ministère des Colonies.

(2) Non statistifié.

CONGO BELGE
COMMERCE SPECIAL. (1)

Années	Exportations	Importations
	Francs (en millions)	Francs (en millions)
1919	204	86
1920	315	238
1921	218	276
1922	295	269
1923	552	390
1924	477	490
1925	629	876
1926	729	1.293
1927	1.055	1.496
1928	1.288	1.624
1929	1.444	1.943
1930	1.511	1.581
1931	1.104	962
1932	668	465
1933	658	389
1934	843	378
1935	1.203	525

L'on sait que la période de 1919 à 1927 fut marquée par une instabilité monétaire continue. C'est pourquoi nous croyons indispensable de reproduire également les chiffres qui expriment, non pas la valeur des exportations et des importations de marchandises pour la période de 1919 à 1935, mais leur tonnage respectif.

Le graphique N° 2 reproduit ces mêmes mouvements du commerce sous une forme qui les rend particulièrement clairs.

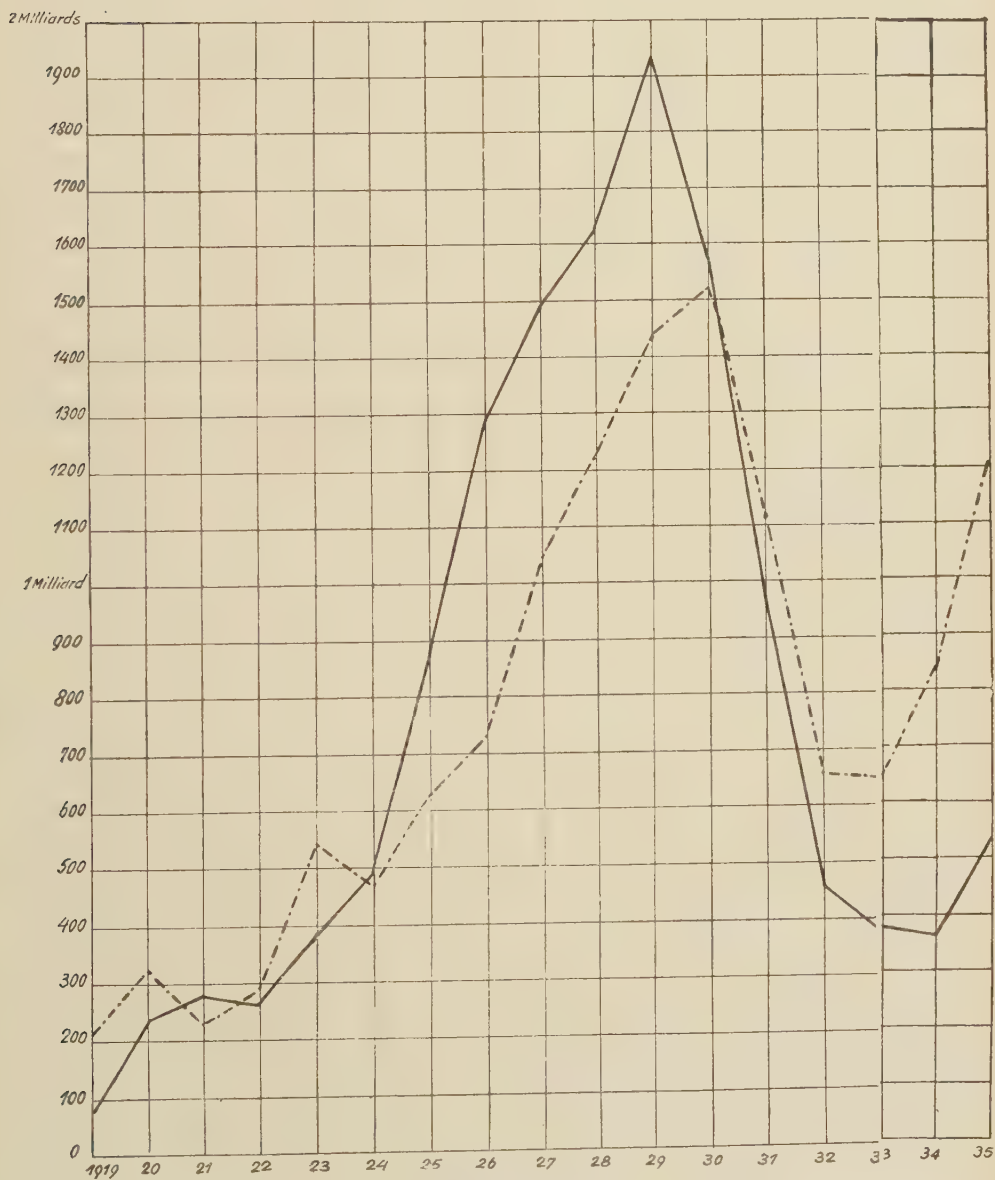
Les variations de ces tonnages, assez indépendantes des fluctuations de la valeur monétaire, expriment de façon plus réelle les véritables mouvements du commerce extérieur de notre colonie.

(1) D'après la statistique officielle du Commerce extérieur du Congo-Belge. — (Ministère des Colonies).

Congo-Belge — Commerce Spécial

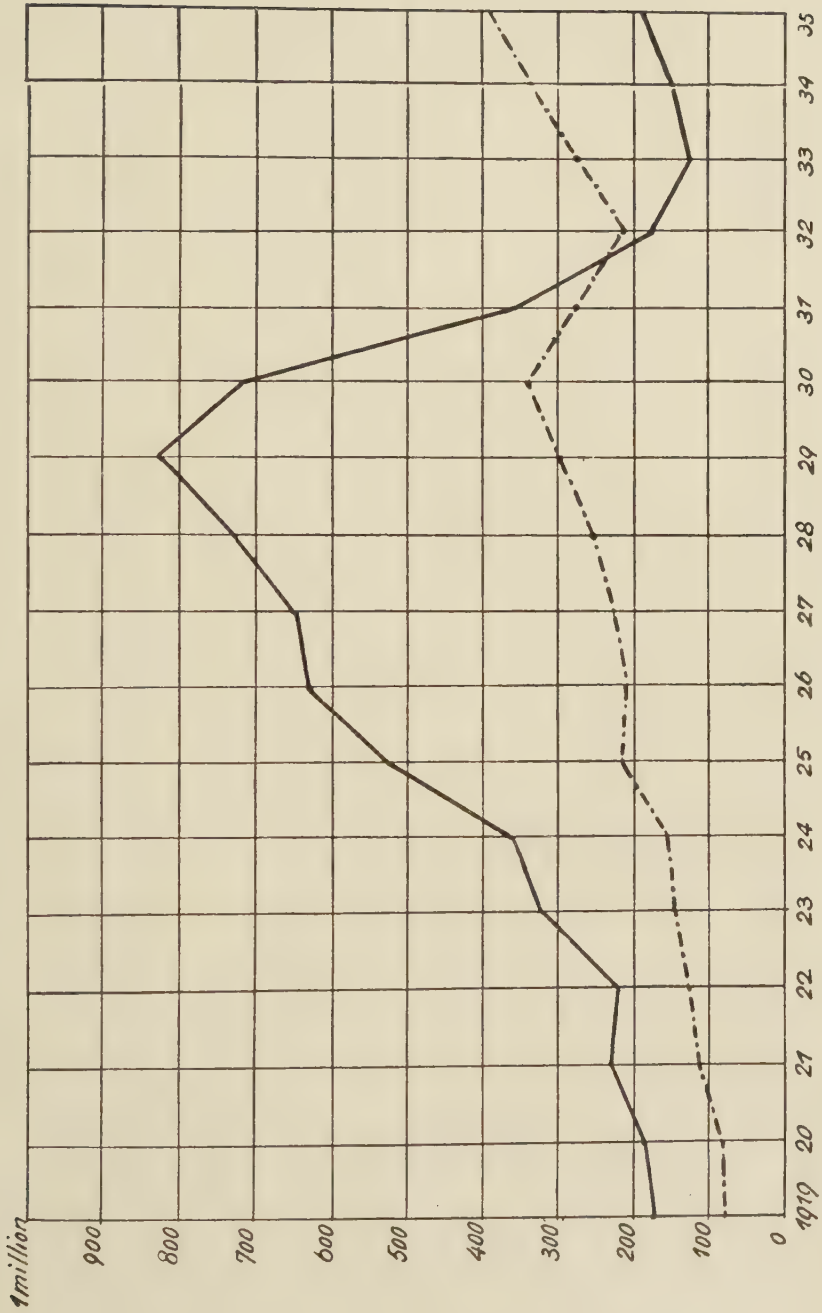
Valeur en millions de francs :
 de 1919 à 1935 y compris.

des importations —————
 des exportations - - - - -



Graphique N° 1

Tonnage en milliers de Tonnes; } des importations
de 1919 à 1935 compris. } des exportations



CONGO BELGE
COMMERCE SPECIAL. (1)

Années	Exportations	Importations
	Tonnes (en milliers)	Tonnes (en milliers)
1919	83	181
1920	86	196
1921	104	242
1922	126	216
1923	146	311
1924	166	358
1925	213	525
1926	204	632
1927	223	650
1928	258	736
1929	300	815
1930	340	712
1931	273	357
1932	206	183
1933	269	133
1934	336	164
1935	399	178

Ce qui nous frappe immédiatement à l'examen des statistiques respectives des exportations et des importations, c'est l'énorme déséquilibre qui existe entre ces deux mouvements du commerce, tant en quantité qu'en valeur. En effet pour 1934, les statistiques renseignent :

Quantités :

Importation : 163.576.773 Kgs.

Exportation : 336.086.011 Kgs.

(1) D'après la statistique officielle du Commerce extérieur du Congo Belge. — (Ministère des Colonies).

En quantité, les exportations représentaient donc un peu plus du double des importations.

En valeur, l'écart est encore plus grand puisque les exportations dépassent largement le double des importations.

Valeurs :

Importation : 377.606.441 Frs.

Exportation : 843.315.648 Frs.

Cet état de choses n'a pourtant rien d'anormal, il est le fait de presque tous les pays neufs. Pour atteindre l'équilibre de leur balance des comptes ces pays qui sont pour la plupart débiteurs de l'étranger se trouvent dans l'obligation de compenser le déficit que constitue le service de leurs emprunts, par un excédent d'exportations de marchandises.

Il y a quelques années à peine, durant les périodes où l'outillage de la colonie était activement poussé, le phénomène était inverse en ce sens que les quantités de marchandises importées dépassaient largement celles des marchandises exportées, tant en valeurs qu'en quantités. C'est ainsi qu'en 1929, on constatait encore les chiffres suivants :

En quantité

Importations : 814.553.383 Kgs.

Exportations : 300.333.340 Kgs.

En valeur

Importations : 1.943.192.906 Frs.

Exportations : 1.444.266.477 Frs.

Lorsque l'on a l'habitude d'étudier les mouvements du commerce des vieux pays, on s'étonne de l'instabilité et de la rapidité avec laquelle les positions du commerce extérieur peuvent ainsi se modifier. Dans un pays neuf, ces renversements sont des phénomènes fréquents.

La dépréciation monétaire de la £ et du \$ a entraîné une réduction des achats des pays Anglo-Saxons au Congo belge où la valeur de la monnaie était restée inchangée jusqu'en 1935.

D'autre part la situation commerciale du Congo devait encore souffrir du renforcement des droits de douane dans divers pays, qui rendirent les exportations plus difficiles.

Ceci explique le contre-coup très dur que, le commerce extérieur de notre colonie eut à subir dès 1930. Au cours de l'année 1929 le commerce extérieur du Congo Belge dépassait 1.444 millions de francs à l'exportation (1) et 1.940 millions de francs à l'importation (au total : 3.384 millions de francs).

En 1933 les exportations se chiffraient encore à 658 millions de francs et les importations s'élevaient à 389 millions de francs, (au total : 1.047 millions de francs). L'année 1933 semble pourtant marquer le niveau le plus bas. En effet 1934 exprime déjà un relèvement très sensible du commerce extérieur de notre colonie. Les exportations se chiffrent pour cette année à 843 millions de francs et les importations à 378 millions de francs, (au total 1.221 millions de francs.)

(1) Il faut pourtant attirer l'attention sur le fait que la statistique officielle du ministère des Colonies a toujours sous-estimé la valeur des produits exportés par le Congo. Mr. Baudhuin le fait remarquer dans son ouvrage intitulé « La Belgique après le centenaire ». Il estima que le chiffre des exportations congolaises publié par les statistiques officielles de 1929 était erroné et que ces exportations représentaient 2.400 millions, soit 66% de plus que la valeur qui leur était attribuée.

Les statistiques officielles utilisent les valeurs qui sont fixées par ordonnance du gouverneur général pour la perception des droits de sortie.

Pour les produits exempts de droits de sortie la valeur renseignée est celle attribuée à ces produits par le gouverneur général.

A l'heure actuelle encore il est certain que la valeur des exportations du Congo reste sous-estimée. Il est toutefois impossible de fixer un coefficient de réduction précis et constant qui permettrait de déduire la valeur exacte des exportations en se basant sur les chiffres de la statistique officielle.

L'année 1935 marque un progrès nouveau même en francs ramenés à la parité de 1934.

La contraction générale du commerce international au cours des dernières années fut pour les activités économiques du Congo Belge une bien rude épreuve.

Beaucoup d'entreprises ont été entraînées par les événements et ont disparu, mais beaucoup d'autres, gérées sagement ont résisté merveilleusement elles se sont réadaptées aux conditions économiques nouvelles et ont même parfois augmenté leur production.

Tout ceci montre combien l'activité économique du Congo Belge a des capacités de résistance et d'adaptation.

Sensible à la moindre amélioration des conjonctures mondiales, le Congo Belge a dès à présent repris sa marche en avant dans le sens des progrès économiques.

CHAPITRE II.

Nature du commerce extérieur du Congo Belge.

Examinons maintenant la nature du commerce extérieur du Congo Belge. Nous voulons dire la composition du trafic auquel il donne lieu.

Les tableaux que nous reproduisons ci-après nous en fournissent une idée assez précise. Ils n'expriment que les résultats des années 1933 et 1934, les deux dernières en date, pour lesquelles il existe jusqu'à présent des chiffres officiels.

TABLEAU RECAPITULATIF DES RESULTATS
GENERAUX DU COMMERCE EXTERIEUR DU
CONGO BELGE. (1)

Quantités.

Désignation	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	Commerce spécial		Commerce spécial	
	1933 Kgs.	1934 Kgs.	1933 Kgs.	1934 Kgs.
1) Animaux vivants	1.060.351	36.242	8.088	5.947
2) Objets d'alimenta- tion et boissons	26.797.760	27.502.745	17.083.323	23.329.592
3) Matières brutes ou simplement prépa- rées.	67.113.279	99.562.561	198.013.146	266.157.942
4) Produits fabriqués	38.409.296	36.475.243	53.949.740	46.580.650
5) Or et argent non ouvrés, monnaies d'or et argent.			9.492	11.880
TOTAUX	133.380.859	163.576.773	269.063.789	336.086.011

Valeurs.

Désignation	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	Commerce spécial		Commerce spécial	
	1933 Francs	1934 Francs	1933 Francs	1934 Francs
1) Animaux vivants	5.211.802	185.489	564.257	478.341
2) Objets d'alimenta- tion et boissons	77.481.378	67.514.414	53.872.108	73.162.315
3) Matières brutes ou simplement prépa- rées.	41.888.635	43.501.687	342.439.809	474.806.038
4) Produits fabriqués	264.777.070	266.404.851	81.778.886	70.368.324
5) Or et argent non ouvrés, monnaies d'or et d'argent.			179.693.090	224.500.630
TOTAUX	389.358.885	377.606.441	658.348.150	843.315.648

(1) D'après la statistique officielle du commerce extérieur du Congo Belge (Ministère des Colonies).

PARTS PROPORTIONNELLES DES RESULTATS
GENERAUX DU COMMERCE EXTERIEUR DU
CONGO BELGE. (1)

Quantités.

DESIGNATION	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	Commerce spécial		Commerce spécial	
	1933 o/o	1934 o/o	1933 o/o	1934 o/o
1) Animaux vivants	0,79	0,02	0,01	—
2) Objets d'alimentation et boissons	20,09	16,81	6,34	6,94
3) Matières brutes ou simple- ment préparées	50,32	60,87	73,59	79,19
4) Produits fabriqués	28,80	2,230	20,05	13,86
5) Or et argent non ouvrés, monnaie d'or et d'argent.	—	—	0,01	0,01
TOTAUX	100	100	100	100

Valeurs.

DESIGNATION	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	Commerce spécial		Commerce spécial	
	1933 o/o	1934 o/o	1933 o/o	1934 o/o
1) Animaux vivants	1,34	0,05	0,09	0,06
2) Objets d'alimentation et boissons	19,90	17,88	8,18	8,68
3) Matières brutes ou simple- ment préparées	10,76	11,52	52,01	56,30
4) Produits fabriqués	68,—	70,55	12,42	8,34
5) Or et argent non ouvrés, monnaie d'or et d'argent.	—	—	27,30	26,62
TOTAUX	100	100	100	100

(1) D'après les statistiques officielles du commerce extérieur du Congo Belge (Ministère des Colonies).

En jetant un coup d'œil sur le tableau qui reproduit les parts proportionnelles des résultats généraux du commerce extérieur du Congo sur la base des «Quantités», nous sommes frappés par quelques chiffres qui nécessitent, nous semble-t-il, des éclaircissements :

1934 Importations

Matières brutes ou simplement
préparées : 60,87 %

1934 Exportations

Matières brutes ou simplement
préparées : 79,19 %

Pays peu industrialisé et vivant encore dans la période des exploitations extractives, il se conçoit que les matières brutes constituent l'essentiel des exportations. Ce sont, pour plus de 80% des minerais de cuivre, d'étain, des noix palmistes, du copal et des bois.

On admet moins facilement que 60,87% des importations se composent de matières brutes. les statistiques nous apprennent que ces matières brutes à l'importation dans notre colonie, se composent pour 80% de combustibles divers : cokes, briquettes, huiles. Le Congo Belge est jusqu'à présent presque entièrement dépourvu de combustibles. Les réserves de bois elles mêmes viennent à s'épuiser dans la proximité des centres de consommation. Il s'ensuit que notre colonie reste tributaire de la métropole et de l'étranger, pour ces approvisionnements. De là ces chiffres importants qui à première vue ne laissent pas de surprendre.

Un autre chiffre encore demande quelques commentaires :

1934 Exportations

Produits fabriqués : 13,86 %

Comme il n'existe que très peu d'industries sur le territoire du Congo et que celles-ci travaillent, la plupart, pour le marché extérieur, ce pourcentage des exportations composées de produits fabriqués paraît considérable. En fait il ne s'agit pas réellement de produits fabriqués puisque plus des 95% des marchandises qui composent cette rubrique sont de l'huile de palme qui n'est à vrai dire qu'une matière première, si l'on préfère un demi-produit.

En examinant le tableau qui indique les parts proportionnelles des résultats généraux du commerce extérieur sur base des «Valeurs», nous remarquons les pourcentages suivants :

1934 Importations :

Produits fabriqués : 70,55 %

1934 Exportations :

Matières brutes ou simplement

préparées,	56,30%	soit 82,92%
or et argent non ouvrés,	26,62%	

D'une façon générale, on peut dire que ce sont les proportions caractéristiques du commerce extérieur d'un pays neuf : à l'importation forte proportion de produits fabriqués, à l'exportation forte proportion de matières premières.

Voilà donc les grands traits du commerce extérieur du Congo Belge. Nous verrons combien ils diffèrent de ceux du commerce de la métropole. Par le fait même les deux économies se complètent très heureusement. Ce dont la métropole a besoin, la colonie le détient et inversement, ce que la colonie ne peut encore produire, la métropole peut le lui procurer.

CHAPITRE III.

Part de la métropole dans le commerce extérieur du Congo Belge.

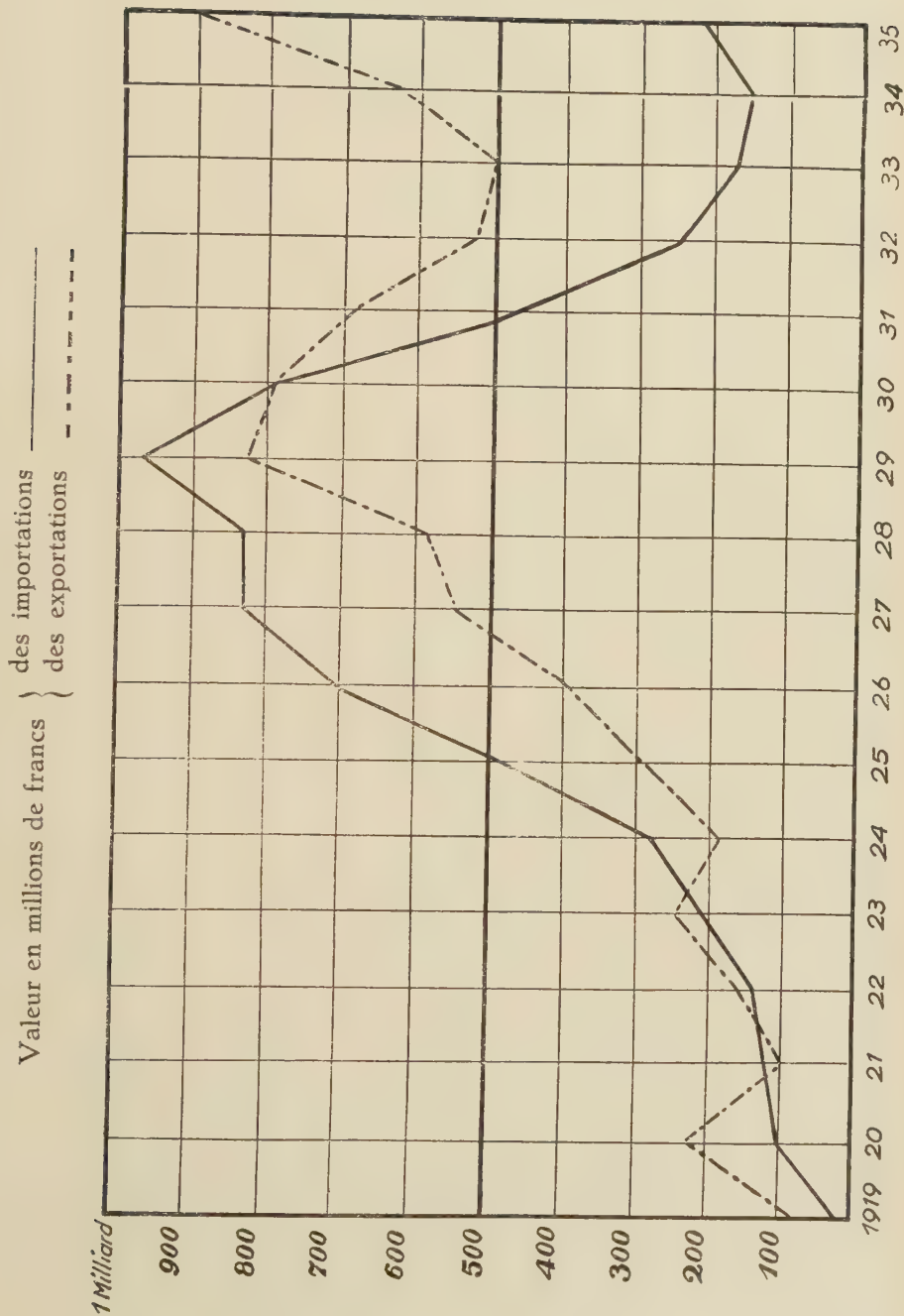
Les graphiques N° 3 et 4, que nous reproduisons ci-après nous donnent des indications précises quant à l'évolution des rapports commerciaux qui existent de 1919 à 1934 entre la métropole et la colonie.

Le premier de ces graphiques nous indique les chiffres absolus du commerce belge avec le Congo. Il nous montre qu'en 1933 la valeur des exportations vers la Belgique était redescendue au niveau enregistré en 1927 et qu'en 1934 elle s'est sensiblement accrue, dépassant les chiffres de 1928, une des années les plus prospères.

La valeur des importations de marchandises originaires de Belgique est par contre en voie de régression depuis 1929. Les chiffres de 1934 sont encore en légère régression par rapport à 1933. Il semble néanmoins que les chiffres de 1934 marquent le fond de la dépression. Les statistiques de l'année 1935 traduisent en effet une réaction nettement marquée.

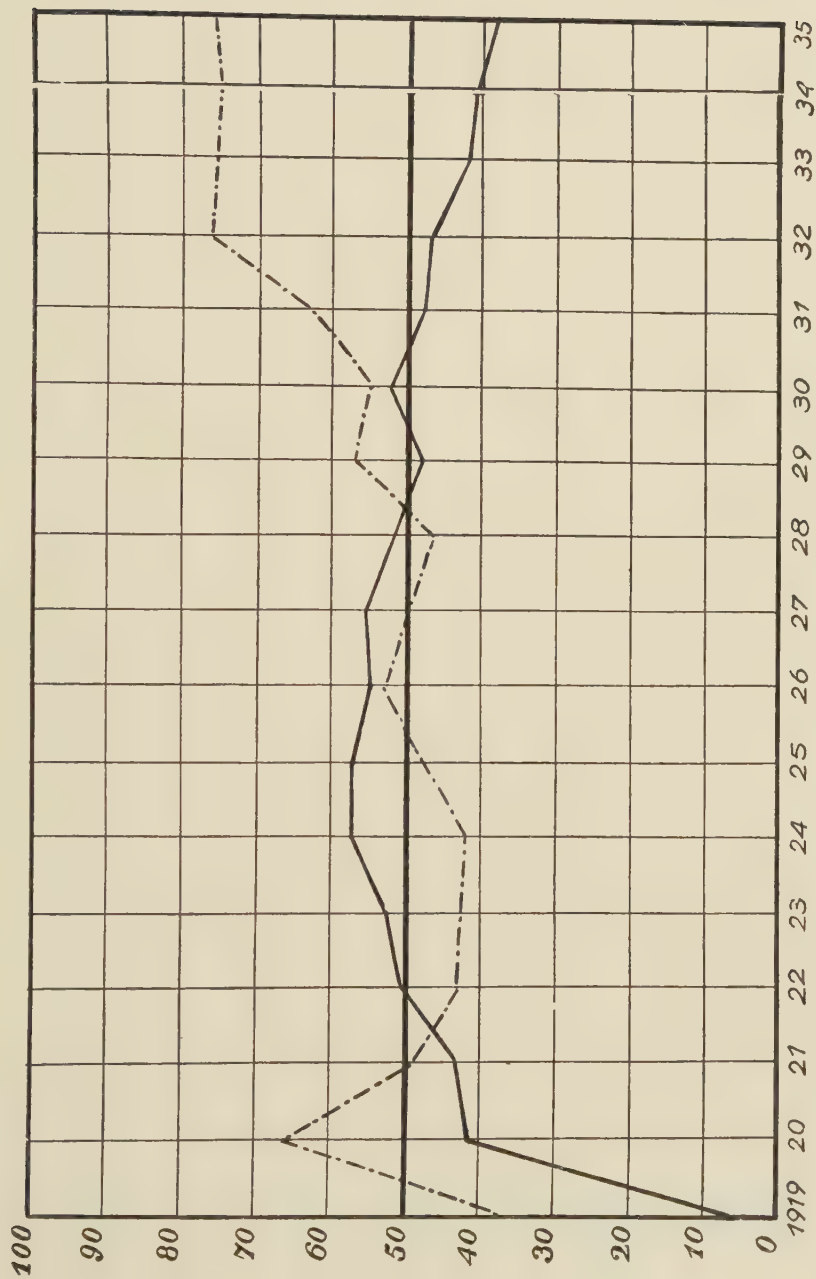
L'examen des mouvements de la valeur absolue du commerce extérieur de la Belgique avec sa colonie doit nous donner satisfaction car si l'on considère l'ensemble Exportation + Importation les années 1934 et 1935 marquent une très sérieuse reprise qui permet

Valeur absolue du Commerce extérieur de la Belgique avec le Congo



Part de la Belgique dans le Commerce Spécial du Congo.

Pour-cent du total (valeur) $\left\{ \begin{array}{l} \text{des importations} \\ \text{des exportations} \end{array} \right.$



d'envisager un retour vers la prospérité dans un avenir prochain.

Le deuxième graphique exprime le pourcentage que représente la part de la Belgique dans le Commerce spécial du Congo. On peut dire que, depuis 1921 jusqu'à 1930 les courbes de pourcentage du commerce du Congo avec la Belgique oscillent autour et à proximité d'un axe central représentant 50% du total du commerce extérieur.

A partir de 1930 une scission assez nette s'opère, le pourcentage des importations d'origine belge est en légère régression ce qui est regrettable et le pourcentage des exportations vers la Belgique est en forte progression.

Importations d'origine Belge.

Depuis les huit dernières années, exception faite pour 1930, l'intervention proportionnelle de la Belgique est, comme nous le disions, en diminution pour les importations dans la colonie, elle représente encore 38,33% en 1935. Il n'est pas étonnant que l'opinion des coloniaux belges se soit émue de ce fait qui ne doit pas manquer d'attirer toute notre attention. Des moyens de réaction s'imposent, dont nous parlerons ci-après dans le chapitre que nous consacrons à l'interpénétration de la Belgique et du Congo.

Il ne faudrait cependant pas s'inquiéter outre mesure de cette situation qui ne semble pas devoir s'empirer dans l'avenir. Les années de 1924 à 1928 ont été, comme nous l'avons dit, des périodes intenses d'outillage au cours desquelles les proportions ont peut-être été quelque peu forcées. La Belgique, grande productrice de matériel métallurgique et de transports, a nécessairement participé de façon toute particulière à cet équipement économique de la colonie, d'autant plus que les entreprises qui travaillaient en Afrique faisaient le plus souvent partie des mêmes groupements que les sociétés belges soumissionnaires.

Remarquons pourtant que la quote-part de notre pays est sensiblement moins importante que ne l'indiquent les statistiques officielles. Celles-ci renseignent en effet comme d'origine belge toutes les marchandises partant d'Anvers à destination de la colonie. Il est un fait que, parmi ces marchandises il y en a qui sont

indiscutablement d'origine étrangère. (1)

Exportations vers la Belgique.

Depuis 1925 la part proportionnelle de la Belgique dans les exportations du Congo est en forte progression. Elle s'est accrue de près de 30% pour la période décennale 1925-1935.

Il y a lieu de remarquer cependant que certains produits qui figurent à la statistique comme étant destinés à la métropole n'y sont ni consommés ni transformés, mais souvent réexpédiés. Toutefois, il ne faudrait pas en déduire que ces marchandises importées pour réexpédition ultérieure n'ont pas joué un rôle économique important. En effet, elles ont servi d'aliment à des marchés coloniaux. Pour certaines places, Anvers notamment, ces transactions constituent une source d'activité et de profit considérable.

Disons encore que les progrès de la part proportionnelle de la Belgique sont dus en partie au développement de la production d'or au Congo et aux achats importants de ce métal qui ont pu être conclus par l'Etat Belge avec les sociétés productrices.

En précisant ainsi la part de la métropole dans le commerce extérieur du Congo Belge, nous n'avons pourtant pas encore indiqué la place que la métropole occupe parmi les pays qui exécutent des transactions commerciales avec notre Colonie. Les quelques chiffres ci-après, pour 1934, relatifs aux cinq principaux pays en question nous fixeront immédiatement à ce sujet : (2)

Belgique : 788 millions de francs

Allemagne : 59 millions de francs

Angleterre : 51 millions de francs

Mozambique: 45 millions de francs

Etats Unis : 40 millions de francs.

Nous constatons tout d'abord qu'aucun pays limitrophe ou autre n'intervient dans le commerce du Congo pour une part aussi considérable que la Belgique. L'Allemagne, qui suit immédiatement notre pays, n'opère plus que pour 59 millions de transactions, soit 13 fois moins que la Belgique.

(1) Il est à souhaiter que dans l'avenir la statistique congolaise établisse une discrimination entre les produits belges et les produits d'origine étrangère passant par Anvers. Cela nous permettrait de suivre avec beaucoup plus d'exactitude le rôle de notre pays dans les importations du Congo.

(2) D'après les statistiques officielles publiées par le Ministère des Colonies.

On peut dire qu'en 1934, la part de la Belgique dans le commerce spécial du Congo représentait 60%, celle de l'Allemagne n'était déjà plus que de 5%. Aucune mesure douanière pourtant ne favorise notre pays sur le territoire du Congo. On voit dès lors une fois de plus, par l'éloquence de ces statistiques ce que représentent les liens politiques dans les relations entre pays. Ils donnent naissance, ils commandent tous les autres liens de la collaboration humaine.

SECTION III.

Commerce extérieur des territoires sous mandat de la S. D. N.

Examinons plus brièvement la situation du commerce extérieur des territoires sous mandat, en nous limitant aux dernières années.

En ce qui concerne les **importations**, de marchandises il y a une sérieuse régression durant les années 1932 et 1933, suivie d'une reprise très marquée en 1934. De même pour la quote part de la Belgique dans les importations, elle tombe à 8,23% en ce qui concerne les quantités et à 16,32% en ce qui concerne les valeurs. Mais l'année 1934 est déjà une période de progrès sensible, les importations originaires de Belgique se chiffrent à 13,26% des produits importés calculés d'après les quantités, et à 18,46% sur base des valeurs.

Quant aux **exportations**, du Ruanda-Urundi, elles sont caractérisées par une progression continue et très accentuée si l'on considère les quantités. En valeur, la chute des prix de toutes les matières premières a nécessairement influencé les résultats, mais l'année 1934 est décisive. La valeur des marchandises exportées a plus que doublé par rapport à 1930.

En ce qui concerne la quote part de la Belgique, les chiffres traduisent une situation qui n'est pas moins satisfaisante. 78,31% du poids des marchandises exportées et 93,67% de la valeur de ces marchandises sont destinés à la métropole. il faut pourtant ajouter, que cette part dans les exportations est si élevée par le fait que tout l'or et l'étain produits par ces territoires sont expédiés en Belgique.

TERRITOIRES SOUS MANDAT DU RUANDA-URUNDI (1)

Années	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS			
	Quantités en T.	Quote part de la Belgique	Valeurs en milliers de Francs	Quote part de la Belgique	Quantités en T.	Quote part de la Belgique	Valeurs en milliers de Francs	Quote part de la Belgique
		en T.	en %	en milliers de Frs.	en T.	en %		en milliers de Frs.
1929	6,979	19,58	(28,06)	56,616	1,561	912 (53,43)	13,428	10,061 (74,90)
1930	7,373	1,672	(22,60)	53,641	1,272	720 (57,40)	10,605	7,354 (69,34)
1931	7,059	1,352	(19,10)	53,256	1,176	504 (42,88)	6,527	3,974 (60,80)
1932	3,724	391	(10,49)	20,871	1,483	791 (53,34)	6,345	4,579 (72,10)
1933	4,674	385	(8,23)	23,279	2,493	1,509 (61,80)	11,838	8,826 (74,55)
1934	5,331	707	(13,26)	26,610	2,689	2,106 (78,31)	23,834	22,362 (93,67)
1935	5,663	1,140	(20,13)	34,108	4 190	3,214 (76,70)	38,708	35,316 (91,23)

(1) Les chiffres de base sont empruntés aux statistiques officielles du ministère des Colonies.

En 1934, ces exportations représentaient :

	Poids	Valeur
Or	289 Kgs.	5.770.600 Frs.
Etain	995.040 Kgs.	11.692,425 Frs.
Total :	995.339 Kgs.	17.463.025 Frs.

Réunis, ces deux seuls postes constituaient donc 47,25% du poids et 78,21% de la valeur du total des exportations des régions mandatées, vers la métropole.

SECTION IV.

Commerce extérieur de la Belgique.

Après avoir jeté un coup d'œil sur les grandes caractéristiques et représenté les chiffres les plus importants du commerce extérieur de notre colonie, il nous incombe de préciser les grands traits du commerce extérieur de la métropole.

Nous avons brièvement étudié le rôle de la métropole dans le commerce du Congo Belge et nous avons constaté que, s'il peut s'accroître encore considérablement, la Belgique y occupe une place de tout premier plan.

Précisons également le rôle que nos transactions avec le Congo jouent dans l'ensemble de notre commerce métropolitain, nous pourrons en tirer d'utiles enseignements.

CHAPITRE I.

Valeurs et Quantités.

Reprenons les statistiques depuis 1922 jusqu'à nos jours.

Le tableau que nous reproduisons exprime en valeur et quantités l'évolution du commerce spécial de notre pays.

Il résulte de l'examen de ce tableau que le commerce extérieur de la Belgique demeure excessivement important. Il s'élève en effet en 1934, malgré les entraves innombrables élevées dans tous les pays aux importations étrangères, à près de 28 milliards de francs, portant sur un tonnage de marchandises de plus de 51 millions de Tonnes.

COMMERCE SPECIAL DE LA BELGIQUE. (1)

Années	QUANTITÉS		VALEURS	
	Importations Tonnes	Exportations Tonnes	Importations Milliers de Frs.	Exportations Milliers de Frs.
1922	22.558.424	17.000.319	9.451.745	6.358.229
1923	26.603.129	16.974.341	13.204.780	9.725.054
1924	33.411.586	20.364.809	17.712.091	13.865.144
1925	33.265.430	20.923.911	17.880.960	14.806.876
1926	34.304.680	23.202.853	23.062.814	19.998.676
1927	38.061.393	24.202.206	29.138.507	26.696.614
1928	39.868.262	26.749.398	32.060.472	30.954.440
1929	45.037.518	25.840.412	35.623.791	31.879.905
1930	42.227.246	23.767.831	31.094.242	26.158.994
1931	38.721.820	24.617.487	23.970.670	23.178.361
1932	31.376.338	19.557.735	16.424.375	15.130.450
1933	30.696.591	19.935.928	15.242.863	14.288.246
1934	31.726.167	19.986.006	14.021.271	13.698.285
1935	30.606.070	20.298.593	17.325.005	16.146.213

Ce qui nous frappe d'autre part à l'examen des importations et des exportations de notre pays, c'est le déséquilibre presque constant qui existe entre celles-ci tant en quantité qu'en valeur. En effet nous voyons pour 1934 :

Quantités

Importations : 31.726.167 Tonnes

Exportations : 19.986.006 Tonnes

En quantité les exportations ne représentent donc que 62% des importations.

Valeurs

Importations : 14.021.271 milliers de Frs.

Exportations : 13.698.285 milliers de Frs.

(1) D'après les tableaux annuels et les bulletins mensuels du commerce avec les pays étrangers publiés par le ministère des Finances.

En valeur l'écart n'est plus du tout aussi important. Les exportations représentent, en effet plus de 98% des importations.

Nous nous trouvons donc en présence d'une situation du commerce extérieur entièrement inverse de celle du Congo Belge, où les quantités exportées dépassent considérablement celles importées et où la balance commerciale est largement favorable en ce sens que la valeur des exportations de marchandises dépasse de beaucoup celle des importations.

Les caractéristiques du commerce belge, pas plus que celles du commerce de notre colonie, ne sont anormales.

En effet, il se conçoit qu'il y ait déséquilibre entre les poids à l'entrée et à la sortie. En étudiant ci-après la nature du trafic, nous en comprendrons aisément la raison. D'autre part, la balance commerciale défavorable n'est pas non plus un fait dont il y ait lieu de s'inquiéter pour autant que ce déficit ne dépasse pas certaines limites raisonnables. Il y a longtemps en effet que la balance commerciale de la Belgique et celle de beaucoup de vieux pays européens, présentent un solde déficitaire. Nul n'oserait dire pourtant que ces pays sont en voie de s'appauvrir.

CHAPITRE II.

Nature du commerce extérieur de la Belgique.

Comme pour l'étude de la nature du commerce extérieur du Congo, nous nous résumons à l'examen des chiffres relatifs aux années 1933 et 1934 dont nous avons établi, ci après, la récapitulation sous forme de tableaux.

Le Ministère des Finances de Belgique et le Ministère des Colonies ont adopté des rubriques semblables pour la publication de leurs statistiques. Nous aurons ainsi l'avantage de pouvoir parfaitement comparer les données de ce chapitre à celles que nous avons publiées ci-avant pour le commerce extérieur du Congo Belge.

Que pouvons nous déduire de l'examen de ces quatre tableaux.

Tout d'abord que les **importations** de la Belgique sont essentiellement constituées de matières premières, pour plus de 27 millions de tonnes en 1934, soit environ 85% du poids total des importations. Ces matières premières sont pour près de 20 millions

TABLEAU RECAPITULATIF DES RESULTATS GENERAUX DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA BELGIQUE. (1)

Quantités.

Désignation	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	Commerce spécial		Commerce spécial	
	1933 T.	1934 T.	1933 T.	1934 T.
1) Animaux vivants	17.569	10.502	10.607	6.120
2) Objets d'alimenta- tion et boissons	3.849.559	3 783.911	693.268	551.990
3) Matières brutes ou simplement prépa- rées.	26.086.702	27.265.275	14.341.505	14.216.336
4) Produits fabriqués	742.328	666.426	4.890.363	5.211.308
5) Or et argent non ouvrés, monnaies d'or et d'argent.	431	52	183	250
TOTAUX	30.696.589	31.726.166	19.935.926	19.986.004

Valeurs.

Désignation	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	Commerce spécial		Commerce spécial	
	1933 Milliers de frs.	1934 Milliers de frs.	1933 Milliers de frs.	1934 Milliers de frs.
1) Animaux vivants	60.266	39.745	72.389	49.741
2) Objets d'alimenta- tion et boissons	3.326.347	2.896.350	987.080	776.552
3) Matières brutes ou simplement prépa- rées.	7.011.031	6.863.362	5.403.990	5.257.548
4) Produits fabriqués	4.424.741	3.902.617	7.568.306	7.359.551
5) Or et argent non ouvrés, monnaies d'or et d'argent.	420.478	319.197	256.481	254.893
TOTAUX	15.242.863	14.021.271	14.288.246	13.698.285

(1) D'après les bulletins mensuels du commerce avec les pays étrangers, publiés par le ministère des Finances.

PARTS PROPORTIONNELLES DES RESULTATS
GENERAUX DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA
BELGIQUE. (1)

Quantités.

DESIGNATION	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	Commerce spécial		Commerce spécial	
	1933 o/o	1934 o/o	1933 o/o	1934 o/o
1) Animaux vivants	0,96	0,03	0,05	0,03
2) Objets d'alimentation et boissons	12,54	11,93	3,48	2,76
3) Matières brutes ou simple- ment préparées	84,98	85,94	71,94	71,13
4) Produits fabriqués	2,42	2,10	24,53	26,08
5) Or et argent non ouvrés, monnaie d'or et d'argent.	(2)	(3)	(4)	(5)
TOTAUX	100	100	100	100

Valeurs.

DESIGNATION	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	Commerce spécial		Commerce spécial	
	1933 o/o	1934 o/o	1933 o/o	1934 o/o
1) Animaux vivants	0,40	0,28	0,51	0,36
2) Objets d'alimentation et boissons	21,82	20,66	6,91	5,67
3) Matières brutes ou simple- ment préparées	45,99	48,95	37,82	38,38
4) Produits fabriqués	29,03	27,83	52,97	53,73
5) Or et argent non ouvrés, monnaie d'or et d'argent.	2,76	2,38	1,79	1,86
TOTAUX	100	100	100	100

(1) D'après les bulletins mensuels du commerce avec les pays étrangers, publiés par le ministère des Finances.

(2) pourcentage : 0,0014 %.

(3) » 0,0002 %.

(4) » 0,0009 %.

(5) » 0,0013 %

de Tonnes des minerais de fer, du charbon, des pierres diverses et des huiles minérales, mais ce sont encore, et pour des quantités très importantes, des produits que le Congo peut nous fournir, des minerais de cuivre, d'étain, de plomb, des peaux brutes, du coton, du jute et toutes espèces de fibres, de l'ivoire, du bois, du caoutchouc, des gommés etc...

D'après le tableau des valeurs ce sont aussi les matières brutes qui occupent la première place aux importations, en effet, elles représentent à elles seules près de la moitié du total de la valeur de celles-ci.

En étudiant les statistiques du commerce belge aux **exportations**, que constatons-nous? D'après le tableau des quantités, ce sont les matières brutes qui occupent la première place avec plus de 14 millions de Tonnes, soit 70% du total des exportations, alors que les produits fabriqués ne représentent que 26% de celui-ci. Mais en fait, lorsqu'il s'agit de comparer l'importance des mouvements commerciaux de deux catégories de produits entièrement différents, ce ne sont pas les quantités mais plutôt les valeurs qui doivent être envisagées. Et alors, la situation se renverse. Nous trouvons en effet des exportations de matières brutes pour 5 milliards soit 38% du total exporté, et des produits fabriqués pour 7 milliards soit 54% de celui-ci. Ces produits fabriqués portent sur une infinité de postes les plus divers. La Belgique ingénieuse produit sur son territoire réduit, presque tout ce que le génie humain peut créer et plus particulièrement tout ce qui peut être utile à l'outillage d'un pays neuf. Une fois de plus s'exprime donc le caractère complémentaire des économies belge et congolaise.

CHAPITRE III.

Part du Congo Belge dans le Commerce extérieur de la Belgique.

Voici depuis les dix dernières années la part proportionnelle du Congo Belge dans le Commerce extérieur de la Belgique.

Il résulte du tableau ci après que, si le commerce belgo-colonial s'est réduit dans de fortes proportions, cette réduction est moindre que celle du commerce de la Belgique en général.

COMMERCE SPECIAL DE LA BELGIQUE ET PARTS PROPORTIONNELLES DU COMMERCE BELGO- CONGOLAIS (D'APRES LES VALEURS). (1)

Années	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS			Part du com- merce Belgo- colonial dans le commerce. Total de la Belgique
	dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise			de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise			
	Importations Belges en milliers de Francs	Importations Bel- ges d'origine Bel- golaïse en milliers de Francs	Part proportion- nelle des importa- tions d'origine Congolaise o/o	Exportations belges en milliers de Francs	Exportations belges à destination du Congo en milliers de Francs	Part proportion- nelle des exporta- tions à destination du Congo. o/o	
1924	17.712.091	138.309	0,78	13.865.144	189.583	1,37	en o/o 1,03
1925	17.880.960	181.425	1,01	14.806.876	275.440	1,86	1,39
1926	23.062.814	201.230	0,87	19.997.676	386.487	1,93	1,36
1927	29.138.507	461.914	1,59	26.696.614	514.963	1,93	1,74
1928	32.060.472	905.303	2,82	30.954.440	620.195	2,01	2,42
1929	35.623.791	1.400.490	3,93	31.879.905	832.148	2,61	3,30
1930	31.094.242	1.186.681	3,82	26.158.994	693.218	2,65	3,28
1931	23.970.670	984.398	4,11	23.178.361	420.342	1,81	2,97
1932	16.424.375	638.361	3,89	15.130.450	194.801	1,29	2,64
1933	15.242.863	639.401	4,19	14.288.246	148.986	1,04	2,66
1934	14.021.271	754.466	5,38	13.698.285	134.114	0,98	3,20
1935	17.325.005	1.245.141	7,20	16.146.213	161.536	1,01	4,21

(1) Les chiffres de base sont empruntés aux tableaux annuels et aux bulletins mensuels du commerce avec les pays étrangers, publiés par le ministère des Finances.

En 1924 le commerce belgo-colonial atteint 138 millions aux importations dans la métropole et 189 millions aux exportations de la métropole. (1)

En 1929, année d'apogée, il atteint 1.400 millions aux importations et 832 millions aux exportations. Il avait donc septuplé en six années. Les chiffres absolus du commerce belgo-colonial devaient se contracter par la suite jusqu'en 1934, mais symptôme particulièrement significatif, alors qu'en 1924 notre commerce avec la colonie représentait 1,03% de notre commerce total, on voit ce rapport progresser considérablement et parfois tripler durant la crise mondiale et la période de resserrement de nos marchés extérieurs.

La part du Commerce belgo-colonial dans le commerce extérieur total de la métropole est néanmoins fort modeste encore, si on la compare à celle qu'occupe le commerce colonial en Angleterre et en France. On sait en effet que le resserrement des liens commerciaux avec les colonies s'est produit dans ces pays, mais dans des proportions insoupçonnées. Alors qu'en 1900 le commerce de la France avec ses colonies est à peu près égal à 1/10 de son commerce total, il représente déjà 1/7 de celui-ci en 1929.

En 1934 en pleine crise la France vend à ses colonies pour 5 milliards et demi et leur achète pour 6 milliards, alors que le commerce total tombe de 110 milliards en 1929 à 40 milliards (2). Du coup le commerce impérial français atteint 28% du commerce total de la France.

Nous ne pouvons évidemment pas espérer que le commerce belgo-colonial représente avant longtemps une part aussi vaste dans l'ensemble de nos transactions internationales.

Notre empire colonial situé loin de la Belgique peut difficilement se comparer aux empires coloniaux français et anglais qui sont composés de régions parfois très proches de la métropole comme l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, ou sinon largement peuplées d'européens, comme le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud.

Il ne faut pas oublier que le Congo est une colonie encore très jeune si l'on prend en considération qu'il y a un demi siècle à peine les cartes de l'Afrique renseignaient encore ces mentions : terres

(1) Statistique du Ministère des Finances.

(2) Francs français.

inconnues, peuplades anthropophages. Il faut, pour développer la production d'un territoire encore primitif, pour en enrichir la population, pour créer des besoins et le goût du bien-être chez l'indigène, bien plus qu'un demi siècle de colonisation et ce sont ces qualités qui permettront essentiellement le développement du commerce extérieur de la colonie et celui des échanges avec la métropole.

Nous avons mis tout en œuvre pour l'exécution de ce programme et les résultats acquis en quelques décades doivent nous encourager.

Dans des pays puissants, très évoluées, industriellement, possédant des territoires étendus ou de grandes colonies, certains ont voulu voir un bien dans la contraction des échanges internationaux. Ils espèrent que la variété très étendue des productions sur les territoires nationaux pourront compenser les matières qui venaient jadis des pays étrangers. C'est à ce rêve d'égoïsme économique que l'on a donné le nom d'autarchie.

Il va sans dire que c'est un rêve bien séduisant de s'imaginer pouvoir vivre sur soi-même, d'opérer toutes les transactions en une même monnaie et de les savoir à l'abri d'un même régime juridique, mais ce rêve est utopique et aucune nation semble-t-il ne pourra jamais le réaliser sans s'astreindre à sacrifier lourdement son niveau d'existence.

Les matières premières, à l'heure actuelle ont toutes un lieu privilégié de production, car celle-ci se fait sur une très grande échelle. C'est pourquoi la Belgique, pour satisfaire ses industries malgré son empire colonial presque aussi vaste que l'Europe sans la Russie, a dû s'adresser pour bien des matières à des pays étrangers.

C'est ainsi qu'entre autres la Belgique a importé en 1935 : (1)

Pour :	Frs.	61.826.000	de caoutchouc brut	dont	Frs.	3.786.000	du Congo.
"	"	149.936.000	de coton brut	"	Frs.	31.736.000	"
"	"	38.492.000	de bois	"	Frs.	2.761.000	"
"	"	632.454.000	de houilles	"		néant	"
"	"	398.881.000	de minerai de fer	"		néant	"

(1) D'après le Bulletin mensuel du Commerce avec les pays étrangers. — Publié par le Ministère des Finances.

C'est ainsi également que la France, malgré le développement des échanges coloniaux, a importé en 1934 Frs. 1 ½ milliard de laines dont moins de Frs. 15 millions de ses colonies, plus de Frs. deux milliards de houille dont seulement Frs. 30 millions d'Indochine, Frs. 1.600 millions de coton dont à peine Frs. 15 millions des colonies africaines, Frs. 150 millions de caoutchouc dont Frs. 15 millions d'Indochine, Frs. 1.800 millions de produits du pétrole exclusivement de l'étranger, Frs. 400 millions de cuivre dont Frs. 5 millions de ses colonies, Frs. 875 millions de café dont Frs. 125 millions de son empire colonial.

Les marchés coloniaux belge et français sont certes tous les deux susceptibles d'être fortement élargis mais ils ne peuvent dans les conditions présentes, même avec un très grand effort pour y développer la production, satisfaire aux besoins de la métropole en matières premières et encore moins suffire comme marchés de consommation aux produits fabriqués de la métropole.

L'autarchie économique n'est même pas possible dans des pays très vastes formés d'un seul tenant, à population dense et évoluée comme les Etats-Unis. On sait qu'en Russie le régime n'est possible que grâce à un niveau réduit du bien être, à un étatsisme à peu près absolu et à une économie dirigée tyranniquement.

L'autarchie n'est d'ailleurs pas un idéal à poursuivre, il dresse les peuples en économie fermée les uns contre les autres il engendre l'animosité et enfante les guerres.

Il faut donc s'efforcer de revenir à un état plus large de liberté économique et reprendre le plus tôt possible, en matière commerciale, les traditions du Fairplay. Le problème des relations commerciales entre la métropole et les colonies doit être envisagé dans le même esprit.

CHAPITRE IV.

Balance des comptes de la Belgique et commerce colonial.

Nous avons vu ci-dessus que la balance du commerce de notre pays était déficitaire, c'est à dire que la valeur des exportations au cours de cette année était inférieure à celle des importations. Y a-t-il lieu de s'inquiéter de cet état de choses ?

Nous savons que la balance commerciale d'un pays ne constitue qu'un élément de la balance plus générale de ses comptes internationaux, que l'on dénomme «balance des comptes». Celle-ci comporte notamment :

- 1°. l'importation et l'exportation des marchandises ordinaires et des métaux précieux,
- 2°. les placements de capitaux,
- 3°. les services rendus à des personnes ou par des personnes qui se trouvent à l'étranger,
- 4°. les dépenses des touristes étrangers,
- 5°. les paiements imposés à un Etat à la suite d'une guerre et encore les donations ou subventions.

Ce qui importe essentiellement pour le pays, c'est l'équilibre général de la balance des comptes.

Le déséquilibre de la balance du commerce ne nous est d'ailleurs pas particulier, c'est un phénomène courant dans tous les vieux pays riches. On sait en effet que la France et l'Angleterre ont depuis de très nombreuses années une balance du commerce déficitaire. Pour la France le déficit de la balance commerciale fut aussi longtemps comblé à la balance générale des comptes par les revenus des capitaux investis à l'étranger et les revenus du tourisme et de la marine. Pour l'Angleterre ce déficit est essentiellement couvert par les revenus des capitaux placés à l'étranger et par ceux de la marine.

En Belgique le déficit de la balance commerciale n'est pas très important.

En effet en 1933 les exportations représentaient 90,18% des importations, et en 1934 : 97,69%. Le déficit de notre balance commerciale est comblé par les revenus des placements belges à l'étranger ainsi que par les revenus du tourisme et de la marine.

Quel est, au point de vue de la balance des comptes de la Belgique, le rôle du Congo ?

Nous savons que notre colonie soumise au même régime monétaire que la métropole ne doit pas, au point de vue de la balance économique, être assimilée à l'étranger. En effet elle doit être, à cet effet, considérée comme une province de la métropole.

On en déduit :

- 1°. que les transactions commerciales qui s'opèrent entre le Congo et la Belgique ne doivent ni s'inscrire à l'actif ni au passif de la balance commerciale de la Belgique,
- 2°. que le solde actif ou passif des transactions du Congo avec les autres pays que la Belgique, doit s'inscrire à l'actif ou au passif de la balance métropolitaine,
- 3°. que les frets perçus par nos armateurs pour les transports de marchandises entre la Belgique et le Congo et vice-versa ne doivent pas être inscrits au crédit de notre balance,
4. que les capitaux belges investis dans la colonie ne doivent pas être portés au passif et leurs intérêts ne doivent pas l'être à l'actif.

Quelle est, à la lumière des statistiques l'influence du Congo sur la balance des comptes de la Belgique ?

Si nous nous en tenions simplement aux statistiques officielles publiées par le Ministère des Colonies, l'intervention du Congo aurait pour conséquence d'accroître le déficit accusé par la balance commerciale de la Belgique de 9 millions. Cela n'aurait rien d'étonnant puisque le Congo n'est pas un pays adulte et qu'il traverse une période de mise en valeur, mais l'on sait que la statistique publiée par le Ministère des Colonies sous-évalue considérablement la valeur des exportations congolaises. Monsieur F. Baudhuin l'explique et le démontre dans son ouvrage «la Belgique après le Centenaire».

Il estime que les exportations congolaises qui s'élevaient en 1929 à 1.444 millions d'après les statistiques du Ministère des Colonies, représentaient en réalité 2.400 millions. Sur cette base — dit-il — le Congo améliorerait de plus de 1 milliard de Francs la balance commerciale de la métropole.

Que trouvons nous pour 1934 ?

Nous devons d'abord éliminer le commerce métropolitain dans les tableaux relatifs à la Colonie et le commerce colonial dans les tableaux de la métropole, ainsi le déficit des exportations belges se trouve sensiblement réduit.

La Belgique importe du Congo pour	754 millions (1)
La Belgique exporte au Congo pour	134 millions (1)
Différence :	<u>620 millions</u>

Mais les importations du Congo en Belgique sont sous-estimées dans la statistique belge et dans la statistique congolaise. Nous pouvons évaluer, sans crainte de dépasser la réalité que les importations de produits congolais en Belgique représentent environ 1 milliard en 1934. La différence ci-dessus de 620 millions entre les exportations et les importations serait ainsi portée à 866 millions. Reste à établir d'autre part la balance commerciale du Congo avec l'étranger (2)

IMPORTATIONS :

Chiffre statistique	377 millions
à déduire : importations de marchandises d'origine belge	<u>156 millions</u>
	221 millions

EXPORTATIONS :

chiffre statistique	843 millions
à déduire : exportations vers la Belgique	<u>631 millions</u>
	212 millions

Exportations :	212 millions
Importations :	<u>221 millions</u>
Mali :	9 millions

Mais une fois de plus il faut modifier le chiffre de la valeur des exportations des produits congolais tant vers l'étranger que vers la Belgique, et nous obtenons ainsi :

-
- (1) D'après les statistiques officielles du Ministère des Finances.
(2) D'après les statistiques officielles du Ministère des Colonies.

IMPORTATIONS :

Chiffre statistique	377 millions
a déduire : importations de marchandises d'origine belge	156 millions
	221 millions

EXPORTATIONS :

Notre estimation (1)	1.300 millions
à déduire : exportations vers la Belgique	1.000 millions
	300 millions
Exportations :	300 millions
Importations :	221 millions
Boni net :	79 millions

chiffre auquel il faut ajouter les 866 millions résultant de l'assimilation du commerce belgo-colonial au commerce intérieur.

Nous trouvons donc au total 945 millions soit près de 1 milliard de francs.

A ce point de vue la situation ne paraît donc pas s'être sensiblement modifiée depuis 1929. Le Congo reste ainsi un des plus précieux atouts de l'équilibre de notre balance économique générale.

SECTION V.

Transit au Congo Belge et en Belgique.

Le transit, dont nous n'avons pas encore parlé, puisque notre étude n'a envisagé jusqu'à présent que les mouvements du commerce spécial, n'occupe pas une place très importante au Congo Belge.

Au cours de l'année 1934 il n'a pas dépassé 27.000 tonnes représentant 93 millions de francs. (2)

(1) D'après le rapport de la Société générale pour 1934 la valeur des produits exportés du Congo dépasse notablement 1 milliard de francs et correspond approximativement au chiffre moyen des cinq années qui ont précédé la crise. - D'après le rapport pour 1935 cette valeur dépasse 2 milliards de francs.

(2) Statistiques officielles du Ministère des Colonies.

Il n'en est pas de même en Belgique où le transit occupe une place importante dans les mouvements économiques.

De par sa situation au carrefour des grandes voies de communications internationales, notre pays avec ses ports, ses rivières, ses canaux, son admirable réseau de voies ferrées constitue un des poumons par où l'Europe respire.

En 1934 nous constatons que les marchandises transitées à travers le territoire de la Belgique, représentent $14\frac{1}{2}$ millions de tonnes, valant près de 16 milliards de francs. (1) Mais ne nous attardons pas à ces chiffres généraux et étudions le transit de la Belgique avec le Congo.

Les statistiques du commerce spécial ne résument pas entièrement la question des mouvements du commerce entre le Congo et la Belgique. Le transit joue également un rôle dont l'importance n'est pas négligeable en ce qui concerne :

- 1°. l'utilisation et l'exploitation des moyens de transport,
- 2°. la création et l'évolution de marchés sur le territoire de la métropole.

Parmi les marchandises coloniales qui transitent dans notre pays, il est utile de distinguer :

- 1°. les marchandises congolaises qui ne font que traverser notre pays à destination d'un pays étranger. Elles ne séjournent pas sur le territoire national.
- 2°. Celles qui jouissent du bénéfice d'un permis d'exemption temporaire, leur accordant un séjour d'un an dans le pays. Ces marchandises peuvent même y être transformées à condition que leur identification ultérieure soit possible.

Il s'agit bien de «transit» dans le premier comme dans le second cas, pourtant, au point de vue statistique, les marchandises de la première rubrique sont seules renseignées au transit. Les marchandises de la seconde catégorie sont considérées comme nationalisées et renseignées de ce fait à la statistique du commerce spécial. Les unes et les autres constituent l'aliment essentiel des marchés coloniaux d'Anvers.

(1) Statistiques officielles du Ministère des Finances.

En effet, alors qu'un certain tonnage d'huile de palme, de noix palmistes et d'autres produits, est vendu «flottant» ou pour «transbordement immédiat» (et par conséquent renseigné à la statistique du transit) la plus grande partie des gommés copal, des ivoires, des caoutchoucs d'origine congolaise, séjournent un certain temps en entrepôt avant d'être réexportés et sont renseignés à la statistique du commerce spécial. Il en est ainsi également d'ailleurs pour le cuivre et d'autres matières encore, qui sont importées en Belgique puis exportées après raffinage ou transformation.

Nous ne pouvons reproduire ci-après que les chiffres du «transit» pur puisque le ministère des Finances s'y limite.

Au cours de l'année 1934, les marchandises d'origine congolaise renseignées au transit comme entrées en Belgique, représentaient près de 50.000 tonnes pour un total de 60 millions de francs.

Par contre, les marchandises étrangères renseignées au transit comme sorties de Belgique à destination du Congo, représentaient un total de 21.000 tonnes pour une valeur de 100 millions de francs.

SECTION VI.

Colonisation et marchés métropolitains.

CHAPITRE I.

Formation et fonctions des marchés métropolitains.

Qu'entend-on par marché ?

C'est un lieu privilégié où la matière première se concentre entre les régions de production et celles de consommation ou de transformation.

Pour que le lieu puisse être qualifié de marché, il faut néanmoins que la concentration des marchandises implique des opérations commerciales réalisées sur le produit et non le simple transit des matières.

Les marchés sont les uns à proximité des lieux de production, les autres à proximité des lieux de consommation, parfois encore ils ne se trouvent ni à proximité des uns ni à proximité des autres.

Ce sont alors l'histoire, la tradition ou bien les conditions techniques ou financières de leur commerce qui déterminent leur situation et leur existence.

Les marchés se distinguent en marchés d'importation et en marché d'exportation. Tous deux peuvent être de rayonnement régional, national ou international. On désigne parfois sous le nom de marchés de redistribution, ceux qui concentrent la matière première non seulement pour l'usage propre de la consommation du pays où ils sont localisés, mais pour la réexportation vers des régions de consommation situées dans des pays différents et parfois très lointains.

Que la colonisation favorise la création et stimule le développement des marchés de matières premières sur le territoire de la métropole, c'est un fait qui se conçoit et qui est constaté.

Cet aspect des répercussions de la colonisation sur l'économie métropolitaine est pourtant trop souvent oublié. En étudiant le rôle des produits de la colonie on ne doit pas, en effet, envisager exclusivement leur possibilité de consommation, mais aussi le développement qu'ils peuvent donner aux marchés commerciaux métropolitains.

On sait que plusieurs places, Amsterdam, Londres, Bordeaux, Anvers, doivent une large part de leur prospérité à l'existence de certains marchés de matières premières, résultats de l'action coloniale entreprise par leurs pays respectifs.

Comme on le voit par les quelques exemples que nous venons de citer, les grands marchés de matières premières s'établissent le plus souvent dans les ports maritimes. Cela est du à la facilité que ces places offrent au point de vue des transports internationaux et par conséquent pour la concentration, la distribution ou la redistribution des marchandises.

Il ne faudrait cependant pas en déduire que le seul fait de la colonisation comporte toujours l'établissement de marchés dans tous les ports métropolitains.

Pour qu'un marché naisse dans un port maritime, il faut encore que celui-ci desserve un hinterland dont la population soit nombreuse, riche, civilisée, ayant des besoins multiples et variés et

développant une activité commerciale très intense, que le port soit fréquenté par des lignes maritimes nombreuses permettant la régularité des arrivages de différents produits.

A côté de tous ces facteurs qui jouent un rôle primordial dans la formation et l'évolution des marchés dans un port maritime, il faut qu'il en existe encore d'autres qui ne sont pas de moindre importance. Ce sont : un esprit d'initiative des habitants du port, des capitaux disponibles à la recherche d'emploi, des traditions commerciales et une bonne organisation boursière et bancaire.

Tous ces facteurs, Anvers les détenait et c'est pourquoi le grand port belge est devenu le centre d'importants marchés de matières premières.

Celui des caoutchoucs, des gommes copal et de l'ivoire n'y eussent probablement jamais été localisés si tout d'abord la Belgique n'avait pas entrepris sa grande œuvre coloniale et si, au surplus toutes les conditions que nous venons de rappeler ne s'y trouvaient pas réunies.

D'autres marchés d'Anvers ne doivent pas leur existence à la colonisation mais celle-ci, par les courants commerciaux qu'elle crée, leur apporte un aliment supplémentaire. Tel est le cas du marché des huiles de palmes, des noix palmistes, des cafés, des bois et, plus indirectement, des diamants.

Pourquoi l'existence de ces marchés est-elle si enviable et doit elle être poursuivie ?

Tout d'abord bien certainement parce que ceux-ci offrent l'occasion de transactions commerciales dont les profits pour le commerçant et le cas échéant, pour les courtiers et les divers intermédiaires, sont souvent très considérables.

Là pourtant ne se limite pas le bénéfice que l'existence des marchés peut rapporter sur les lieux où ils sont localisés. En effet, on ne conçoit pas une concentration de matières premières, de nombreuses transactions, sans de fréquentes manipulations, sans de multiples opérations de magasinage et de transport dont la rémunération parfois réduite mais si souvent répétée est en fin de compte de la plus étonnante importance. Au surplus, la présence d'un marché en un lieu donne fréquemment naissance à des entreprises industrielles ou semi-industrielles d'un rendement productif.

Il y a d'autres raisons encore que celles qui précèdent. Elles sont d'un ordre plus technique et justifient une fois de plus tout l'intérêt de la question.

Le fait de la concentration des marchandises en un même lieu facilite largement l'approvisionnement des consommateurs qui trouveront constamment et abondamment la matière dont ils ont usage. D'autre part, les marchés, par leur organisation, par l'abondance simultanée des offres et des demandes, tendent à régulariser les prix. Ce n'est pas un des moindres avantages qu'ils procurent.

Tous ces heureux effets qui résultent en général de l'établissement en un lieu de marchés de matières premières, nous les retrouvons à Anvers à une plus ou moins grande échelle.

Là aussi l'existence des marchés et ceux des produits coloniaux ne sont pas les moins importants, il procurent aux commerçants et aux intermédiaires de la place une source de profits considérables.

Les matières premières de la colonie arrivent le plus souvent invendues, soit qu'elles soient consignées par le producteur ou l'exportateur à une firme de la place, soit qu'elles soient mises en vente par les représentants ou les agents des producteurs ou des exportateurs eux mêmes. De toute façon, ces marchandises séjournent à Anvers sous un régime de franchise temporaire, jusqu'au moment où elle seront consommées à l'intérieur du pays ou réexportées. Durant leur séjour au port ces produits doivent être manipulés pour être débarqués, pesés, entreposés. Toutes ces manipulations procurent du travail et par conséquent des moyens d'existence à bon nombre de métiers.

Les marchés de produits coloniaux ont également créé ou développé sur la place d'Anvers une série d'entreprises industrielles. C'est ainsi que nous comptons à Anvers, des organismes s'attachant au blanchiment des huiles de palmes, au traitement des noix palmites, à la torréfaction des cafés, au sciage des bois, au triage du copal, des diamants. Ces organismes vivent en tout ou en partie des marchés de produits coloniaux établis sur la place.

Pour un port comme Anvers où s'est concentré le commerce colonial belge, la colonisation constitue donc, dès à présent, une source indéniable de richesse. Il ne faudrait néanmoins pas s'abuser sur l'importance des marchés de produits coloniaux d'Anvers, ils ne sont pas comparables au point de vue des transactions réalisées,

à de grands marchés comme celui des grains à Anvers, comme celui des cotons à Liverpool. Mais le fait est acquis, la colonisation a prouvé son indéniable influence sur la formation et l'évolution des marchés métropolitains et probablement sur le développement de certains de ceux qui existent déjà.

CHAPITRE II.

Trois marchés métropolitains de produits coloniaux.

En procédant à l'étude des marchés métropolitains de produits coloniaux, il nous incombait de faire un choix. En effet, nous ne pouvions pas étudier tous les marchés de produits coloniaux dans leur détail sans nous exposer à des répétitions. Pareille étude serait d'ailleurs fastidieuse.

Notre dévolu s'est porté sur trois marchés de produits coloniaux localisés à Anvers :

- 1°) Le marché du caoutchouc ;
- 2°) Le marché de l'ivoire ;
- 3°) Le marché du copal.

Le premier, si caractéristique par sa sensibilité, par son instabilité, jadis si important, maintenant relégué au rang de marché secondaire, pourrait peut-être retrouver un regain d'activité si une condition essentielle à laquelle nous ferons allusion, devait se réaliser.

Le second et le troisième particulièrement intéressants car ils sont les plus importants qui soient quant à la matière dont ils font l'objet et parce qu'ils sont spécifiquement congolais.

En effet, les marchés de l'ivoire et de la gomme copal n'existent à Anvers que par le fait de la colonisation belge au Congo et la localisation géographique des sources de ces matières dans notre colonie.

Il y a d'autres marchés métropolitains de produits coloniaux, plus importants à Anvers, notamment ceux de l'huile de palme, des noix palmistes, mais ils ne portent pas uniquement sur des produits congolais, ceux-ci ne constituent bien souvent qu'un appoint pour ces marchés.

Le critère qui a déterminé notre choix n'a donc pas été l'importance des marchés, nous voulons dire le volume et la valeur des transactions qui s'y pratiquent, mais plutôt leur caractère typique et leur origine purement congolaise.

§ I. Le marché du caoutchouc à Anvers.

Depuis le début du XX^e siècle, l'industrie des automobiles s'étant prodigieusement développée en Europe et surtout en Amérique du Nord, la production du caoutchouc, qui constitue une des principales matières premières de cette branche d'industrie, s'est accrue dans des proportions énormes. Elle a passé de 70.600 Tonnes anglaises en 1910 à 614.778 tonnes anglaises en 1926. Ainsi la production du caoutchouc est devenue 9 fois plus importante en 16 ans.

C'est donc un des rares produits qui, en une période si courte ait connu un accroissement formidable de production, accroissement dont il faut rechercher les causes essentielles dans l'exploitation rationnelle de cette matière.

Jusqu'en 1910, époque où le caoutchouc provenait presque exclusivement de la cueillette, les pays qui en fournissaient la plus forte partie étaient les pays Sud-Américains parmi lesquels le Brésil occupait la première place.

Le marché importateur le plus important était à ce moment Liverpool, qui a importé en 1912/1913: 57% de la récolte totale de ce produit. (1)

Une petite quantité, 34 % en était consommée par l'industrie anglaise. La majeure partie en était réexportée à destination des pays industriels de l'Europe occidentale et des Etats-Unis.

Depuis que le caoutchouc est exploité d'une façon rationnelle dans les plantations immenses faites par les Anglais et les Hollandais dans leurs colonies orientales, les centres d'exportation se sont déplacés vers ces régions.

Les plus grands marchés du caoutchouc sont à l'heure actuelle : New-York et Londres.

(1) Fernand Maurette : Les Grands marchés des Matières Premières. Paris, 1928, P. 141.

Les Etats-Unis, dont l'industrie automobile suit une marche toujours ascendante et qui ont consommé en 1928, 442.000 tonnes, ce qui constitue 65% de la consommation mondiale (1) sont les principaux consommateurs.

Depuis longtemps déjà Anvers, était considéré comme un marché important de caoutchouc. Cette matière y était l'objet d'actives transactions : des ventes et des achats de caoutchouc en grandes quantités s'y effectuaient.

D'après son importance, le marché d'Anvers occupait jusqu'en 1908 la quatrième place après Hambourg. Cela ressort des statistiques relatives aux importations du caoutchouc sur les principaux marchés.

Ces chiffres montrent que, jusqu'en 1908 les importations de caoutchouc sur le marché d'Anvers dépassaient de beaucoup celles de Londres qui, à présent, après New-York est le plus grand marché du monde.

La rapidité avec laquelle s'est développé le marché anversoïis, est vraiment étonnante.

Notre grand port n'ayant importé en 1889 que 4.700 Kgs de caoutchouc, quantité insignifiante et négligeable, inférieure de 34 fois à celle importée la même année à Londres, en importe les années suivantes des quantités de plus en plus importantes qui atteignent en 1906, l'année de la plus grande prospérité de son marché du caoutchouc, le chiffre énorme de 5.772.062 Kgs, c'est-à-dire que le port belge importe en 1906 deux fois plus de caoutchouc que la capitale britannique.

Mais d'autre part, ces mêmes chiffres nous indiquent que, pendant que les importations sur le marché d'Anvers restaient à peu près stationnaires, celles de Londres croissaient à partir de 1904 lentement, mais progressivement et que, depuis la deuxième décade de notre siècle, elles ont accusé une progression rapide et remarquable.

(1) D'après le rapport du Conseil d'Administration de la Société de Plantations et de Finances.

**Importations du caoutchouc sur les principaux marchés
européens (en Kgs.).**

Années	Liverpool	Hambourg	Anvers	Londres	Rotterdam
1889	8.800.000		4.600	1.594.000	680.000
1890	9.994.000		30.000	2.087.000	541.000
1891	10.409.000		21.000	2.064.000	532.000
1892	10.278.000		62.965	1.808.000	489.000
1893	11.645.000		167.196	1.746.000	437.000
1894	12.244.000		274.580	1.966.000	372.000
1895	13.222.000		531.074	1.544.000	300.000
1896	16.113.000		1.158.875	1.718.000	324.500
1897	14.627.000		1.879.154	2.053.000	303.500
1898					
1899					
1900					
1901	17.605.000	7.000.000	5.849.000	1.027.000	
1902	16.308.000	7.500.000	5.404.000	823.000	
1903	18.865.000	7.750.000	5.726.000	1.356.000	
1904	19.974.000	8.000.000	5.763.856	2.079.000	
1905	21.907.000	8.100.000	5.713.728	2.278.000	
1906	20.876.000	8.100.000	5.772.062	2.743.000	
1907	21.627.000	8.100.000	5.054.000	3.685.000	
1908	20.602.000	7.800.000	5.035.344	2.988.000	
1909	22.436.000	7.500.000	4.685.958	5.435.000	
1910	27.601.000	7.700.000	4.058.676	9.127.000	
1911	23.474.000	7.000.000	4.435.813	13.368.000	

En outre, il se dégage du tableau ci-dessus le fait très intéressant et très caractéristique que, par suite de la forte concurrence d'Anvers, le marché du caoutchouc de Rotterdam, assez important vers la fin du XIXe siècle subit une véritable éclipse : on voit du premier coup d'œil que ses importations diminuent d'année en année au fur et à mesure que celles d'Anvers vont en augmentant.

L'importance du marché d'Anvers qui absorbe toute la production de notre colonie, dépend en premier lieu de l'exploitation de ce produit au Congo Belge pour lequel le caoutchouc constituait avant 1910 le principal article d'exportation.

Depuis 1906, date de l'annexion du Congo à la Belgique, l'exploitation du caoutchouc diminue fortement. En 1910 le Congo Belge produisait 3.416.784 Kgs., alors qu'il n'en produisait que 1.247.258 Kgs. en 1927. La production de 1927 est presque trois fois moindre que celle de 1910.

Cette diminution de la production congolaise a exercé une influence sensible sur le chiffre des arrivages de caoutchouc à Anvers, ce qui ressort de l'examen des statistiques des importations pu caoutchouc congolais dans le port national belge. (1) Anvers est en même temps importateur de caoutchouc provenant d'autres pays.

En comparant les statistiques d'après-guerre avec celles d'avant-guerre, on voit que les importations de caoutchouc sur le marché d'Anvers ont subi un recul considérable : la quantité de 5.039.509 Kgs. débarquée dans le grand port belge en 1913 se réduit en 1928 à 1.081.705 Kgs., c'est à dire à une quantité quatre fois moindre.

Avant la guerre déjà, comme le montrent les statistiques que nous donnons ci-après, il s'est manifesté une baisse des importations : la moyenne annuelle tombe de 5.467.893 Kgs. pour la période 1904-1908 à 4.579.472 Kgs. pour celle de 1909-1913, mais cet écart est léger en comparaison de celui existant entre les importations de l'après-guerre et celles de l'avant-guerre. On note, en effet, une moyenne annuelle de 1.386.607 Kg. pour la période allant de 1925 à 1928 (2).

Quelles en sont les causes ?

Tout d'abord la production du caoutchouc de plantations dans d'autres colonies, à des prix de revient réduits. Meilleurs en qualité que les caoutchoucs sauvages, la production de ces derniers fut littéralement anéantie. Le Congo, aussi bien que le Brésil, passèrent au rang de producteurs secondaires. Un des grands centres de production sortait du cadre de l'économie belge et se déplaçait dans les mers de la Sonde.

(1) D'après la statistique du Port d'Anvers il a été débarqué en 1934: 637.000 Kg. de caoutchouc originaire du Congo.

(2) D'après les revues annuelles publiées par Mess. Grisar & Co. courtiers. Cette statistique privée ne peut être rigoureusement exacte, mais elle suffit pour indiquer la tendance générale du marché. Elle n'a pas été poursuivie après 1928.

Voilà la raison essentielle de la décadence du marché des caoutchoucs d'Anvers. Mais telle n'est pas la seule raison de cette régression.

Il convient de faire remarquer que, par suite du faible développement de l'industrie des automobiles dans notre pays, notre consommation de caoutchouc a toujours été très modeste. Aussi la plus grande partie du caoutchouc vendu sur le marché d'Anvers a-t-elle été destinée à d'autres pays.

Les principaux clients du marché d'Anvers avant-guerre étaient :

1) La Russie, qui achetait surtout des espèces moyennes et inférieures, lesquelles auraient peut-être difficilement trouvé, sans elle, acheteur.

2) L'Allemagne, dont l'industrie de l'automobile était en pleine croissance et qui, avant 1914 participait activement au mouvement d'affaires d'Anvers.

3) Les Etats-Unis qui, par suite de leur consommation énorme, achetaient sur tous les marchés du monde.

Depuis la guerre, la Russie n'achète plus chez nous. Les Etats-Unis s'approvisionnent en grande partie directement sur les marchés exportateurs de l'Extrême-Orient.

D'autre part, le fait que les marchés anversois n'ont pas fonctionné pendant les années de guerre, par suite de l'occupation allemande, eut une répercussion néfaste sur l'état de tous nos marchés en général. (1)

De plus, pendant la période 1922-1926, les commerçants belges, aux fins d'éviter des risques sans nombre pouvant résulter de la dépréciation de notre monnaie nationale, préféraient vendre leurs stocks sur des marchés à monnaie stable.

C'est ainsi que, par suite de toutes ces circonstances, Anvers, jadis grand marché international du caoutchouc, est tombé pour cette matière, au rang de marché secondaire.

(1) Le coup porté par la guerre au commerce belge, fut terrible. En fermant notre pays à tous courants commerciaux, les événements déplacèrent ceux-ci vers d'autres régions. (La coutume commerciale qui favorisait notre port en attirant de nombreux courants commerciaux, contre-carrée pendant près de cinq ans, finit par se modifier).

Depuis quelques années pourtant des plantations d'Heveas ont été entreprises au Congo avec succès. La production du caoutchouc de culture, encore minime, s'accroît ; elle atteint : (1)

en 1931	Kgs. 183.986	Frs. 919.930
en 1932	» 91.508	» 457.540
en 1933	» 136.706	» 355.436
en 1934	» 269.748	» 1.280.270
en 1935	» 496.372	» 1.930.941

Cette production est acheminée vers Anvers.

Il se peut que, par le développement de la culture de l'hévéa au Congo, notre marché du caoutchouc trouve un regain d'activité. (2) L'accroissement de la demande de matière dans notre pays et en Europe en général n'y serait certes pas étrangère. Mais l'histoire des faits économiques nous enseigne que, bien souvent des mouvements commerciaux, après s'être déplacés ne reviennent plus, quelque favorables que soient en un lieu les facteurs qui pourraient les conditionner.

Se basant sur l'importance qu'il avait avant-guerre, on a récemment réorganisé à Anvers un marché à terme du caoutchouc mais son existence semble bien compromise par le fait de la faiblesse du marché d'effectif.

Pour ranimer les transactions en cette matière, il apparaît de plus en plus indispensable d'activer la production congolaise dans toute la mesure du possible avant que le marché d'Anvers du caoutchouc, qui fut longtemps un des fleurons dont notre métropole s'est enorgueillie, n'ait perdu toute sa vitalité.

§ II. Le Marché de l'ivoire à Anvers.

Grâce au développement économique de notre colonie, où l'ivoire est exploité en grosses quantités, Anvers, centre des importations de cette matière pour le Congo Belge, a pu devenir le marché de l'ivoire le plus important du monde entier.

En effet, si nous jetons un coup d'œil sur les chiffres des

(1) Renseignement de l'Office Colonial. Il s'agit à vrai dire des exportations de caoutchouc de culture. Mais ces chiffres sont à très peu près ceux de la production congolaise.

(2) Il est à noter que le développement des cultures d'hévéas a été recommandé au cours du IV^e Congrès colonial de Bruxelles 1935 (Rapport de Mr. Ringoet).

ventes effectuées pendant la période 1889-1934 sur les principaux marchés de ce produit colonial, nous constatons que, d'après l'importance des transactions commerciales, notre port national tient le premier rang.

**Ventes de l'ivoire sur les principaux marchés
européens. (1)**

Années	Anvers	Londres	Liverpool	Années	Anvers	Londres	Liverpool
1889	46.500	301.000	71.000	1910	336.500	257.500	19.250
1890	77.500	357.000	73.000	1911	342.413	276.000	13.750
1891	59.500	421.000	65.000	1912	385.330	245.000	15.250
1892	118.000	396.000	60.000	1913	454.776	236.250	12.250
1893	224.000	359.000	69.000	1919	245.000	70.000	51.000
1894	186.000	376.000	60.000	1920	322.240	118.000	16.000
1895	274.000	344.000	47.000	1921	228.748	71.750	10.000
1896	265.500	284.000	56.000	1922	296.911	162.000	3.500
1897	281.000	278.000	40.000	1923	305.422	170.250	3.000
1898	205.300	300.000	55.000	1924	283.837	177.500	3.000
1899	232.500	267.000	38.000	1925	291.090	175.500	2.000
1900	336.000	320.000	32.000	1927	288.754	131.000	2.000
1901	312.000	288.000	41.000	1927	218.750	164.700	
1902	322.000	262.000	39.000	1928	217.591	122.500	
1903	356.000	224.000	41.000	1929	211.776	95.250	
1904	329.000	212.000	40.000	1930	165.821	62.992	
1905	339.500	245.500	33.500	1931	125.505	41.750	
1906	303.800	288.500	37.250	1932	102.572	55.000	
1907	312.400	241.000	22.000	1933	127.222	39.000	
1908	227.700	214.000	28.500	1934	118.355	62.000	
1909	377.000	310.000	24.000				

Il ressort de ces chiffres que, pendant une période de 40 ans le marché de l'ivoire, insignifiant dans les débuts de notre colonisation, se développe avec une rapidité étonnante et devance, depuis le commencement du vingtième siècle, considérablement, le marché de Londres dont la décroissance se manifeste d'une façon assez sensible, d'année en année.

(1) D'après les statistiques publiées dans les revues annuelles par les courtiers MM. H. et G. Willaert.

En outre, le marché de Liverpool sur lequel, jusqu'en 1926, l'ivoire se vendait en petites quantités, a, depuis sept ans déjà complètement disparu.

Si nous prenons maintenant pour la même période les moyennes quinquennales des ventes sur ces trois marchés, le phénomène du déplacement du centre commercial de l'ivoire se manifeste encore plus clairement et plus distinctement.

Ventes d'ivoire sur les principaux marchés européens.

Moyennes quinquennales pour la période 1889-1933,

Années	Anvers (1)	Londres	Liverpool
1889-1893	105.020	366.800	67.600
1894-1898	264.400	316.400	53.600
1899-1903	342.400	273.600	38.200
1904-1908	322.400	240.200	32.250
1909-1913	347.680	264.950	16.900
1919-1923	295.760	118.400	16.700
1924-1928	263.120	154.240	2.333
1929-1933	146.579	58.798	

Un simple coup d'œil sur les moyennes quinquennales ci-dessus permet de constater l'essor considérable qu'a pris le marché d'Anvers depuis 1889.

En effet, abstraction faite de la diminution des ventes, laquelle est générale pour les trois marchés, diminution qui se manifeste pendant la période d'après-guerre, nous voyons que le marché d'Anvers marque une tendance accentuée à s'accroître au détriment du marché londonien et surtout de celui de Liverpool.

Ainsi les quantités moyennes vendues sur le marché anversoïse passant de 105.100 Kgs. pendant la période 1889-1893 à 260.004 Kgs. pour celle de 1924-1928, ont plus que doublé, alors que les ventes moyennes effectuées sur le marché londonien tombent de 366.800 Kgs en 1889-1893 à 58.798 en 1929-1933.

La cause principale du développement exceptionnel et de la

(1) D'après les statistiques publiées dans les revues annuelles par les courtiers M.M. H. et G. Willaert.

prédominance nettement marquée du marché d'Anvers est incontestablement le déplacement du centre de production de l'ivoire. Le déplacement s'est effectué des possessions anglaises de l'Extrême-Orient en Afrique Belge. Or, les exportations congolaises se dirigent presque exclusivement vers notre pays.

Anvers doit par conséquent la progression et l'importance de son marché à notre colonie.

En examinant les moyennes statistiques quinquennales des importations sur le marché d'Anvers pour la période 1889-1933, on remarque une hausse considérable et progressive des arrivages de l'ivoire pendant les années précédant la guerre ; les chiffres moyens de ces arrivages passent de 105.020 Kgs. en 1889-1893 à 347.680 Kgs. en 1909-1913.

Après la guerre les importations d'Anvers enregistrent un recul assez fort, puisque la moyenne annuelle qui était pour la période 1909-1913 de 347.680 Kgs. tombe à 295.760 Kgs. pendant la période 1919-1923, à 263.120 Kgs. pendant celle de 1924-1928 et à 146.579 Kgs. pour la période 1929-1933.

Les principaux clients d'Anvers sont les pays suivants : la Grande Bretagne, les Etats-Unis d'Amérique et l'Allemagne.

L'année 1932 semble marquer le fond d'une dépression sur le marché de l'ivoire à Anvers. On enregistre déjà une reprise au cours des années 1933 et 1934 tant sur la base de la quantité que sur la base de la valeur des marchandises importées.

Visant une matière de luxe, le commerce de l'ivoire avait été particulièrement affecté par la crise économique mondiale.

Le marché d'Anvers sera-t-il susceptible de maintenir son rang pendant longtemps encore et dans l'avenir ne subira-t-il pas le sort qu'a subi après-guerre notre marché du caoutchouc ?

Il est de toute évidence que, si la matière diminuait dans le bassin du Congo, cette diminution aurait incontestablement des répercussions graves sur l'état de notre marché de l'ivoire. Mais tout fait supposer que l'ivoire est encore en abondance en Afrique centrale et que la réglementation légale de la chasse contrecarrant les effets néfastes d'une exploitation irrationnelle, perpétuera l'existence de ce marché à Anvers.

§ III. Le marché de la gomme copal à Anvers.

Le copal est une résine fossile, récoltée dans les endroits marécageux des régions tropicales forestières africaines, qui est employée dans l'industrie des vernis, laques, etc.

Le marché d'Anvers est le plus important marché du copal du monde entier.

Comme le marché du caoutchouc, celui de l'ivoire et ceux des autres produits coloniaux, le marché anversoïis du copal qui est plus récent que les autres marchés du copal, doit son développement à la mise en valeur de notre colonie.

Le Congo Belge est, à l'heure actuelle, le pays le plus gros exportateur de copal ; il fournit maintenant plus de 90% de la production mondiale de ce produit. (1)

Les autres régions du continent africain, dans lesquelles le copal était autrefois en abondance, semblent s'épuiser petit à petit.

Pour pouvoir juger de l'importance qu'a prise depuis quelques dizaines d'années le marché du copal d'Anvers, grâce à l'exploitation de ce produit dans notre colonie, nous reproduisons ci-dessous les statistiques relatives aux importations de cette matière par Anvers pendant la période 1910-1934.

Importations du copal du Congo Belge à Anvers. (2)

Années	Tonnes	Années	Tonnes
1910	1.025	1926	20.973
1911	1.547	1927	16.930
1912	3.022	1928	15.320
1913	3.329	1929	17.325
1921	11.096	1930	17.231
1922	12.816	1931	9.644
1923	12.385	1932	10.692
1924	7.854	1933	10.692
1925	14.019	1934	15.971

(1) D'après le bulletin de la Chambre de Commerce de Léopoldville.

(2) D'après les revues annuelles publiées par MM. Grisar et Co.

Des chiffres statistiques donnés ci-dessus, il résulte qu'après l'armistice, les arrivages de copal congolais à Anvers ont augmenté considérablement par rapport à ceux d'avant-guerre. C'est surtout après la guerre que le marché du copal à Anvers a pris son véritable essor. Cela s'explique par le fait que l'exploitation intensive du copal au Congo date des premières années d'après l'armistice.

A cette époque, les prix du caoutchouc ayant fortement baissé par suite d'une surproduction provoquée par l'exploitation scientifique de ce produit dans les colonies anglaises et néerlandaises, les entreprises coloniales ont partiellement abandonné la récolte du caoutchouc pour s'adonner plus activement à celle du copal.

Il entre également dans notre port national du copal d'autres provenances, mais leur quantité est insignifiante en comparaison des importations de produits originaires du Congo. Le copal congolais est apprécié et recherché par les industriels. Le produit subit, à son arrivée à Anvers, avant d'être mis sur le marché, de nombreuses opérations (polissage, triage) qui occupent une main-d'œuvre abondante.

Les pays qui s'approvisionnent à Anvers sont nombreux, citons notamment : l'Angleterre, les Etats-Unis d'Amérique, l'Allemagne, la France, les Pays-Bas et le Japon.

La prospérité de notre marché du copal est-elle assurée ?

L'extension récente et considérable des exportations congolaises nous permet d'envisager favorablement l'avenir.

Congo Belge. Exportation de copal. (1)

	Quantités en Kgs.	Valeurs Frs. (2)
1933	10.805.912	16.208.868
1934	17.768.981	26.653.471

Ces chiffres prouvent en effet la richesse des gisements, mais aussi l'existence d'une demande importante de matière. Pourtant, au cours des dernières années, le copal dut subir la rude concur-

(1) Statistique du commerce extérieur du Congo Belge (ministère des Colonies).

(2) Valeur estimée à la sortie de la colonie.

rence des produits synthétiques. Pour remédier à certains éléments d'infériorité du copal, des recherches ont été entreprises à l'initiative de la Commission du Copal, de l'Association des Intérêts Coloniaux et avec l'appui financier du Fonds National de Recherches Scientifiques.

Les recherches ont visé à trouver un produit intermédiaire standardisé, possédant des propriétés constantes et bien connues.

D'autre part, on essaye en même temps de trouver des utilisations nouvelles du copal.

La Commission d'interpénétration a, elle aussi, insisté pour que ces recherches soient activement poursuivies.

Ce qui est dès à présent déjà bien établi, c'est que l'utilisation des produits synthétiques comporte de graves dangers en raison de leur inflammabilité et de leur toxicité. Le copal, non toxique et beaucoup moins inflammable, ne présente pas de dangers. Les vertus de la matière sont des garanties précieuses du succès du produit, d'autre part, la localisation de la presque totalité de la production mondiale au Congo Belge et la richesse des gisements congolais, assureront la vitalité du marché d'Anvers.

SECTION VII.

Colonisation et trafic des ports nationaux.

Parmi les ports métropolitains, un seul bénéficie de tout le trafic maritime avec la colonie, c'est le port d'Anvers.

Voici ce que représente au port d'Anvers le trafic maritime avec la colonie, au cours des années 1934 et 1935.

Trafic de marchandises. (1)

Entrées par mer.			Sorties par mer	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
	Tonnes	Milliers de Frs.	Tonnes	Milliers de Frs.
1934	238.400	641.788	72.643	234.392
1935	297.175	1.048.944	89.215	309.240

(1) D'après les statistiques du Ministère des Finances.

En comparaison de l'énorme mouvement du port d'Anvers ces chiffres ne sont évidemment pas des plus importants. En effet, en 1934 et en 1935 le trafic marchandises total du port d'Anvers s'établit de la façon suivante :

Trafic de marchandises. (1)

Entrées par mer.		Sorties par mer	
Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
Tonnes	Milliers de Frs.	Tonnes	Milliers de Frs.
—	—	—	—
1934 10.680.428	10.512.894	10.207.751	11.130.545
1935 11.111.622	13.057.820	12.121.728	13.620.912

Mais attirons l'attention sur le fait qu'il ne suffit pas, pour apprécier la valeur de deux trafics maritimes de comparer entre eux les tonnages respectifs des marchandises qui les composent. Il y a en effet des trafics qui sont particulièrement intéressants pour un port, car ils sont plus rémunérateurs, en ce sens que les frets qui peuvent leur être appliqués sont élevés, et que les manipulations des marchandises qui en font l'objet requièrent une main-d'œuvre experte et nombreuse.

Ces caractéristiques sont précisément celles du trafic maritime avec le Congo Belge au port d'Anvers.

Nous reproduisons ci-après la liste des principales marchandises originaires du Congo débarquées au port d'Anvers durant 1934.

(1) D'après les statistiques du Ministère des Finances.

(2) idem.

1 9 3 4.

Produits	Poids en Tonnes	Valeur en Frs.
Noix palmistes	46.317	38.151.000
Huile de palme	6.133	7.485.000
Gomme copal	16.638	27.625.000
Caoutchouc	637	1.879.000
Ivoire	58	3.612.000
Cacao	1.604	4.962.000
Café	12.150	51.978.000
Coton	22.632	122.673.000
Graines	212	155.000
Cire d'abeilles	373	2.503.000
Bois	22.298	11.249.000
Huile de bambou	—	—
Tabac	—	—
Cuivre brut	94.888	167.033.000
Sucre	7.370	11.117.000
Sisal	278	430.000
Minerai de cuivre	—	—
Etain	5.578	88.225.000
Or	5	91.472.000
Huile d'arachides	—	—
Huile de ricin	—	—
Poivre	—	—
	237.171	630.549.000

Quoique incomplète, puisqu'elle ne mentionne pas tous les produits, cette récapitulation nous permet néanmoins de nous faire une idée assez exacte de la composition qualitative et quantitative du trafic de marchandises d'origine congolaise, dans notre port national.

SECTION VIII.

Interpénétration Belgique-Congo.

CHAPITRE I.

Qu'entend-on par interpénétration ?

Voilà un mot forgé de toutes pièces, un peu barbare tel que les économistes osent parfois en employer.

L'interpénétration de deux pays s'exprime par le rapport qui existe entre le commerce total de l'un d'eux et le commerce qu'il effectue en particulier avec l'autre.

On dit que l'interpénétration de deux pays est faible lorsque le commerce entre eux joue un rôle peu important par rapport au commerce total de chacun d'eux. Par contre, on dira que l'interpénétration est forte lorsque le commerce entre ces deux pays occupe une place importante par rapport au commerce total de chacun d'eux. Ajoutons encore que l'interpénétration entre deux pays peut être faible pour l'un et forte pour l'autre, en ce cas elle est inégale, si par contre elle est de même force dans les deux sens, on dit qu'elle est égale.

Nous nous expliquons par deux exemples :

1° - Entre la Belgique et la Hollande l'interpénétration économique est égale en ce sens que la Belgique occupe dans le commerce hollandais un rôle à peu près équivalent à celui de la Hollande dans le commerce belge ;

2° - Entre la Belgique et le Congo l'interpénétration est inégale car le rôle que la Belgique joue dans le commerce du Congo est de beaucoup supérieur à celui que le Congo joue dans le commerce belge.

Il se conçoit facilement que, dans le cas d'une métropole et de ses colonies, l'interpénétration soit inégale ; en effet le commerce d'un pays neuf, nécessairement restreint, ne pourrait jamais jouer dans le commerce d'un vieux pays dont l'économie déjà ancienne est forcément évoluée, le rôle que les transactions avec la métropole remplissent dans le commerce de la colonie. Remarquons encore que l'interpénétration peut être envisagée non seule-

ment sous l'angle de la totalité des mouvements commerciaux mais encore sous l'angle plus restreint des mouvements décomposés en « importations » et en « exportations ».

L'interpénétration est-elle un signe si important, qu'il faille à tout prix en rechercher le développement ?

La valeur absolue du commerce n'est-elle pas beaucoup plus éloquente qu'un simple rapport dont l'importance économique semble parfois très théorique.

En effet, qu'importe-t-il par exemple, que notre pays participe pour 30, 60 ou 90 % dans les importations congolaises si ces importations sont insignifiantes en valeur absolue ? Il y a une part de vérité dans cette assertion, mais il n'est pas niable que le degré d'interpénétration exprime pourtant l'état des rapports économiques existant entre les deux pays. Et cet état physiologique n'est pas sans un très grand intérêt lorsqu'il s'agit de colonies. L'interpénétration permet en effet, dans une certaine mesure, de prévoir ce que seront dans l'avenir les relations économiques de la métropole avec ses colonies.

On saisit d'autre part l'importance de l'interpénétration au point de vue politique. En effet, la domination économique finit par établir une domination de faits qui peut facilement se transformer en domination de droit.

C'est pourquoi il est indispensable à un pays qui désire maintenir sa puissance politique sur un territoire colonisé, d'entretenir avec ces territoires, des relations économiques suivies. C'est l'interpénétration qui pourra nous en donner la plus exacte mesure.

CHAPITRE II.

Moyens de développer l'interpénétration de la Belgique du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

§ I. — Travaux de la commission d'interpénétration

Soucieux de développer l'interpénétration entre la métropole et sa colonie, le Gouvernement belge créa le 3 octobre 1934, sur la proposition du Ministre des Colonies un organisme dénommé « Commission d'interpénétration économique de la Belgique, du Congo et du Ruanda-Urundi ».

Cet organisme qui groupe de nombreuses personnalités, s'est assigné la tâche de rechercher les causes qui déterminent dans certains cas l'éviction des produits belges au Congo et d'autre part les raisons qui écartent l'importation dans la métropole de certains produits d'origine congolaise.

Dans le but de répartir ce travail d'enquête, la commission se subdivisa en plusieurs sous-commissions dont voici l'énumération : la sous-commission des bois, des textiles, celles pour les café, cacao, sucre, thé et épices ; la sous-commission pour le copal et l'ivoire, celle pour les fruits, enfin celle pour l'industrie pastorale et le commerce des peaux. Chacune de ces sous-commissions réunit des spécialistes.

Il n'entre pas dans nos intentions de reproduire sous ce titre les conclusions des travaux pourtant très intéressants de chacune de ces sous-commissions, mais il nous semble indispensable de rappeler les conclusions générales des travaux de la Commission et les vœux exprimés par celle-ci.

Conclusions générales de la Commission d'Interpénétration de la Belgique, du Congo Belge et du Ruanda-Urundi en ce qui concerne les exportations de la colonie. (1)

a) Il résulte des travaux de la Commission que la possibilité de trouver des débouchés nouveaux en Belgique pour les marchandises congolaises est démontrée. Il en est ainsi notamment pour les cotons, le café, le jute, le bois, le copal et l'huile dont de très importantes quantités sont importées de l'étranger tandis qu'une partie seulement de la production congolaise est absorbée par la métropole ou bien que cette production pourrait être largement développée sur le territoire de la colonie.

b) La Commission a mis en lumière les raisons pour lesquelles les produits congolais ont été souvent écartés sur le marché belge.

(1) La conclusion et les vœux exprimés par la Commission n'ont pas été textuellement reproduits dans ce chapitre. Pour rendre ces conclusions et ces vœux plus compréhensibles sous leur forme résumée, il nous a parfois semblé utile d'en modifier la rédaction et d'en changer l'ordre de suite. Nous en avons néanmoins fidèlement maintenu l'esprit.

La raison en est que, pour beaucoup encore la production congolaise est au stade de l'économie rudimentaire. Dans d'autres cas, par contre, les méthodes de production, la présentation ou les conditions de vente ne sont pas conformes aux exigences de la métropole.

c) L'importance du rôle des recherches scientifiques est sans cesse grandissante. Pour notre colonie, dont certaines activités ont été pendant longtemps abandonnées à l'empirisme, le concours de la science constituerait un appui très sérieux.

d) L'accroissement de la production spécialement dans le domaine de l'agriculture intéresse à un très haut degré le resserrement des liens économiques avec la métropole. La Commission attire pourtant l'attention sur le danger qu'il y aurait à poursuivre l'accroissement de toutes les cultures. Elle recommande le développement de la production du coton, du jute, de l'huile de palme, des fruits, des bois. Par contre, pour des produits comme le café et le copal dont l'utilisation semble limitée dans le présent, la Commission recommande la prudence. Elle insiste sur le danger que le développement de ces productions pourrait comporter.

Vœux de la Commission d'Interpénétration de la Belgique, du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, en ce qui concerne les exportations de la colonie.

Les premiers vœux exprimés visent la recherche et l'application de mesures destinées à sauvegarder et à améliorer la qualité des exportations.

La Commission, s'adressant au Gouvernement, lui demande :

- « d'apporter l'aide la plus large de ses services techniques
- » et d'obtenir la même aide d'institutions scientifiques comme
- » l'Institut National pour l'étude agronomique du Congo Belge (INEAC.), pour améliorer les méthodes de culture,
- » d'entretien et de préparation du coton, du palmier, du jute,
- » du café, des fruits, etc.,
- » de promouvoir la fabrication de l'huile de palme suivant les
- » méthodes industrielles, les seules capables de donner un
- » produit répondant aux exigences du marché,
- » d'exercer un contrôle sur l'exportation des bois, des cafés
- » et des cuirs »

L'intérêt que présentent les études et recherches d'ordre scientifique, amène la commission à demander :

- » que le Gouvernement apporte à ces recherches et à ces
- » études scientifiques le concours de ses services et de son
- » appui financier aussi bien pour les recherches en cours que
- » pour celles qu'il serait utile de promouvoir. »

D'autre part, en présence des difficultés que la mise en vigueur des mesures de contingentement et de protection douanière ne manquerait pas de susciter, et eu égard aux bonnes dispositions évidentes dont les représentants de l'industrie belge ont témoigné, la Commission renonce à préconiser l'instauration de pareilles mesures. Par contre, la Commission demande la mise en vigueur de certaines dispositions particulières ne modifiant pas le régime douanier de la métropole afférant aux produits étrangers :

- » pour le coton : l'exonération des droits à l'entrée au Congo
- » pour les tissus fabriqués au moyen de coton congolais,
- » pour le café : l'application des mesures proposées pour en
- » favoriser la réexportation,
- » pour le bois : l'exonération pour le bois congolais, de la
- » taxe forfaitaire prévue par l'arrêté royal du 6 février 1935,
- » la suppression de la taxe de luxe sur les meubles fabriqués
- » au moyens de bois du Congo,
- » pour le copal : la réglementation de l'emploi de certains
- » produits synthétiques en raison de leur toxicité et de leur
- » inflammabilité. »

Vu les repercussions favorables que les exportations de la colonie vers les marchés extérieurs peuvent avoir sur l'accroissement de nos échanges, la commission demande qu'il en soit tenu compte par le Gouvernement au cours de ses négociations avec des pays étrangers, notamment au point de vue de :

- » la suppression des droits d'accise sur l'huile de palme aux
- » Etats Unis,
- » l'octroi des contingents et l'allègement des droits d'entrée
- » pour l'importation de bois congolais en France,
- » la réexportation du café vers les pays où un débouché
- » pourra encore être trouvé. »

Enfin, la Commission demande encore que :

» Non seulement l'Etat mais aussi tous les services ressortissant de l'Etat, des provinces, des communes, les organismes sur lesquels l'Etat exerce un contrôle, prescrivent dans leurs adjudications, la fourniture exclusive de produits congolais dans tous les cas où ceux-ci peuvent être substitués à des produits étrangers. »

Conclusions Générales de la Commission d'interpénétration de la Belgique, du Congo Belge et du Ruanda-Urundi en ce qui concerne les importations dans la Colonie.

a) Les études réalisées par la Commission font ressortir l'insuffisance notable de la part de la Belgique dans les importations du Congo.

b) Cette situation doit être attribuée, d'après la Commission, à des facteurs de deux ordres différents :

D'un côté le Statut International de la Colonie régi par l'Acte Général de Berlin et la convention de St-Germain-en-Laye, excluant tout régime discriminatoire.

D'un autre côté à la préférence donnée à certains produits étrangers pour des raisons très diverses et notamment : aux prix plus avantageux, à des manœuvres de dumping auxquelles s'adonnent certains pays, à l'influence de la présence de colons étrangers résidant au Congo Belge, à certains préjugés de la clientèle, et parfois à des facteurs de supériorité indéniables, à des procédés industriels ou commerciaux de certains pays étrangers.

c) Une étude approfondie des dispositions de l'Acte de Berlin et de la Convention de St-Germain-en-Laye a fait ressortir la complexité des problèmes que pose l'application de ces traités et les entraves qu'ils apportent à notre expansion.

De l'avis de la Commission, les moyens officiels pour aider notre industrie sont très limités.

Des travaux de la Commission il résulte :

d) Que les entreprises coloniales ont témoigné de sentiments d'entr'aide et de collaboration pour épauler dans la mesure compatible avec une saine gestion de leurs affaires, l'effort de notre industrie. Beaucoup d'entreprises coloniales et non des moindres,

se sont engagées résolument dans la voie d'un régime préférentiel en faveur des produits belges. La commission espère que cet exemple sera suivi.

e) Le Comité Central Industriel de Belgique ayant introduit la proposition d'organiser des conférences entre les délégués de l'industrie et du commerce belges et des affaires coloniales, approuve cette initiative, convaincu que, ces échanges de vues apporteront à notre industrie des indications précieuses susceptibles de faciliter grandement son expansion.

Vœux de la Commission d'interpénétration de la Belgique, du Congo Belge et du Ruanda-Urundi en ce qui concerne les importations dans la Colonie.

Voici les principaux vœux que l'on peut déduire des travaux de la Commission en ce qui concerne les importations dans la colonie.

Vu le statut économique international du Congo, l'instauration d'un régime de contingentement se heurterait à de nombreuses difficultés. Par contre, certaines mesures d'un intérêt pratique évident ne paraissent se heurter à aucune objection d'ordre juridique. C'est pourquoi la Commission en a demandé l'application. Ce sont :

« L'instauration d'un régime de droits spécifiques combinés avec des droits ad valorem. »

Ceci pour permettre de taxer les marchandises d'un prix anormalement bas, d'une contribution équivalent approximativement à celle résultant des droits ad valorem pour les marchandises non dépréciées.

« La réimportation en franchise, de tissus fabriqués avec des cotons congolais.

« Les spécifications dans les cahiers des charges, des adjudications que les fournitures à effectuer doivent être d'origine belge ou congolaise. »

Enfin, la Commission constate que les conventions internationales qui règlent le statut économique du Congo, ont été conclues à des époques de liberté économique ne pouvant se comparer

en rien avec la période actuelle de bouleversement universel et d'entraves commerciales généralisées.

Elle estime par conséquent que les dispositions de ces conventions ne s'adaptent plus à la situation du moment, et exprime le vœu :

« que le Gouvernement veuille bien préparer cette révision,
» surveillant attentivement l'horizon international et saisissant toutes occasions favorables pour la réaliser. »

§ II. — Notre interprétation.

Lorsque la Commission d'interpénétration a procédé à son étude, elle a envisagé cette interpénétration sous un seul angle, celui qui consiste à étudier le rapport qui existe entre le commerce extérieur total du Congo Belge et le commerce Belgo-colonial. Aussi plein d'intérêt que cet aspect de la question puisse être, il nous semble qu'on ne pourrait négliger d'examiner le problème de l'interpénétration sous l'angle opposé, celui qui envisage le rapport qui existe entre le commerce extérieur total de la Belgique et le commerce belgo-colonial.

Ainsi étudiés, l'interpénétration entre la Belgique et le Congo revêt des aspects très différents. Son caractère d'inégalité apparaît de façon flagrante en ce sens que le rôle de notre colonie dans notre commerce national est encore fort restreint alors que le rôle de la Belgique dans l'économie congolaise est de tout premier rang. Le Congo étant encore un pays neuf, il ne pourrait occuper une place prédominante dans le commerce d'une nation aussi industrialisée et aussi développée que la nôtre.

Nous ne reprendrons pas le détail des statistiques. (1) Mais nous rappellerons cependant qu'en 1935 la part du Congo Belge dans le commerce extérieur total de la Belgique ne représentait guère plus de 4,21 %. Par contre, la Belgique joue un rôle de premier plan dans le commerce du Congo Belge et c'est là un signe encourageant. Nous avons vu ci-devant que pour l'année 1935 la Belgique participait pour près de 80 % dans les exporta-

(1) Voyez à cet effet la Section 2, chap. III de cette troisième partie, et la Section 4, chapitre III de cette troisième partie.

tions congolaises et pour près de 40% (1) dans les importations de la colonie. Même si nous estimons que les chiffres statistiques officiels sont inexacts et si nous évaluons à 20 % la quote part de la Belgique dans les importations du Congo, nous constatons encore que la métropole concentre plus de 50 % du commerce extérieur total du Congo. La Commission estime que ce pourcentage est insuffisant et nous sommes d'accord pour lui donner raison car nous pensons, comme elle, qu'il peut être largement développé (notamment en ce qui concerne la part de la Belgique dans les importations de la Colonie), quoiqu'il existe une limite certaine que conditionne l'éloignement géographique.

On ne pourrait nier que les chiffres présents expriment une réelle et étroite collaboration entre métropole et colonie. On trouverait en effet difficilement dans les annales du monde, deux pays qui éloignés les uns des autres comme la Belgique et le Congo, se trouvent unis par des liens économiques aussi étroits. Une telle intensité de rapports économiques ne peut exister qu'entre les diverses régions d'une même nation ou entre des pays qui vivent sous une dépendance politique commune. Tel est le cas du Congo qui est en quelque sorte une lointaine province de la Belgique.

Le problème envisagé sous le double aspect de l'interpénétration nous place à un autre point de vue que la Commission.

Nous ne pouvons nous contenter, comme elle, de voir notre pays jouer un rôle plus important dans le commerce extérieur de notre colonie. En effet, même si la Belgique monopolisait seule tout le commerce extérieur du Congo, ce qui est impossible dans les conditions juridiques, géographiques et économiques actuelles, le commerce belgo-colonial passerait de Frs. 1409 millions (2) à Frs. 1728 (3) millions et au lieu de représenter 4,21 % du commerce total de la métropole, il en représenterait 5,24%.

(1) Il faut pourtant remarquer que les statistiques n'expriment pas avec exactitude la quote-part de la Belgique. Nous avons déjà signalé que la statistique du commerce extérieur du Congo Belge, considérait tous les produits passant par Anvers, comme originaires de Belgique.

(2) Soit le total du commerce Belgo-Colonial, d'après les statistiques du ministère des Finances.

(3) Soit le total du commerce congolais avec les pays étrangers, d'après la statistique du ministère des Colonies. A noter pourtant que cette statistique sous-estime la valeur des exportations congolaises.

Jamais cet état de choses, qui est d'ailleurs irréalisable, ne pourrait à lui seul nous contenter. Il ne répondrait pas à l'effort considérable que nous avons réalisés pour créer l'outillage économique de notre colonie. Dès lors, ce que nous devons désirer, ce n'est plus seulement de voir grandir le rôle de la Belgique dans les transactions internationales du Congo, mais aussi et surtout de voir le Congo occuper une place plus importante dans l'ensemble de nos transactions extérieures.

A cet effet, il n'y a qu'une ressource, celle de développer la puissance économique du Congo.

Une première solution consiste à développer le rôle économique de l'indigène en multipliant ses capacités de production et en le mettant à même de devenir également un consommateur. Multiplier chez l'indigène le goût de l'aisance et de l'hygiène et lui donner des facultés de satisfaire ses désirs par le résultat de son travail. Tel est le grand problème dont la solution est doublement intéressante puisqu'elle sert, avec la civilisation, la cause de la Belgique.

Pour atteindre ce but louable plusieurs moyens ont été envisagés. Le meilleur vise la création en Afrique d'une classe de paysans indigènes petits propriétaires de terres qu'ils cultivent. Cette question, dont l'importance est chaque jour grandissante, constitue le problème du « paysannat indigène ».

Une autre solution réside dans le peuplement de notre colonie par des ressortissants belges.

Si nous désirons en effet donner au Congo l'essor économique que nous lui souhaitons, même plus, si nous voulons conserver nos territoires d'Afrique et les voir prospères, il apparaît tous les jours plus indispensable que des colons belges peuplent certaines régions de ces territoires.

Nous n'envisagerions même pas cette nécessité économique si nous n'avions pas la conviction entière que certaines régions du Congo offrent à nos concitoyens d'excellentes conditions de climat. Mais la preuve est faite que le Congo comporte de vastes territoires convenant au colonat européen; la discussion ne subsiste plus qu'au sujet de leur délimitation.

C'est de l'effort que nous mettrons à résoudre la question du « colonat belge » et celle du « paysannat indigène » que dépendra l'avenir économique du Congo et celui des rapports entre la Belgique et sa colonie.

La solution de ces problèmes est si capitale à nos yeux que nous avons tenu à l'étudier en particulier et que nous lui avons consacré la cinquième partie de cet ouvrage.

QUATRIÈME PARTIE

FINANCES BELGES ET CONGO BELGE.

Si la colonisation en général a fait l'objet de nombreuses critiques injustifiées, c'est bien dans le domaine financier qu'elles furent les plus fréquentes.

On compare généralement avec naïveté les seuls chiffres du commerce avec ceux des dépenses coloniales et l'on objecte que les colonies ne font pas leurs frais et que, par conséquent, leur détention est aussi inutile que vaine. On oublie tout du rôle social et politique de la colonisation et même dans le domaine économique, on ne songe qu'à un seul aspect de la question alors que la colonisation a non seulement des répercussions sur le commerce de la métropole, mais encore sur ses industries, ses finances privées, ses transports, sur toutes ses activités économiques. La plupart des colonies, il est vrai, ont imposé à leur origine, et imposent encore parfois longtemps après, d'importants sacrifices aux budgets métropolitains. Généralement l'état colonisateur ne rentre pas directement dans ses investissements. On en conclut, comme le boutiquier qui fait ses comptes de semaine, par la balance du Doit et de l'Avoir, que la colonisation est une mauvaise affaire.

C'est se placer à un point de vue bien étroit. La colonisation est une œuvre d'Etat qui dépasse le cadre des générations actuelles. Elle ne doit pas être condamnée même si elle ne constitue pas une source de richesses dans le présent.

A la longue, le développement du commerce, de l'industrie et de la navigation compensent largement les sacrifices consentis à l'origine. L'histoire le prouve suffisamment.

Si l'Angleterre est aujourd'hui une des premières puissances du monde, si ses finances et aussi sa navigation, son commerce, ses industries, ont atteint leur développement actuel, c'est grâce à la colonisation. La France également, doit une large part de sa prospérité à son action coloniale, quoique la plupart de ses grandes colonies soient encore fort jeunes. Evidemment, des résultats pareils à ceux de l'Angleterre ne peuvent être obtenus qu'avec le temps. Bacon disait très justement « coloniser un pays, c'est comme planter un bois ». La génération qui plante ne connaît le plus souvent que les charges, c'est la postérité qui récolte les bénéfices. Dans le cas du Congo, la situation est pareille. Notre empire, quoique fort jeune encore, constitue pourtant déjà un facteur important de notre prospérité nationale mais ce sont les Belges de l'Avenir qui tireront les plus grands profits de la colonisation.

Dans le cadre de cette quatrième partie, nous étudierons le rôle du Congo Belge en tant que champ d'action des capitaux privés métropolitains. Nous examinerons ensuite la situation des finances publiques de notre colonie dans leurs rapports avec la métropole. La situation de la dette coloniale si intimement liée à nos marchés financiers — puisque le placement des rentes congolaises a été presque totalement réalisé dans le public belge et par l'entremise de nos banques et de nos bourses — fera l'objet d'un examen particulier. Enfin nous esquisserons le rôle de la Banque Congolaise d'Emission.

SECTION I.

Le Congo Belge en tant que champ d'action des capitaux privés métropolitains.

Il est intéressant d'étudier la mesure dans laquelle le Congo a servi de champ d'action à nos capitaux privés nationaux. (1)

(1) Steward Mill avait déjà remarqué que les colonies offraient des possibilités de placement rémunérateurs pour les capitaux métropolitains et il reconnaissait d'ailleurs que c'était là un des principaux mérites de la colonisation.

Nous entendons faire abstraction des capitaux placés dans les rentes d'Etat. La dette congolaise et le marché belge des rentes faisant au cours de cet ouvrage, l'objet d'un examen spécial.

D'après Mr. Baudhuin (1) le total des investissements de capitaux au Congo jusqu'à la guerre s'élevait à 772.000.000 de Frs. or. Si nous déduisons de ce montant les avances du pouvoir central soit : Frs. or 235.000.000 nous obtenons pour les investissements privés :

	Frs. or	772.000.000
	Frs. or	235.000.000
par différence	Frs. or	537.000.000
se décomposant de la façon suivante :		
Chemins de fer	Frs.	231.000.000.—
Compagnie Belge Maritime du Congo	Frs.	14.000.000.—
Soc. Commerciales et Industrielles	Frs.	167.000.000.—
Investissements particuliers - fond de roulement	Frs.	75.000.000.—
Intérêts intercalaires	Frs.	50.000.000.—
TOTAL	Frs.	537.000.000.—

Ce total comprenait aussi bien les obligations que les actions.

Durant la guerre les investissements furent très réduits ; il faut faire mention néanmoins des capitaux utilisés pour la construction du chemin de fer du Katanga, soit environ Frs. or 25.000.000 et de Frs or 100.000.000 pour intérêts intercalaires.

A la veille de l'armistice le total des capitaux privés investis au Congo atteignait donc environ 662 millions de Frs. or.

Quels furent les investissements privés durant la période d'après guerre ?

La statistique des émissions privées d'entreprises coloniales a été établie par la Banque d'Outremer et continuée par la Banque Nationale de Belgique.

(1) F. Baudhuin : La Belgique après le centenaire (1931).

Nous reproduisons ces relevés dont les chiffres sont quelque peu inférieurs à la réalité car ils ne tiennent pas compte des primes d'émission.

Emissions d'entreprises coloniales. (1)

Années	Sociétés nouvelles	Augmentations de capital	Obligations	Total
—	—	—	—	—
	en milliers de Frs.	en milliers de Frs.	en milliers de Frs.	en milliers de Frs.
—	—	—	—	—
1919	15.000	14.000		29.000
1920	25.000	52.000	5.000	82.000
1921	6.000	17.000		23.000
1922	52.000	103.000	70.000	225.000
1923	4.000	57.000		61.000
1924	20.000	150.000		170.000
1925	205.000	162.000		367.000
1926	66.000	407.000		473.000
1927	955.000	287.000	51.000	1.293.000
1928	648.000	926.000		1.574.000
1929	550.000	856.000		1.406.000
1930	325.000	446.000	275.000	1.046.000
1931	114.000	1.486.000	23.500	1.623.500
1932	81.000	178.000	17.000	276.000
1933	54.000	64.000		118.000
1934	128.000	225.000		353.000
1935	3.000	102.000		105.000
Totaux	3.251.000	5.532.000	441.500	9.224.500

Il est évident que ces investissements ont été réalisés en francs de diverses valeurs.

Déterminons la valeur-or de ces émissions.

(1) D'après les rapports de la Banque d'Outremer pour les années 1919 à 1926 y compris.

D'après les rapports de la Banque Nationale de Belgique pour les années 1927 à 1935.

Valeur-or des émissions coloniales.

Années	Valeur-or du franc	Emissions en franc-or
1919	0.65½	18.800.000
1920	0.38	31.200.000
1921	0.38	8.700.000
1922	0.40	90.000.000
1923	0.27	16.500.000
1924	0.24	40.800.000
1925	0.25	91.800.000
1926	0.16	76.000.000
1927	0.14½	187.000.000
1928	0.14½	227.000.000
1929	0.14½	201.000.000
1930	0.14½	151.670.000
1931	0.14½	235.407.000
1932	0.14½	40.020.000
1933	0.14½	17.110.000
1934	0.14½	51.185.000
1935	0,10	10.500.000

Total Frs. or : 1.494.692.000

D'après Monsieur F. Baudhuin (1) on peut estimer à 55 millions de Frs. or, la valeur des investissements réalisés, durant la période de 1919 à 1929, dans des entreprises nouvelles qui ne sont pas sous forme de sociétés par actions. Il faut ajouter 30 millions de Frs. or pour ces investissements durant la période 1930 à 1935.

Récapitulons ce qui précède et nous obtiendrons le total général de tous les investissements de capitaux privés dans les entreprises coloniales depuis les origines de notre colonisation jusqu'au début de 1936.

(1) « La Belgique après le centenaire » (1931).

**Investissements de capitaux dans des entreprises coloniales
(sociétés par actions et entreprises particulières).**

	en Frs. or
Avant guerre	537.000.000
Période de guerre	125.000.000
Depuis l'armistice	1.579.692.000

Total général : 2.241.692.000

Nous constatons ainsi qu'à la veille de l'année 1936 le Congo avait offert un vaste champ d'action à nos capitaux privés.

Le total général de env. Frs. 2250 millions ne peut être évidemment qu'approximatif, de plus, il faut remarquer que les investissements dont nous avons fait le relevé ont été partiellement réalisés par des étrangers. En estimant à 20% la participation étrangère, la part de la Belgique représenterait environ 1800 millions de Frs. or, soit 18 milliards de nos francs actuels.

Mais le Congo n'a pas seulement offert un champ d'action à nos capitaux, il leur a également procuré un asile, où, à l'abri des lois et des institutions belges, ils sont mieux en sûreté. Ceux qui ont entrepris des affaires dans beaucoup de pays étrangers pourront apprécier toute la valeur de cette protection. Combien de fois les capitaux belges engagés dans des contrées lointaines n'ont ils pas été entièrement perdus pour des raisons tout à fait indépendantes des conjonctures économiques. Il suffit de se rappeler le sort des intérêts belges qui s'étaient engagés dans les entreprises de transports à l'étranger : entreprises des chemins de fer, de tramways et tant d'autres encore qui, sourdement boycottées pour des raisons politiques et insuffisamment soutenues par une diplomatie trop faible, sont maintenant mortes ou agonisantes. Les petites nations, plus que les grandes, ont besoin de colonies, parce que la puissance trop réduite de leur politique extérieure ne leur permet pas d'engager leurs capitaux dans des colonies ou des pays étrangers avec des garanties de sûreté suffisantes.

Ainsi le Congo a donc rempli une mission importante, il a canalisé une grande partie de l'épargne publique belge vers des territoires soumis aux lois et aux institutions nationales, c'est à

dire vers des régions où cette épargne est à l'abri de l'arbitraire de la politique étrangère. Cela ne signifie pas que cette épargne ne fut jamais l'objet de placements infructueux. Il en est des affaires coloniales comme de toutes les entreprises réalisées dans des pays neufs, elles comportent une grande part de risques, mais ces risques sont purement économiques, les capitaux belges les auraient encourus aussi bien au Congo que dans tout autre territoire neuf.

Les grandes sociétés congolaises dont la gestion fut organisée sur des bases solides et saines, ont donné depuis longtemps déjà des dividendes importants.

La Banque Nationale de Belgique a établi depuis 1927 une statistique des dividendes bruts distribués par les sociétés congolaises. Pour la période 1927-1935 ils ont largement dépassé 2 milliards de francs, se répartissant de la façon suivante entre les diverses années considérées.

Dividendes bruts distribués.

Années	en milliers de Frs.	en milliers de Frs. or
1927	170.104	25.000
1928	254.026	37.000
1929	301.988	44.000
1930	348.074	50.000
1931	353.154	51.000
1932	203.144	29.500
1933	140.205	20.500
1934	188.117	27.300
1935	221.624	22.100
Total	2.180.436	306.400

La crise fut particulièrement pénible, mais à l'heure actuelle le Congo Belge est à nouveau entré dans une période de prospérité, la plupart des bilans des sociétés coloniales clôturent en bénéfice.

Les perspectives pour 1936 sont meilleures et de nombreux investissements récents seront sous peu rémunérés.

Tant que le Congo restera belge, les capitaux que nous avons investis dans notre colonie s'y trouveront dans le complexe d'un régime qui nous permet d'envisager leur rendement à venir, avec confiance. Ce n'est pas là un des moindres services que le Congo accorde à la Belgique.

SECTION II.

Budgets coloniaux et intervention métropolitaine. (1)

CHAPITRE I.

Budgets du Congo Belge.

§ 1 : Coup d'œil sur le passé :

Lors de l'annexion du Congo par la Belgique en 1908 le principe de la séparation complète des finances métropolitaines et coloniales avait été adopté par la charte coloniale.

La Belgique et le Congo tiendraient donc des comptes absolument distincts. Le Congo Belge aurait son budget particulier.

(1) En étudiant les budgets coloniaux, nous nous attachons seulement à l'étude des budgets ordinaires, que l'on peut considérer comme les baromètres de la situation financière de la Colonie. Dans les budgets extraordinaires viennent uniquement se confronter les dépenses d'immobilisation et de mise en valeur, avec les recettes de caractère régulier.

Le déficit éventuel du budget extraordinaire est généralement couvert au moyen du produit des emprunts spécialement émis pour permettre les dépenses de mise en valeur et l'exécution des travaux publics importants. L'ensemble de ces emprunts accumulés, constitue le principal de la dette publique congolaise.

Pour 1936, le budget extraordinaire du Congo Belge se présente comme suit :

Dépenses :	Frs. 38.829.276,—
Recettes :	Frs. 2.200.956,—
Déficit :	Frs. 36.628.320,—

En dehors du budget extraordinaire il existe encore un budget des dépenses métropolitaines qui se rapporte uniquement aux dépenses réalisées entièrement en Belgique, telles que les dépenses d'administration centrale, et les dépenses de certains organismes: l'Office Colonial, l'Ecole commerciale, etc.).

Les dépenses renseignées à ce budget sont toutes supportées par la Belgique elle-même. D'après le budget de l'année 1936, les dépenses métropolitaines étaient estimées à Frs. 10.998.986.

Toutefois, l'adoption du principe de la séparation des comptes, que l'on ne pouvait que louer, n'excluait aucunement l'aide financière éventuelle de la métropole à sa colonie.

C'est ce que Monsieur Renkin déclarait déjà à la Chambre dès 1908 : « Malgré l'autonomie de la colonie, malgré la séparation » financière et administrative de cette colonie, elle nous appar- » tiendra cependant. Nous avons à l'administrer, les Chambres » belges en voteront le budget et que vous vouliez ou que vous » ne vouliez pas, le jour où elle sera en déficit, vous serez morale- » ment, administrativement, au point de vue politique et particu- » lièrement au point de vue international, obligés d'intervenir. »

La charte coloniale elle même prévoyait d'ailleurs l'éventualité de cette intervention et c'est ainsi qu'elle stipulait notamment qu'une simple loi permettrait de mettre le service de la dette congolaise à la charge de la métropole.

En 1921, le Parlement applique le principe de l'intervention en votant la loi du 21 août, établissant le programme des grands travaux de la colonie, évalués alors à 658 millions de francs. Le premier capital engagé était de 300.000.000 de francs et le Parlement décida d'accorder une annuité de 15.000.000 de francs au Trésor de la colonie, soit la contrepartie de l'intérêt à 5% sur ce capital. En 1926 la métropole se trouvant dans des difficultés financières, cette annuité fut annulée. Plus tard, en 1930 à l'époque de la création du fonds « Reine Elisabeth » d'assistance médicale aux indigènes, l'Etat Belge souscrivit à la constitution de cet organisme pour une somme de 50 millions de Frs., mais cela n'était à vrai dire qu'une intervention indirecte.

Si l'on fait exception de ces deux interventions la Colonie depuis ses origines jusqu'en 1933 a subvenu seule à toutes les charges de ses budgets ordinaires et extraordinaires. (1)

Quoique fort jeune, notre empire colonial africain a pu subvenir entièrement à tous ses besoins par ses propres moyens. C'est un cas rare dans l'histoire coloniale du monde.

(1) D'après le rapport fait, par Mr. Koelman, au nom de la Commission chargée de l'examen du projet de loi n° 60. Document 104 de la Chambre des représentants, session 1932-1933.

Au début de 1930 la colonie se trouvait encore dans une situation financière brillante, tous les comptes des budgets ordinaires s'étaient soldés régulièrement en boni de 1924 à 1929.

Le tableau que voici, exprime les soldes créditeurs de ces années. (1)

Années	Recettes effectuées	Dépenses effectuées	Boni
1924	188.280.183.24	178.071.855.65	10.208.327.69
1925	266.470.615.13	233.615.983.65	32.854.631.48
1926	322.105.662.54	324.688.479.17	(2)
1927	525.389.969.61	461.883.656.02	63.506.313.59
1928	590.901.220.99	564.263.341.55	26.637.779.44
1929	690.171.590.25	636.028.028.26	54.143.561.99

Mais au cours de la période quinquennale 1930-1934, les recettes budgétaires ne cessèrent de diminuer. Malgré de sérieuses compressions entreprises dès 1930, l'équilibre budgétaire devenait impossible à réaliser.

Les recettes, ainsi que le montrent le tableau suivant furent sans cesse en régression : (1)

Années	Recettes en millions de Frs.
1930	634
1931	542
1932	434
1933	358
1934	366

Cette situation était d'autant plus grave que les dépenses restaient toujours au dessus de 700 millions, comme l'indiquent les chiffres ci-après. (1)

(1) D'après les documents du Sénat de Belgique, session 1933-1934.

(2) Mali apparent résultant d'une imputation ayant défavorisé 1926 au profit de 1927, qui présente d'ailleurs un boni anormal.

Années	Dépenses administratives en millions de Frs.	Charges de la dette publique en millions de Frs.	Total
1930	589.2	125.7	714.9
1931	565.1	140.6	705.7
1932	452.5	156.2	608.7
1933	435.7	290.0	725.7
1934	403.3	320.1	723.4

Les compressions des dépenses administratives ne parvenaient pas à compenser l'accroissement vraiment inquiétant des charges de la dette publique.

Si l'on compare, au cours de ces années, ces charges, aux recettes, on constate qu'elles absorbent au delà des $\frac{3}{4}$ des revenus de la colonie. C'est l'accumulation des déficits budgétaires qui atteignait près de 800 millions en cinq ans, sans compter les dépenses extraordinaires, qui ont provoqué le gonflement de la dette publique de notre colonie. Le capital de cette dette passait de 4.623 millions en 1929 à 6422 millions à fin 1934.

Dès 1933 l'intervention de la métropole s'était imposée. La dette congolaise étant déjà trop lourde, il semblait impossible de recourir à de nouveaux emprunts qui eussent encore augmenté la charge du service de la dette publique.

L'année 1933 marque donc pour nos finances coloniales la fin d'une longue période d'indépendance. A partir de cette année, le Congo devra demander l'aide financière de la métropole. Les recettes de notre colonie ne lui permettent plus de couvrir ses dépenses. La Belgique elle-même, alors durement atteinte par les conjonctures économiques, par le protectionnisme croissant de ses voisins, luttait contre le chômage et se débattait pour maintenir l'existence de ses industries. La métropole elle-même cherchait à réaliser des économies par de sérieuses compressions des dépenses. Une aide financière demandée au moment où la situation des affaires était si peu florissante, constituait un sacrifice évident. Mais il fallait choisir : ou bien la Belgique abandonnait son enfant au milieu de la tourmente, ou bien elle se montrait digne du rôle qu'elle s'était assigné et elle lui venait en aide.

Une campagne merveilleuse en faveur de l'intervention financière de la métropole fut entreprise par des figures coloniales éminentes dont on doit louer le patriotisme désintéressé et l'altière dignité. Aucun Belge ne pourrait lire sans une vive émotion, les appels sincères et vibrants qui furent lancés à cette époque à la tribune de l'Union Coloniale. La presse, sauf quelques exceptions, fut unanime à déclarer que le refus de la métropole à l'appel lancé par sa colonie, serait une trahison. On comprit en Belgique qu'une abstention dans un moment aussi grave constituerait un argument qui servirait à démontrer notre impuissance à la face du monde et le bien fondé des appétits et des revendications étrangères.

Comme toujours, devant l'obstacle, petit ou grand, notre pays comprit la tâche qui lui incombait, et il accepta le Sacrifice pour remplir ses Devoirs.

Le Gouvernement proposait d'accorder à la colonie une subvention annuelle de 165 millions de francs, qui serait versée aux budgets de 1933, 1934 et 1935, ces montants devaient aider la colonie à traverser la période de dépression économique qui pesait si lourdement sur ses finances et lui permettre de perpétuer son œuvre de civilisation.

La Chambre des Représentants, puis le Sénat adoptèrent la proposition du Gouvernement.

En dehors de toute considération psychologique et morale, le sacrifice temporaire que la Belgique s'est imposé est-il justifié ? Bien certainement car l'intervention annuelle de 165 millions de francs, représente à peine l'équivalent des dépenses de souveraineté et de civilisation qui, jusqu'à présent, étaient seules supportées par la colonie.

L'expérience des autres nations nous enseigne que dans plusieurs colonies, la métropole prend ces dépenses à sa seule charge. Il faut reconnaître qu'il n'est ni raisonnable ni logique de soumettre une colonie nouvelle à des charges financières et militaires qu'elle ne peut encore supporter et qui ne résultent pas de mesures prises dans son seul intérêt.

Il y avait encore d'autres moyens de concevoir l'intervention de la métropole dans le déficit du budget du Congo Belge. On avait préconisé que la Belgique supporte temporairement ou définitivement la charge de la dette publique congolaise. On avait

suggéré également que notre pays prenne à sa charge le capital de cette partie de la dette congolaise qui a servi à l'exécution des grands travaux de mise en valeur votés par la loi de 1921.

Ces interventions auraient été beaucoup plus importantes que celles qui furent votées par les Chambres. Elles trouvaient pourtant également leur justification dans la doctrine coloniale qui admet parfaitement que la métropole fournisse les capitaux qui servent à l'acquisition du premier outillage indispensable à la mise en valeur des richesses latentes que renferment les territoires colonisés.

D'autre part, il faut reconnaître que l'intervention demandée à la métropole par le Gouvernement n'avait rien d'excessif. **165 millions représentaient pour la Belgique une mise qui atteignait à peine 2% du total des dépenses prévues au budget métropolitain durant l'année 1933.** (1)

Si l'on met en regard les services rendus à la Belgique par le Congo depuis sa constitution et la source considérable de bénéfices que la colonie constitue pour nos compatriotes, on conçoit que notre pays, en soutenant les finances congolaises, n'a pas seulement rempli un devoir qui lui était dicté par les engagements moraux qu'il avait pris, mais qu'au surplus, il sauvait l'avenir de la colonie, qui constitue, quoi que certains disent, un de ses patrimoines les plus précieux.

(1) Le total des dépenses du Budget de la Belgique au cours de l'année 1933 atteignait Frs. 10.684.553.198,82.

Remarquons à titre de comparaison que pour le même exercice la Belgique consacrait notamment :

A l'instruction publique	971 millions
A la Défense nationale	873 millions
A la Gendarmerie	129 millions
Au Poste T. et T.	415 millions
A la Prévoyance sociale	1525 millions

La dépense inscrite à ce budget pour la colonie était seulement de : 188 millions.

dont la plus grande partie, soit Frs. 165 millions, représentait l'intervention métropolitaine pour combler le déficit du budget du Congo, le solde, soit 23 millions, comportait en ordre principal des dépenses coloniales réalisées sur le territoire de la métropole.

§ II. Budgets de 1935 et de 1936.

Les budgets de 1935 et 1936 se présentent sous un jour déjà beaucoup plus favorable. Ils sont encore toujours déficitaires malgré l'intervention métropolitaine de 165 millions au budget de 1935 et de 155 millions au budget de 1936, mais les déficits sont beaucoup moindres que pour les années antérieures.

L'amélioration apparaît aussitôt à la lecture du tableau ci-après, qui reproduit les grands postes des budgets respectifs des trois années : (1)

	1936	1935	1934
Prévisions des recettes ordinaires	423.227.254	365.359.675 (2)	366.626.230
Prévisions des recettes exceptionnelles	155.000.000	169.660.000	165.000.000
Totaux des prévisions des recettes	578.227.254	535.019.675	531.626.230
Evaluation des dépenses	677.729.364	685.503.116	723.428.763
Déficits	99.502.110	150.483.441	191.802.533

La réduction du déficit réalisée au budget de 1935 par rapport à l'année antérieure, dépasse 40 millions de francs, et celle réalisée au budget de 1936 par rapport à l'année qui précède, atteint plus de 50 millions.

Ce résultat est remarquable surtout si l'on tient compte du fait que la conversion de la dette publique de notre colonie n'a été réalisée qu'en fin 1935 et que les principales économies qui en découleront, ne produiront leurs effets qu'au budget de 1937.

L'année 1935 exprime déjà un progrès sensible. Il semble qu'elle pourrait bien marquer le point de départ du redressement des finances coloniales. En effet dès 1935 des éléments sérieux permettent d'espérer des résultats meilleurs pour les budgets coloniaux à venir. Ce redressement a été pour une large part favorisé par les mesures monétaires prises dans la métropole. La monnaie

(1) D'après les documents du Sénat de Belgique, sessions de 1934-1935 et de 1935-1936.

(2) Dont Frs. 4.660.000 de recettes exceptionnelles d'origine coloniale.

de la colonie devait rester d'après la charte, solidaire de celle de notre pays. Un décret pris le 1er avril 1935 dispose que la Banque du Congo Belge, banque d'émission de la colonie, est autorisée à décompter ses paiements dans tous les territoires du Congo et du Ruanda-Urundi, sur la base de 1 franc belge pour 1 franc congolais. De plus, une convention approuvée par décret, conclue avec la Banque du Congo Belge stipule que le bénéfice à résulter de la réévaluation de l'encaisse or, serait rattaché à l'exercice 1935.

Quelles furent les conséquences de la dévaluation de la monnaie sur nos finances coloniales ?

Tout d'abord, la dévaluation a entraîné une hausse simultanée de 40% du prix chiffré en francs de toutes les matières premières congolaises d'exportation. (1) Cet état de choses allait permettre aux producteurs de réaliser à nouveau des profits. Mais pareille situation ne pouvait être durable que si le coût de la vie ne se relevait pas de façon égale dans la colonie. Pour y parer, nous l'avons vu en étudiant le nouveau régime douanier de la colonie, le gouvernement local prit immédiatement des mesures énergiques. Ces mesures ont consisté essentiellement en un abaissement des droits d'entrée combiné avec une hausse des droits de sortie. Dans l'esprit du législateur, la baisse des droits d'entrée, en permettant la libre pénétration de tous les produits étrangers sur le territoire de la colonie, devait nécessairement par le jeu même de la concurrence, enrayer tout relèvement de prix des produits de consommation. La hausse des droits de sortie devait d'autre part servir à compenser la perte résultant pour le budget de la baisse des droits d'entrée.

Ce que le gouvernement local avait prévu avec clairvoyance se produisit. La hausse des prix de la vie et celle des prix de revient des matières premières s'est à peine fait sentir au Congo, elle ne dépasse pas 10%, soit un taux bien inférieur à celui de la dévaluation de la monnaie. Par contre, les recettes du Trésor ont été favorablement influencées par l'accroissement des rentrées résultant de la majoration ou de la création des droits de sortie.

(1) La dévaluation belge de 1935 fut de 28%, c.à.d. que le nouveau poids d'or fixé comme équivalent de la valeur du Fr. or pèse 28% de moins que l'ancien, mais cette dévaluation a entraîné une hausse correspondante d'environ 40% sur les prix chiffrés en francs dévalués de toutes les matières premières d'exportation.

Examinons brièvement les recettes et les dépenses telles qu'elles figurent aux deux derniers budgets.

a) Recettes.

Elles s'élèvent pour 1936 à	578.227.254
pour 1935 à	535.459.675
par différence	Frs. 43.207.579

Si l'on considère que la subvention de la Belgique au budget de 1936 a été réduite de 10 millions et que disparaît d'autre part une recette exceptionnelle de 4.660.000 Frs., l'augmentation des recettes normales de la colonie durant l'année 1936, par rapport à celle de 1935, se chiffre à environ 60 millions de francs.

Cette plus value des recettes résulte essentiellement des dispositions douanières que nous avons stipulées ci-avant. En effet, le produit des droits de douanes estimé à 100 millions en 1935 est porté pour 145 millions aux prévisions de 1936. D'autre part, le dernier budget prévoit encore une plus value par rapport à 1935, des recettes résultant de l'impôt indigène. L'accroissement serait de 4.607.314 francs. Les revenus du portefeuille seraient supérieurs de 23.141.781 Frs. Par contre, d'autres recettes seraient en légère régression, citons notamment les recettes diverses des services de transports.

b) Dépenses.

Les évaluations pour l'exercice 1936 s'élèvent à	677.729.364
alors qu'en 1936 les évaluations s'élevaient à	685.503.116
Par différence	Frs. 7.773.752

Les dépenses ont donc encore été réduites en 1936 mais les réductions restent insuffisantes pour assurer l'équilibre du budget. Celui-ci est encore déficitaire quoique dans des proportions beaucoup moindres que les années précédentes. De quoi ce déficit provient-il en ordre principal ?

Les charges de la dette publique directe et indirecte sans cesse croissante, sont trop lourdes, elles absorbent les économies résultant de la compression des dépenses administratives.

Le tableau ci-après reproduit pour 1935 et 1936 les charges de la dette publique congolaise d'après la nature des emprunts contractés. (1)

	1935	1936
Cautionnements	110.000	110.000
Dette consolidée	115.846.634	131.005.975
Dette flottante	75.000.000	41.000.000
Garantie d'intérêts	106.308.930	112.585.600
Frais généraux	1.500.000	3.000.000
Totaux	298.765.564	287.691.575

Au total, il y a donc une sensible amélioration qui se chiffre par une réduction de charge atteignant **11.073.989 Frs.**

La conversion de la dette publique congolaise, dont nous parlerons plus loin, a déjà apporté un allègement à nos finances coloniales.

La charge de la dette, qui représentait 43,58% du total des dépenses en 1930, ne représente plus que 42,46% de celui-ci en 1936. Mais nous savons que ce n'est qu'en 1937 que les effets de la conversion se feront largement sentir. Les mesures de conversion ne prenant cours qu'à partir du premier janvier 1936. Dès lors, les coupons qui sont payables en 1936, se rapportent à l'exercice social 1935 et par conséquent les réductions d'intérêt ne leur sont pas encore applicables.

§ III. Le déficit des budgets.

Les budgets ordinaires de 1935 et 1936 clôturent tous les deux par un déficit qui est évalué à Frs. 150.000.000 pour 1935 et Frs. 99.500.000 pour 1936.

(1) D'après les documents du Sénat de Belgique, session 1934-1935 et 1935-1936.

Ces montants ne sont pas très importants mais il fallait pourtant trouver un moyen de les couvrir. L'Etat Belge aurait pu intervenir directement en augmentant la contribution annuelle qu'il avait déjà votée en 1933.

Nos dirigeants ont **préféré** recourir à la création d'une loterie coloniale.

Que les Belges collaborent à l'équilibre budgétaire de leur colonie par une contribution directe ou par le truchement d'une émission à lots, dans le public, le résultat est le même. Dans l'ensemble, la charge est toujours supportée par la communauté des Belges. Tous comptes faits, il semble encore préférable que l'intervention se réalise par une contribution directe, car malgré tout, le système de la loterie est couteux, puisqu'il exige une intense publicité et la création de services spéciaux de contrôle et de comptabilité. D'autre part, le système n'a pas un caractère moral car il a pour effet d'introduire le goût de la spéculation et du jeu dans les masses.

Quant au succès remporté par l'émission, il fut complet. Les bénéfices de la loterie coloniale déjà acquis au 31 décembre 1935 dépassaient largement 200 millions de francs.

Il est difficile d'apprécier dès à présent les résultats de la loterie coloniale durant l'exercice 1936, mais l'on peut déjà prévoir que ceux-ci seront également très favorables.

La loterie coloniale aura atteint le but que lui avaient assigné ceux qui prirent l'initiative de sa création. Le produit de ces émissions couvrira très probablement la totalité du déficit des exercices 1934, 1935 et 1936. Toutefois, la loterie ne pourrait être envisagée comme un moyen définitif, auquel on a recours régulièrement. C'est un moyen dont le succès ne peut être que temporaire.

Reste à savoir si l'on peut espérer que dans l'avenir le Congo présentera des budgets normalement équilibrés.

Les tableaux que nous avons reproduits ci-devant nous permettent déjà de déduire que l'intervention de la métropole sera probablement nécessaire pendant quelques années encore. Il est difficile évidemment de déterminer exactement le nombre de ces années, car l'équilibre des budgets est comme on le sait essentiellement dépendant des conjonctures économiques.

Une amélioration sensible et rapide des transactions commerciales pourrait bien rétablir l'équilibre budgétaire endéans une période relativement brève. A l'heure actuelle, la reprise des affaires qui s'est amorcée a déjà permis de réduire le déficit de 191 millions en 1934, à 99 millions en 1936 (l'intervention de l'Etat était de 150 millions en 1936 et de 165 millions en 1935). Sans l'intervention de la métropole, il y aurait en 1936 un déficit de 155 millions plus 99 millions soit 254 millions. Sur un budget dont les dépenses totales n'atteignent pas encore 680 millions on ne peut espérer réaliser des compressions de cette importance.

Mais l'on sait d'autre part que la conversion de la dette publique prévue par les récents arrêtés loi, allègera les finances coloniales d'un montant annuel que l'on peut estimer grossièrement à 50 millions. Ainsi, le déficit des prochaines années serait environ de 200 millions. Pour combler ce déficit, la colonie ne peut pas recourir à de nouveaux emprunts. Nous avons vu déjà combien il lui est difficile d'assurer le service de ses emprunts antérieurs. D'autre part, il semblerait mal à propos d'envisager une émission nouvelle de la loterie coloniale. Par conséquent, seule une intervention directe de l'Etat s'imposera pour couvrir le déficit des premiers budgets à venir. On estime, dès à présent déjà, que, si la situation économique du Congo continue à s'améliorer comme par le présent, le déficit des premiers budgets à venir variera entre 100 et 200 millions de francs.

Cette contribution de la mère Patrie au développement de ses territoires d'outremer est bien modeste en comparaison des énormes avantages dont la colonie fait bénéficier la Belgique, elle est encore plus modeste quand on la compare à l'importance du total des dépenses du budget métropolitain. En effet, l'intervention que nous prévoyons encore durant deux ou trois ans représentera probablement une somme variant entre 1 et 2% de ce total.

CHAPITRE II.

Budgets du Ruanda-Urundi.

Les finances du Ruanda-Urundi sont entièrement séparées de celles du Congo Belge. Les territoires sous mandat belge ont, tout

comme notre colonie elle-même, un budget ordinaire et un budget extraordinaire. (1)

Les budgets du Ruanda-Urundi et ceux du Congo Belge font l'objet de votes spéciaux et distincts de la part des pouvoirs législatifs métropolitains. La Société des Nations avait d'ailleurs prévu cette séparation des comptes dans le statut des mandats.

Comment les budgets du Ruanda-Urundi se sont-ils présentés au cours des dix dernières années ?

Pour nous permettre de nous faire une idée assez précise à ce sujet, nous avons dressé le tableau ci-après, qui reproduit pour les années 1926 à 1936 le total des recettes et des dépenses, les déficits ou les bonis éventuels, les subventions récupérables non productives d'intérêts de la Belgique et du Congo-Belge, ainsi que les subventions extraordinaires de la Belgique.

Années	Budget des recettes ord. (y compris les subventions récupérables et extra ord, éventuelles)	Budget des dépenses ordinaires.	Mali ou boni éventuels des budgets	Subventions récupérables non productives d'int. de la Belgique et du Congo Belge	Subventions extraordinaires de la Belgique en atténuation de l'excédent des dépenses sur les recettes.
1926	10.548.091.62	11.869.769.40	M. 1.321.677.78	—	—
1927	15.381.689.17	15.241.869.80	B. 139.819.37	—	—
1928	23.842.013.89	23.484.456.12	B. 357.557.77	—	—
1929	26.157.073.76	34.558.507.54	M. 8.401.433.78	—	—
1930	30.946.848.97	34.654.198.24	M. 3.707.349.27	—	—
1931	34.277.256.79	40.210.882.06	M. 5.933.625.27	—	—
1932	28.347.926.38	32.850.523.42	M. 4.502.597.04	2.300.662.10	—
1933	40.745.403.16	34.403.424.60	B. 6.341.978.56	7.740.425.14	12.000.000
1934	42.904.976.25	37.636.706.15	B. 5.268.270.10	5.550.034.72	12.000.000
1935	37.601.700.—	37.362.345.—	B. 239.355.—	5.800.000.—	8.000.000
1936	36.483.030.—	36.198.355.—	B. 284.675.—	4.650.000.—	4.000.000

Que pouvons nous déduire de ces chiffres ?

(1) Les budgets extraordinaires du Ruanda-Urundi prévoient des chiffres assez peu importants au cours des dernières années. En 1936 le total des dépenses prévues atteint Frs. 146.000, et le total des recettes prévues Frs. 100.000. Le déficit envisagé est donc de Frs. 46.000, ce qui est insignifiant. Il faut faire remarquer encore que le Ruanda-Urundi ne participe pas aux dépenses métropolitaines prévues au budget du Ministère des Colonies. Celles-ci sont entièrement réalisées en Belgique et supportées tant pour le Congo Belge que pour le Ruanda-Urundi, par les finances métropolitaines.

Tout d'abord que de 1926 à 1930 y compris, les budgets furent entièrement ou à très peu près, équilibrés.

Dès 1931 commence une période moins prospère pour les finances du Ruanda-Urundi. Cette année exprime déjà un déficit de près de 6 millions. Ce déficit se maintient dans des proportions plus réduites au budget de 1932, malgré une subvention récupérable de Frs. 2.300.662,10.

En 1933 les recettes dépassent les dépenses, mais grâce à deux subventions, l'une récupérable de Frs. 7.740.425,14 et l'autre extraordinaire de Frs. 12.000.000.

L'année 1934 n'est pas meilleure, les recettes expriment bien un excédent de plus de 5 millions sur les dépenses, mais les subventions atteignent au total plus de 17 millions.

Quant aux budgets des exercices 1935 et 1936, ils traduisent une situation sensiblement meilleure. En effet le total des subventions n'atteint plus que Frs. 13.800.000 en 1935 et Frs. 8.650.000 en 1936. Malgré ces énormes réductions des subventions, les budgets respectifs de ces exercices clôturent par un boni de Frs. 239.355 et de Frs. 284.675.

Il y a toutefois lieu de remarquer que, si l'on défalque des voies et moyens la subvention belge, le budget du Ruanda-Urundi pour 1935 et 1936 accuse encore un déficit. Ce déficit est alors de Frs. 3.715.325 pour le dernier exercice, contre Frs. 7.760.645 pour le précédent.

Les recettes normales en 1936 sont estimées à Frs. 27.833.030 contre Frs. 23.801.700 en 1935, soit une plus value de 4.031.330 Frs. Les recettes exceptionnelles passent de Frs. 13.800.000 en 1935 à Frs. 8.650.000 en 1936, soit une réduction de plus de Frs. 5.000.000 résultant d'une diminution des subventions récupérables de la Belgique et du Congo, ainsi que d'une diminution de la subvention de la Belgique.

Ce qui est particulièrement encourageant au budget de 1936, c'est l'accroissement envisagé du chiffre des recettes. De toute façon, il faut louer le remarquable effort réalisé pour améliorer le budget de Ruanda-Urundi. Le fait qu'il s'agit d'un pays encore très neuf, où de lourdes dépenses doivent être nécessairement

réalisées pour permettre la mise en valeur des richesses latentes du territoire et où d'autre part, les matières imposables sont rares, rend la tâche des gouvernants très difficile.

Pourtant, si l'avenir nous permet de réaliser des progrès aussi sensibles que ceux qui viennent d'être marqués et nous sommes autorisés à le croire, il n'y a pas de doute que, d'ici quelques années le budget du Ruanda-Urundi sera également équilibré sans intervention aucune de la métropole.

* * *

Ceux qui jettent des cris d'alarme, qui prétendent que le Congo coûte cher à la Belgique, sont des esprits mal informés, ou bien mal intentionnés. Le Congo ne coûte pas cher à la Belgique (et cette remarque vaut également pour les territoires sous mandat). Tout au contraire, le Congo rapporte des sommes énormes à la métropole, mais, alors que les dépenses de la Belgique en faveur du Congo peuvent s'estimer de façon précise, les bénéfices qui résultent de la colonisation sont épars, ils se traduisent sous des formes très diverses et sont difficilement appréciables, quoique très importants. Nous avons eu l'occasion d'en parler longuement dans les chapitres que nous avons consacrés au commerce et à l'industrie. Nous ne croyons pas utile d'y revenir.

Comme toute colonie jeune, le Congo a dû demander l'aide des finances métropolitaines, cela n'a rien d'anormal, c'est l'inverse qui devrait nous étonner.

Jusqu'en 1933 la colonie avait pu vivre de ses propres moyens, elle était une exception. On ne pouvait pas espérer qu'elle traversât au surplus cette pénible période qui affecta si durement les prix des matières premières, sans demander l'aide tout au moins momentanée de la métropole. Cette aide, la Belgique la devait à sa colonie, car en la lui accordant, elle remplissait les engagements moraux qu'elle avait pris. Elle la lui devait aussi dans son intérêt personnel, car la prospérité de la Belgique et celle de sa colonie sont intimement liées. Cela ne veut pas dire qu'il ne

faille pas chercher à rendre la colonie indépendante des finances de la métropole dans le plus bref délai possible. Un budget colonial, séparé normalement équilibré, par ses propres moyens, demeure la formule idéale vers laquelle il faut tendre.

Mais, n'hésitons pas à l'affirmer, le «self supporting principle» est bien souvent illusoire et sa stricte application est dangereuse et inefficace tant au point de vue du développement de la civilisation que de celui de l'activité économique des territoires colonisés. Dans le cas des colonies jeunes, l'indépendance financière est un but à poursuivre, mais non pas une règle impérative qu'il faut appliquer dans tous les cas et à tous moments.

SECTION III.

La dette publique congolaise et le marché belge des rentes.

L'étude que nous poursuivons ne serait pas complète si nous n'exposions la situation de la dette congolaise et son rôle dans les finances belges. La presque totalité des emprunts émis par la colonie a été placée par l'entremise de nos organismes financiers sur nos grands marchés financiers. Les souscripteurs des rentes congolaises et ceux des titres de sociétés à intérêts garantis par la colonie, sont pour la plus grande part des nationaux.

La situation est donc toute spéciale. La dette congolaise intéresse les finances publiques de notre colonie, mais elle intéresse également les finances privées de la Belgique.

Si la Belgique, pour ses dépenses extraordinaires recourt à des emprunts, elle peut les émettre soit dans le pays même, soit à l'étranger. Pour le Congo, la situation n'est pas du tout pareille. Il n'existe pas, dans la colonie, trop nouvelle encore, les capitaux suffisants pour souscrire à des émissions. Cela provient essentiellement du fait que le Congo ayant été jusqu'à présent considéré comme une colonie d'exploitation, les capitaux placés en Afrique

furent toujours limités au besoins momentanés des entreprises. (1) Lorsque la colonie, pour ses dépenses extraordinaires recourt à l'émission d'emprunts, elle doit donc se servir des marchés belges ou des marchés étrangers, mais il est certain que les marchés belges seront pour elle ceux dont la capacité d'absorption sera la plus grande. L'étranger n'est généralement pas amateur d'emprunts coloniaux, il se limite plutôt à la souscription d'emprunts émis par les pays eux-mêmes.

Le marché belge sera, d'autre part, également le meilleur en ce sens que la colonie pourra généralement y placer ses emprunts à des conditions moins onéreuses qu'à l'étranger. Cela se conçoit en raison même de la loi de l'offre et de la demande, et des avantages que les grands organismes de crédit, accordent aux porteurs de rentes congolaises.

Voilà les raisons primordiales qui expliquent que les emprunts congolais sont entre les mains de nos concitoyens et que les transactions de ces emprunts se font surtout sur les marchés et par l'entremise des bourses et des banques belges.

Dans le domaine financier, plus encore que dans le domaine commercial et industriel, l'occupation politique se traduit par une étroite collaboration entre la colonie et la métropole. Le placement de la dette publique congolaise fut-il profitable à notre pays ?

Il faut supposer que les capitalistes qui ont souscrit à ces emprunts, cherchaient des placements à rendement stable, facilement mobilisables et offrant avant tout des garanties suffisantes.

Ces qualités, nos emprunts coloniaux les détiennent toutes. Ils assurent aux porteurs belges un intérêt régulier, ils sont facilement mobilisables, le marché de ces titres étant large et la Banque Nationale ainsi que la Caisse d'Epargne et de Retraite les faisant figurer au même titre que les emprunts belges parmi les valeurs admissibles aux avances.

(1) Les bénéfices réalisés sur place par les sociétés coloniales ou par les particuliers ne sont même pas conservés dans la colonie, mais immédiatement rapatriés dans la métropole. Tant que le Congo restera une colonie d'exploitation, cet état de choses ne pourra pas beaucoup se modifier. La colonisation européenne progressive sédentaire et définitive, apporterait par contre bien vite un changement immédiat à cette situation.

Quant à la garantie, nous voulons dire quant à la sécurité offerte aux porteurs, elle vaut autant que celle des emprunts de l'Etat Belge. Pour les Belges, elle est en principe supérieure à celle qui est offerte par les emprunts étrangers. Le porteur belge de rentes congolaises se trouve un peu dans cette position du créancier qui dresserait la comptabilité et qui gèrerait les finances de son débiteur. En effet, ce sont des Belges qui tiennent les comptes de la colonie, et ce sont eux qui proposent et qui votent les dépenses de celle-ci, en les proportionnant à ses recettes.

Quels ne sont pas les pays prêteurs qui, ayant souscrits à des emprunts à l'étranger, n'ont jamais revu les capitaux qu'ils avaient investis. Faillite monétaire, changement de régime, guerre, révolution ou cataclysme. Nombreux sont les avatars, dont les porteurs de rentes étrangères furent les victimes. Il suffit de se rappeler le sort réservé aux porteurs de rentes russes pour comprendre tout le danger que présente la souscription aux emprunts étrangers. Pour un pays comme le nôtre, à puissance diplomatique réduite, ce danger est encore plus imminent que pour les ressortissants des grandes puissances.

En résumé, disons que le Congo, par ses emprunts à offert une fois de plus aux capitaux belges, un placement rémunérateur à l'abri de l'abusif et du bon plaisir de la politique étrangère. Ce n'est pas là un service qu'il faut minimiser. Au point de vue purement financier on peut considérer d'une part : le gouvernement de la Colonie et les entreprises coloniales et d'autre part : le public belge. Les premiers empruntent les capitaux disponibles et les emploient à des usages multiples, ils mettent tout un empire en valeur et servent en même temps un dividende au prêteur. Ils sont la cheville ouvrière qui travaille à l'accomplissement d'une grande œuvre. Le second prête ses capitaux, sans lesquels les premiers ne pourraient rien faire, moyennant certaines garanties et une rémunération. Tous deux se rendent ainsi des services réciproques appréciables. Leurs efforts communs et leur collaboration est créatrice de richesse et de prospérité.

CHAPITRE I.

Le Capital et le service de la Dette Congolaise.

Le total en capital de la dette publique congolaise atteint au 31 décembre 1935 un montant de Frs. 6.388.292.984 contre Frs. 6.389.633.385 à la fin de l'année précédente. Ces montants comprennent pour £ 3.600.000 soit environ Frs. 600.000.000 un emprunt contracté auprès du Gouvernement britannique. Y compris cet emprunt, la dette consolidée s'élevait à Frs. 2.824.235.384 en fin 1935 alors qu'elle atteignait Frs. 2.363.218.000 au 31 décembre 1934. **La dette consolidée** s'était donc assez considérablement accrue. Cela provient en ordre principal de l'augmentation de la dette vis à vis du Gouvernement britannique résultant de la dépréciation du franc belge.

La dette flottante composée uniquement de bons du Trésor en circulation, s'est réduite de Frs. 1.422.281.000 en 1935 à Frs. 1.025.927.100 en 1936, soit de près de 400 millions.

Reste encore la **dette indirecte** : elle résulte de la garantie donnée par le Gouvernement de la colonie d'assurer le service d'un intérêt minimum à certaines catégories d'actions et d'obligations de sociétés anonymes. Cette garantie fut accordée aux souscripteurs dans le but de favoriser la mise en valeur de la colonie par la construction de travaux importants, par l'établissement de chemins de fer et de voies régulières de navigation fluviale.

En fin 1934, la valeur nominale des actions et obligations à dividende minimum garanti, s'élevait à Frs. 2.604.113.500. En fin 1935, le total des capitaux garantis ne s'élève plus qu'à Frs. 2.538.050.500.

Fait à retenir, la dette congolaise ne résulte que pour une très petite part des déficits budgétaires. Durant la période de 1907 à 1934, les dépenses n'ont dépassé les recettes au budget ordinaire que de 557 millions, encore faut-il ajouter que ce déficit est imputable à concurrence de 530 millions, aux exercices 1931 à 1933.

Pour près de 6 milliards, la dette congolaise a donc pour origine des dépenses qui ont été réalisées dans le but de mettre le territoire de la colonie en valeur. Alors que dans bien des colonies ce sont les finances métropolitaines qui supportent ou qui interviennent largement dans les frais de premier établissement, le Congo a supporté lui-même cette charge en recourant à des emprunts dont il assure entièrement le service.

Mais, si notre colonie a pu jusqu'ici subvenir elle-même aux frais de sa mise en valeur, il n'y a pas de doute que la dette qu'elle a contractée, est trop lourde.

Une réduction du capital de cette dette s'impose. Il n'est pas normal que le Congo, avec un budget de 600 à 700 millions, soit redevable d'une dette de 6 à 7 milliards. C'est ce que notre Gouvernement a compris et c'est pourquoi les derniers déficits budgétaires furent couverts par l'entremise d'une intervention financière de la métropole. On évita de recourir à l'emprunt. De telle sorte, la dette publique du Congo se réduira d'elle-même par le jeu normal des amortissements. Il importe que, dans l'avenir cette sage politique soit poursuivie pendant un certain nombre d'exercices. Avant de recourir à l'emprunt, il est utile d'attendre une amélioration sérieuse de nos finances coloniales.

Tout comme il faut éviter de faire supporter les frais de premier établissement par les premiers bilans d'une entreprise, on ne peut sainement grever le budget d'une jeune colonie par des dépenses trop lourdes de mise en valeur.

Agir autrement, serait vouer notre bel effort colonial et ses brillants résultats à une perte certaine. Du fait même de l'importance de la dette en capital et par suite également des taux relativement élevés auxquels les emprunts coloniaux avaient été contractés, le service de la dette était devenu écrasant pour les finances coloniales.

Le tableau ci-après fait apparaître pour les années 1935 et 1936 les dépenses que ce service comportait. (1)

(1) D'après les documents parlementaires sessions 1934-1935 et 1935-1936.

	Exercice 1935	Exercice 1936	en plus	en moins
Cautionnements	110.000	110.000	—	—
Dette consolidée	115.846.634	131.005.975	15.159.341	—
Dette flottante	75.000.000	41.000.000	—	34.000.000
Garant. d'intérêts	106.308.930	112.585.600	6.276.670	—
Frais Généraux	1.500.000	3.000.000	1.500.000	—
Totaux	298.765.564	287.701.575	22.936.011	34.000.000

en moins par solde Frs. 11.063.989

De l'examen de ces chiffres l'on déduit immédiatement que l'année 1936 marque déjà un progrès sérieux par rapport à l'exercice précédent. En effet la charge du service de la dette s'est réduite de plus de 11 millions. Ce progrès est plus sensible encore si l'on compare la charge de la dette au total des recettes ordinaires au cours des deux années considérées. En effet, on constate :

	1935	1936
Recette ordinaire	364.459.675	423.227.254
Charge de la dette	298.765.564	287.701.575
En %	81%	68%

Toutefois, ce rapport est encore beaucoup trop élevé. En Belgique, les recettes ordinaires s'élevaient au budget de 1936 à 10.429.390.354 et le service de la dette comportait pour la même année une dépense de Frs. 3.801.895.940,23, soit env. 27 % des recettes.

Dans la métropole ce pourcentage est donc beaucoup inférieur. Les finances coloniales, quant au point de vue de la réduction de la dette publique et de sa charge, sont en bonne voie d'assainissement. En effet dès à présent déjà les bons du Trésor qui composent la dette flottante, peuvent être émis à des taux considérablement réduits. Les garanties d'intérêts aux sociétés anonymes sont en diminution du fait du renouveau d'activité. Au surplus, la politique de la conversion des rentes, que nous étudierons au chapitre suivant produit, déjà ses premiers effets.

Les raisons ne manquent donc pas de croire que l'avenir peut être favorablement envisagé.

CHAPITRE II.

La conversion de la Dette publique congolaise.

La charge de la dette congolaise est lourde du fait de son importance en capital, mais il faut bien ajouter que ces taux trop élevés auxquels certaines parties de cette dette ont été contractées, n'y sont pas étrangers.

Si les premiers emprunts congolais ont pu être placés à des taux avantageux, citons entr'autres :

l'emprunt 1887 à 2½%

l'emprunt 1896 à 4%

l'emprunt 1901 à 4%

l'emprunt 1904 à 3%

l'emprunt 1906 à 4%

l'emprunt 1909 à 4%

on constate que dès les premières années de l'après guerre le loyer de l'argent s'étant considérablement élevé, les taux auxquels la colonie parvient à émettre ses emprunts sont beaucoup moins favorables pour elle. C'est ainsi que l'on enregistre entr'autres l'émission

de l'emprunt 1921 à 5½%

de l'emprunt 1921 à 6%

de l'emprunt 1926 à 6%.

Les taux minima des dividendes garantis par la colonie aux porteurs de titres de sociétés anonymes d'exploitation de transports ferroviaires et fluviaux et les taux d'intérêt garantis aux porteurs d'obligations de ces sociétés, ne sont guère plus avantageux. Ils atteignent la plupart du temps 6% et même 7% en ce qui concerne le dividende minimum garanti aux actions privilégiées de la Société des Chemins de Fer « Léopoldville-Katanga-Dilolo ».

La situation au Congo est pareille à celle de la Belgique. La plus grande partie de la dette publique avait été contractée à des époques durant lesquelles le loyer de l'argent était très élevé. A l'heure actuelle ce loyer s'étant réduit, les finances publiques étaient anormalement grevées.

Le ministère Van Zeeland désireux de procéder à un assainissement financier tant en Belgique qu'au Congo proposa à la signature de S. M. Le Roi des mesures audacieuses, par lesquelles les taux divers des emprunts belges et congolais ainsi que les taux garantis par la colonie en ce qui concerne le rendement de certaines actions et obligations, seraient unifiés et réduits.

Ces mesures s'imposaient si l'on voulait procéder à un assainissement définitif des finances métropolitaines et coloniales et les réadapter aux conditions nouvelles du marché des capitaux. D'ailleurs le porteur devait trouver une compensation dans la fermeté des cours des rentes qui se sont plutôt raffermis grâce à l'assainissement réalisé et cela malgré la réduction des taux d'intérêt.

Il faut ajouter encore que les porteurs qui acceptaient la conversion recevaient, en compensation du sacrifice consenti sur le taux, une bonification en nouvelle rente unifiée.

* * *

Résumons l'essentiel des dispositions législatives contenues dans l'arrêté N° 220 du 27 décembre 1935 relatif à la conversion de la dette publique du Congo Belge. (1)

En tout premier lieu l'Arrêté Royal prévoit la création d'une dette coloniale 4% 1936 inconvertible avant le 1 janvier 1946 représentée par des obligations au porteur de la dette publique du Congo Belge.

Le capital nominal de cet emprunt devait s'établir au montant nécessaire pour permettre les échanges et bonifications envisagés. Une autre stipulation autorise la colonie à offrir l'échange au pair de la valeur nominale à compter du 1er janvier 1936 contre des titres de la dette coloniale 4% 1936.

(1) D'après le Bulletin officiel du Congo Belge.

- a) des obligations 5½% de l'emprunt de 50 millions de francs nominal créé par l'arrêté royal du 28 février 1921 ;
- b) des obligations 6% de l'emprunt de 25 millions de francs nominal créé par l'arrêté royal du 2 février 1926 ;
- c) des obligations 6% de l'emprunt de 700 millions de francs nominal créé par l'arrêté royal du 2 février 1926.

L'arrêté prévoit d'autre part : qu'il sera alloué par titre échangé une bonification en obligation de la dette coloniale 4% 1936, fixée à 7½% à 10% ou à 5% du capital nominal selon qu'il s'agit des emprunts repris respectivement sous a) b) c) ; que les propriétaires des titres ci-dessus renseignés qui n'auront pas effectué le dépôt de leurs titres en Belgique ou au Congo dans des établissements, dans des délais et dans des conditions déterminés seront considérés comme ayant accepté l'échange ou la réduction d'intérêt aux conditions indiquées.

D'autres clauses prévoient que les titres non échangés seront munis d'une estampille et que conséquences graves pour le porteur.

1°) ils ne seront plus admis à la cote officielle des bourses du royaume ;

2°) ils ne seront plus acceptés pour la constitution des cautionnements en fonds publics et ne figureront plus parmi les valeurs admissibles aux avances de la Banque Nationale de Belgique et de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

* * *

Telles sont les dispositions principales de cet arrêté royal. Il prévoit également la consolidation et l'échange des Bons du Trésor et enfin, mesure non moins importante, la réduction de la garantie accordée par la Colonie pour le paiement d'un dividende minimum à des actions, ou pour le paiement de l'intérêt à des obligations de sociétés.

Pour ces actions ou obligations le taux du dividende minimum ou de l'intérêt garantis est également uniformément ramené à 4%.

L'arrêté prévoit aussi l'allocation d'une bonification payée en obligations de la dette coloniale 4% 1936 à tous les porteurs, sauf à ceux qui manifesteront leur intention de ne pas consentir à la réduction prévue.

Cette bonification est égale à 15% ou à 10% du montant nominal suivant les cas.

Les porteurs des titres qui ne consentent pas à la réduction du taux du dividende minimum ou de l'intérêt garantis, doivent effectuer le dépôt de leurs titres dans des établissements et endéans des délais déterminés.

Tout comme pour la conversion des emprunts, l'arrêté royal prévoit également que les obligations ou actions de sociétés dont les porteurs n'accepteraient pas la conversion, seront munies d'une estampille spéciale et ne seront plus admises à la cote officielle des Bourses du Royaume ni acceptées pour la constitution de cautionnements de fonds publics. Elles ne figureront plus parmi les valeurs admissibles aux avances de la Banque Nationale de Belgique et de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

★ ★ ★

Les dispositions qui régissent la conversion de la dette publique congolaise sont, dans leur ensemble, identiques à celles qui régissent la conversion de la dette publique belge.

Ces dispositions ont été parfois l'objet de critiques sévères. En pratique il s'agit en effet d'une conversion forcée à peine déguisée. Dans un pays aussi libéral que le nôtre elles ne pouvaient pas être l'objet de la sympathie unanime. Pour juger clairement il faut pourtant considérer les mesures prises comme faisant partie d'un vaste programme d'assainissement qui est remarquable dans son ensemble. En effet, à l'heure actuelle, le redressement financier de notre pays et l'amélioration sensible de nos finances coloniales sont des faits indiscutables.

SECTION IV.

La Banque Congolaise d'Emission et l'économie monétaire belgo-congolaise.

Parmi tous les liens qui naissent de l'unité politique, ceux qui résultent de l'usage d'une même monnaie ne sont pas sans valeur.

En effet, l'utilisation d'une monnaie commune favorise la collaboration économique entre les peuples. Cette vérité est plus évidente encore à l'heure actuelle alors que le monde souffre d'une crise monétaire sans précédent, et que le commerce international se trouve souvent paralysé du seul fait des difficultés du change.

Une monnaie commune à deux pays ne facilite pas seulement les transactions commerciales entre eux, mais au surplus, elle rend ces transactions plus régulières, par le seul fait d'un certain parallélisme existant entre le régime des prix dans les deux pays considérés.

L'unité monétaire du Congo n'est pas théoriquement la même que celle de la Belgique. Le Congo a sa propre monnaie indépendante de la nôtre. Alors qu'en Belgique le « Belga » est l'unité monétaire, au Congo, c'est le « franc congolais ». Les billets émis par la Banque Nationale de Belgique n'ont pas cours au Congo, et vice-versa, les billets émis par la Banque du Congo Belge n'ont pas cours en Belgique.

Chaque monnaie a ses signes monétaires et sa banque d'émission. Les garanties en or et en devises qui servent à la couverture du Belga, et à celle du franc congolais, sont absolument distinctes. Les règles qui régissent le système monétaire de la Belgique et celles qui régissent le régime monétaire du Congo Belge ne sont pas pareilles, elles sont définies par des chartes différentes.

Pourtant, malgré cette indépendance plus apparente que réelle, il faut reconnaître que dans la pratique nos gouvernants ont toujours eu comme principe de donner au franc congolais une valeur parfaitement équivalente à celle du franc belge.

Nous examinerons ci-après brièvement les stipulations essentielles des chartes successives qui furent accordées à la Banque Congolaise d'émission et nous verrons combien la stricte applica-

tion de ce principe fut un souci constant qui donna lieu à des modifications répétées de la définition même de l'unité monétaire congolaise.

Si, à plusieurs égards, les deux monnaies sont distinctes, elles ne le sont pas, quant à leur valeur, en pratique. Il faut reconnaître que cela vaut mieux. En effet, l'usage de monnaies à valeurs différentes compliquerait inutilement les relations entre la Belgique et le Congo, nécessitant d'innombrables opérations de change et de comptabilité. Il créerait deux milieux soumis à des phénomènes monétaires différents, et susceptibles de troubler profondément la nature des rapports économiques existant entre la métropole et sa colonie.

Pour favoriser la collaboration entre le Congo et la Belgique il est indiscutable que, tant au point de vue économique qu'au point de vue psychologique, il faille, dans la mesure des possibilités, donner à notre colonie les caractéristiques de nos grandes institutions métropolitaines. A cet effet, une même monnaie ou une monnaie de valeur parfaitement équivalente peut, sans contredit, jouer un rôle très important.

CHAPITRE I.

Origine et activité de la Banque du Congo Belge.

La Banque du Congo Belge fut fondée en 1909, alors que la colonie du Congo Belge venait à peine de naître.

Le nouvel organisme fut doté du privilège d'émission en juillet 1911, en même temps il fut chargé du service de caissier colonial. Avant cette date, on peut dire que l'organisation bancaire dans la colonie était complètement inexistante. La circulation monétaire n'était assurée que par des émissions très modestes de l'Etat Indépendant du Congo. (1)

Le commerce avec l'indigène se faisait pratiquement encore par le moyen du troc. Il fallait à vrai dire, à cette époque, beaucoup d'esprit d'entreprise pour créer une banque ayant comme champ

(1) Pièces d'argent	1.900.000 Frs.
Pièces de nickel	384.300 Frs.
Billets d'état	300.000 Frs.

d'activité une colonie aussi neuve. En effet, rien ne paraissait de nature à permettre d'alimenter sérieusement cette activité bancaire. Mais petit à petit les gisements miniers furent découverts, de très nombreuses sociétés nouvelles furent constituées, la Belgique abandonna le régime des monopoles, la régie d'Etat et le système des grandes concessions, dont on avait fait un si fréquent usage à l'époque de l'Etat Indépendant.

En même temps que s'opérait cette bienfaisante évolution, le rôle de la Banque du Congo Belge allait grandissant. Le capital de la Société, qui, à l'origine était de 2 millions, fut porté à 3 millions, puis à cinq millions ; il est à l'heure actuelle de 20 millions et les réserves atteignent le double de la valeur du capital.

En 1910 la Banque du Congo Belge ne détenait qu'une bien simple agence à Matadi, quatre mois plus tard, un siège plus modeste encore fut ouvert à Elisabethville, puis quelque temps après un autre fut fondé à Kinshasa. A l'heure actuelle, la Banque du Congo Belge détient vingt-quatre agences, dont une à Anvers, une à Londres et une à Dar-Es-Salam, porte du commerce de l'Afrique Centrale sur l'Océan Indien, les autres agences sont établies sur le territoire de la colonie.

Examinons brièvement les résultats atteints. Ils sont brillants dans leur ensemble, malgré les périodes fort difficiles que la Banque a du traverser durant le quart de siècle de son existence.

Sans remonter au temps d'avant-guerre, reprenons les périodes quinquennales 1919-1923, 1924-1928, 1929-1933 et reproduisons quelques chiffres fort évocateurs de la croissante activité de notre organisme colonial d'émission : (1)

Solde créditeur des comptes clients en francs or.

1919-1923	Frs. 262.000.000,—
1924-1928	Frs. 253.000.000,—
1929-1933	Frs. 461.000.000,—

Mouvements de transferts et chèques vendus.

1919-1923	Frs. 1.150.000.000,—
1924-1928	Frs. 1.500.000.000,—
1929-1933	Frs. 1.800.000.000,—

(1) D'après le rapport du Président de la Banque à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la fondation.

D'autre part, la progression des bénéfices, exception faite de la période des hostilités, a presque toujours été constante, même durant les dernières années, on note :

Exercices	Bénéfice net (1)
1930-1931	Frs. 5.222.413,64
1931-1932	Frs. 5.315.630,17
1932-1933	Frs. 5.453.571,31
1933-1934	Frs. 5.684.626,59
1934-1935	Frs. 5.920.416,21

Ces chiffres expriment les bénéfices nets après déduction de la redevance au Trésor Colonial. Le total des sommes versées par la Banque du Congo Belge au Trésor Colonial atteignait en 1935 environ 70 millions de francs, et le total des dividendes distribués aux actionnaires, environ 45 millions de francs.

A la lumière de ces chiffres, on voit combien la Banque coloniale d'émission a suivi l'évolution de l'activité économique de la colonie. Elle s'est toujours montrée à la hauteur de la tâche qu'elle s'était assignée, favorisant les transactions et les affaires dans toute la mesure de ses possibilités, mais n'abandonnant jamais les principes de prudence et de modération qui sont le fondement solide de toute institution de crédit.

Il n'est pas douteux que les efforts que la Banque du Congo Belge a réalisés pour mettre sur pied son organisation actuelle si ramifiée et si perfectionnée, ont largement contribué au développement des rapports d'affaires entre la Belgique et sa colonie.

CHAPITRE II.

Les chartes successives de la Banque du Congo Belge.

Les chartes successives qui furent accordées à la Banque du Congo Belge constituent en quelque sorte les statuts monétaires de la colonie, aussi leur examen est particulièrement instructif.

(1) D'après les rapports du Conseil d'administration à l'assemblée générale.

Après une période préliminaire assez brève (1) durant laquelle le Congo ne détient pas d'institut d'émission, on peut répartir l'histoire monétaire de notre colonie en trois grandes époques dont l'origine coïncide avec la promulgation de la charte de 1911 et celle des chartes de 1927 et 1935.

La charte de 1911 et le régime monétaire transitoire de 1914 à 1927.

C'est en 1911 que la Banque du Congo Belge reçut sa première charte d'émission. Ce document énumérait de façon précise toutes les opérations auxquelles la Banque pouvait se livrer. D'autre part, elle stipulait l'obligation pour la Banque, de rembourser ses billets à son choix, soit en pièces d'or ou d'argent de l'union latine, soit en monnaie d'or de tous les pays, à la parité de leur valeur or. L'encaisse métallique ne pouvait jamais être inférieure au tiers du montant des billets en circulation, cette encaisse ne devait pourtant pas être uniquement composée de métal or. En dehors de l'or métal, elle pouvait comprendre au surplus des monnaies de l'Union latine, toutes monnaies d'or, des billets belges et étrangers, ainsi que des effets payables en or.

La charte prévoyait encore l'obligation pour la Banque de remplir les fonctions de caissier colonial.

En échange du privilège qui lui était accordé, l'institut d'émission prenait l'engagement de verser au Trésor Colonial la moitié de ses bénéfices distribuables après les prélèvements pour la réserve légale, et le paiement d'un dividende de 6 % à ses actionnaires.

(1) Cette période va de 1908, date de l'annexion du Congo par la Belgique, jusqu'en 1911. Notre colonie avait, durant ces années, une circulation monétaire très modeste. Elle se composait essentiellement de pièces d'argent et de billets, qui avaient été émis à l'époque de l'Etat Indépendant.

La loi du 18 octobre 1908 promulguée à la veille de l'annexion, stipulait que les monnaies d'or et d'argent ayant cours en Belgique, auraient cours aux mêmes conditions dans la colonie. Il y avait donc alors au Congo simultanément en circulation des monnaies belges et congolaises. Le franc congolais était défini par un poids équivalent à la 3100^e partie d'un Kg. d'or à 900 millièmes de fin. Les signes monétaires en usage dans la colonie étaient échangeables au bureau de l'Etat à Bruxelles contre de l'or ou « des valeurs équivalentes payables en or ».

Dès août 1914, l'ouverture des hostilités rendit impossible la stricte application de la charte de 1911. Par un décret pris au début de la guerre, la Banque d'émission fut dégagée de l'obligation de rembourser ses billets, mais l'institut d'émission ne fit pas usage de cette faculté.

D'accord avec notre Gouvernement, la Banque du Congo Belge rattacha le franc congolais à la Livre sterling. Pour 25,45 francs congolais, on pouvait obtenir 1 £, remise à Londres. Ce régime fut maintenu jusqu'à l'armistice. Dès lors, le Gouvernement Belge décida de rattacher à nouveau le franc congolais au franc belge. Par dérogation aux stipulations de la charte de 1911, l'autorisation est accordée à la Banque de ne rembourser ses billets que par des billets belges.

C'est ainsi que, malgré sa position très solide, le franc congolais suivit toujours les variations de notre monnaie, alors qu'il aurait été possible de le stabiliser à n'importe quel cours.

En effet, la demande de devises congolaises était toujours très grande, du fait de balances commerciales et de balances des paiements régulièrement favorables.

La charte de 1927.

Le 10 octobre 1927, alors que la métropole opérait la stabilisation de sa monnaie, une convention nouvelle, revisant la précédente, prorogea le privilège d'émission accordé à la Banque du Congo Belge, elle mit le système de la monnaie fiduciaire congolaise en harmonie avec les principes qui régissent les billets de banque en Belgique. Le franc congolais est défini par un nouveau poids d'or fin de 0,041822 gr. ce qui correspond au cinquième de celui qui avait été choisi pour déterminer la valeur du Belga. Les billets émis par la Banque sont payables, soit en or, soit en monnaies ayant cours légal dans la colonie, soit en chèques tracés sur des places belges ou étrangères, choisies par le Ministère des colonies, de commun accord avec l'institut d'émission.

La charte de 1927, pas plus que celle de 1911, n'osa aller jusqu'à adopter l'étalon « or » pur et simple. L'une et l'autre établissent un régime monétaire combiné de « gold bullion » et de « gold exchange standard ».

Quant à l'encaisse métallique, la charte de 1927 prévoit qu'elle devra être au moins égale à 40% des billets mis en circulation. Toutefois, 20% seulement de cette encaisse doivent être en « or métal ». Ajoutons que, si la charte prévoyait ce minimum, en pratique il fut toujours dépassé.

En 1934 l'encaisse métallique de la Banque du Congo Belge était entièrement constituée par de l'or-métal et la couverture dépassait 50% de la valeur des billets émis.

La charte de 1935.

En mars 1935, alors que la Banque Nationale de Belgique fut dispensée du remboursement des billets, un décret autorisa la Banque du Congo Belge à ne plus remettre que des billets belges en échange des siens. C'était le moyen pratique et certain de maintenir une parité entre la monnaie métropolitaine et coloniale. Aussitôt que le Belga fut stabilisé (1 avril 1935), on s'occupa de mettre le statut monétaire du Congo en concordance avec la nouvelle situation qui s'était créée en Belgique, et le 21 juin 1935, la colonie conclut une nouvelle convention avec la Banque du Congo Belge, revisant la convention intervenue entre parties en 1927.

La charte révisée de 1935 stipule notamment que « les billets et monnaies fiduciaires métalliques, sont payables à vue dans la colonie sur la base de 0,0301264 gr. d'or fin pour un franc, dans toutes les succursales de la banque ». Ainsi le franc congolais se trouve à nouveau défini par un poids d'or fin, équivalent au cinquième de celui qui représente la valeur du Belga. Les paiements s'effectuent, comme antérieurement, au choix de la Banque, en or, en monnaie ayant cours légal dans la colonie, ou en devises négociables sur les places belges ou sur les places étrangères, choisies par le Ministère des Colonies, d'accord avec la Banque. Ces paiements sont évidemment décomptés suivant la nouvelle parité monétaire.

Les stipulations relatives à l'importance de l'encaisse en or ou en devises or restent inchangées.

La charte révisée de 1935 ne modifie pas non plus la quote-part du Trésor Colonial dans les bénéfices de la Banque, mais elle apporte un bouleversement total dans le régime des monnaies

fiduciaires métalliques. En effet dans l'exposé des motifs du décret du 27 juillet 1935, approuvant la charte révisée, le Gouvernement de la colonie déclare qu'il renonce à émettre dorénavant des monnaies fiduciaires. La Banque du Congo Belge procèdera seule à l'émission de celles-ci, tant en ce qui concerne les billets que les monnaies fiduciaires métalliques.

La charte elle-même prévoit déjà qu'à partir du 1er octobre 1935, la Banque assumera l'obligation de rembourser à l'égal de ses propres émissions, les monnaies fiduciaires métalliques suivantes, émises par la colonie : pièces d'un franc, de 50 centimes, de 20 centimes, de 10 centimes et de 5 centimes.

Les monnaies fiduciaires métalliques sont à présent remboursables en or ou en devises à l'égal des billets de banque.

Certains ont désapprouvé ces dispositions nouvelles, d'autres les ont vivement louées, estimant que la centralisation de toutes les émissions, de quelque natures qu'elles soient, par un seul et même organisme, facilite le contrôle et assouplit la circulation. Une gestion unique ne pouvait avoir, d'après eux, que des conséquences profitables.

L'avenir seul nous dira s'il faut donner raison aux uns ou aux autres. Il est en tout cas intéressant de noter que le Congo vient de tenter une expérience sans précédent dans l'histoire monétaire du monde.

La circulation dans notre colonie est entièrement assurée par des émissions et des frappes de la Banque d'émission. L'encaisse de cet organisme garantit seul le paiement de toutes les monnaies en usage. Aucune monnaie belge n'a plus cours sur le territoire de la colonie. (1)

(1) En 1935, alors que le Gouvernement s'occupait de la révision de la charte, il fut appelé à interpréter la loi de 1908 qui prévoyait que les pièces d'argent ayant cours en Belgique, auraient en même temps cours aux mêmes conditions sur le territoire de la colonie. Depuis 1933 le Trésor belge a émis des pièces d'argent et il s'agissait de savoir si leur usage dans la circulation congolaise devait être autorisé. Le Gouvernement estima, pour des raisons doctrinales et pour des raisons pratiques que la loi de 1908 ne devait pas être appliquée. En effet : 1°. Il ne s'agissait pas d'une vraie monnaie d'argent, mais d'une monnaie à caractère fiduciaire; 2°. L'introduction d'une monnaie d'argent d'un poids inférieur et d'une valeur supérieure à ceux de certaines monnaies métalliques déjà en circulation au Congo, eut risqué de provoquer la confusion dans l'esprit des indigènes.

Le Congo Belge est soumis à un régime monétaire entièrement indépendant de celui de la métropole. Ce n'est que pour des considérations d'ordre spécial, mais importantes il est vrai, qui regardent les relations de la métropole avec sa colonie, que l'on ramena toujours la valeur du franc congolais à celle du franc belge. Le mécanisme distinct des deux monnaies leur assure une vie indépendante. Ce n'est que la volonté du législateur qui fait suivre aux devises belges et congolaises un sort parfaitement identique.

CINQUIEME PARTIE

DEUX PROBLEMES D'ACTUALITE.

Deux grands problèmes, le colonat belge et le paysannat indigène préoccupent fortement le monde colonial de notre pays. On peut même dire que récemment, la presse aidant, ces questions sont à l'ordre du jour dans toutes les sphères de l'opinion publique.

A première vue, il semble que l'on se trouve en présence de problèmes qui ne peuvent intéresser que l'économie congolaise, mais un examen quelque peu plus approfondi nous révèle immédiatement l'influence considérable que les solutions qu'on leur accorde, peuvent avoir sur l'économie belge. C'est pourquoi nous avons désiré consacrer une partie tout entière de notre ouvrage à l'examen de ces sujets délicats.

Jusqu'à présent, nos compatriotes se sont contentés de pacifier l'Afrique centrale, de civiliser ces immenses territoires où régnait la plus cruelle sauvagerie, de créer l'outillage du Congo au prix de grands sacrifices, d'assainir la colonie par des travaux intelligents. Mais la colonisation belge se basait sur ce principe : la mise en valeur de la colonie « pour l'indigène et par l'indigène. » Nous comptons bien entendu que l'éveil de la colonie à la civilisation, que sa mise en valeur, que son développement économique, ouvriraient à la Belgique un vaste champ d'action où ses capitaux, à l'abri des institutions politiques, trouveraient des moyens d'utilisation lucratifs et sûrs. Mais là se limitaient nos vues, nous n'espérions pas trouver dans le Congo un exutoire pour notre population.

Par ce mode de colonisation, où l'émigration est temporaire et où elle se résume essentiellement à la formation des cadres administratifs et directeurs de l'Etat et des sociétés anonymes, la Belgique estimait pouvoir remplir entièrement sa mission de nation tutrice. Pourtant on finit par constater que, si ce système de colonisation offrait des possibilités au point de vue économique, que s'il permettait l'exécution de grands travaux d'art, l'exploitation par des moyens modernes des gisements miniers, il n'assurait pas le développement intégral des forces de la colonie. L'exploitation capitaliste par la voie des sociétés anonymes, a rendu des services éminents que l'on aurait tort de minimiser. Jamais le travailleur isolé n'aurait pu grouper les capitaux indispensables à la création des énormes réseaux de chemins de fer ni à l'outillage industriel de la colonie. Mais l'exploitation capitaliste s'avère tout à fait insuffisante dans le domaine agricole. Or, l'agriculture, source perpétuellement renouvelée de richesses, doit constituer dans une colonie aussi primitive et aussi vaste que la nôtre la base essentielle de son économie.

L'on peut dès lors se demander avec inquiétude ce que deviendrait le Congo au cas où l'agriculture ne s'y développait pas. Si les richesses minières sont encore loin d'être épuisées, il est un fait indiscutable que leur exploitation continuelle doit entraîner leur appauvrissement progressif.

Une solution nouvelle s'impose donc, qui accorderait à la colonie la base solide d'une agriculture fortement répandue et largement répartie, soutenue par l'intérêt personnel du petit propriétaire s'occupant lui-même de la fructification de ses terres.

Il faut introduire l'économie congolaise dans la Société humaine en multipliant le nombre des petits producteurs. Nous n'entendons pas dire qu'il faille pour cela détruire l'œuvre des sociétés anonymes, il faut la compléter par une armature économique plus solide, basée sur le travail de l'individu en tant qu'individu, responsable et indépendant. L'organisation du Congo, telle que nous l'entendons ne comporte pas une contribution plus grande de l'Etat dans les affaires économiques, elle consiste simplement en une répartition et une exploitation plus divisée des richesses latentes pour la plus grande prospérité de chacun et de tous.

En vue d'atteindre ce but, deux solutions peuvent être appliquées. Celle du paysannat indigène qui tend à la formation d'une classe de petits agriculteurs indigènes qui tirent leurs ressources et leur indépendance économique du libre travail de leur propre terre, et celle qui consiste dans l'introduction de colons belges au Congo, auxquels l'Etat accorderait des concessions en propriété ainsi que son appui moral et dans certains cas, son appui matériel.

Les deux solutions ont leurs avantages et leurs inconvénients.

La première a ceci de particulier qu'elle se base encore sur le grand principe de colonisation qui fut le nôtre jusqu'à ce jour : « tout pour l'indigène et par l'indigène ». Formule parfaitement défendable lorsqu'on se base sur les fondements classiques qui légitiment la colonisation. La seconde, beaucoup plus délicate, et toute nouvelle, soulève pour la Belgique le problème du contact des races qui ne s'était à vrai dire pas encore posé.

Nous avons ainsi, dans cette brève introduction, dégagé le lien commun qui existe entre le problème du colonat belge et celui du paysannat indigène. Tous deux entraînent un développement de la capacité productive de la colonie dans le sens d'une plus grande harmonie de ses activités et par conséquent d'une meilleure résistance de son armature économique. Mais hâtons nous d'ajouter que le colonat belge en Afrique n'est pas seulement justifié par la nécessité dans laquelle nous nous trouvons de développer harmonieusement toutes les activités économiques de notre colonie et d'en faire par répercussion, dans un avenir plus ou moins éloigné, un grand marché de production et de consommation pour notre métropole. Là, réside bien certainement une des raisons importantes qui doivent nous guider dans cette voie, mais nous verrons qu'il y en a bien d'autres pour justifier une émigration définitive de nos compatriotes sur le sol africain.

Ne pas y croire, serait entacher notre désir d'expansion nationale d'un déterminisme purement économique, ce serait lui enlever son caractère éthique et son indéniable beauté.

Il y a dans la foi colonisatrice d'un peuple une preuve de courage, une expression de sa volonté d'agir et de vivre.

Certaines nations ont consciemment ou inconsciemment en elles un perpétuel besoin d'expansion qui ne s'explique que très imparfaitement par des raisons économiques ou démographiques.

Au cours des pages qui vont suivre nous étudierons séparément le Colonat Belge et le Paysannat indigène. L'un et l'autre ont donné naissance à de vives polémiques. Il existe en ce moment une politique du colonat belge et une politique du paysannat indigène qui divisent l'opinion publique.

Il semble parfois que l'on puisse en déduire que l'une et l'autre ont des buts identiques et que l'on se trouve devant la seule alternative de choisir entre elles, qu'en fin de compte l'une s'oppose à l'autre. En réalité il n'y a rien de tout cela.

A nos yeux, ces deux politiques, dont les buts sont distincts, quoique ayant certains effets semblables, peuvent se poursuivre concouramment dans une très large mesure à condition évidemment de bien les harmoniser.

SECTION I.

Colonat Belge.

CHAPITRE I.

Avantages du colonat belge.

Les raisons qui justifient la politique du peuplement blanc de notre colonie sont multiples et de différents ordres.

Au point de vue international. — On peut dire que, dans l'avenir, le Congo ne restera belge que si une population belge nombreuse y habite de façon définitive. Cette raison est si péremptoire que, même si toutes les autres n'existaient pas, elle suffirait toute seule à donner à la politique du colonat belge un fondement parfaitement raisonnable et logique. La légitimité de la colonisation est un sujet des plus discutés à l'heure actuelle. On peut dégager du combat assez confus des idées, que la légitimité de la colonisation s'établit de plus en plus sur des assises nouvelles.

En 1919 le pacte de la Société des Nations, en son article 22 précise l'idée directrice du régime des « mandats » en spécifiant que le bien être et le développement des peuples non capables de

se diriger eux mêmes, correspond à une « mission sacrée de civilisation ». Il y a dans la conception du pacte, des peuples mineurs. Les peuples majeurs ont le devoir de les faire sortir progressivement de cet état de minorité.

L'art. 23 Litt B du pacte, a une portée plus générale, il ne s'applique pas seulement aux mandats, mais à toutes les colonies. Cet article stipule que les états membres de la Société des Nations s'engagent « à assurer le traitement équitable des populations indigènes dans les territoires soumis à leur administration. »

Le Pacte fait donc essentiellement allusion à l'œuvre de civilisation, à la tutelle des peuples mineurs et à la protection des races indigènes. Ce sont les bases classiques qui légitiment la colonisation. A l'heure actuelle, alors que les peuples du vieux continent se trouvent de plus en plus à l'étroit sur leur territoire restreint, que l'activité économique se ressent d'une crise durable, que le chômage et son douloureux cortège de misères s'est répandu dans le monde entier, une autre justification de la colonisation s'est développée. Elle se base sur la mise à la disposition de l'humanité des richesses restées inexploitées par les indigènes. Le R. P. Müller dans son intéressant ouvrage « Principes chrétiens de colonisation » nous dit :

« entre les pays et les peuples doit s'établir une harmonieuse coopération, une féconde division du travail qui met les richesses propres à chaque pays, à la disposition de la collectivité humaine tout entière. Quel pays, de nos jours, peut se flatter de prospérer en s'appuyant uniquement sur ce que fournit son propre sol ?

» Or, c'est un fait trop certain, les peuples arriérés ne sont pas en état de tirer parti de la portion de biens que réccèle le territoire qu'ils occupent et ne peuvent, abandonnés à eux-mêmes, que les laisser en friche au grand détriement de la prospérité générale.

» On conçoit dès lors que, si l'on appuie la légitimité de la colonisation sur pareil fondement, les peuples ont le droit de substituer leur administration à celle des peuples dont la gestion est restée déficitaire du fait d'une utilisation imparfaite ou partielle des richesses latentes. »

C'est dans cette conception nouvelle bonne ou mauvaise de la légitimité de la colonisation, que les pays qui désirent étendre leur domination politique dans le monde, chercheront contre nous les arguments les plus convaincants. Le courant moderne des idées tend à donner à toute terre susceptible d'être peuplée par des européens, le caractère de « richesse à mettre en valeur ». On ne conçoit plus, dans l'état économique actuel du monde, que des territoires restent inexploités alors qu'ils pourraient servir de champ d'expansion à des masses de travailleurs sans ressources. Or, notre Congo est précisément une des colonies africaines où la population européenne est la plus faible par rapport à la superficie du territoire.

Dans un discours au Sénat (fin 1935), Mr. Maurice Godding signalait le fait. A l'heure actuelle il y a au Congo, moins de 18.000 européens, dont 11.500 seulement de nationalité belge. Il est peut être un peu théorique de comparer la population du Congo à celle des colonies voisines puisque les conditions géographiques et climatiques de chacun des pays considérés diffèrent sensiblement les uns des autres. Nous reproduisons néanmoins un tableau des chiffres respectifs de la population européenne et indigène d'une série de colonies africaines.

Colonies	Etendue en Km ²	Population indigène	Population européenne.	Densité de la populat. européenne p. 1000 Km ²	Nombre d'europ. par 1000 indigènes
Kenya	582.374	3.025.000	17.000	29	5
Rhodésie du Nord	389.370	1.109.000	52.000	133	46
A.O.F.	4.659.707	14.530.000	15.000	3	1
Madagascar	629.170	3.723.000	35.000	55	9
Angola	1.255.775	4.181.000	50.000	38	11
Mozambique	771.133	3.995.831	18.000	23	4
Erythrée	119.000	621.000	5.000	42	8
Somalie It.	500.000	990.000	2.000	4	2
Congo Belge	2.336.892	9.372.558	18.000	7	2

Que peut-on déduire de ces chiffres ?

Tout d'abord que sauf l'A. O. F. et la Somalie italienne le Congo Belge est une des colonies de l'Afrique tropicale où la race blanche est la moins dense tant par rapport à la population indigène qu'à la superficie du territoire.

Evidemment, il existe de nombreuses explications à cet état de choses. Citons notamment le fait de l'éloignement des principaux territoires de notre colonie par rapport à la mer, les difficultés que l'orographie du pays oppose à la pénétration, enfin la durée relativement courte de notre action coloniale au Congo. D'autre part, en vue de permettre une comparaison plus exacte, il est utile d'ajouter que, dans certaines colonies, telles l'Angola et le Mozambique, la population désignée sous la mention « européenne » est bien souvent composée d'individus métissés.

Il n'empêche que, bonnes ou mauvaises, ces explications seront peu de choses lorsqu'une nation suffisamment puissante aura le désir de s'allouer des territoires coloniaux à nos dépens. Contre un peuple de 8 millions d'âmes, comme le nôtre, on trouve toujours des raisons que la force appuie contre l'équité et le droit.

Pour éviter que nous soyons donc un jour, plus ou moins lointain, expulsés de notre territoire africain, il apparaît indispensable que nous procédions immédiatement, et de la façon la plus active, au peuplement belge du Congo.

Il est certain que, si le droit se trouve appuyé par les faits et que les colons belges, en assez grand nombre, peuplent le centre africain, les autres nations se trouveront devant un fait accompli et ne pourront plus ni invoquer l'existence de territoires restant inexploités et par conséquent inutiles à l'humanité, ni peupler notre colonie, son occupation étant déjà pratiquement réalisée.

S. M. Albert 1^{er} disait : « Il faudrait cent mille Belges au Congo ». Ce n'est pas un rêve ambitieux, mais une possibilité très souhaitable vers laquelle nous devons tendre nos plus vigoureux efforts.

Au point de vue moral. — Il est indiscutable que, pour un peuple, le fait de faire souche, de s'accroître et de se multiplier, lui donne une conscience de sa vitalité et de sa force. Cette conscience se traduit en optimisme, source productive de volonté et de richesse.

Nous n'hésitons pas à penser que la colonisation est une nécessité pour certains pays et pour la Belgique en particulier. Elle élargit l'horizon de nos concitoyens et cela est indispensable dans un pays comme le nôtre, qui doit sans cesse avoir ses vues portées vers l'extérieur.

Renoncer à la colonisation complète, intégrale, serait pour notre peuple renoncer à la colonisation et nous préparer un avenir médiocre sinon misérable.

Au point de vue économique. — L'expérience de cinquante ans nous démontre tout ce que la colonisation telle que nous l'avons entendue jusqu'à nos jours a de précaire et de délicat. L'économie congolaise s'appuie surtout sur l'exploitation minière, forme d'activité la plus épuisante qui soit pour un pays.

Il est indiscutable que l'agriculture congolaise, épaulée par une population belge consciencieuse, soutenue et conseillée par les services de la colonie, ne tarderait pas à se développer. Il est un fait expérimenté que chaque colon est le meilleur initiateur de l'indigène aux travaux de la terre. Ainsi, simultanément à l'épuisement des gisements miniers, jaillirait par l'agriculture une source de richesses perpétuellement renouvelées. Le Congo moderne, qui est à l'heure actuelle, essentiellement dépendant de son commerce extérieur et par conséquent des cours mondiaux des matières premières à l'étranger, trouverait en lui-même un équilibre bien meilleur par la formation d'un marché intérieur plus développé.

Le colonat belge est le moyen le plus efficace pour assurer au Congo la formation d'un capital qui lui est propre. Actuellement, financièrement dépendante de la Belgique, notre colonie ne se trouve pas à l'abri des crises. Chaque trouble économique la placera dans la nécessité de demander l'appui des finances métropolitaines. L'existence d'une population européenne et la formation d'un capital en Afrique, constitueraient un volant sérieux qui assurerait plus de régularité dans les recettes budgétaires.

Mais, si le colonat belge constitue à tant de points de vue, un avantage considérable pour l'économie congolaise, il est évident que, par répercussion ces avantages se feront ressentir également dans les rapports qui existent entre le Congo et la Belgique et que l'économie belge en profitera.

Il est certain que tout Belge installé au Congo est un client qui donnera la préférence à notre pays tandis que l'étranger y installé, volontairement, par esprit de protectionnisme national, ou involontairement par habitude ou par goût, restera client de son pays.

Si nous désirons donc que le Congo devienne un jour pour la Belgique un grand marché d'expansion, si nous voulons que les liens qui nous unissent à notre colonie, se resserrent et se multiplient, il importe que notre colonisation ne se limite pas à la domination politique et à l'émigration des capitaux, mais qu'elle se complète par une émigration humaine assurant ainsi une colonisation intégrale et complète des territoires que nous avons conquis.

Au point de vue militaire. — La guerre mondiale a prouvé toute l'importance des colonies durant les hostilités. A une époque où les activités métropolitaines se trouvent nécessairement entravées par le manque de bras, le rôle de l'agriculture et de l'industrie coloniales est tellement important qu'il peut décider de la victoire finale.

On peut s'imaginer les difficultés qu'eussent rencontrées les alliés si leurs colonies ne leur eussent pas fourni des matières premières en abondance. On sait que le Congo Belge entre autres a exporté durant toutes les hostilités de grandes quantités de cuivre et d'huile. Dès lors, on comprend l'intérêt de l'ennemi à s'emparer de ces colonies, et le nôtre à les défendre.

Mais, si l'on peut supposer le cas d'une guerre européenne ou mondiale, il ne faut pas écarter l'éventualité d'un conflit beaucoup plus localisé, d'un coup de force sur le territoire africain par une nation désireuse d'étendre ou d'acquérir des territoires à nos dépens. L'histoire est riche d'exemples qui peuvent nous servir d'avertissement.

Mais telle n'est pas la dernière supposition que l'on puisse faire. Un soulèvement intérieur basé ou non sur la propagande étrangère d'une nation intéressée à nous causer des difficultés, peut surgir alors que nous nous y attendons le moins.

Il faut pouvoir parer à toutes ces éventualités et il est bien peu probable que la force publique qui existe actuellement au Congo puisse toujours suffire, aussi vaillante qu'elle soit.

Il est certain qu'une population belge nombreuse établie de façon définitive sur le sol africain, constituera pour notre pays un appoint de défenseurs sur la fidélité desquels nous pourrions compter sans réserve. Largement encadrées de nationaux, les troupes indigènes régulières constitueront un ensemble puissant qui nous

permettra de faire face à tout danger et nous mettra s'il le faut, dans la mesure d'appuyer nos droits sur la force, ce qui est hélas à notre époque bien souvent encore le seul moyen de les faire reconnaître.

CHAPITRE II.

Obstacles au Colonat belge.

Les obstacles que l'on oppose au colonat belge sont nombreux, mais à la lumière des faits aucun d'eux ne semble de nature à rebuter nos efforts. Nous les examinons les uns après les autres.

Obstacles d'ordre géographique. — Il est évident que le colonat belge ne peut être envisagé dans toute l'étendue de notre colonie. Des obstacles d'ordre géographique s'y opposent.

En effet certaines régions du pays sont couvertes de forêts vierges, d'autres de marécages, d'autres enfin, sont composées de déserts et tout à fait impropres à l'agriculture. Quoique indiscutables, ces obstacles ne sont pourtant pas permanents. En effet les forêts vierges peuvent être défrichées, les marais asséchés et par de nombreux moyens, l'on peut améliorer des terres qui paraissent stériles.

D'autre part, la géographie du Congo nous enseigne que l'étendue des terres incultes mais susceptibles d'être mises en valeur, est énorme. Il s'ensuit donc que les obstacles géographiques ne sont pas aussi importants qu'on pourrait le croire, d'autant plus que, dans leurs débuts, les colons se fixeront sur les terres les plus fertiles et les mieux situées.

Obstacles d'ordre climatologique. — L'insalubrité du climat a fourni pendant longtemps un argument sérieux aux opposants du colonat. A l'heure actuelle il est prouvé par de nombreux exemples qu'à peu près tout le territoire de notre colonie peut être habité par la race blanche. Il existe en effet à l'état sporadique des colons européens qui séjournent sans interruption au Congo depuis plusieurs décades. Ces colons se sont fixés sur les hauts plateaux aussi bien que dans les régions équatoriales de la cuve centrale. Ils sont sains.

D'ailleurs, l'expérience réalisée dans d'autres continents nous prouve que le peuplement blanc est parfaitement possible à des latitudes identiques et dans des régions comprises entre les mêmes lignes isothermiques.

En Amérique équatoriale : le Brésil, Cuba et Panama ; en Asie : Singapour et Batavia, sont peuplés de nombreux européens.

Il apparaît donc clairement que le climat en lui même ne constitue pas un obstacle au peuplement du Congo par la race blanche. Il existe évidemment dans notre vaste empire colonial, comme dans tous les pays, des régions qui sont plus ou moins saines, mais il est un fait indéniable que la salubrité générale de la colonie s'accroît chaque jour par les travaux innombrables qui sont poursuivis inlassablement : assèchement des marais, défrichement des taillis et broussailles autour des agglomérations, irrigations, boisements ou déboisements et surtout par l'introduction de l'hygiène et de la prophylaxie œuvre admirable de nos médecins. Il apparaît de plus en plus que l'insalubrité de la colonie ne résulte pas de son climat, mais de son état sanitaire. On a en effet trop souvent confondu les causes nosologiques d'insalubrité parfaitement modifiables, avec les causes climatologiques immuables.

Obstacles d'ordre nosologique. — Au point de vue nosologique les contrées tropicales et équatoriales dont notre colonie fait partie, se caractérisent par une série de maladies qui leur sont particulières en ce sens qu'elles n'existent pas ou peu dans les régions tempérées. Ce sont essentiellement : la malaria, les fièvres hémoglobinuriques, la dysenterie bacillaire, l'urémie, la trypanosomiase ou maladie du sommeil.

Faut-il s'effrayer de cet état de choses et considérer que ces maladies constituent un obstacle qui s'oppose à la colonisation blanche. Certes non. Nos régions tempérées ont également leurs maladies particulières aussi graves que celles des régions tropicales et si nous n'en souffrons pas outre mesure, c'est que nous leur faisons une guerre impitoyable et continue. Au Congo, grâce aux efforts méritoires du service médical officiel et à ceux des centres auxiliaires d'assistance aux indigènes subsidiés par le Gouvernement, tels les missions religieuses et les groupements

philantropiques, grâce aussi aux services des organismes industriels, une lutte tout aussi acharnée est engagée depuis plusieurs années déjà et les résultats bienfaisants s'en font largement sentir. Les récentes statistiques publiées par le Dr. Van Duren, chef du service de l'hygiène au Ministère des Colonies le prouvent à suffisance.

En 1932 on constate 171 décès pour une population européenne de 17.582 habitants.

En 1934 on constate 135 décès pour une population européenne de 17.845 habitants.

Le pourcentage de la mortalité des individus de race blanche au Congo, est inférieur à celui que relatent durant les mêmes années les statistiques démographiques se rapportant à la Belgique.

Il ne faut pourtant pas omettre que si ces chiffres sont encourageants, ils s'appliquent à une population sélectionnée d'individus, ne comportant qu'une proportion réduite d'enfants et de vieillards. Ce qui est pourtant indéniable, c'est que l'état sanitaire de la colonie s'améliore chaque année d'une façon appréciable. Dès à présent, déjà, sauf dans certaines régions nettement délimitées, et dont l'étendue se réduit constamment, rien ne s'oppose plus à l'établissement des colons belges, ils pourront prospérer et faire souche au Congo. L'affaiblissement progressif de leurs facultés reproductrices sous les tropiques, semble également un mythe dont l'expérience confirme le fondement inexact.

Obstacles d'ordre démographique. — Il y a dans le mouvement de la natalité dans notre pays, une régression qui risque d'anéantir nos efforts en faveur de la colonisation belge ou Congo.

Si, jusqu'à présent, la Belgique demeure le pays le plus peuplé du monde par rapport à la superficie de son territoire, les indices du dépeuplement sont nombreux. Le taux de la natalité a baissé de 44% de 1880 à 1932. En effet en 1880, on comptait 314 naissances pour 10.000 habitants, cinquante deux ans plus tard on n'en comptait plus que 175. De la période 1901-1905 à la période 1928-1932 la moyenne annuelle des naissances est tombée de 193.481 à

147.391 ce qui représente une perte annuelle de 24% ou de 46.090 unités. (1)

Remarquons que les pertes de l'armée belge durant la guerre, en disparus, décédés à la suite de blessures ou de maladie, a atteint 45.000 hommes. En une année, par le fait même de la réduction du chiffre de la natalité, la Belgique perd donc autant d'habitants que la guerre lui en a enlevé durant quatre années.

Ces données sont effrayantes, il en résulte non seulement une réduction progressive de la valeur numérique totale de la population, mais encore une diminution de la proportion des éléments jeunes qu'elle comporte. Les conséquences économiques de ces mouvements de notre population sont graves. Ils entraînent un alourdissement considérable des charges financières de la nation, supportées par un nombre plus réduit d'habitants, l'avitilissement de toutes les valeurs immobilières, la ruine des affaires par une réduction progressive de la consommation en général, la difficulté toujours plus grande de résister aux forces militaires ennemies.

Ces chiffres sont évidemment basés sur une supposition. Celle qui consiste à considérer que la décroissance actuelle de la natalité se perpétuera dans l'avenir. Or rien ne peut nous le confirmer de façon définitive.

Espérons que le peuple belge prouvera dans l'avenir toute sa vitalité et que, conscient de la place qu'il occupe dans la société humaine, il se ressaisira. Il n'en reste pas moins vrai qu'actuellement le phénomène qui nous avons constaté et qui atteint précisément les forces jeunes de la nation par la réduction des éléments nouveaux, aura certainement une influence défavorable sur les mouvements futurs de l'émigration belge au Congo.

Ainsi la Belgique, par sa dangereuse dénatalité, risque non seulement de compromettre son avenir métropolitain mais encore, à un moment critique de l'histoire de la colonisation, elle pourrait bien manquer une occasion, peut être unique, de faire souche sur

(1) Chiffres empruntés à l'ouvrage : « La Population belge et son avenir », édité par la ligue des familles nombreuses de Belgique. D'après la même publication la population belge qui comptait 3.750.000 habitants en 1830, et qui à l'heure actuelle en compte plus de 8.100.000 retomberait en 2030 à 3.700.000 habitants si l'on suppose la continuité des symptômes actuels.

un autre continent et de développer ainsi considérablement son expansion économique, sa puissance politique et son prestige dans le monde.

Obstacles d'ordre psychologique. — Les peuples anglo-saxons et scandinaves, s'établissent en général définitivement dans leur patrie d'élection. Les Belges, au contraire, comme les Français et les Italiens, sont enclins à considérer l'émigration avec une esprit de retour. Ils quittent le pays avec facilité, mais ils veulent la plupart du temps y revenir.

Cet état psychologique des peuples latins ou latinisés, nuit à leur expansion coloniale.

Pour pallier à cet obstacle et donner à l'émigration belge un caractère définitif, il faudra donc procéder à une sélection sérieuse des colons à leur départ et choisir de préférence des sujets qui ont donné des preuves de leur capacité et de leur goût pour la carrière coloniale. Il semble également que des cours préparatoires à l'émigration pourraient modifier dans une certaine mesure la mentalité de ceux qui partent en Afrique.

Obstacles d'ordre social. — Ce qu'il faut considérer comme un obstacle possible à l'émigration massive, ce sont certains effets du contact des races. Jusqu'à présent, il est difficile de prévoir les résultats qu'il donnera. Voyons ce que l'expérience de la colonisation dans le monde nous enseigne. De ce contact peuvent naître des rapports fort différents entre colons et indigènes. Ce seront, soit des rapports d'hostilité, de parenté ou d'amitié.

Les rapports d'**hostilité** créent l'opposition donnant lieu soit à l'élimination d'une des races en contact ou sinon, à la contradiction, celle-ci entraînant la colonisation dans une voie difficile, et infructueuse.

Les rapports de **parenté** comportent l'agrégation soit par l'union légitime soit par l'union illégitime. Cet effet du contact des races est parfois le meilleur parce qu'il crée un type nouveau qui élimine les deux autres et par conséquent, assure une unité parfaite. L'agrégation ne semble pas souhaitable dans le cas qui nous préoccupe. Malgré tout, la race noire n'est pas apparue jusqu'à présent, telle une réussite de l'humanité. Le mélange du sang européen avec le sang nègre ne pourrait que spolier le premier au détriment de tous

et de chacun. Pourtant, avec le développement du colonat belge, l'agrégation est à prévoir dans une certaine mesure au Congo, elle multipliera le type intermédiaire dont le statut actuel devra certes être modifié.

Les rapports d'amitié. Entre les deux éventualités, il existe un autre effet du contact des races, celui qui s'exprime par des rapports d'amitié et qui se traduit dans une certaine mesure par l'imitation progressive de la race la plus civilisée, par la race la plus primitive. Les rapports d'amitié sont les plus profitables et c'est vers leur développement que doivent tendre tous nos efforts.

Il faut pourtant faire remarquer que le contact de races très différentes, s'il peut parfois, grâce à une politique adroite, entraîner des rapports d'amitié, ne permet jamais une collaboration semblable à celle qui peut s'établir entre peuples proches (de même couleur). C'est pourquoi le colonat belge, par le fait même de la présence des indigènes au Congo, rencontrera un obstacle social qui résulte de l'impossibilité d'établir une collaboration parfaite entre les indigènes et les populations émigrées.

Toutefois, il ne faudrait pas surestimer l'importance de cet obstacle. Il existe dans l'histoire coloniale de nombreux exemples qui nous permettent en effet, d'envisager favorablement l'avenir. Des races absolument différentes ont survécu à travers des siècles sur un même territoire, assurant leur prospérité respective par des rapports d'amitié et des efforts coalisés dans l'action.

Obstacles d'ordre économique. — On peut considérer des obstacles économiques imputables à la métropole. Il se pourrait que le développement et la prospérité économique de la Belgique constituent un obstacle au développement du colonat belge en Afrique, une sorte d'encouragement à la sédentarité. En effet, l'émigration a trouvé dans le passé, et trouve encore à l'heure actuelle sa cause principale dans l'insuffisance des moyens d'existence de certains pays. Mais par contre, on peut espérer qu'une situation économique prospère permettra à la métropole de soutenir sa nouvelle politique d'émigration. Dans le mécanisme de l'activité économique de la colonie et dans la mise en valeur de ses ressources, on trouve d'autres obstacles. En effet, on n'ignore pas que les indigènes, plus résistants que les blancs sous le soleil tropical, moins civilisés,

ayant par conséquent moins de besoins, peuvent, pour de nombreux travaux, fournir une main d'œuvre à des taux inacceptables pour les européens. Il y a un très grand nombre d'emplois actuellement occupés par des indigènes, pour lesquels la main-d'œuvre européenne ne pourra jamais constituer une concurrence.

De ce fait n'oublions pas que les activités possibles pour le colon belge, se trouvent sensiblement réduites. Il devra s'adonner à des travaux spécialisés et nécessitant une certaine technique que l'indigène ne pourra acquérir avant longtemps.

D'autre part, la mise en valeur des ressources de la colonie : minières ou agricoles, ne peut s'effectuer sans un capital primitif, car la mise en valeur comporte souvent des dépenses importantes et la période de rendement doit parfois se faire attendre plusieurs années. Il y aura ainsi tant pour l'exploitation minière que pour l'exploitation agricole une période durant laquelle le travail est sans revenus. Il en est d'ailleurs de même pour la plupart des industries de transformation.

Les nouveaux colons devront donc posséder le capital primitif indispensable dont nous parlions ci-dessus. Cette nécessité ne limite pas le genre d'activité auquel les colons pourront s'appliquer, mais le nombre de ceux-ci.

CHAPITRE III.

Application du colonat belge.

Il existe une infinité de plans et de méthodes publiés à titre personnel par des compétences de différentes valeurs. Plusieurs de ces projets pèchent par l'inexpérience de leurs auteurs, qui perdent le plus souvent de vue les données du problème de la production au Congo, où la main-d'œuvre européenne se trouve pour une infinité de travaux, en concurrence avec la main-d'œuvre indigène, nécessairement bien meilleur marché. Parmi ces projets publiés à titre personnel l'un d'eux pourtant mérite de retenir toute l'attention de ceux qui s'intéressent à la question, nous entendons parler de celui que Mr. André l'Hoist a exposé en séance du 28 novembre 1934, à l'Association pour le perfectionnement du matériel colonial.

Le plan de Mr. l'Hoist se caractérise par quatre points bien précis : 1) il se base essentiellement sur l'activité agricole, 2) il vise la création de groupements vivaces de véritables villages, 3) ces groupements sont autarchiques dans la plus large mesure possible, 4) enfin la coopérative joue un rôle important, elle est propriétaire de la plus grande partie du matériel et des services d'intérêt commun.

Par le détail et la minutie de ces prévisions, son optimisme, par la part très large qu'il fait à la coopération, le plan de Mr. l'Hoist rappelle assez étrangement certains écrits de Fourier, de Owen et de Prudhon. Le cadre nécessairement restreint de notre travail ne nous permet pas d'examiner les nombreuses suggestions qui ont été faites par des particuliers pour résoudre le problème délicat du peuplement belge en Afrique.

Il n'existe pas encore de plan ni de méthode officiellement reconnus pour développer au Congo le colonat belge, mais le Ministère et le Gouvernement des Colonies ont adopté le principe de soutenir les colons tout en observant certaines règles générales.

Nous nous contenterons de commenter ces règles dans les pages qui suivent.

§ I. — Règles générales d'application du Colonat belge.

Les règles générales d'application du colonat belge au Congo peuvent se résumer en une seule formule claire et précise qui a été défendue depuis de longues années déjà par le Colonel Muller. La colonisation belge au Congo doit être « préparée », « dirigée » et « soutenue ». Non seulement le gouvernement local et le Ministère des Colonies, mais la plupart des coloniaux se sont ralliés à cette façon de voir.

Toutes les mesures qui consacrent la formule générale, ne doivent pas nécessairement être prises par les pouvoirs publics eux-mêmes. On concevrait fort bien l'institution d'un organisme intermédiaire spécialement désigné pour aider au développement du colonat belge au Congo. (1)

(1) Il existe en Cyrénaïque un organisme de ce genre l'« Ente per la la colonizzazione » qui a fait ses preuves et donné les résultats les meilleurs que l'on puisse espérer.

Mais qu'il y ait ou non intervention préalable d'un organisme spécial, il n'en reste pas moins vrai que le désir absolu de collaborer et de soutenir les colons doit exister de façon formelle de la part des pouvoirs publics.

Des individualistes, par contre, ont montré de la méfiance au sujet du succès qui pouvait résulter de l'application d'une colonisation préparée, dirigée et soutenue. Ils ont invoqué les exemples du passé, attirant l'attention sur le fait que les grands mouvements coloniaux de l'histoire ont été réalisés sans aucun appui de la métropole.

Telle est en effet la vérité, les grands peuplements coloniaux du passé ont bien souvent été réalisés sans que les colons trouvent la moindre aide. Plus d'une fois, ils quittèrent la métropole chassés pour des raisons politiques ou religieuses. Ces exemples du passé, nous enseignent qu'ils ne faut pas tout attendre de l'intervention de l'Etat, que le succès dépend souvent de la trempe, de la valeur morale des hommes, mais il ne faudrait pourtant pas en déduire que notre colonisation belge au Congo puisse se faire sans l'appui des pouvoirs publics. En effet, depuis le temps où les Français, les Anglais et les Espagnols fondèrent leurs grandes colonies de peuplement, la situation politique et économique du monde a bien changé. Le droit colonial lui-même a entièrement évolué.

Remarquons tout de suite que les colons qui se rendirent au XVII et au XVIII^e siècle dans les Amériques, n'y trouvèrent que quelques indigènes disséminés dans d'immenses territoires. Les émigrés d'Europe nouveaux-venus dans ces contrées lointaines, furent dans l'obligation de se diriger presque par eux-mêmes, car leurs relations avec la métropole étaient nécessairement très imparfaites. En effet, les moyens de communication lents et primitifs, ne permettaient aucun lien étroit.

Aujourd'hui, rien de pareil, les colons qui se rendent au Congo, y trouvent un Gouvernement évolué bien établi par la métropole. C'est de ce Gouvernement et de lui seul qu'ils peuvent attendre l'appui indispensable à leur réussite.

Si l'aspect des territoires colonisés a profondément changé au point de vue politique, il ne s'est pas moins modifié dans le sens économique. Cela se conçoit et ne demande pas de commentaires.

Alors que les premiers colons de jadis, notamment ceux qui peuplèrent les Amériques, prirent possession des terres vacantes ou en chassèrent les occupants par la force du fer et du feu, nos colons trouvent la propriété établie sur tous les biens immobiliers du Congo. Les terres du Congo appartiennent aux tribus indigènes, ou font partie de domaines concédés à de grandes sociétés. Pour le reste, la colonie est propriétaire, c'est elle qui dispose du sol. Dès lors, une fois de plus, une colonisation sans son intervention, et même plus, sans son appui, ne peut être envisagée.

Que dire du droit colonial lui-même. Il a totalement évolué. Il ne reste plus rien des anciens principes des « conquistadores ». Pour ne citer qu'un exemple entre mille, rappelons que les méthodes du passé, l'exploitation du travail, des indigènes, telle qu'elle fut réalisée jadis, est inconcevable aujourd'hui. A notre époque, l'indigène est libre de toute prestation s'il paye tous ses impôts. Le Gouvernement de la Colonie peut évidemment exercer sur lui une certaine pression au travail, mais, une fois de plus, il faudra donc aux colons qui ont besoin de main-d'œuvre, l'appui des pouvoirs publics.

Les exemples de l'histoire qui nous révèlent de brillantes réussites de colonisation spontanée ne peuvent donc pas nous servir de leçon, car les conditions de base elles-mêmes se sont entièrement modifiées.

Le fait de l'intervention indispensable de l'Etat pour assurer dans l'ordre présent des choses une réussite du colonat belge au Congo, étant établi de façon évidente, reprenons un à un les trois facteurs de la formule consacrée : « préparation », « direction » et « soutien ».

Préparation.

Tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'il ne suffit pas d'envoyer au Congo un nombre déterminé de chômeurs non préparés à la mission qu'ils auront à remplir en Afrique. L'opinion se rallie à la mesure qui consisterait à n'accepter, dans les débuts tout au moins, que des coloniaux ayant déjà fait un stage au Congo, qui possèdent l'expérience du pays, et savent les difficultés auxquelles ils s'exposent.

Il y a à l'heure actuelle en Belgique une foule de coloniaux, beaucoup sont des éléments de valeur, énergiques et sains d'esprit et de corps, qui sont quasi sans travail et ne demanderaient pas mieux que de quitter la métropole pour travailler aux colonies. Ces hommes ont la haine de la bureaucratie et de la paperasserie, ils cherchent à se libérer de la misère et du salariat, ils ont le tempérament qu'il faut pour la brousse. C'est parmi eux que l'on trouverait les meilleurs éléments pour le colonat. Plus tard, alors que ces coloniaux auront fourni leurs preuves, on pourra aussitôt songer aux autres, mais la sélection physique et morale s'imposera toujours, ainsi qu'une préparation scolaire comportant l'étude de la langue indigène et suivant la carrière choisie, l'enseignement des connaissances indispensables et des conditions qui régissent l'activité à laquelle le colon se destine. La préparation comporte également le choix et la désignation de l'endroit où il tentera sa chance.

Direction.

On comprend que la seule préparation du colon ne suffit pas à assurer son succès. Une fois sur place, une infinité de problèmes vont se poser à lui et pour les résoudre, l'appui et surtout les conseils de compétences lui seront précieux, même indispensables. Or, les pouvoirs publics, et les organismes qui en dépendent détiennent par l'expérience de plusieurs années les compétences nécessaires pour diriger les colons dans leur tâche. Il importe au plus haut point que cette expérience soit offerte généreusement aux nouveaux venus, elle constituera pour eux une aide puissante qui leur permettra bien souvent de réussir.

Soutien.

Si des conseils peuvent être de la plus haute utilité (on sait en effet combien grand a été le nombre des colons qui n'ont pas réussi du fait de fautes grossières dûes bien souvent à leur ignorance), il est certain que l'aide matérielle des pouvoirs publics peut être également du plus grand secours. Cette aide matérielle ne doit pas nécessairement se concrétiser par des avances de fonds, mais plutôt par une infinité de petites faveurs pour le colon isolé. Ce

sont entre autres : des dons en nature, des matériaux de construction, des instruments aratoires, des fumures, des graines sélectionnées. Ce sont aussi des concessions tarifaires pour les transports, des facilités pour l'écoulement des produits livrés par le colon.

§ II. Domaines d'activité du colonat belge.

Il ne suffit pas de définir les règles d'application du colonat belge, encore faut-il préciser le domaine vacant des activités auxquelles les colons pourront s'attacher.

Les plans et les projets pour le peuplement belge en Afrique, qui furent élaborés par des particuliers, diffèrent bien souvent du tout au tout, à ce sujet des vues actuelles des pouvoirs publics. Alors que les premiers envisagent la plupart du temps la formation d'ilots de colonisation, de groupements autarchiques de colonies vivant essentiellement de l'agriculture, les seconds envisagent un colonat tout à fait disséminé, une multiplication du nombre des colons par leur introduction dans toutes les branches d'activité déjà existantes où leur présence semble possible.

Il y a donc en ce qui concerne le domaine réservé à l'activité des colons, deux conceptions entièrement différentes. La première envisage une colonisation **groupée**, la seconde une colonisation **disséminée**. L'une et l'autre façon de voir, semblent pouvoir se poursuivre avec succès séparément et simultanément.

Voyons brièvement les possibilités qu'un colonat disséminé suivant les vues actuelles des pouvoirs publics, peut offrir aux émigrés belges.

Les déclarations de Monsieur Rijckmans nous donnent des indications intéressantes à ce sujet.

Notre Gouverneur général prévoit :

a) *Colonat agricole.*

Le moyen de développer les colons agricoles :

- 1°. en les plaçant en tant que stagiaires chez des fermiers déjà établis. Une fois leur expérience faite, les stagiaires recevraient des terres et des instruments nécessaires à leur mise en valeur.

- 2°. En instaurant dans certaines régions, et suivant certaines conditions, un régime de métayage, les sociétés de plantations remettant à des colons privés le soin d'une partie de leur domaine.

b) Colonat commercial.

Les possibilités de multiplier le nombre des commerçants en brousse.

c) Colonat minier.

Le moyen d'établir dans une certaine mesure un colonat minier par l'octroi de petites concessions à des groupes de colons.

d) Colonat industriel.

Qu'il y a également des activités ouvertes à l'initiative de petits industriels locaux qui, grâce à leur charge réduite, pourraient soutenir la concurrence avec les firmes européennes.

e) Autres domaines d'activité.

Une utilisation plus grande des colons belges dans les services publics où il est souvent fait usage de petits fonctionnaires indigènes.

Il existe donc indiscutablement des possibilités pour les émigrés belges au Congo, mais un examen approfondi de toutes les branches d'activité où ces colons peuvent trouver un moyen d'existence, nous révèle bien souvent la complexité et parfois même la délicatesse du problème devant lequel nous nous trouvons.

Les pouvoirs publics devront faire preuve de beaucoup d'habileté, de beaucoup de ténacité et de persévérance.

Puisse le quatrième règne de notre Dynastie voir l'aboutissement de cette œuvre de peuplement belge en Afrique. Ceux qui auront contribué à sa réussite auront mérité du pays. Le succès de ce peuplement donnerait au monde la preuve évidente de notre vitalité et serait l'un des plus grands et des plus beaux faits de notre histoire nationale.

SECTION II.

Paysannat indigène.

Les populations d'Afrique tropicale et d'Afrique centrale vivent pour la presque totalité de l'agriculture.

On peut dire qu'une proportion seulement très minime d'entre elles subviennent à leur existence par la chasse, la pêche et l'élevage. La majeure partie des populations autochtones de l'Afrique appartiennent donc à la classe des paysans petits cultivateurs.

Pourtant, il ne faudrait pas s'y méprendre. S'il y a de la similitude entre la condition de l'indigène d'Afrique et celle du paysan européen, ces conditions diffèrent essentiellement en ce sens que le paysan de nos contrées travaille le plus souvent sur sa propre terre, alors que l'indigène travaille sur la terre appartenant à la collectivité dont il fait partie.

Sous le régime de la terre collective, le chef de famille choisit à son gré les terres qu'il estime pouvoir convenir à ses cultures. Il acquiert le droit de les utiliser par l'assentiment tacite ou exprès du chef de la tribu ou du clan. Mais, après une saison, parfois quelques saisons, les terres déjà pauvres à l'origine, sont épuisées par les cultures et l'indigène les abandonne pour se déplacer à un autre endroit plus propice.

Dans la société indigène actuelle, le chef de famille dispose de ses récoltes à son propre gré, il use aussi librement du sol, mais n'étant pas propriétaire, aussitôt que le sol cesse d'être exploité, celui-ci retombe dans le domaine de la collectivité.

Pour établir un jugement au sujet du régime foncier traditionnel de l'Afrique, la plus grande circonspection s'impose. Nous aurions tort d'apprécier la valeur de ce régime foncier en nous basant sur les données du problème dans nos pays. En effet, en Europe, ce qui abonde c'est la population, ce qui est rare, ce sont les terres, en Afrique, c'est l'inverse.

Sur le vieux continent la propriété semble, préférable aux autres formes de tenure, car elle donne au cultivateur la certitude de posséder une terre, que d'autres pourraient utiliser et dont la

valeur vénale est importante. Mais en Afrique, il n'y a presque jamais pénurie de terre, chacun peut en prendre suivant ses besoins et de ce fait elle n'a pas de valeur marchande.

On conçoit dès lors que le régime collectif n'est peut-être pas si mauvais qu'il paraît à première vue, et l'on comprend que des populations insouciantes et clairsemées comme celles du Congo, n'aient jamais souhaité la propriété privée des biens fonciers.

La politique du paysannat indigène dont nous retraçons ci-après les grandes lignes, ne vise pas tellement à développer le nombre des indigènes petits agriculteurs, elle a pour but essentiel d'améliorer leur condition, 1) en étendant parmi eux le régime de la propriété individuelle permanente et héréditaire du sol, qui est inconnue chez les natifs du Congo, 2) en leur enseignant la technique de l'agriculture moderne.

Nous examinons brièvement dans les pages qui suivent, les avantages de cette politique.

Ces avantages sont suffisants pour lui donner les raisons d'être les plus sérieuses. Pourtant, certains obstacles s'opposent à l'extension immédiate et intégrale du paysannat indigène. Nous les commenterons succinctement, en même temps que les moyens d'application de ce nouveau régime foncier.

CHAPITRE I.

Avantages du paysannat indigène.

S. A. R. le Duc de Brabant, notre Roi à l'heure présente, eut le grand mérite d'exposer en 1933, en un discours au Sénat, tous les avantages que la politique du paysannat indigène pouvait constituer pour notre colonie.

L'illustre orateur se basait sur une expérience précieuse, acquise au cours de nombreux voyages dans les territoires coloniaux les plus divers.

La politique du paysannat indigène comporte des avantages d'ordre moral et aussi d'ordre matériel.

Avantages d'ordre moral.

L'indigène bénéficiera de plus d'indépendance par le fait même de son émancipation matérielle. Au lieu d'être considéré comme un outil de production au service des entreprises européennes, ou d'être l'agriculteur primitif et quasi nomade, qui reste toujours à la merci de la disette ou des privations, il trouvera dans la propriété individuelle et dans l'exploitation rationnelle et scientifique du sol, des moyens d'existence qui lui donneront un niveau de vie plus élevé et relèveront considérablement sa condition en tant qu'individu dans la société humaine.

Avec la propriété privée du sol, les protagonistes du nouveau régime foncier, espèrent encourager l'indigène au travail par le développement de l'intérêt personnel. Ils escomptent également plus de sécurité et de justice. En effet, la propriété privée constatée par le registre des terres au livre foncier, mettra l'indigène-proprétaire à l'abri de l'arbitraire, de la fantaisie, de la rancune des chefs, qui ne pourront plus dépouiller leurs sujets suivant leur bon vouloir. L'europpéen lui-même, qui serait désireux d'acquérir une terre, devra en payer le prix. La politique du « paysannat indigène » impose aux noirs plus de continuité dans leur action, plus de sédentarité, plus de connaissances, mais ces exigences mêmes seront à l'origine de leur relèvement moral.

Avantages d'ordre matériel.

Il n'y a pas que des avantages d'ordre moral, l'introduction du paysannat indigène comporte sans aucun doute de très sérieux avantages matériels pour l'économie congolaise et indirectement pour l'économie belge.

a) Pour l'économie congolaise.

Car cette politique donnera une impulsion sérieuse à l'agriculture. Il sera loisible à l'indigène propriétaire « permanent » d'établir des plantations durables auxquelles il ne peut se consacrer en ce moment. Or, ce sont précisément ces cultures (arbres et plantes vivaces : élaïs, cocotier, hévéa, etc...) qui lui permettront de vendre un produit exportable de valeur.

S. A. R. le Prince Léopold, dans son discours au Sénat, a fait ressortir très nettement la nécessité d'introduire la politique du paysannat indigène au Congo, comme un moyen primordial et essentiel d'assurer le développement indispensable de l'agriculture congolaise :

« Dans la situation mondiale actuelle, l'avenir appartient
» aux colonies où l'exploitation de la terre se fera dans des
» conditions plus économiques, et ceci ne peut avoir lieu que
» par l'entremise de l'indigène. »

Son Altesse Royale, remarquant également le déséquilibre des activités économiques au Congo, insistait sur la nécessité d'une plus grande participation des indigènes aux cultures d'exportation.

« Le mérite d'une politique caractérisée par un accrois-
» sement d'importance attribuée dans l'économie coloniale à
» l'agriculture indigène, apparaît clairement lorsqu'on constate
» les deux faits que voici : d'abord, dans toutes les colonies,
» le pourcentage des produits agricoles dans le total des expor-
» tations est supérieur à celui de tous les autres produits
» réunis, tandis qu'au Congo, la situation est renversée : ce
» pourcentage n'atteint pas le quart de la totalité des expor-
» tations. »

Mais là ne se résument pas les avantages matériels dont le paysannat indigène fera bénéficier l'économie congolaise. Pour l'exprimer, le Prince se basait dans son discours sur des expériences réalisées ailleurs. Il attirait l'attention du Sénat sur la situation financière plus favorable de l'Uganda, de la Nigérie, de la Gold-Coast, où la production est presque exclusivement indigène et où l'on a pu faire face plus aisément aux difficultés budgétaires et à la crise économique que la baisse générale des prix avait rendues si intenses.

Ainsi, le paysannat indigène influencera favorablement les finances publiques. Tout s'enchaîne, à l'analyse, on retrouve la suite logique des effets successifs de l'application de cette politique. La pierre angulaire, c'est le développement de la propriété individuelle du sol parmi les masses indigènes. Bien entendu, cette extension du régime de la propriété privée doit s'accomplir concouramment à l'éducation agricole des populations noires.

De cette action combinée on peut raisonnablement escompter une croissance sérieuse de la production agricole, d'où un enrichissement des populations indigènes. Celles-ci, par leurs transactions : achats, ventes, procurent aux finances publiques des sources imposables sous forme de droits de douane, taxe de transmission, etc.

D'autre part, par le fait même de leur mise en exploitation et par la reconnaissance des droits de propriété, les terres acquièrent de la valeur. Ainsi s'élargit également l'assiette des impôts fonciers. Dès lors, les postes les plus importants de l'actif du budget se trouvent sensiblement renforcés et l'on comprend que l'équilibre est plus facile à établir d'autant plus que l'introduction du paysannat indigène ne comporte aucun alourdissement sensible des charges budgétaires.

b) Pour l'économie belge.

Il découle logiquement qu'un accroissement de la production agricole de la colonie lui permettra des exportations plus importantes, mais une colonie qui exporte reçoit en échange d'autres produits qu'elle importe. Par conséquent son commerce extérieur s'accroît et le pays qui en bénéficiera le plus largement, sera toujours la métropole, car c'est elle qui, par le fait même de l'occupation politique, se trouve le plus étroitement liée à sa colonie.

D'autre part, les entreprises métropolitaines de commerce ou d'industrie installées sur le territoire du Congo bénéficieront d'un régime qui apportera plus de richesses dans les masses de la population autochtone. De même, les entreprises de transport qui sont constituées pour la plus grande part au moyen de capitaux métropolitains, trouveront un aliment intéressant dans une production agricole accrue et essentiellement basée sur l'exportation.

CHAPITRE II.

Obstacles au paysannat indigène.

Il ne faut pourtant pas cacher que, si la politique du paysannat présente de grands avantages, elle n'est pas sans rencontrer des obstacles sérieux qui en rendent l'application difficile.

Le **premier** obstacle, et le plus important, réside dans les institutions indigènes, qui ignorent entièrement la propriété foncière.

Nos lois pourraient évidemment du jour au lendemain, supprimer le régime de la tenure collective, mais nous savons à quel danger on s'expose par ces brusques modifications de la coutume et des traditions indigènes. Par un bouleversement aussi énergique des rapports sociaux et des concepts ancestraux, on ne risque pas seulement d'ébranler l'autorité du chef qui dispose des terres à l'heure actuelle, mais encore de créer l'anarchie par la rupture des liens qui rattachent l'indigène à son groupe familial et social.

Le **deuxième** obstacle résulte de la nécessité dans laquelle l'indigène se trouve, d'avoir recours aux jachères parfois très longues en Afrique, où les terres sont pauvres, bien souvent brûlées par les rayons ardents du soleil. On estime que certaines cultures ne pourraient être envisagées deux fois sur le même terrain, sans un repos de six ou sept ans. Cet inconvénient n'est pas fort grave dans le régime de la tenure collective où chacun dispose à son propre gré, des terres qui semblent lui convenir le mieux, mais dans le régime de la propriété privée ce n'est pas la même chose. Il n'y a que deux moyens possibles de surmonter cet obstacle. Le premier consisterait à accorder à l'indigène une terre deux, trois ou quatre fois plus grande que celle qu'il cultive en permanence, de façon à lui permettre les jachères indispensables à ses cultures. Mais cela est délicat, car il est difficile de déterminer les terres nécessaires aux jachères, leur étendue diffère avec le genre des cultures et le lieu où elles se pratiquent. L'autre moyen consiste à faire un usage intensif des fumures des engrais verts, notamment de façon à améliorer les terres utilisées et à réduire ou à supprimer les jachères, mais l'on ne peut espérer réaliser l'introduction des méthodes rationnelles et scientifiques de culture parmi les indigènes, sans y apporter le temps nécessaire. Les méthodes ancestrales, bonnes ou mauvaises, sont enracinées dans l'esprit des noirs, qui ne tiennent pas à s'en départir.

Le **troisième** obstacle réside dans l'insouciance, la paresse et la négligence des indigènes qui ne cultiveront pas le sol qu'ils détiennent en propriété, parce qu'ils n'en ont pas besoin, ou pour toute autre raison. Il est évident que, dans ce cas, la propriété est un mal plutôt qu'un bien, car elle prive la communauté de terres parfois considérables, qui auraient pu être utilisées dans le régime traditionnel de la tenure collective.

CHAPITRE III.

Application du paysannat indigène.

Si l'utilité de l'introduction du paysannat indigène, est reconnue par la plupart des personnalités coloniales, on est loin de s'entendre lorsqu'il s'agit des modes d'application de cette politique.

Les uns, désireux d'atteindre le but dans le délai le plus court, déclarent que l'agriculture par voie de sociétés encore appelée « agriculture capitaliste », ne peut plus être rémunératrice. Se basant sur cette assertion toute gratuite, ils préconisent après expropriation indemnisée, le partage des plantations européennes entre les collectivités indigènes. Pour eux, les Européens n'ont donc plus à s'occuper de la production agricole, mais ils pourront par contre, s'occuper du traitement des produits : pressage des matières oléagineuses, égrenage des cotons, décorticage des cafés, etc., et de plus, ils pourront se charger de l'emballage, de l'expédition, des transports et de la vente. Il reste là, en effet toute une série d'opérations auxquelles l'Européen peut s'attacher. L'éducation agricole de l'indigène, la sélection des semences et des plantes, les crédits à l'agriculture, se feraient par des organismes officiels. La conception accorde donc une large part à l'intervention de l'Etat.

Les autres, moins catégoriques, estiment que les cultures européennes, tant celles des sociétés que celles des colons, doivent être maintenues, ils considèrent que les « sociétés agricoles » et les colons européens doivent s'interposer entre l'indigène et l'Etat, que ces sociétés et ces colons constituent précisément les cellules les plus vivantes de civilisation et les agents les plus efficaces de diffusion du bien-être et des méthodes scientifiques européennes.

Quant aux délais endéans lesquels le régime du « paysannat indigène » doit être introduit, les avis diffèrent également.

Les unes envisagent la suppression immédiate du régime de la propriété collective et son remplacement par le régime de la propriété privée.

D'autres conçoivent qu'un bouleversement aussi important des rapports sociaux, ne peut s'établir que progressivement et avec beaucoup de prudence. Ils suggèrent que des essais soient entrepris tout d'abord dans les centres extra-coutumiers, où vivent de nombreux indigènes soustraits à l'autorité de leurs chefs ancestraux. Certains encore, sont partisans d'accorder de petites propriétés aux ouvriers des grandes exploitations minières et industrielles.

Il est évident que certains de ces moyens conviennent mieux que d'autres à l'introduction du paysannat indigène. Il paraît logique d'entreprendre des essais, avant de généraliser le régime.

Remarquons que l'introduction du paysannat indigène n'est pas sans dangers.

Elle risque en effet de ruiner les entreprises européennes qui se sont installées en Afrique, souvent au prix de beaucoup de sacrifices et de beaucoup d'efforts.

Le danger de l'agriculture indigène pour les entreprises européennes ne réside pas seulement dans la concurrence des prix, mais encore dans la destruction des cultures par les maladies, dans la dépréciation des produits similaires par suite du manque de soins, dans la pénurie de la main-d'œuvre, et enfin dans les vols devenus incontrôlables, par le fait de cultures semblables en un même lieu.

Il faudra tâcher de parer à ces dangers par des mesures énergiques et adéquates.

Que certaines cultures européennes soient appelées à disparaître, cela est probable, mais par contre, beaucoup subsisteront malgré tout à condition d'être gérées scientifiquement et économiquement. Tel est le cas aux Indes Néerlandaises où, à côté des cultures indigènes, de nombreuses sociétés de plantations européennes subsistent et demeurent prospères.

Un autre danger, toujours à craindre, est celui d'entraîner la collectivité indigène dans une révolution qui pourrait troubler l'équilibre social et ruiner même la société indigène. Toutefois, il apparaît qu'en procédant à un développement lent et progressif du système, le danger n'est pas aussi redoutable.

Dans l'ensemble, il faut admettre que le paysannat indigène présente de sérieux avantages, qui semblent compenser très largement les dangers et les inconvénients que cette politique, bien conduite, pourrait encore soulever.

L'aperçu très bref que nous venons de présenter, nous confirme que le colonat belge et le paysannat indigène sont deux politiques qui peuvent parfaitement se poursuivre simultanément dans l'immense territoire du Congo, à condition de prendre certaines précautions.

A notre avis, les deux arguments, la concurrence indigène et les effets du contact des races, que l'on oppose à la poursuite simultanée de ces politiques, ne sont pas décisifs.

1°. *La concurrence entre les activités des colons et des indigènes* est moins redoutable que l'on pense. Elle n'existe point ou peu dans les cas du colonat commercial, industriel et minier. On peut la supposer dans le cas du colonat agricole, mais encore une fois, il faudrait que les activités agricoles des indigènes et des colons soient les mêmes, or il est peu probable que, dans la réalité, le colon se consacre aux mêmes cultures que l'indigène. La localisation des terres que les colons occuperaient (régions élevées) leur désignent déjà certaines cultures spéciales. D'autre part, ils choisiraient de préférence des activités agricoles qui se complèteraient par un traitement industriel pour lesquelles il faut des connaissances ou des capitaux que les indigènes ne détiennent pas. Il y a au Congo, une place ouverte pour les petites entreprises agricoles particulières qui font usage d'un certain nombre d'ouvriers, elles occupent un rang d'importance qui se situe entre la plus grande entreprise agricole européenne des sociétés anonymes et la plus petite exploitation indigène individuelle.

Aidées par des organismes agricoles de crédit, et par les conseils techniques d'organismes comme « l'Ineac », ces entreprises ont beaucoup de chances de réussir. Elles constitueraient pour l'économie congolaise un appoint sérieux et contribueraient très heureusement au développement de son agriculture.

D'ailleurs la concurrence est-elle vraiment tellement à craindre ? Dans nos pays, nous en faisons si souvent l'éloge, nous la

plaçons si haut, lui attribuant même le don d'être une des sources les plus vives du progrès. Pourquoi au Congo serait-elle tout à coup si nuisible ?

N'oublions pas que le colon possède pourtant sur l'indigène l'atout considérable de sa technique, de son intelligence et de son expérience. Au surplus, ses qualités, son travail, sa persévérance et sa prévoyance, le privilégient encore considérablement.

Il faudra beaucoup de temps à l'indigène pour acquérir tous ces atouts et toutes ces qualités et, quand même il pourrait les acquérir, il ne sera plus l'indigène d'aujourd'hui, mais un individu qui aura relevé son niveau moral et matériel, un individu déjà plus civilisé, qui aura des besoins et qui ne sera pas un concurrent plus dommageable que tout autre.

2° *Les effets du contact des races donnent parfois naissance à des rapports d'opposition.* Ils peuvent être évités par le tact et le doigté des autorités, par l'esprit d'équité et de justice avec lequel on soutiendra le colon européen et l'indigène.. Il ne s'agit pas de développer le colonat blanc au détriment du noir. Il semble au contraire que chaque colon ou groupe de colons, constituera pour l'indigène une cellule bienfaisante et civilisatrice. Au contact du blanc, le noir apprendra nécessairement des méthodes qu'il ignore, d'autre part, il s'enrichira par ses prestations. Le contact des races au Congo Belge n'a pas créé jusqu'à présent d'opposition, et rien ne peut nous faire prévoir que ces rapports changeront. Nous l'avons dit, il existe de par le monde des races absolument différentes qui vivent sur un même territoire et dont les rapports d'amitié permettent une collaboration efficace. Pourquoi faudrait-il supposer qu'au Congo il n'en serait pas ainsi si l'émigration belge, surveillée, guidée et dirigée, se pratique avec mesure, modération et intelligence.

★ ★ ★

Le Congo est immense, il y a place pour de nombreux colons. Si, endéans un certain nombre d'années, nous parvenions à établir un premier noyau de 100.000 belges, répartis dans les régions élevées de l'Est, nous n'aurions aucunement entravé l'essor des indigènes, au contraire, nous y aurions probablement largement

contribué. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé dans d'autres colonies, en Algérie et au Maroc, où l'arrivée de colons européens a largement relevé le niveau moral et matériel des indigènes.

Il ne s'agit pas de réaliser, au Congo, en une fois, ni même en quelques décades, des émigrations massives, elles n'auraient aucune justification, mais il faut permettre à ceux qui ont l'expérience et l'esprit colonial, de donner libre cours à leur volonté de coloniser par eux-mêmes. Si nous ne cherchions pas à guider et à aider des êtres aussi courageux, nos dirigeants ne rempliraient pas leur devoir et la colonie manquerait à l'une de ses missions. Ce serait pour beaucoup une déception justifiée.

Les Belges de la conquête qui, au cours de luttes héroïques ont versé leur sang sur le sol d'Afrique, n'ont pas consenti ces sacrifices pour donner à des sociétés l'occasion de mettre des territoires en valeur. Ils ont souffert, car ils espéraient créer une Belgique plus grande et plus forte. Pour atteindre ce but et ce bel idéal consacré par le sang de nos pionniers, ouvrons notre colonie à ceux qui, avec leurs bras vaillants et l'enthousiasme de leur cœur, veulent s'y créer une vie nouvelle et y établir la souche durable de leur famille.

Un empire aussi vaste que le Congo, dont la superficie atteint 80 fois celle de la Belgique et dont la population est 40 fois moins dense que celle de notre pays, peut fournir des possibilités d'existence en même temps à sa population autochtone et à une population d'élite de quelque cent mille Européens. Dans un pays qui présente tant de variétés de climat, tant de ressources différentes que conditionnent son orographie, sa géologie et son hydrographie, il y a place pour une infinité d'activités, à condition que celles-ci soient entreprises avec les moyens nécessaires et la volonté de réussir.

Simultanément à la politique du colonat belge, rien ne nous empêche de poursuivre le développement du paysannat indigène dont l'essor réclame également du temps, celui que requiert l'évolution technique du noir et son évolution sociale.

Il faut surtout se garder de trop généraliser. Ce qui peut donner des résultats excellents dans une région d'un empire aussi grand, n'est peut être pas applicable dans une autre région. Mais,

de toute façon, il ne faut rejeter aucun système de prime abord. Tous ont des chances de réussir, les conditions locales étant partout différentes.

D'ailleurs, rien n'est plus insipide et inutile, en matière coloniale, que de s'étendre en longues théories sur des sujets que l'expérience n'a pas encore éclairés. Elle seule pourra nous dicter une ligne de conduite certaine. Mais gardons nous de capituler avant d'entreprendre — ce serait un acte de lâcheté auquel la Nation ne peut souscrire — et de choisir, les yeux bandés, une politique peut-être facile, mais qui risquerait un jour de nous laisser d'amères déceptions.

CONCLUSIONS.

L'étude que nous avons poursuivie ne vise pas, comme on pourrait le croire, à justifier notre action coloniale en Afrique.

La colonisation n'est pas seulement une question d'économie politique, c'est encore moins une simple question de statistique.

Si le but que nous nous étions assigné avait consisté à justifier notre œuvre de colonisation, ce n'est pas dans le domaine de l'économie politique que nous aurions cherché nos arguments les plus convaincants.

Nous nous serions notamment demandé si la fondation du Congo est une entreprise de nature à accroître l'influence politique de notre pays, et à lui assurer un rôle plus important et une situation plus respectée dans les conseils du monde.

Et notre réponse eut certes été affirmative. Nous n'hésitons pas à penser que la politique coloniale est une nécessité pour certaines nations, et pour la nôtre en particulier, qu'elle ne saurait y renoncer sans se préparer un avenir médiocre.

Mais notre étude n'a pas des vues aussi larges, elle ne prétend pas aborder le caractère politique, social, éthique du problème, elle cherche à répondre à tous ceux qui, se plaçant au point de vue économique, essayent de faire valoir que le Congo est une mauvaise affaire pour la métropole, que le régime des relations économiques est tel qu'il annihile tous les avantages que nous pourrions retirer de la colonisation, que notre empire colonial a coûté des sommes énormes, qu'il est une charge inutile et trop lourde pour nos finances, qu'en quelque sorte il constitue un fardeau disproportionné à nos moyens. Il ne manque pas de gens, en Belgique, qui conseillent à notre pays de se servir d'une excuse empruntée à sa faiblesse ou à son incapacité.

Nous devons éviter qu'à force de l'entendre, notre pays finisse par les croire et qu'il se familiarise petit à petit avec l'idée de sa déchéance, sentiment démoralisant entre tous pour un peuple.

Pour nous défendre contre ceux qui, inconsciemment ou mal intentionnés cherchent à nous détourner de notre action coloniale, le meilleur moyen consiste à nous placer sur le même terrain qu'eux.

Nous voyons dès lors, à la lumière des faits, combien les armes que l'on croyait nous opposer se retournent inexorablement vers ceux-là même qui voulaient en faire usage.

★ ★ ★

Nous ne déduirons donc que des conclusions d'ordre économique. Elles sont, comme nous le verrons, de nature à nous encourager sérieusement dans la poursuite de l'œuvre coloniale si vaillamment entreprise par nos compatriotes.

Au surplus, nous tâcherons de dégager quelques grandes directives de la politique coloniale qui semble la plus propice à assurer la prospérité future des rapports économiques entre la Belgique et sa colonie.

Tout d'abord, de l'examen des actes internationaux successifs qui établissent le régime des relations économiques nous déduisons que le Congo, contrairement à ce qui fut si souvent allégué, possède un statut douanier qui n'entrave pas son développement.

Sur la base des conventions internationales, la Belgique peut appliquer tous les droits qu'elle juge utiles ; à condition de respecter l'égalité de traitement entre toutes les nations. Le statut douanier du Congo ne nuit pas, en fin de compte, à la collaboration Belgo-Congolaise, car, en appliquant au Congo les tarifs qui lui conviennent le mieux, la Belgique favorise le plus efficacement, l'essor de la Colonie, ce qui en dernière analyse est toujours le meilleur moyen de servir la métropole.

Le Régime juridique international des transports au Congo Belge qui consacre les principes de liberté et d'égalité, ne contre-carre nullement le développement des rapports économiques entre la Belgique et le Congo. Ce sont d'ailleurs les mêmes principes qui sont adoptés dans la métropole où l'expérience de chaque jour nous en démontre toute la valeur.

La politique des transports au Congo Belge éclairée et prévoyante, contribue largement au développement des rapports économiques entre la métropole et la colonie.

Conçue dans un esprit libéral, qui ne cherche pas à anéantir la compétition, elle n'a jamais omis l'aspect national du problème, visant sans cesse à affranchir l'économie congolaise et les rapports avec la métropole, de toute tutelle étrangère.

Contrairement à ce que certains prétendent, les conditions de développement des rapports économiques Belgique-Congo sont favorables dans leur ensemble. Ces rapports sont susceptibles d'un grand essor dans l'avenir.

Si, notre étude nous a permis d'établir un jugement sur les conditions qui régissent les rapports économiques Belgo-Coloniaux, elle nous permet également d'apprécier la nature et l'importance de ces rapports.

Nous pouvons déduire de l'examen des faits que la collaboration de la Belgique et de sa Colonie est étroite, sous forme directe, par la pénétration des industries nationales dans la colonie, et par l'intégration des industries coloniales sur le territoire métropolitain.

Nous l'avons constaté en étudiant, d'une part les principales industries fondées au Congo à l'aide de capitaux belges et dirigées par nos concitoyens, et d'autre part, les industries qui naquirent en Belgique du fait de la colonisation.

La collaboration de la Belgique avec le Congo est également très efficace sous forme indirecte par l'échange.

En effet, la part de la métropole dans le commerce extérieur de la colonie est, quoi qu'on dise, tout à fait prédominante.

De façon générale les rapports d'interpénétration sont croissants si l'on envisage l'ensemble des mouvements commerciaux (Imp. + Exp.).

En faisant abstraction de la période des hostilités, ainsi que de la dernière période de crise, on constate que la valeur absolue du commerce entre le Congo et la Belgique est en voie de progression.

Dans le domaine des finances, les critiques les plus nombreuses et les plus injustifiées ont été émises. L'examen auquel nous nous sommes attaché nous a permis d'établir à très peu près l'importance des interventions métropolitaines.

Elles sont récentes et très modestes en comparaison de la valeur des autres chiffres des budgets métropolitains.

D'autre part, la situation financière du Congo s'améliore et il est probable que, d'ici peu d'années, la colonie pourra de nouveau se passer de l'appui des finances belges.

Quant à la situation monétaire du Congo, elle fut toujours saine, et la métropole n'eut jamais à intervenir pour aider la Banque d'Emission.

Les dépréciations de l'unité monétaire Congolaise ont été voulues, elles ne furent pas imposées par les circonstances.

Ajoutons que la colonie procure aux capitaux privés, des possibilités de placements rémunérateurs à l'abri des institutions nationales.

Le Congo ne comporte pas, comme on l'a souvent prétendu, une charge qui dépasse les moyens financiers de la métropole.

Les avantages que les économistes s'entendent à reconnaître à la colonisation (1), le Congo nous les accorde tous dans des proportions qui n'auraient jamais été atteintes s'il n'eut pas été colonie belge.

(1) Ce sont en ordre principal :

- a) Procurer des occasions favorables de placement aux capitaux disponibles.
- b) Ouvrir des débouchés aux marchandises quand le marché intérieur est encombré ou les marchés extérieurs sont fermés.
- c) Assurer aux industries métropolitaines des approvisionnements plus aisés en matières premières.

Les liens économiques qui unissent la Belgique et le Congo constituent une preuve frappante des avantages que procure l'extension territoriale qui consiste à englober le territoire colonisé dans le même cadre juridique et politique que le territoire métropolitain.

« Des deux facteurs de solidarité et de cohésion qui sont
» à la base de l'Economie nationale : le voisinage et l'unité
» de l'Etat, la colonisation laisse, à défaut du premier, subsister le second, grâce auquel la collaboration entre les
» forces productives métropolitaines et coloniales peut s'organiser sans rencontrer les obstacles juridiques, douaniers,
» monétaires, moraux, politiques qui l'entravent toujours plus
» ou moins dans les rapports avec l'étranger. » (1)

De tout ce qui précède il résulte que la colonisation, ne serait-ce qu'au seul point de vue économique, est utile à la Belgique.

Il faut reconnaître pourtant que notre empire colonial ne joue pas encore dans notre économie générale le rôle que les colonies anglaises, françaises ou hollandaises — considérées dans leur ensemble — remplissent vis-à-vis de leur métropole respective.

Cela résulte essentiellement du fait que notre pays est entré tard dans le concert des nations colonisatrices.

Le Congo n'a pas encore atteint le degré d'évolution économique auquel il est appelé, mais cette évolution se poursuit de façon constante.

Les études que nous avons poursuivies et les constatations que nous avons pu faire sur place, nous permettent de dégager quelques directives qui sont de nature à favoriser l'évolution de la colonie, seul moyen logique et vraiment efficace d'accroître les relations économiques entre le Congo et la métropole.

C'est la valeur absolue de ces relations qu'il importe de développer avant même de chercher à accroître les rapports d'interpénétration.

(1) L. Bocard. Principes d'Economie Nationale et Internationale. Edit. Recueil Sirey, Paris.

A cette fin la politique coloniale doit viser à augmenter la capacité du marché congolais, et dans ce but elle **devra poursuivre le développement constant de la richesse individuelle fortement répartie.**

Si l'exploitation sous la forme de sociétés anonymes fut le moyen le plus facile de procéder au travail de prospection et de lancer les premiers jalons d'une grande œuvre sur un territoire nouveau, elle s'avère insuffisante à l'heure actuelle pour assurer, seule, le développement en Afrique, du capital indispensable à l'essor futur de la Colonie.

Il faut introduire, dès à présent, l'économie congolaise dans la société humaine, nous voulons dire : **qu'il faut mettre le plus grand nombre possible de nos concitoyens et les masses indigènes dans le moyen d'exploiter les énormes richesses de l'empire.**

La politique du colonat belge et celle du paysannat indigène, qui tendent vers ce but, méritent les plus grands encouragements. Il est erroné de croire qu'elles ne peuvent être poursuivies en même temps.

L'application simultanée de ces politiques, — très délicates en elles-mêmes — requiert beaucoup de doigté et beaucoup de prudence, mais il semble, dès à présent, que c'est dans la mesure où l'on pourra les poursuivre et les harmoniser que l'on servira la noble cause de la civilisation et celle de la Belgique au cœur de l'Afrique.

COMMENTAIRES AU SUJET DE L'INTERPRETATION DES STATISTIQUES.

Les deux statistiques les plus couramment utilisées au cours de cet ouvrage sont :

A. — La statistique officielle du commerce extérieur publiée par le Ministère des finances de Belgique.

A. — Notons : 1° - que jusqu'en 1921 cette statistique ne se rapporte qu'au commerce extérieur de la Belgique avec les pays étrangers ;
qu'à partir de 1922 elle renseigne le Commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avec les pays étrangers.

2° - que cette statistique mentionne, sous une même rubrique, les chiffres relatifs au commerce avec les territoires sous mandat et ceux qui se rapportent au Commerce avec le Congo proprement dit.

3° - Que le Quintal métrique = 100 Kg.

B. — La statistique officielle du Commerce extérieur du Congo Belge publiée par le Ministère des Colonies.

Notons : 1° - que cette statistique renseigne sous des rubriques distinctes, les chiffres relatifs aux territoires sous mandat et ceux qui se rapportent au Congo proprement dit.

2° - Qu'il faut prendre en considération les réserves faites en hors texte aux pages 131 et 138.

BIBLIOGRAPHIE.

LIVRES.

- | | |
|-------------------|---|
| Banning E. | Le Partage politique de l'Afrique. |
| Guernier E. L. | L'Afrique, Champ d'expansion de l'Europe. |
| Leplae E. | L'Agriculture du Congo Belge. |
| Gelders V. | La production indigène et l'aide européenne. |
| Wiener L. | Les Chemins de fer coloniaux de l'Afrique. |
| Passelecq F. | L'Essor Economique Belge - Expansion
Coloniale. |
| Baudhuin F. | La Belgique après le centenaire. |
| Wouters A. J. | L'Etat indépendant du Congo. |
| Angell N. | La Grande Illusion. |
| Maurette F. | Les grands marchés de matières premières. |
| Foignet R. | Législation coloniale. |
| Say J. B. | Traité d'Economie Politique. |
| Gonnard R. | Histoire des doctrines Economiques. |
| Reboud P. | Précis d'Economie Politique. |
| Brocard L. | Principe d'économie nationale et interna-
tionale. |
| Lauwers O. | Codes et Lois du Congo Belge (édit. 1914 et
1934). |
| Marchal J. | Cours d'économie et de législation Coloniale
(Un. Nancy). |
| Roland et Lampué. | Précis de législation coloniale. |
| Wauters A. | La Belgique au Congo. |
| Smith A. | Recherches sur la nature et les causes de la
richesse des nations. |
| Laude N. | Congo, terre d'énergie. |
| Stanley H. | Cinq années au Congo. |
| Franck L. | Le Congo Belge. |

REVUES, BULLETINS ET AUTRES FASCICULES.

Documents parlementaires : Sénat et Chambre des représentants.

Bulletin officiel du Congo Belge.

Revue « Congo », revue générale de la Colonie Belge.

Bulletin de l'Office Colonial.

Bulletin Agricole du Congo Belge, publié par la Direction Générale de l'Agriculture et de l'Elevage à l'usage du service agricole de la Colonie.

Le matériel Colonial, bulletin mensuel de l'Association pour le perfectionnement du Matériel Colonial.

Bulletin du Commerce de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avec les Pays Etrangers, publié par le Ministère des Finances de Belgique.

Annales d'Histoire Economique et Sociale.

Bulletin de l'Institut des Sciences Economiques de l'Université de Louvain.

Bulletin de la Banque de Bruxelles.

Bulletin de la Banque Nationale de Belgique.

Bulletin de la Société Générale de Belgique.

L'Essor Colonial et Maritime.

Bulletin du Comité Central Industriel de Belgique.

Revue Economique Internationale.

Revue des questions scientifiques (Bruxelles).

Bulletin de la Société Royale de Géographie d'Anvers.

Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers.

Bulletin de l'Association des Planteurs de caoutchouc (Anvers).

Bulletin de la Société Belge d'Etude Coloniale (Bruxelles).

Annales de la Société Scientifique de Bruxelles.

Bulletin de la Chambre de Commerce de Léopoldville.

Bulletin d'information et de documentation de la Banque Nationale de Belgique.

Bilan de l'activité économique du Congo Belge, F. Janssen.

Revue annuelle publiée par Mess. Grisar et Co.

Revue annuelle publiée par Mess. H. et G. Willaert.

L'organisation actuelle des Transports au Congo Belge, publication du Comité Permanent des Transports au Congo.

Quelques Industries Belgo-Congolaises, J. Leemans.

Le développement et l'avenir économique du Congo Belge, F. Janssens.

RAPPORTS.

Rapport annuel sur l'administration de la Colonie du Congo Belge,
présenté aux Chambres législatives.

Rapport présenté par le Gouvernement Belge au Conseil de la
S. D. N. au sujet de l'administration du Ruanda-Urundi.

Rapport du Congrès Colonial Belge, Ie, IJe, IIIe, IVe, Ve session.

Rapport de la Société Générale de Belgique.

Rapport de la Banque du Congo Belge.

Rapport de la Banque d'Outremer.

Rapport de la Banque de Bruxelles.

Rapport de la Compagnie Cotonnière Congolaise.

Rapport de la Société de Bruxelles (Brufina).

Rapport de la Banque de la Société Générale de Belgique.

JOURNAUX.

- « L'Echo de la Bourse » (Bruxelles).
 - « Le Soir » (Bruxelles)
 - « Le Matin » (Anvers).
 - « Le Lloyd Anversois » (Anvers).
 - « L'Avenir Belge » (Anvers).
 - « Het Handelsblad » (Anvers).
 - « De Nieuwe Gazet » (Anvers).
 - « L'Européen » (Paris).
 - « Suppléments économiques de l'Indépendance Belge » (Bruxelles).
 - « The African World » (Londres).
-

STATISTIQUES.

Statistique du Commerce extérieur du Congo Belge, publiée par le Ministère des Colonies.

Recueil de statistique de l'Institut International du Commerce à Bruxelles.

Annuaire statistique de la Belgique et du Congo Belge.

Tableaux annuels et Bulletins mensuels du Commerce avec les pays étrangers (publiés par le Ministère des Finances).

Statistique du Commerce extérieur du Congo Belge (publiée par le Ministère des Colonies).

Annuaire statistique de la Société des Nations.

Annuaire international de Statistique Agricole (Rome).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION :	7
PREMIERE PARTIE :	
CONDITIONS DE DEVELOPPEMENT DES RAPPORTS ECONOMIQUES BELGIQUE-CONGO.	
Section I : Régime des relations commerciales.	17
Chapitre I. Acte Général de la Conférence de Berlin (1885).	17
Chapitre II. Amendements à l'Acte Général de la Conférence de Berlin (1885).	21
§ I - Acte Général de la Conférence de Bruxelles 1890 et déclaration du 2 juillet 1890.	21
§ II - Traité de Saint-Germain-en- Laye (10 septembre 1919).	24
Chapitre III. Régime douanier du Congo Belge.	27
§ I - Régime douanier avant le 1 ^{er} mai 1935.	28
§ II - Régime douanier du Congo Belge depuis le 1 ^{er} mai 1935.	30
Chapitre IV. Dispositions douanières en faveur des produits d'origine congolaise, importés en Belgique.	37
Section II : Le régime juridique et la politique des transports au Congo Belge.	40
Chapitre I. Le régime juridique des transports.	41
Chapitre II. La politique des transports.	43
§ I. - Transports fluviaux.	45
§ II. - Transports ferroviaires.	51
§ III. - Transports routiers.	56

§ IV. - Transports aériens.	58
§ V. - Transports maritimes.	58
Chapitre III. Coordination des transports.	62

DEUXIEME PARTIE :

INDUSTRIE BELGE ET CONGO BELGE.

Section I : Rôle du Congo dans l'industrie métropolitaine.	67
Chapitre I. Le Congo Belge et le ravitaillement de notre industrie en matières premières.	68
Chapitre II. Le Congo Belge en tant que débouché pour notre industrie.	76
Chapitre III. Le Congo Belge et la création de nouvelles industries en Belgique.	81
Section II : L'industrialisation du Congo Belge et l'industrie métropolitaine.	87
Chapitre I. Importance de l'activité industrielle dans l'économie congolaise.	90
Chapitre II. Principales industries au Congo Belge.	94
Chapitre III. L'industrialisation de la colonie en tant que problème de l'économie congolaise.	102
§ I. - Aspect social de l'industrialisation au Congo Belge.	102
§ II. - Aspect chrématistique de l'industrialisation au Congo Belge.	106
§ III. - Aspect fiscal et financier de l'industrialisation au Congo Belge.	108
Chapitre IV. L'industrialisation du Congo Belge et la compétition des industries métropolitaines.	108
Chapitre V. L'attitude des pouvoirs publics et l'industrialisation du Congo Belge.	117

TROISIEME PARTIE :

COMMERCE BELGE ET CONGO BELGE.

Section I : La doctrine et le commerce colonial.	120
Section II : Commerce extérieur du Congo Belge.	126
Chapitre I. Valeurs et quantités.	126
Chapitre II. Nature du commerce extérieur du Congo Belge.	132
Chapitre III. Part de la métropole dans le commerce extérieur du Congo Belge.	136
Section III : Commerce extérieur des territoires sous mandat de la S. D. N.	139
Section IV : Commerce extérieur de la Belgique.	141
Chapitre I. Valeurs et quantités.	141
Chapitre II. Nature du Commerce extérieur de la Belgique.	143
Chapitre III. Part du Congo Belge dans le commerce extérieur de la Belgique.	146
Chapitre IV. Balance des comptes de la Belgique et commerce colonial.	150
Section V : Transit au Congo Belge et en Belgique.	154
Section VI : Colonisation et marchés métropolitains.	156
Chapitre I. Formation et fonctions des marchés métropolitains.	156
Chapitre II. Trois marchés métropolitains de produits coloniaux.	160
§ I. - Le marché du caoutchouc à Anvers.	161
§ II. - Le marché de l'ivoire à Anvers.	166
§ III. - Le marché de la gomme copal à Anvers.	170
Section VII : Colonisation et trafic des ports nationaux.	172
Section VIII : Interpénétration Belgique-Congo.	175

Chapitre I.	Qu'entend-on par interpénétration ?	175
Chapitre II.	Moyens de développer l'interpénétration de la Belgique du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.	176
§ I.	- Travaux de la commission d'interpénétration.	176
§ II.	- Notre interprétation.	182

QUATRIEME PARTIE :

FINANCES BELGES ET CONGO BELGE

Section I :	Le Congo Belge en tant que champ d'action des capitaux privés métropolitains.	187
Section II :	Budgets coloniaux et intervention métropolitaine.	193
Chapitre I.	Budgets du Congo Belge.	193
§ I.	- Coup d'œil sur le passé.	193
§ II.	- Budgets de 1935 et de 1936.	199
§ III.	- Le déficit des budgets.	202
Chapitre II.	Budgets du Ruanda-Urundi.	204
Section III :	La dette publique congolaise et le marché belge des rentes.	208
Chapitre I.	Le capital et le service de la dette congolaise.	211
Chapitre II.	La conversion de la dette publique congolaise.	214
Section IV :	La Banque Congolaise d'Emission et l'économie monétaire belgo-congolaise.	218
Chapitre I.	Origine et activité de la Banque du Congo Belge.	219
Chapitre II.	Les chartes successives de la Banque du Congo Belge.	221

CINQUIEME PARTIE :

DEUX PROBLEMES D'ACTUALITE.

Section I : Colonat belge.	230
Chapitre I. Avantages du Colonat belge.	230
Chapitre II. Obstacles au Colonat belge.	236
Chapitre III. Application du Colonat belge.	242
§ I. - Règles générales d'application du colonat belge.	243
§ II. - Domaines d'activité du colonat belge.	247
Section II : Paysannat indigène.	249
Chapitre I. Avantages du paysannat indigène.	250
Chapitre II. Obstacles au paysannat indigène.	253
Chapitre III. Application du paysannat indigène.	255
CONCLUSIONS.	261

TABLE DES CLICHÉS ET DES GRAPHIQUES.

Cliché 1	page 20 - 21
Cliché 2	In fine

Graphique No 1	page 128 - 129
„ No 2	„ 129 - 130
„ No 3	„ 136 - 137
„ No 4	„ 136 - 137



